

An impressionistic painting of a harbor scene. In the foreground, a large, dark-hulled ship with a red stripe is docked on the left. Several smaller boats are scattered in the water. In the background, a city skyline with domes and minarets is visible under a hazy, yellowish sky. The overall style is painterly and atmospheric.

Emre Korsu

**Les villes sont peuplées de gens
qui ne sont pas (toujours) ceux
qu'on croît**

H. Vecih

Emre Korsu

**Les villes sont peuplées de
gens qui ne sont pas (toujours)
ceux qu'on croit**

Paris, Juin 2020

Remerciements

Frédéric De Coninck, Sandrine Wenglenski, Jean-Pierre Orfeuïl, Jean Laterrasse, Laetitia Dablanç, Laurent Terral, Laurent Proulhac, Mariane Thébert, Virginie Boutueil, Caroline Gallez, Marianne Ollivier-Trigalo, Anne Aguiléra, le ALLVMT, Marie-Hélène Massot, Renaud Le Goix, Marie-Pierre Lefeuvre, Fériale Drosso, Michel Grossetti, Richard Shearmur, Sophie Cambon-Grau, Sandrine Vanhoutte, Virginie Debusschère, Sandrine Fournials, Pierre Zembri, Christian Lefèvre, Francis Godard, Laurent Davezies, Bernard-Henri Nicot, Marie-Paule Rousseau, Gül den Korsu Gök lebir Köprülü, Sener Korsu, Özden Polat Köprülü, Sehim Sueri Köprülü, Mutahare Köprülü, Esra Korsu, Ela Voisin-Korsu, Dominique Dockès, Antonin Voisin, Marie Pinatelle, Mehmet Davaz, Thomais Papaioannou, Gün Önen, Saynur Yazicioglu-Önen, Emre Delice, LCDG-A Suppa Crew, Chantal Balcioglu, Denise Demitri, Squadra Arkonut, METU people.

Préface Jean-Pierre Orfeuil

Les villes sont peuplées de gens qui ne sont pas (toujours) ceux qu'on croît p.1

Le système d'équations résidentiel : multiples inconnues, multiples solutions
p.38

Les mille et une façons de construire sa 'solution de mobilité' pour le quotidien (et les mille et une raisons de faire autrement) p.86

Variations sur la logistique du quotidien (ou les mille et une façons d'orchestrer un même thème)
p.141

La fabrique de l'hétérogénéité diffuse : quand des corps complexes rencontrent des situations non-triviales p.190

Hétérogénéité diffuse et tendances socio-urbaines composites et marginales p.235

Qu'est-ce que cela change ? p.263

Préface

Cet ouvrage est le résultat abouti d'une enquête qui a démarré il y a près de 20 ans.

Son objet ? Une rumeur qui court, répandue par des essayistes âgés: on assisterait à une perte de pertinence, assimilable à une mort lente, de la structuration de la société par des groupes sociaux bien établis, à la perte du pouvoir normatif des places fortes de l'espace social: la classe ouvrière, la bourgeoisie, etc.

Ce propos a été véhiculé par tous les grands essayistes de la modernité tardive, dans des essais brillants. Parce que la confrontation de leurs hypothèses au réel par des recherches empiriques n'est pas leur principale vertu, parce que les bons vieux tableaux croisés élaborés par tous les socio-économistes montrent toujours des écarts notables entre groupes, il est légitime de se demander si cette rumeur relève de la post vérité, un peu comme les théories sur les « millenials » et leurs supposées conduites de rupture aux Etats-Unis. S'il s'avère qu'elle contient une part de vérité, il faudra aussi identifier le ou les agent(s) à l'origine de ce déclin.

On pourrait imaginer que la section compétente du CNRS ait uni ses forces à celles de la justice pour faire la lumière sur cette affaire et qu'elle ait confié à l'auteur de cet ouvrage la responsabilité de mener l'instruction. Il a été bien peu respectueux du secret de l'instruction: au fil du temps, sur chacun des thèmes qu'il a explorés, il a laissé fuiter des indices, des preuves partielles, en exposant en détail la méthodologie de la recherche et de l'administration de la preuve, dans des revues scientifiques internationales.

Un grand jury, une commission d'habilitation à diriger les recherches, a reconnu la qualité du travail, lui a donné son imprimatur et l'a jugé digne de diriger d'autres recherches, quels qu'en soient les domaines.

C'est donc avec la confiance procurée par l'habilitation par ses pairs et de nombreuses publications antérieures qu'Emre Korsu s'autorise à présenter aujourd'hui non pas l'intégralité d'un dossier d'instruction épais et austère, mais une sorte de « résumé pour les pairs et les décideurs » écrit dans une langue alerte et éloignée du jargon de la discipline. Il débusque dans différents champs de la vie sociale, les signes statistiquement vérifiables d'un affaiblissement du pouvoir des groupes sociaux à normer les conduites.

Il le fait grâce à une méthode puissante et systématique de constitution de groupes sociaux de plus en plus homogènes du point de vue économique, social, démographique, spatial, etc. Il observe alors non pas comme on le fait classiquement les différences de comportements entre groupes, mais la variété résiduelle des choix au sein de chacun des groupes. En termes de statisticien, il s'intéresse plus à la variance intra classe, ce qu'on fait rarement, qu'à la variance inter classe qui est habituellement l'objet de toutes les attentions.

Les comportements observés concernent divers domaines de la vie quotidienne : où choisit-on d'habiter ? A quelle distance de son lieu de travail ? Comment réalise-t-on les courses, l'accompagnement des enfants ? Un résultat troublant, et récurrent, se dégage : quel que soit le niveau de finesse avec lequel un groupe est caractérisé, il y a toujours en son sein des sous-groupes minoritaires mais non marginaux, dont le comportement diffère significativement du sous-groupe majoritaire (quand il n'y a que deux possibilités de choix), et des sous-groupes de taille significative et souvent comparables quand il y a trois, quatre ou cinq possibilités de choix, d'où la référence constante à la fractalité.

Les minoritaires d'un groupe peuvent même adopter le même comportement que celui d'un sous-groupe majoritaire d'un autre groupe. Ils interdisent de penser le groupe comme un bloc homogène, ou même comme un ensemble d'individus dont la variété des comportements serait régie par une loi gaussienne où moyenne, médiane et valeur modale se confondent et où les individus se distribuent autour d'un spécimen parfait.

On peut donc conclure de l'enquête que si la partition de la société en groupes distincts continue bel et bien à exister (il y a toujours des jeunes et des vieux, des travailleurs essentiels et des autres, et même des riches et des pauvres...), la capacité de ces groupes à dicter les conduites de la vie quotidienne à chacun de ses membres se réduit tous les jours, si bien que des membres en nombre non marginal de groupes qu'apparemment tout oppose partagent en fait certains traits communs.

C'est ce que l'auteur appelle l'hétérogénéité diffuse.

Quant au responsable, au coupable, au responsable mais pas coupable de cet affaïssement, il est difficile de le poursuivre, puisque c'est chacun de nous, par les choix que nous opérons dans notre vie quotidienne.

L'enquête pourrait se poursuivre et chercher à comprendre pourquoi l'espace de nos choix d'aujourd'hui est infiniment plus ouvert que celui d'hier. Ce ne serait que de peu d'utilité, tant le terrain a été bien défriché par les essayistes mentionnés en introduction.

On y trouverait pêle-mêle l'autonomie revendiquée par les mouvements de jeunes de la fin des années soixante, qui a débouché sur la fin du modèle fordiste dans les têtes, où l'objectif principal de chacun était d'équiper son foyer aussi bien que celui des Jones, ces voisins qui servent d'exemple parce qu'ils sont juste un cran au-dessus de nous dans la pyramide sociale ; l'accroissement des degrés de liberté procuré par le renouvellement technologique constant ; la tolérance croissante à l'égard de modes de vie qui auraient paru exotiques hier, voire la recherche d'une identité valorisante en cultivant sa différence par rapport à son groupe d'appartenance hérité ; la liberté procurée par une accumulation sans précédent de capitaux économiques, relationnels et culturels liée à la prospérité économique, à la durée croissante des études, à la découverte d'autres façons de vivre par le tourisme ou les écrans, etc.

Ces résultats permettent-ils d'éclairer d'un jour nouveau la conception des politiques publiques ? L'auteur le pense, même s'il reste modeste sur cette question. Il suggère toutefois qu'un petit signal émis par les pouvoirs

publics, sous forme fiscale ou réglementaire par exemple, peut affaiblir de quelques pour cents le groupe dont les comportements sont majoritaires, et accroître à la marge le groupe dont les comportements sont déviants, de sorte que des phénomènes non souhaités, comme l'augmentation des distances au travail ou la gentrification des espaces centraux soient enrayés, ce qui ne suppose des changements de comportement que dans une faible partie de la population. Il y a là une piste pour des politiques qui substitueraient aux grands gestes parfois stériles hérités des trente glorieuses, des gestes plus modestes, plus ciblés sur certaines populations, et plus susceptibles d'atteindre leur objectif.

En incidente, on doit observer, à partir des résultats de l'auteur, que « la ville », ce territoire dont la rigidité et la permanence se manifestent par ses immeubles, ses réseaux, ses « pleins » et ses « vides » est infiniment plus changeante que l'on ne le croit. De nombreux auteurs ont mis l'accent sur le fait que la ville de 2030 ou 2050 est déjà construite à 80 ou 90%. C'est vrai. En revanche l'abondance des changements de lieux d'emploi et de logement fait que l'occupation de la ville change à un rythme infiniment plus élevé que celui qu'impose le simple renouvellement démographique (naissances et décès). Pour ne prendre que l'exemple de la ville de Paris et de ses 2,2 millions d'habitants entre 2003 et 2008, elle a perdu 20.000 habitants, soit 1 % de sa population. Ce solde très modeste résulte toutefois de mouvements infiniment plus importants : 435.000 départs, 415.000 arrivées, soit à chaque fois 20 % de la population. Départs et arrivées peuvent changer la physionomie du territoire beaucoup plus que ce que laisse penser la seule prise en considération du solde. Là aussi, on peut imaginer des politiques publiques dont la matière même serait les mouvements de population, et non pas l'ensemble des populations résidentes, en favorisant par exemple – ce n'est qu'un exemple- les mouvements qui réduisent les distances au travail.

On peut aussi observer que la seule prise en compte des moyennes dans des groupes caractérisés par l'hétérogénéité diffuse peut conduire à concevoir des politiques qui manquent leur cible. Le cas de l'adoption du tarif unique des transports en Île-de-France est presque un cas d'école à

cet égard. On observe qu'en moyenne les grands périurbains de Paris se déplacent sur de plus longues distances que les habitants du cœur de la métropole. Bien que leur niveau de vie soit en moyenne plus faible, ils doivent disposer de plus de voitures. Tant pour des raisons sociales qu'environnementales, la baisse du coût des transports publics pour cette population apparaît donc justifiée. En fait, lorsqu'on met la focale sur ces périurbains, on observe deux populations distinctes : d'une part des actifs qui travaillent à Paris ou en très proche banlieue, qui ont effectivement de longues distances à parcourir, et les réalisent déjà majoritairement en train. En contrepartie, ils bénéficient en moyenne des salaires plus élevés offerts par l'emploi métropolitain ; d'autre part des actifs qui travaillent majoritairement dans un périurbain où l'offre de transport locale reste faible, si bien que les couples biactifs doivent avoir deux voitures, bien que les emplois périphériques qu'ils occupent soient moins rémunérateurs que les emplois centraux. Ainsi, le dézonage des tarifs des transports a surtout concerné les périurbains les plus aisés et ceux qui ont le moins besoin de plusieurs voitures, et n'a amélioré ni le sort des « bi-motorisés obligés », ni l'environnement local, ce qu'une amélioration de l'offre locale de transport aurait pu faire.

Pour terminer, gardons à l'esprit que les résultats, souvent remarquables, acquis par l'auteur sont propres à un territoire (la France) et à une période (les années 1990 -2020). Nous savons aujourd'hui que le récit de la fin de l'histoire relevait plus de la fiction que de la réalité, même si de nombreux signes pouvaient l'accréditer à l'époque où il a été élaboré. Rien ne dit - et l'on a des signes pour penser le contraire - qu'un modèle faisant toute sa place à l'autonomie et aux désirs individuels soit majoritaire dans un monde où le politique et le religieux peinent à différencier leurs rôles et où les démocraties prospèrent, y compris dans des pays qui ont connu et apprécié des démocraties vivantes. En outre, nous avons devant nous des menaces collectives (épidémies, changement climatique, fractures géopolitiques, crises économiques majeures, etc.) qui sont souvent favorables à la régression de l'autonomie des individus.

Alors, après avoir salué à sa juste mesure le travail pionnier de l'auteur et sa méthode de qualification des arbitrages sociaux qui pourrait être pratiquée dans de nombreux autres domaines, il faut rappeler, avec le poète, que « Rien n'est jamais acquis à l'homme : ni sa force, ni sa faiblesse, ni son cœur ».

Jean-Pierre Orfeuil

Les villes sont peuplées de gens qui ne sont pas (toujours) ceux qu'on croit

Commençons par une question, à la manière d'un quiz : dans une grande métropole comme Paris, parmi les classes moyennes et supérieures, sur cent ménages qui changent de logement, combien font un déménagement qui perpétue ou empire la ségrégation, et combien font un déménagement qui, au contraire, préserve ou améliore la mixité sociale ? Prenez votre temps...

Si vous êtes un familier du sujet, ou une personne qui, sans être connaisseuse, a eu l'occasion de se faire une idée en prêtant l'oreille à ce que les politiques, les experts, les scientifiques ou les journalistes disent sur le sujet, il est probable que vous ayez pensé à un chiffre plutôt grand pour les déménagements pro-ségrégatifs et à un chiffre plutôt petit pour les déménagements pro-mixité. Peut-être : 80 et 20. Peut-être même : 90 et 10. Je crois en cette probabilité car il me semble qu'il y a une sorte de pression atmosphérique qui incline à imaginer ce genre de réponses. Beaucoup de personnes dont l'opinion compte pensent que nous vivons une époque où les classes moyennes et supérieures sont habitées d'une aversion généralisée envers la mixité sociale et d'un penchant commun pour une vie en compagnie de ses semblables.

Mais il se peut que vous ayez pensé à des chiffres plus équilibrés, comme 60/40 par exemple, ou même plus proches encore de la parité. Aussi surprenant que cela puisse paraître, de tels chiffres n'ont pas été calculés jusqu'ici, si bien que personne, à ma connaissance, ne connaît véritablement la réponse. Je me suis donc aventuré sur ce terrain pour produire une estimation. Je dis bien 'estimation' car faire un déménagement pro-ségrégatif ou pro-mixité n'est pas un acte aussi facile à identifier que manger une glace par exemple. Le caractère pro-ségrégatif ou pro-mixité d'un déménagement dépend de ce qu'on appelle 'perpétuer ou empirer la ségrégation' ou 'préserver ou améliorer la mixité sociale' – c'est peut-être ce que vous vous êtes dit à la lecture de ma question –, d'où il suit qu'un déménagement pro-ségrégatif ou pro-mixité sont des constructions. Voici la construction que je propose : admettons qu'un déménagement empire la ségrégation s'il conduit le membre d'un groupe social dans une commune où ses 'semblables', c'est-à-dire les affiliés de son groupe, sont plus nombreux proportionnellement que dans la commune où il habitait au départ. Comme par exemple un ingénieur qui partirait de Drancy où les '*cadres et professions intellectuelles supérieures*', son groupe socioprofessionnel, pèsent pour 5%, pour s'installer à Gagny où son groupe pèse pour 11%. Quant au déménagement qui se fait au sein d'une même commune – cas très fréquent –, nous dirons qu'il conserve la ségrégation s'il maintient la personne dans une commune où ses semblables sont sur-représentés. Un professeur des universités logé dans le cinquième arrondissement de Paris, mondialement connu pour son vaste contingent d'académiciens, qui passe d'un logement de l'arrondissement à un autre, ferait un déménagement pro-ségrégatif.

Revenons à la question. Dans une grande métropole comme Paris, parmi les classes moyennes et supérieures, sur cent ménages qui changent de logement, combien font un déménagement pro-ségrégatif, et combien font un déménagement pro-mixité ? Réponse – selon mon estimation à partir d'un vaste échantillon prélevé à la fin des années 2000 : pour les 'cadres et professions intellectuelles supérieures', 58 déménagements pro-ségrégatif et 42 déménagements pro-mixité ; pour les professions intermédiaires, le partage se fait en 56/44. Les déménagements pro-ségrégatifs sont assez loin de représenter une majorité écrasante et les déménagements pro-mixité, tout en étant minoritaires, sont loin d'être des raretés. On est plus proche d'un 50/50 que d'un 90/10.

Ce genre de disjonction entre les imaginaires urbains et les faits établis statistiquement, entre des anticipations d'une réalité de type 90/10 et des distributions qu'on découvre plus proches d'une équipartition, comme un 50/50, est assez courant, sans qu'on en soit pleinement conscient. Tout un ensemble de récits collectifs, formés au fil du temps par accumulation et fusion d'un matériau hétérogène, fait de statistiques, d'anthropologie, d'expertises savantes ou profanes, d'expériences du terrain, d'impressions subjectives du quotidien, ont généré et entretenu des imaginaires de type 90/10, notamment par l'intermédiaire de leurs versions épurées et tranchantes. Voici quelques exemples dont l'influence sur les imaginaires est particulièrement puissante : (i) le récit sur le séparatisme socio-urbain (accentuation de la ségrégation, volonté offensive d'entre-soi socialement sélectif, tentations sécessionnistes chez les classes supérieures, penchant généralisé à fuir le voisinage des strates inférieures), (ii) le déclin des

grands ensembles (abandon de ces quartiers par les classes moyennes en accession à la propriété d'une maison individuelle dans le périurbain), (iii) l'embourgeoisement des hyper-centres métropolitains ('envahissement' des quartiers centraux par les jeunes classes supérieures, départs contraints des ménages aux revenus modestes sous la pression des prix immobiliers), (iv) l'indifférence grandissante à l'égard de la proximité domicile-travail (moindre détermination des choix de localisation par le critère de proximité, en conséquence des progrès des conditions de mobilité), ou encore (v) le récit de l'"hypermobilité" et du dé-lien social (dilatation des aires métropolitaines, perte de densité et de frottement social, inaptitude de la 'ville émergente' à 'faire société', instrumentalisation de la vitesse par les groupes aisés pour se mettre à l'écart du 'populaire'). Ces récits véhiculent des représentations du réel dans lequel certaines formes de comportement, de pratique, de choix, d'arbitrage sont érigées en modalités dominantes, hégémoniques, partagées par de très larges majorités ou qui s'imposent à la grande majorité. Pourtant, comme je vais essayer de le documenter par la suite, lorsqu'on fait les comptes, mesurant la part qui revient à chacune des possibilités, le bilan se révèle plus équilibré bien des fois et les formes de comportement qu'on imaginait écrasantes paraissent loin du compte. On découvre du 55/45 là où on pensait trouver du 90/10.

Le monde du 90/10 et le monde du 55/45

La différence entre une réalité de type 90/10 et une réalité de type 55/45 n'est pas qu'une simple affaire de chiffres, d'un peu plus ou d'un

peu moins. Le monde que reflètent des partages en 90/10, ou même en 80/20, et le monde du 55/45 sont dissemblables d'un point de vue sociologique. Dans le monde du 90/10 règne une grande uniformité des manières de penser et d'agir. Certaines formes de comportement y sont très dominantes, hégémoniques, ultra-majoritaires, et font presque l'unanimité. Qui se ressemble se ressemble aussi par sa conduite : cette règle générale souffre de peu d'exceptions. La non-conformité existe mais reste très marginale. La 'société' a la capacité de 'produire' des individus qui voient le monde d'un même œil et de les placer dans des situations où les mêmes causes produisent les mêmes effets pour générer une homogénéité de conduite. Les déterminations élémentaires, qui transitent par la position socio-professionnelle, le volume des capitaux économiques et culturels, la position dans le cycle de vie, etc., sont puissantes et ne laissent que peu de chances aux écarts de conduite. Il en va tout autrement dans le monde du 55/45. Ce monde-là est plus hétérogène, plus polarisé. Ici, il n'y a pas de formes de comportement plébiscitées par de très vastes majorités ou qui s'imposent au plus grand nombre. On est dans un régime de 'petites majorités' et de 'grandes minorités'. Pour tout individu qui se conduit d'une certaine façon, il y en a un autre qui fait autrement ou presque. Certains comportements sont minoritaires mais pas marginaux pour autant. La non-conformité, au sens d'adoption de conduites qui se démarquent de la majorité, est présente partout au point qu'il devient délicat d'opérer des distinctions de type 'normal'/'anormal'. La société est manifestement incapable de créer les conditions nécessaires pour que les individus qui partagent une même position sociale se comportent comme une seule et même personne. Au contraire, tout se

passé ici comme si les conditions sociales stimulaient une polarisation des conduites, la division, le clivage, et ce jusqu'au cœur de groupes de personnes qui se ressemblent entre eux aux yeux du sociologue. La corrélation entre les positions et les agissements n'est pas aussi nette et implacable. Il est plus difficile, dans ce monde, de prévoir avec une grande fiabilité les comportements des individus à partir de leurs coordonnées sociologiques élémentaires.

Il faut croire que les villes contemporaines sont dotées des propriétés du monde du 55/45 car elles contiennent des réalités de type 55/45 en grande quantité. Dans divers champs de la vie sociale, des personnes proches socialement apportent des réponses hétérogènes aux sollicitations, épreuves, problèmes, opportunités qu'elles rencontrent sur les sentiers de leur vie. Loin de sélectionner à l'unisson les mêmes voies, elles se fractionnent en interne, si on peut dire, avec toujours un nombre conséquent d'entre elles pour se reporter vers d'autres possibilités que le reste des membres. Vivre dans un quartier plutôt bourgeois ou plutôt populaire, dans le centre ou en banlieue, s'offrir un logement confortablement spacieux ou se contenter d'un volume plus spartiate, acheter ses fruits et légumes chez le primeur ou dans un hypermarché, aller prendre un verre avec les amis à la fin de sa journée de travail ou rentrer chez soi sans tarder, prendre sa voiture et endurer les embouteillages ou prendre les transports en commun et endurer leur saturation, chercher à placer son logement et son emploi proche l'un de l'autre ou ne pas s'en soucier, dépenser beaucoup d'argent pour se loger et se déplacer ou y consacrer un plus petit budget, accompagner soi-même les enfants à l'école ou s'organiser autrement, à quelle heure partir le matin, à quelle heure rentrer le soir : ces

questions qui remplissent le quotidien des existences urbaines, et d'autres encore, trouvent des réponses polarisées chez de multiples groupes que définissent la communauté de certaines caractéristiques sociales. Cette réalité coexiste avec une autre, faite de situations de type 90/10 où l'homogénéité de conduite est presque parfaite. Ces situations restent abondantes elles aussi mais on peut douter de leur légitimité à incarner en exclusivité ce qui est typique de notre époque, au regard de la quantité de situations de type 55/45 qu'on rencontre aux quatre coins de la vie sociale en ville.

Déterminations complexes

Pour toute personne sensibilisée aux enseignements de la sociologie classique d'obédience déterministe, très forte et influente, ces propos peuvent paraître excessifs, puisqu'ils semblent rejeter l'une des propositions les plus fondamentales de ce courant : l'encadrement serré des manières de penser et d'agir par les positions et identités sociales – en plus court : le déterminisme social. Une telle radicalité serait au-dessus de mes moyens. Je pense comme beaucoup d'autres que ce que les individus pensent et font est nécessairement travaillé par le social car on ne comprend pas comment il pourrait en être autrement, sous forme d'actes et de pensées indépendants de l'influence du social, c'est-à-dire du contact avec d'autres humains et les objets fabriqués par les humains. C'est dans l'interaction avec autrui et les objets qu'on apprend à réfléchir, à parler, à faire, et on ne voit pas comment cet apprentissage pourrait échapper à l'influence de ceux qui y jouent un rôle. Le monde dans lequel on vit, avec ses institutions,

ses règles, ses codes, ses lois, qui tracent les frontières entre le permis et l'interdit, le possible et l'impossible, le facile et le difficile, lui aussi, est une construction sociale. Les contraintes qu'elle impose aux uns et aux autres et la résistance qu'on peut lui opposer varient avec la position sociale des individus, position qui détermine (et qui est aussi déterminée par) le pouvoir dont ils disposent. Les déterminations sociales existent mais, dans la modernité, elles opèrent comme un processus des plus sophistiqués, une sorte de multi-déterminisme complexe (Morin, 1994). Les conditions au sein desquelles les individus sont socialisés et sont amenés à vivre empêchent la détermination sociale de déboucher sur une uniformité de conduite systématique chez les personnes au curriculum sociologique semblable dans les grandes lignes. Au contraire, certaines des propriétés des sociétés modernes ouvrent tout un espace de jeu dans lequel peuvent prospérer des pratiques qui, tout en étant influencées par le social, sont potentiellement hétérogènes, même chez des individus semblables socialement. C'est vers cet horizon que semble tendre l'expérience sociale contemporaine.

L'éclipse

Comme on sait, la statistique est l'allié stratégique de tout chercheur dont l'intention est de démontrer l'uniformité des manières de penser et d'agir chez des personnes proches socialement. Vous construisez un tableau de contingence en plaçant en ligne les individus groupés par proximité sociale, culturelle, économique, démographique, et en colonne les différents possibilités de conduite : si vous obtenez des

pourcentages en ligne de type 90/10, la démonstration est faite (pour peu que l'échantillon soit représentatif). De fait, la production sociologique compte à son actif des milliers de tableaux de contingence au service de cette cause. La préoccupation qui guide cette production amène les producteurs à poser leur regard essentiellement sur les lignes conformes au principe de l'uniformité des conduites – et de telles lignes existent en grande quantité. Ce tropisme dans la lecture des statistiques a provoqué une sorte d'éclipse. A force d'avoir les yeux sur les lignes de type 90/10, c'est comme si on ne voyait pas les lignes de type 55/45, pourtant nombreuses aussi, dans les mêmes tableaux. Au mieux, ces lignes sont instrumentalisées pour souligner l'évidence de la détermination sociale : le contraste entre les groupes avec des distributions en 90/10 et les groupes en 55/45 donne de la force à l'idée d'une puissante influence des positions et identités sociales sur les conduites. Mais on ne prête aucune attention aux distributions en 55/45 en soi, comme si elles ne disaient rien qui vaille sur l'état de notre société. Plus étrange encore, parfois, c'est comme si la perception s'altérait et que la vue déformait des pourcentages plus proches d'un 50/50 en pourcentages de type 90/10. Comme on sait, la sociologie déterministe a souvent été épinglée en raison de sa tendance à parfois lire et interpréter les données d'une façon qui exagère la correspondance entre les positions et les actions¹. Il faut dire que les commentaires qui accompagnent les statistiques donnent parfois l'impression que l'on cherche à 'doper' les données pour que l'emprise des déterminations paraisse plus impérieuse encore. Pour styliser avec

¹ Sur ce point, voir Boudon, 1984, 1990, Establet et Felouzis, 1992, Lahire, 2004, De Singly, 1990, cité in Lahire, 2004.

un exemple numérique, des distributions de type 60/40 chez le groupe A et 40/60 chez le groupe B donnent lieu à des lectures qui font comme si on avait du 90/10 d'un côté et du 10/90 de l'autre. Pourtant, sans même exagérer, l'influence du social est ici nette : selon qu'on est membre du groupe A ou B, les chances de se conduire de telle ou telle façon sont très inégales (écart de 20 points). Mais cette réalité n'est pas exclusive de cette autre : les conduites sont hétérogènes au sein de chaque groupe, aucune conduite ne fait l'unanimité, les comportements minoritaires sont loin d'être rares, aucun groupe n'a le monopole d'un comportement puisque la conduite majoritaire au sein de chaque groupe a également beaucoup d'adhérents dans l'autre camp.

Il serait possible d'affirmer que cet ouvrage est tout entier construit autour de ces lignes statistiques auxquelles on ne prête pas grande attention en général. Ces lignes de type 55/45, qu'on néglige alors qu'elles sont partout, désignent une réalité sociale. Elles expriment tout autant que les autres quelque chose à propos de la vie sociale dans les villes contemporaines. Ce qu'elles révèlent, c'est la réalité d'une ville à hétérogénéité diffuse, dans laquelle les proches sociaux exposent parfois un étonnant pluralisme quant à leurs manières de vivre – réalité que la routinisation de la lecture des statistiques dans la perspective du déterminisme social empêche de voir. Hétérogénéité diffuse : que soit ainsi baptisée ici cette hétérogénéité pénétrante, fractale, qui s'insinue jusqu'au cœur de groupes d'individus proches socialement.

Des organismes très individualisés, des situations très ouvertes

Les réalités de type 55/45 entretiennent sans doute un lien étroit avec l'individualisation particulièrement fine des organismes humains à notre époque. C'est un des thèmes majeurs de la sociologie moderne, de ses débuts jusqu'à aujourd'hui : les sociétés modernes forment un environnement social stimulant l'individualité, c'est-à-dire la propension de chaque organisme humain à tendre vers un habitus de synthèse hautement singulier². Plusieurs de leurs propriétés jouent un rôle dans ce sens, notamment la pluralité des influences socialisatrices que reçoivent les corps et une normativité ambiante qui invite les individus à développer leur singularité. Socialisés dans des cadres qui ne sont jamais entièrement fermés, ni entièrement homogènes, exposés à des influences multiples et étrangères les unes aux autres, les individus dans les sociétés modernes tendent à avoir des habitus composites, pas toujours d'une grande cohérence, parfois contradictoires. Les appartenances de classe donnent aux habitus singuliers les couleurs d'un 'habitus de classe' mais avec beaucoup de nuances. « L'Homme est large, trop large », écrivait Dostoïevski, avant d'ajouter : « Moi, je le rétrécirais ». C'est comme si les sciences sociales avaient parfois tenté l'expérience, en essayant de faire rentrer l'individu dans un moule étroit qui faisait de lui un être tout d'un bloc, cohérent, raisonnable, sérieux,

² Les œuvres de nombreux auteurs influents de la sociologie, de la première modernité jusqu'à l'époque contemporaine, de Park, Simmel, Elias à Bauman, Beck, Becker, Boudon, Castoriadis, de Certeau, Garfinkel, Giddens, Lahire, Morin, Strauss, Urry et tant d'autres, contiennent des analyses, des observations, des idées qui peuvent être interprétées dans le sens du point de vue que je développe ici. Je propose dans le chapitre 5 une incursion plus en profondeur dans cette littérature.

logique, constant, qui n'a qu'une parole, qui sait ce qu'il veut et ce qu'il peut, par raisonnement ou par sens pratique. Sans trop de succès car les humains qui peuplent les villes sont souvent des organismes compliqués. Leurs désirs, ambitions, intentions sont parfois contradictoires, des principes moraux antagoniques peuvent les attirer simultanément. Dans de très nombreuses situations qu'ils rencontrent dans leur vie, ils hésitent, ne sont pas sûrs de ce qu'ils doivent faire, prennent des décisions qui, jusqu'au dernier moment, peuvent rester inconnues à eux-mêmes. Il existe aussi bien sûr des individus qui, en apparence du moins, savent ce qu'ils veulent et ne sont pas du genre à hésiter. La pluralité des influences ambiantes n'empêche pas toujours les organismes humains d'élaborer une vision du monde et des préférences fermes, avec des certitudes. Mais du moment où les influences agissantes sont multiples et variées, ces préférences fermes et pleines de certitudes elles-mêmes ont toute probabilité de varier d'un individu à l'autre, même entre proches sociaux, au gré d'éléments biographiques qui injectent de la contingence dans la 'sélection' des influences dominantes. Du reste, la fermeté de ces personnes et l'hermétisme de leurs décisions aux interférences étrangères n'est vraisemblablement jamais entière, ni valable en toutes circonstances. Il est particulièrement difficile dans notre monde, où les influences affluent de partout, de se mettre à l'abri de tout élément perturbateur et de tout état d'âme. Dans tous les cas, nos contemporains interrogent avec régularité leur conduite de vie et il leur arrive de revenir sur des choix antérieurs, de rompre avec des habitudes. Les routines ont une force d'inertie mais leur révision n'est pas un tabou comme s'il s'agissait de traditions à respecter scrupuleusement. A notre époque,

les routines sont des « répétitions sans répétition » (Clot, 2002) : elles sont construites réflexivement, par expérimentation, servent de cadre de référence à l'action sans interdire les improvisations, sont constamment peaufinées, consolidées, développées, perfectionnées, réinventées sous forme de nouvelles versions d'un invariant, modifiées à la marge ou en profondeur, voire mises de côté lorsque les contextes d'action changent et les rendent inopérantes ou obsolètes (De Coninck, 2015). Dans les sociétés modernes, les individus s'insèrent dans un social dans lequel l'individualité est érigée en norme. Ils ressentent, qu'ils le veuillent ou non, une certaine pression qui leur enjoint de devenir un 'individu', c'est-à-dire un être autonome, responsable de sa vie, qui fait des choix et les assume, et une personne singulière, différente des autres, y compris de celles qui sont proches socialement et/ou affectivement. L'organisation sociale leur procure, bien que très inégalement, des moyens matériels et psychiques pour qu'ils puissent prendre leur distance vis-à-vis des collectifs et partir à la quête du « caractère unique » (Bauman, 2013). La course à l'individualité authentique et originale se déroule dans un contexte marqué par une abondance de repères quant à l'idéal d'une individualité réussie et, plus généralement, quant aux 'bonnes manières de vivre'. Dans la plupart des domaines de la vie sociale, mineurs comme majeurs, c'est toujours une pluralité de voix qui murmurent à l'oreille des individus, les unes de faire plutôt ceci, les autres de faire plutôt cela. Il y a là un premier ensemble de propriétés qui conspirent pour produire une certaine variété des actes et des pensées chez des individus dont les coordonnées sociologiques élémentaires sont semblables.

Ces corps hautement individualisés trouvent bien souvent devant eux un champ des possibles qui renferme une pluralité de possibilités. Le marché, le service public, le monde intellectuel, les relations sociales tendent à démultiplier 'l'offre' dans tous les registres, les biens, les services, les parcours, les idées, les valeurs, les modes de vie, et à les rendre accessibles. La rencontre entre cette offre pléthorique et l'« Homme pluriel » (Lahire, 2001), avec ses désirs, préférences, dispositions, conceptions éthiques multiples et parfois concurrentes, rend abondantes les situations qu'on vit comme ouvertes, où il n'y a plus d'« évidence microsociologique » (Boudon, 1984), où la question de ce qu'il est mieux de faire n'est pas triviale. Les individus en rencontrent dans tous les compartiments de leur vie sociale. En tant que citoyens, citadins, professionnels, consommateurs, parents, conjoints, amis, ils sont confrontés en permanence à des choix de toutes sortes, des plus petits aux plus grands, et bien souvent, il y a matière à hésitation. Pour reprendre quelques exemples élémentaires relatifs à la vie en ville mentionnés plus haut, nombre de personnes disposent d'un espace de choix entre acheter son logement ou le louer, habiter au centre ou en banlieue, dans un quartier plutôt 'populaire' ou plutôt 'bourgeois', dans un appartement ou une maison, un grand logement ou un logement proche du lieu de travail, posséder une voiture ou non, etc. – et certains vivent ces situations comme des dilemmes. Il ne leur est pas toujours aisé de déterminer la meilleure option, parfois en raison de la complexité de l'offre (trop de choix, trop de pour et de contre à évaluer et à comparer, des avantages et inconvénients difficiles à mesurer), parfois par manque d'informations sur la valeur des options dans l'immédiat, ou encore à cause

d'incertitudes sur les conséquences lointaines des choix d'aujourd'hui. La cadence élevée du changement dans la modernité tardive n'arrange rien à la situation, des produits, services, idées, philosophies de vie, règles du jeu plus ou moins innovants venant chroniquement perturber les équilibres instables du champ des possibles. Les individus restent parfois dans le brouillard dans les situations aux airs de jeu stratégique où l'opportunité du coup que l'on se prépare à jouer dépend des coups que joueront les autres protagonistes. Par exemple, les futurs acquéreurs qui envisagent d'investir dans l'immobilier des quartiers populaires à potentiel de valorisation, dans l'espoir de faire une bonne affaire, savent que l'opération ne réussira pleinement que si d'autres suivent leur exemple. Autrement, pas de transformation du quartier, et pas autant de plus-value qu'escomptée. Or l'entreprise a d'autant plus de chances d'être profitable qu'on figure parmi les pionniers, passant à l'action sans trop attendre. Mais comment s'assurer que d'autres acquéreurs emboîteront le pas ? C'est un pari à tenter ou non et on peut comprendre les investisseurs potentiels qui tergiversent. Les situations ouvertes déclenchent d'autant plus aisément des luttes internes chez les individus que dans les sociétés modernes, où règne une certaine culture de la réflexivité, les organismes humains se trouvent en quelque sorte programmés socio-culturellement à pratiquer le 'choix raisonné et averti'. Les choix faits dans les circonstances d'une situation ouverte peuvent basculer dans un sens ou dans un autre parfois pour des motifs mineurs, éventuellement contingents, qui peuvent tenir à la personnalité des acteurs, au contexte, aux rencontres qu'ils font, aux informations en leur possession, à la confiance qu'ils leur accordent, etc. Cette réalité individuelle a des chances de se

répercuter au collectif sous forme de comportements, pratiques, choix, arbitrages fragmentés, hétérogènes, qui font converger les distributions vers l'équipartition (comme un 50%-50%), même chez les personnes semblables socialement.

La ville invisible

Il serait aussi possible de présenter cet ouvrage comme le fruit d'un travail d'archéologie du présent dont les fouilles auraient découvert une ville cachée au sein même de la ville contemporaine. Une ville non pas ensevelie sous des tonnes de terre mais comme enfouie dans d'austères tableaux statistiques. Une ville qui est là sous nos yeux mais comme invisible. Elle est en cela comme une lointaine descendante et version moderne (et euphémisée) d'Eutropie, *ville invisible* d'un autre temps, que Marco Polo décrit, lors d'une de ses conversations imaginaires avec le Khan, comme « une ville qui n'est faite que d'exceptions, d'impossibilités, de contradictions, d'incongruités, de contresens » (Calvino, 2013[1972], p.88). Une ville où les exceptions n'ont rien d'exceptionnel, où les marges ne sont pas marginales, pour le dire à la manière de Lahire (2004). Sa présence dans la réalité urbaine a une série de conséquences dont voici les principales.

L'hétérogénéité diffuse est tellement incrustée dans la réalité urbaine qu'elle compromet la possibilité de discourir sur les modes de vie en personnifiant les grands agrégats sous forme de personnages collectifs. La formulation d'énoncés à propos de ce que 'font' les 'Parisiens', les 'banlieusards', les 'gens des cités', les 'gentrificateurs', les 'riches', les 'pauvres', les 'immigrés', etc., prend ici des airs de conduite

périlleuse car on s'expose à tout moment au risque de commettre malgré soi un flagrant délit de fabrication de stéréotypes. Une proposition dans le style 'à notre époque, les membres de tel groupe se comportent de telle façon' ne frôle-t-elle pas le stéréotype si dans les faits, plus de 40% des personnes concernées ne se comportent pas ainsi ? On trahit les actes et les pensées de beaucoup trop de personnes avec une telle proposition. Dans le monde du 90/10, les énoncés généralisateurs de cette nature peuvent passer pour un raccourci rhétorique acceptable. Dans le monde du 55/45, ils font violence à la réalité et la mutilent. L'intérêt et l'utilité pour la science de la démarche qui consiste à classer les observations, ranger les individus dans des catégories, construire des typologies n'est plus à démontrer. Ce procédé ancestral est une tentative pour réduire la complexité du réel, révéler l'ordre caché derrière l'apparente anarchie du monde, rendre intelligible, compréhensible, ce qui ne l'est pas dans l'état brut de la réalité (Coenen-Huther, 2006, 2007, Demazière et Dubar, 1997, Schnapper, 2003). Mais sous le régime de l'hétérogénéité diffuse, la démarche semble parfois flirter avec une ligne au-delà de laquelle les énoncés sur la vie sociale tendent à devenir contestables, à la manière des stéréotypes profanes fondés sur des généralisations injustifiées.

Si on devait reconnaître dans l'accord parfait entre les positions et les actions le marqueur d'une vie sociale placée sous le signe de l'ordre', on serait alors tenté de dire que la ville à hétérogénéité diffuse contient une quantité substantielle de 'désordre'. Les individus dont les pratiques et les modes de vie ne cadrent pas avec les prévisions des modèles sociologiques élémentaires y sont bien plus nombreux qu'on

ne le pense. Leur multitude jure avec les représentations qui surévaluent la 'cohérence sociologique' de la vie sociale en ville. Il n'y aurait pas de sens à contester l'existence d'un ordre dans les villes contemporaines mais on peut douter de son omnipotence. C'est comme s'il existait entre ordre et désordre urbains une tension qui rappelle les réflexions de de Certeau (1990). L'appareil techno-politico-bureaucratique commandé par les élites, dit ce dernier, établit un ordre matériel et symbolique mais la « culture populaire » résiste avec ténacité à cet ordre établi, tente de le détourner à son avantage et provoque du désordre. Elle manœuvre habilement dans l'espace institué par le pouvoir de manière à déjouer les règles du jeu. Le combat qu'elle mène est la guérilla du faible contre le fort mais son inventivité lui donne une force de transgression et permet de remporter de petites (et parfois de grandes) victoires quotidiennes. En situation de conflit ou de négociation, même ceux qui sont en position de faiblesse disposent toujours d'un minimum de pouvoir – une des leçons de Crozier et Friedberg (1977).

Hétérogénéité diffuse, inégalité, injustice

Dans la ville à hétérogénéité diffuse, les citoyens disposent de possibilités, d'alternatives en quantité non-nulle, au moins dans certains compartiments de leur existence, et cela à pratiquement tous les étages de la hiérarchie sociale. L'univers des choix est travaillé en permanence par les innovations et le changement social. Bien sûr, le champ des possibles s'ouvre ou se ferme en fonction du volume de

capitaux dont on dispose et le manque de pouvoir réduit les options. Les risques d'exposition à des conditions d'existence difficiles sont très inégalement distribués. Il n'y a pas beaucoup de points communs entre les vies très confortables dans les hautes sphères de la société et l'existence des personnes privées de ressources et enfermées dans des galères quotidiennes. Ces deux univers sociaux que tout oppose ont néanmoins une propriété qui les rapproche : les individus qui les habitent appartiennent eux aussi, pour nombre d'entre eux, à l'espèce de l'« Homme pluriel » et trouvent devant eux un minimum de possibilités de choix dans les différents registres de leur vie. Les existences qui se déroulent sous la forme d'une succession ininterrompue de choix forcés dans toutes les sphères de la vie sociale semblent plutôt rares.

Sous le régime de l'hétérogénéité diffuse, l'inégalité et l'injustice sont compatibles avec l'existence d'espaces de choix pour le plus grand nombre. Les choix auxquels sont confrontés les individus dont les conditions d'existence sont dures, éprouvantes, spartiates, sont bien sûr moins reluisant, parfois douloureux même, au point de rappeler la formule 'choisis ton poison'. Nul doute non plus que ces personnes doivent payer un prix beaucoup plus élevé, produire des efforts parfois herculéens pour pouvoir élargir leur champ des possibles, y faire rentrer des possibilités qui permettent d'échapper à ce qu'on peut se représenter comme un 'destin', c'est-à-dire le futur le plus probable si on ne fait rien de particulier – alors que pour d'autres, les mêmes possibilités sont comme données, n'exigent aucun sacrifice, aucune lutte. Il est vrai aussi qu'une même possibilité, identique sur le papier, débouche sur des réalisations parfois très antipodiques. Exemple :

pouvoir se loger dans Paris intra-muros. Comme nous allons le voir par la suite, de nos jours encore, tous les ans, ce sont des milliers de personnes de condition modeste qui réussissent à obtenir un toit à Paris. Elles ont ainsi en commun cette possibilité avec quelques-uns des contribuables les plus riches de France. Mais pour beaucoup d'entre elles, le toit en question couvre un logement dégradé, exigü, inconfortable, parfois insalubre, mal isolé, mal chauffé, qui n'a qu'un seul point en commun avec les beaux appartements haussmanniens réservés aux propriétaires de gros comptes bancaires : une adresse parisienne. Ces vérités n'empêchent pourtant pas les personnes de condition modeste de vivre de très nombreuses situations qu'elles affrontent dans leur vie comme des moments de choix où il faut sélectionner un possible parmi d'autres sans que cela soit simple. Ce n'est pas leur faire injure que de reconnaître la part de choix qui leur revient. C'est au contraire leur faire justice en reconnaissant que ce sont des citoyens comme les autres, membres d'une même société, et qu'ils ont des désirs, des ambitions, des objectifs, connaissent et comprennent leur monde, réfléchissent pour mettre en adéquation des fins et des moyens, tentent d'arracher à la vie ce qu'elle peut donner de mieux et se trouvent régulièrement, pour ces raisons, en situation d'arbitrer entre des possibilités, comme tout un chacun. On serait tenté d'ajouter que la condition de pauvreté est toute entière soumise au régime de choix sous forte contrainte et haute pression. L'urgence et la permanence des problèmes à résoudre et la gravité potentielle des conséquences augmentent l'acuité même du sentiment de choix. Il suffit pour s'en convaincre de suivre dans leur vie de tous les jours des personnes aux ressources financières très insuffisantes et d'observer

à quel point la nécessité de compter le moindre euro de dépense impose une discipline de calcul et des délibérations à ne plus finir – ‘faut-il utiliser l’argent à ceci ou à cela ?’ –, notamment lorsque survient le moindre imprévu³. Ces existences baignent dans une atmosphère d’hyper-choix : il faut procéder à des choix en grand nombre et sans cesse pour pouvoir joindre les deux bouts. Parce qu’elles ne forment pas une caste à part, les personnes de condition modeste enferment une grande hétérogénéité en interne, comme tant d’autres groupes, si bien qu’elles vivent les situations que leur impose leur condition de tant de manières différentes, ne réagissent pas toutes de la même façon, ni ne retiennent les mêmes solutions. L’hétérogénéité diffuse n’est pas un ‘privilège de classe’, pour ainsi dire, réservé aux couches supérieures de la société : les mal dotés en capital économique et culturel sont autant touchés que les autres par la polarisation des conduites dans certains domaines de la vie sociale.

Le régime de l’hétérogénéité diffuse n’est pas non plus incompatible avec l’existence de choix qui sont des exclusivités réservées à certains profils de personnes, heureux ou malheureux selon les cas. Pour donner un exemple caricatural, le choix entre deux modèles de voitures de grand luxe est un loisir fait pour divertir un cercle très fermé de personnes exceptionnellement riches. De tels choix sont toutefois plutôt l’exception que la règle dans les conditions sociales actuelles. Dans les cas les plus ordinaires, les choix dont est parsemée la vie

³ Cf. à propos de ce ‘*moneywork*’ l’enquête de Perrin-Heredia (2013) auprès de ménages pauvres, dont certains suivis dans le cadre de procédures de lutte contre le surendettement, qui montre leur aptitude, si ce n’est leur disposition, à un ascétisme de nécessité hautement comptable.

sociale ont une nature trans-sociale, ne serait-ce que partiellement : ils s'offrent à des individus postés en des lieux différents de l'espace social. Un exemple commun : le choix entre la propriété et la location de son logement. On peut ajouter que les groupes qui ont la jouissance ou le déplaisir de choix en exclusivité sont, la plupart du temps, des micro-minorités – ce qui n'empêche pas les exclusivités en question d'être chargées parfois d'une grande puissance symbolique et de révéler certaines des propriétés majeures de nos sociétés. Plus fondamentalement pour notre propos, l'hétérogénéité diffuse et des choix socialement exclusifs s'accordent sans difficulté aucune, comme l'illustre le cas stylisé suivant. On voit que le choix entre *C1* et *C2* est, dans les faits, réservé au groupe *A* tandis que le choix entre *C3* et *C4* est l'affaire du groupe *B* exclusivement. Et on est bien en régime d'hétérogénéité diffuse : les choix sont bipolarisés au sein de chacun des deux groupes. Une configuration inégalitaire jointe à une polarisation des conduites chez les proches sociaux.

	<i>Possibilités</i>			
	<i>C1</i>	<i>C2</i>	<i>C3</i>	<i>C4</i>
<i>Groupe A</i>	50%	50%	0%	0%
<i>Groupe B</i>	0%	0%	50%	50%

Réalités macro, réalités micro

En présence d'hétérogénéité diffuse, les connexions entre les réalités macrosociologiques et microsociologiques ne sont pas toujours simples. Il n'y a pas une jonction triviale entre ces deux réalités. Les tendances macro ne viennent pas à se produire parce qu'à l'étage

microsociologique, les individus, à l'unanimité ou presque, se comportent dans le sens de cette tendance. Elles voient le jour parce que certains comportements sont un peu plus fréquents que d'autres, sans que les comportements à contre-courant soient quantité négligeable. C'est pourquoi, sous le régime de l'hétérogénéité diffuse, la déduction des réalités de l'étage microsociologique à partir des données agrégées est une entreprise peu sûre. L'existence d'une tendance macrosociologique ne garantit pas l'homogénéité des comportements aux fondations de cette tendance. La progression de la ségrégation, fait avéré, n'implique pas une adhésion de la très grande majorité des citoyens à cette forme de comportement, pas plus que l'allongement de la distance domicile-travail en moyenne dans les villes, autre fait avéré, n'implique que la très grande majorité des choix de localisation soit de nature à éloigner le domicile et le travail l'un de l'autre.

Les tendances socio-urbaines sur fond d'hétérogénéité diffuse ne sont pas massives, monolithiques, puissantes, au sens où elles ne résultent pas de comportements convergents, ultra-majoritaires, qui poussent ensemble dans la même direction. Elles émergent en tant qu'effets d'agrégation complexes dans un contexte socio-urbain où règne une grande hétérogénéité. Elles sont portées par des formes de comportement majoritaires mais non-hégémoniques, avec un nombre substantiel de 'dissidents' qui agissent à contre-courant. C'est la raison pour laquelle elles tendent vers un modèle de tendance qu'on appellera 'composite et marginale'. La masse de micro-comportements dont l'agrégation concourt à produire ces tendances est comme une roche impure, à composition hétérogène, avec un grand nombre de

comportements qui jouent en faveur de la tendance et un nombre conséquent de comportements contraires. La grande majorité de ces comportements en sens opposés se neutralisent, l'impact des uns annulant l'impact des autres, et la tendance ne se nourrit que de la fraction marginale des comportements qui survit aux neutralisations réciproques. Derrière la tendance à l'aggravation de la ségrégation, par exemple, se trouve non pas une masse homogène de changements résidentiels qui jouent très majoritairement contre la cohabitation des groupes sociaux, mais une masse composite, formée de changements résidentiels pro-ségrégatifs et pro-mixité nombreux, et c'est en solde, à la marge de ces deux quantités opposées, qu'il se forme un effet d'agrégation contraire à la mixité sociale. Dans les cas de cette espèce, plus qu'à une tendance unilatérale, on a plutôt affaire à une opposition entre une tendance dominante et une contre-tendance concurrente dont la force ne devrait pas être minorée. La ville à hétérogénéité diffuse a ainsi une certaine consonance avec les sociétés modernes telles que les pense Morin. Dans ces sociétés, selon Morin (1994), il existe un jeu complexe de tendances-contre-tendances. Chaque fois qu'une tendance se renforce et finit par devenir dominante, se constitue en réaction une contre-tendance qui a souvent un double visage, l'un tourné vers le passé, l'autre vers le futur. Elle est d'une part une force de rééquilibration, de retour à l'ancien, et elle est d'autre part nouveauté, rupture, déviance par rapport à la norme incarnée par la tendance dominante.

Théoriquement, on peut concevoir une tendance composite et marginale qui serait aussi contingente, au sens où elle prendrait forme à la faveur d'écarts aléatoires par rapport à une équipartition parfaite.

Sur de vastes agrégats de micro-comportements qui se comptent par millions, des distributions qui dévient aléatoirement, et donc très légèrement, de l'équipartition peuvent donner naissance à des phénomènes qu'on pourrait alors qualifier de contingents – puisque la probabilité de leur apparition serait identique à la probabilité de leur non-apparition. Par exemple, dans une situation à deux options et avec des millions de participants, c'est une tendance contingente qui verrait le jour si les deux possibilités recueillaient chacune une part très légèrement différente de 50% des choix exprimés. Entre deux formes idéal-typiques diamétralement opposées qu'incarneraient, à une extrémité, l'idéal d'une tendance composite, marginale et contingente (modèle du quasi 50%/50%), et à l'autre extrémité, l'idéal d'une tendance monolithique, non-marginale et écrasante (modèle du 100%/0%), certaines tendances socio-urbaines récentes, comme le renforcement de la ségrégation ou l'accroissement de la distance domicile-travail moyenne, seraient plus proches de la première que de la seconde – c'est ce que me semblent suggérer les résultats de mes recherches.

Cette propriété peut avoir son importance du point de vue des pouvoirs publics qui, lorsqu'il s'agit de tendances évaluées comme négatives, se donnent pour objectif de les combattre. La croyance en la surpuissance de ces tendances, en l'idée qu'elles sont portées par des formes de comportement dominantes, très majoritaires, conduit à un certain pessimisme, à une incrédulité quant à la possibilité de les contrer, et à un manque de confiance en la capacité de la puissance publique à pouvoir 'y faire quelque chose'. Le fait que ces tendances ne soient pas aussi monolithiques qu'on le pense, qu'elles aient ce

caractère composite et marginal, autorise à penser qu'elles puissent être plus malléables. Malgré leur caractère minoritaire, les comportements et pratiques 'hétérodoxes', quels que soient les raisons ou affects qui les soutiennent, paraissent suffisamment répandus pour qu'on puisse espérer, sans faire des plans sur la comète, les voir prendre le dessus à plus ou moins court terme – grâce à la complicité de l'action publique ou indépendamment de toute intervention publique. Le terrain sur lequel on espère cultiver des manières de penser et d'agir plus en phase avec des objectifs économiques, sociaux, environnementaux progressistes n'est peut-être pas toujours autant en friche qu'on le croit.

Chroniques de la ville à hétérogénéité diffuse

D'ici quelques pages, commencent ce qu'on pourrait appeler 'les chroniques de la ville à hétérogénéité diffuse'. Elles racontent le quotidien d'une ville dans laquelle les citoyens apportent des réponses parfois très diverses aux situations qu'ils rencontrent dans leur vie, sans qu'on puisse trouver la clé de cette hétérogénéité dans les différences élémentaires entre les positions et identités sociales des uns et des autres.

Ces chroniques traversent des champs variés de la vie en ville. Elles nous montrent des citoyens en prise avec des situations où les enjeux sont pluriels, certains majeurs, d'autres mineurs : se loger dans un chez soi où on se sent bien, vivre dans un cadre agréable, faire grandir les enfants dans des conditions saines, tenir la logistique du quotidien sans

défaillance, concilier vie professionnelle et vie familiale, trouver un équilibre dans la répartition des mille et une tâches de la vie quotidienne, bien gérer l'argent du foyer, investir intelligemment, ne pas perdre son temps inutilement, se débrouiller pour avoir une place assise dans le train le matin, échapper aux embouteillages, ne pas tourner une demi-heure à la recherche d'une place pour se garer, ne pas arriver en retard au bureau, à l'école, chez la nounou, à sa séance de yoga, etc. Ces registres sont liés entre eux par des connexions réticulaires. Il est la plupart du temps impossible de toucher à l'un sans déclencher en réaction des perturbations dans les autres. La vie est souvent mal faite : vous voulez arranger les affaires un peu mieux dans un registre et il se trouve que les choses se gâtent alors, comme par un fait exprès, dans un autre registre. Cette règle de base de la vie quotidienne, sorte de principe de transfert qui fait que tout gain dans une dimension se paie d'une perte dans une ou plusieurs autres dimensions, remplit la vie des citoyens de délibérations permanentes. C'est parfois un casse-tête que de savoir si tel gain vaut telle perte, ou de trouver la formule qui maximise les plus et minimise les moins, surtout lorsque l'aversion au risque nous fait douter dans les situations où on peine à établir les espérances de gain et de perte. Les chroniques qui suivent sont saturées de personnes qui passent un temps important de leur vie à peser des pour et des contre et à arbitrer entre des possibilités toutes dotées d'avantages et d'inconvénients. Elles regorgent de situations de dilemme qui provoquent de l'hésitation.

Les chroniques de la ville à hétérogénéité diffuse sont aussi une galerie de personnages pluriels. Cette pluralité est bien souvent une qualité de l'intériorité des individus. Nombre d'entre eux enferment en leur for

intérieur des penchants et des aversions pluriels qui les amènent à éprouver de la sympathie pour de multiples manières de vivre et de l'antipathie pour de multiples autres manières de vivre. C'est cette pluralité des habitus qui transforme nombre de situations de la vie quotidienne en expérience de l'hésitation : plusieurs des possibilités qui s'offrent au choix ont de quoi plaire et on ne peut se départir du sentiment que choisir l'une, c'est renoncer à toutes les autres – ou alors, variante plus sombre : le champ des possibles contient des alternatives pour lesquelles on éprouve une égale aversion et l'hésitation se nourrit de la crainte de passer à côté, par mauvais calcul ou manque d'attention, de ce qu'il y a encore de moins mauvais.

Les personnages qui peuplent les chroniques sont aussi pluriels au sens où leurs préférences, aspirations, rêves, idéaux, ne semblent pas toujours les mêmes et cela même lorsque ces personnes habitent les mêmes quartiers de l'espace social. De nombreuses fois ces chroniques rapporteront des situations où des personnes qui sont comme des jumeaux, sociologiquement parlant, si on les profile à l'aide des marqueurs essentiels dont on se sert ordinairement en sciences sociales, et chez qui on s'attendrait à une certaine convergence des choix de vie, se polarisent au contraire, les uns allant un chemin, les autres, pas beaucoup moins nombreux, allant un autre. Et de nombreuses fois ces chroniques donneront l'occasion de constater que des choix de vie qu'on a tendance à imaginer comme très majoritaires, en se fiant à certains signaux envoyés par la réalité, sont loin de faire une telle unanimité, et qu'à l'inverse, d'autres choix de vie qu'on croit le fait de petites bandes d'êtres singuliers trouvent des adhérents dans une mesure qui dépasse toute attente.

Les chroniques de la ville à hétérogénéité diffuse sont composées à partir d'un matériau fourni par de nombreuses recherches quantitatives et qualitatives. Les explorations statistiques, issues principalement de mes propres recherches⁴, servent à quantifier précisément, chez des personnes avec un certain profil – brossé avec une assez haute résolution à partir de caractéristiques majeures pouvant aller jusqu'à une quinzaine –, la part de celles qui adoptent telle ou telle forme de conduite, à répertorier les profils atteints d'hétérogénéité diffuse et à montrer que ces profils ne sont pas beaucoup moins répandus que les autres. Elles sondent la réalité empirique à l'aide de vastes échantillons représentatifs, ce qui garantit que les découvertes faites par analyse de ces prélèvements sont généralisables avec de faibles risques d'erreurs. Les explorations qualitatives, conduites par de nombreux confrères et consœurs, certains de jeunes docteurs dont je vais mobiliser abondamment les recherches doctorales⁵, apportent du relief et des couleurs. Les entretiens avec les protagonistes nous font saisir dans sa richesse et sa complexité cette réalité énigmatique où des personnes qui ont de nombreux points en commun, la profession, le niveau de vie, les études, l'âge, le genre, la vie de famille, les enfants, et j'en passe, font bien souvent des choix de vie divergents. Les propos recueillis lors de cette heure ou deux que les scientifiques passent à échanger avec leurs interlocuteurs sont parfois surprenants par la

⁴ Ces explorations mobilisent plusieurs des grandes enquêtes conduites par l'appareil statistique français : le Recensement de la Population, l'Enquête annuelle du Recensement, l'Enquête Nationale sur le Logement, l'Enquête Nationale Transports et Déplacements, l'Enquête Budget des Ménages, l'Enquête Globale Transport. Le lecteur trouvera à la fin de l'ouvrage des informations détaillées sur ces enquêtes.

⁵ ...et dont je vais proposer des lectures personnelles, qui n'engagent que moi et non leurs auteurs.

diversité des mentalités, visions du monde, logiques d'action, analyses, rationalités, calculs, sensibilités morales qu'on rencontre chez des personnes qui, de loin, paraissent si proches socialement. Les récits livrent aussi parfois les secrets de fabrication de l'hétérogénéité diffuse, comme par exemple lorsque les personnes interrogées expriment les états d'âme qu'elles ont pu éprouver dans telle situation de décision, l'hésitation qu'elles ont pu ressentir, et donnent l'impression que d'autres issues étaient possibles. Il devient alors tentant de penser l'hétérogénéité diffuse comme la conséquence d'une hésitation généralisée parmi des proches sociaux confrontés à une même situation de dilemme, la décision finale basculant d'un côté chez les uns, de l'autre côté chez les autres. C'est encore une clé de l'énigme qu'on croît entrevoir lorsqu'on se rend compte à quel point des petits détails, insignifiants dans l'absolu, une singularité dans le parcours biographique, dans la configuration du quotidien, dans le réseau social, peuvent parfois revêtir une importance déterminante dans le cadre d'une situation de décision précise et porter les individus vers des solutions qui auraient pu être autres en l'absence de ces ingrédients. Le diable caché dans ces détails semble ne pas être innocent dans l'affaire de l'hétérogénéité diffuse, conduisant des proches sociaux tantôt vers certaines possibilités, tantôt vers d'autres⁶.

⁶ Il n'est peut-être pas inintéressant de noter ici que cette alliance entre recherches quantitatives et qualitatives au service de ce que je cherche à montrer prend quelque peu le contre-pied d'une conception assez habituelle du rapport entre méthodes qualitatives et quantitatives. Les comptes rendus d'enquête qualitative et les retranscriptions d'entretiens approfondis tendent, en général, à produire une impression de grande variété des situations individuelles. Leur lecture donne le sentiment que chaque cas est unique et singulier. Les méthodes quantitatives se posent alors comme une sorte de circuit de sécurité contre cette sensation vertigineuse (et trompeuse diraient plus d'un sociologue) d'un grand éparpillement

Les chroniques abordent différents registres de la vie sociale en ville à tour de rôle, en les isolant quelque peu les uns des autres. C'est une concession faite aux exigences de l'exposition et il est certain que dans la matérialité du quotidien, tout s'entremêle comme dans une structure rhizomique. Pour l'exprimer avec un exemple classique, il est impossible de dissocier concrètement la question « où se loger ? » de la question « comment se déplacer ? ». Du reste, comme on s'en rendra compte très vite, au-delà de la division arbitraire en chapitres, les logiques d'action reportées dans les chroniques témoignent constamment de la fusion des différentes sphères pour générer le 'grand tout' cosmique de la vie quotidienne.

Guide de lecture

Avant de poursuivre, quelques précisions sur certains termes omniprésents dans le texte qui suit, et aussi, quelques précautions

idiosyncratique et d'une grande contingence de l'expérience individuelle de la vie sociale. Les statistiques calculées à partir d'échantillons représentatifs permettent de découvrir les règles générales et les régularités. Elles révèlent qu'au-delà des singularités et contingences propres à l'histoire de chacun, qui brouillent la compréhension des choses, il y a au soubassement des réalités individuelles de rassurantes relations structurelles entre les positions et identités sociales et les manières de penser et d'agir. La correspondance entre recherches quantitatives et qualitatives ici mobilisées m'incite à dire que dans bien des cas, les statistiques font, en un sens, le contraire de ce qu'on attend d'elles : elles tendent à conforter, à leur manière, l'hétérogénéité radicale à laquelle on se trouve confrontée dans les enquêtes qualitatives. Les distributions statistiques bi- ou multi-polarisées, de type 55/45, non-gaussiennes, disent, d'une certaine façon, que la diversité des situations individuelles observées dans les enquêtes qualitatives est, dans certains cas, de l'ordre de la règle générale, de la généralité, de la régularité, et qu'elle se traduit à l'échelle des grands agrégats sous forme de distributions polarisées et de faibles associations structurelles entre les positions et identités sociales et les manières de penser et d'agir. A rebours du rôle qui leur est imparti habituellement, les recherches quantitatives prolongent donc, dans certains cas, le constat d'une hétérogénéité irréductible émanant des enquêtes qualitatives, et l'établissent en tant que régularité, en tant que phénomène généralisable à grande échelle.

d'usage afin, si possible, d'anticiper et prévenir quelques lectures possibles de nos propos.

Idéalement, l'hétérogénéité diffuse correspond, pour moi, à une situation où les différentes 'possibilités' qui s'offrent aux membres d'un groupe, défini sur la base d'une ou plusieurs caractéristiques sociales communes, seraient 'choisies' en proportions semblables. Dans une situation à n possibilités, chacune serait sélectionnée par une part voisine de $1/n^{\text{ème}}$ du groupe. Je qualifie les distributions de ce genre d'«équpartitionnées». En cas de choix entre deux options, par exemple, l'équpartition prend la forme d'une bi-partition, une distribution proche de 50%-50%. On fera aussi appel, comme synonymes, aux termes de distributions 'multi-polarisées' – ou 'bi-polarisées' si les possibilités sont au nombre de deux. Dans les cas où les comportements, pratiques ou arbitrages explorés sont appréhendés statistiquement sous forme de variables continues, comme ce sera le cas par exemple avec les budgets temporels consacrés aux déplacements, l'hétérogénéité diffuse se fait dépister par des distributions uniformes, sans différentiels de densité, sans convergence flagrante des observations vers une zone de tendance centrale – soit des distributions non-gaussiennes.

Je vais me servir de deux niveaux de statistiques pour détecter la présence d'hétérogénéité diffuse. A un premier niveau, des statistiques descriptives simples relatives à des groupes de personnes qui ont en commun une caractéristique – un même niveau de revenu, une même appartenance socio-professionnelle, une même position familiale, etc. A un second niveau, des statistiques plus complexes dérivés de régressions multiples. L'intérêt est de pouvoir estimer la probabilité de

tel ou tel type de comportement pour des individus qui ont en commun non pas une seule caractéristique, mais un même profil plus complet, brossé à l'aide d'un nombre important d'éléments constitutifs des positions et identités sociales dans les grandes lignes. Pour donner un exemple, on peut ainsi calculer la probabilité d'être propriétaire de son logement pour les ménages dont la personne de référence est un homme, entre 35 et 45 ans, technicien, diplômé d'université à un niveau Bac+5, situés dans le sixième décile de revenu, composés d'un couple avec deux actifs occupés et de deux enfants, résidant dans la banlieue d'une agglomération de taille moyenne, etc. Par systématisation, j'ai estimé de telles probabilités pour des milliers de profils et m'en suis servi pour identifier les profils à hétérogénéité diffuse, pour lesquels les distributions de probabilités sont multipolarisées sans qu'aucune forme de comportement ne se démarque par une probabilité hégémonique (plus de 80%, par exemple)⁷.

J'abuserai, dans la suite, de formules comme 'positions et identités sociales semblables dans les grandes lignes', 'personnes aux positions et identités sociales *grosso modo* semblables', 'personnes dont les curriculums sociologiques sont ressemblants à plus d'un titre' – j'ai déjà commencé dans cette introduction. Ces désignations font référence aux attributs dont on se sert ordinairement dans les analyses sociologiques pour établir les positions et identités sociales des individus et pour brosser leur portrait sociologique – l'exemple *supra*

⁷ Les régressions sont toutes logistiques, binaires, multinomiales ou ordinales selon la nature de la variable à expliquer – qui est dichotomique dans le premier cas (par exemple, être propriétaire ou non), polytomique avec des modalités non-ordonnées dans le second (par exemple, les modes de transport utilisés), et polytomique avec des modalités ordonnées dans le dernier (par exemple, horaires de départ du domicile).

donne une idée du genre de variables dont il s'agit. Une question ne manquera sans doute pas de prendre forme dans l'esprit du lecteur : le constat de l'hétérogénéité diffuse ne se dissiperait-il pas si on enrichissait les critères retenus pour établir les positions et identités sociales, c'est-à-dire si on améliorerait la résolution des portraits sociologiques, si on passait d'une ressemblance dans les grandes lignes à une ressemblance dans les grandes lignes et dans le détail, si on ajoutait des lignes aux curriculums sociologiques ? Ne retrouverait-on pas des distributions de type 90/10 si on pouvait établir les proximités sociales d'une manière plus proche de la perfection ? On ne peut bien sûr pas exclure cette possibilité – et encore moins à l'heure où, des traces numériques au *big-data*, s'élargissent simultanément le volume de données personnelles potentiellement disponibles et la capacité d'exploration statistique de cette infinité (pour le meilleur et pour le pire). Plusieurs points peuvent néanmoins être relevés. Si la complexification des portraits sociologiques devait avoir pour effet de réduire la quantité de profils atteints d'hétérogénéité diffuse, il s'ensuivrait que les variables supplémentaires retenues pour une meilleure résolution sont décorréées des caractéristiques définissant les positions et identités sociales dans les grandes lignes – autrement, leur inclusion ne changerait rien. L'hétérogénéité chassée par la porte reviendrait ainsi par la fenêtre : il faudrait se rendre à l'évidence que les personnes dont les positions et identités sociales sont semblables dans les grandes lignes sont hétérogènes sous le rapport des variables supplémentaires appelées en renfort pour se débarrasser de l'hétérogénéité diffuse des pratiques. On peut aussi tourner l'idée différemment : si la stratégie d'un profilage plus complet devait agir

efficacement pour dissiper l'hétérogénéité diffuse des pratiques et des comportements, le prix à payer pour cette opération serait la reconnaissance d'une hétérogénéité profonde et fractale du corps social – une hétérogénéité qui s'incruste, à son tour, au sein de groupes d'individus aux positions et identités sociales *grosso modo* semblables. On réhabiliterait alors le régime de l'uniformité des conduites chez les proches sociaux mais en concédant un fractionnement de la société en une infinité de groupuscules de proches sociaux aux pratiques convergentes, composés chacun d'un nombre modeste de membres. Ceci nous conduirait d'une certaine façon, par un autre chemin, au même point – une hétérogénéité transcendante qui s'infiltre au cœur de groupes de personnes dont les traits sociologiques élémentaires sont communs. Tout cela étant posé, la vraisemblance de l'hypothèse d'un effacement de l'hétérogénéité diffuse en cas d'un profilage plus sophistiqué des individus mérite d'être interrogée. Quelles pourraient être ces informations additionnelles, autres que les caractéristiques qui servent à établir les positions et identités sociales dans les grandes lignes – soit, tout de même : le niveau de revenu, la position socio-professionnelle (définie, dans certains cas, avec la nomenclature en 24 postes), le niveau d'études, la position dans le cycle de vie, le profil familial, le nombre d'enfants, le statut d'activité des membres du ménage, l'âge, le genre, la position dans le ménage, la nationalité/lieu de naissance, le lieu de résidence, et aussi, selon les analyses, le type de logement occupé, le statut d'occupation du logement, le nombre de voitures possédées –, non-corrélées à celles-ci, et dont la prise en compte déboucherait sur la formation de groupes aux pratiques et comportements ultra-convergers, sans que cette inclusion déclenche

des quasi-tautologies (comme, par exemple, expliquer la non-conduite d'une voiture par l'absence du permis de conduire) ? Je dois avouer ici un certain scepticisme.

Le lecteur risque fort de trouver les données mobilisées un peu trop datées. Les contraintes pesant sur la disponibilité des corpus, exploitables par le chercheur souvent plusieurs années après la collecte, conjuguée à la lourdeur du chantier statistique entrepris, étalé sur plusieurs années, expliquent ce fait. Je pense quoiqu'il en soit que c'est un faux problème compte tenu des ambitions de mes recherches. Je ne cherche pas à produire des informations sur l'état de la société à l'instant présent le plus absolu. Je cherche à mettre en lumière et discuter des propriétés de la société et de la vie sociale en ville à *notre époque* – c'est-à-dire, mettons, fin 20^{ème}-début 21^{ème} siècle, ou les deux dernières décennies du 20^{ème} siècle et les deux premières décennies du 21^{ème} siècle, si on veut plus de précision. Les faits que je mets en avant ne sont pas du genre à changer de tout au tout sur le très court terme – ce que confirment les analyses rétrospectives, qui remontent le temps jusqu'au début des années 1980. Il est possible de les prendre, et je crois sans grand risque, comme des faits propres à notre temps.

On fera usage de termes comme 'possibilité' ou 'choix' pour faciliter l'expression. En explorant la nature favorable ou contraire à la mixité sociale des mobilités résidentielles, par exemple, on parlera d'une situation à deux 'possibilités' – faire un déménagement pro-ségrégatif ou pro-mixité – et on dira des individus qu'ils 'choisissent' l'une ou l'autre. Ce sont des abus de langage. Les 'possibilités' dont il est

question sont mes propres constructions et il serait discutable d'affirmer qu'il y a là des 'choix' qui s'expriment. Dans la réalité, ce que j'appelle 'possibilité' ne se présente pas nécessairement comme telle aux yeux des acteurs. Et ces derniers ne vivent pas toujours ce qu'ils font comme des choix, avec le sentiment ou la conscience de faire un choix. Les mots comme 'possibilité' ou 'choix' feront donc principalement office de raccourcis rhétoriques afin d'alléger l'exposé.

On fera aussi un usage permanent du mot 'groupe' pour désigner des ensembles de personnes que définissent une ou plusieurs caractéristiques communes – comme les groupes de 'cadres', 'ouvriers', 'propriétaires', 'locataires', etc. Cet usage est instrumental. L'enjeu est de montrer que les personnes que réunissent les dits 'groupes', qui se ressemblent en raison d'un ou de quelques traits communs, développent des comportements et des pratiques partagés, pluriels, hétérogènes. Je me situe en dehors du débat sur le nominalisme/réalisme des groupes sociaux, sans importance pour ce qui concerne mes propres explorations.

Fin des précautions et des mises en garde. A-t-on jamais pu empêcher un lecteur de lire son livre comme il l'entend ? Ce 'guide de lecture' est peut-être superflu mais « puisqu'il est écrit, qu'il reste ».

Le système d'équations résidentiel : multiples inconnues, multiples solutions

Le logement, comme on sait, est plus qu'un toit, un abri, un habitat. Le logement, c'est : (i) un chez soi où on passe plusieurs heures au quotidien sur le canapé, dans la cuisine ou au lit, (ii) un lieu où se déroulent des épisodes de la vie privée, (iii) un espace domestique où le clan familial se livre à des luttes territoriales parfois acharnées, (iv) un cadre dans lequel on reçoit des invités qu'on veut impressionner avec la vue sur le balcon ou par l'élégance de son intérieur, (v) plusieurs centaines à plusieurs milliers d'euros ponctionnés mensuellement sur le budget sans quoi on pourrait s'offrir des vacances plus luxueuses, (vi) un patrimoine à acquérir grâce à une grande discipline d'épargne, en s'endettant parfois sur un quart de siècle, (vii) un point sur le globe qui conditionne l'aisance avec laquelle on pourra se rendre au bureau, au cinéma ou à la soirée entre collègues, (viii) une adresse qu'on prononcera avec fierté ou qu'on préférera passer sous silence, (ix) un ancrage dans un quartier où les 'autres', soit les voisins et les passants, nous rendront la vie agréable ou non, etc⁸. Une longue liste. Pas étonnant dans ces conditions que

⁸ Les paragraphes introductifs à ce chapitre sont nourris par une très abondante littérature scientifique sur le logement, l'habitat, les mobilités, parcours, trajectoires, choix résidentiels. Je citerai ici quelques éléments de ce vaste corpus que j'ai intensément mobilisé : Authier *et al.*, 2010, Authier, Bensoussan et Grameyer, 2001, Authier, Bonvalet et Lévy, 2010, Bacqué et

toute personne en situation de devoir trouver un logement se dise que l'heure est à la mobilisation. Les qualités qui rendent un logement 'idéal' sont tellement nombreuses qu'il n'arrive pratiquement jamais qu'un logement réel, en béton et en plâtre, les réunissent toutes. En pratique, dans les cas les plus ordinaires, les logements que visiteront les futurs acquéreurs ou locataires, ou ceux qu'ils verront passer sur les sites des agences immobiliers, auront tous des imperfections : au quatrième sans ascenseur, manque de charme, sans parquet, parquet qui grince, trop sombre, pas d'exposition sud, vis-à-vis gênant, trop petit, pas assez de pièces, pièces mal fichues, cuisine trop étroite, pas de baignoire, fenêtres en pvc, immeuble trop ancien, trop moderne, impossible de se garer à proximité, trop loin de la gare, trop loin des commerces, trop loin de l'école, trop loin du bureau, quartier trop animé, trop 'mort', trop insécurisant, trop 'bobo', trop touristique, trop 'jeune', trop 'vieux', jardin pas assez grand, pas assez beau, plus-value à cinq ou dix ans incertain, etc. Et s'ils n'ont aucun de ces défauts, ils auront le défaut ultime : trop cher. Bref, dans les cas les plus ordinaires, on ne peut pas tout avoir à la fois. Cette réalité banale rend ordinaire la nécessité des concessions, du tri entre les qualités auxquelles on ne renoncera pas et les qualités qu'on peut sacrifier. Cet arbitrage n'est pas toujours simple. L'exercice a un moment délibératif à une ou

Vermeersch, 2013, Berger, 2004, Bonneval, 2014, Bonvalet, 2005, Bonvalet et Brun, 2002, Bonvalet et Fribourg, 1990, Bonvalet et Gotman, 1993, Bosvieux, 2005, Bourdieu, 2000, Bourdieu et de Saint Martin, 1990, Briant, 2010, Cailly, 2007, Carhier et Gerber, 2011, Chardonnel *et al.*, 2011, Debroux, 2010, 2011, Fitoussi, Laurent et Maurice, 2004, Fol, Miot et Vignal, 2014, Gilbert, 2016a, 2016b, Goyon et Ortar, 2009, Haumont, 1996, Laferté, 2016, Lambert, 2016, Lévy, 2003, May, 1998, Oberti et Prêteceille, 2011, Ortar, 1998, 2008, Rougé, 2005, 2007, Ségaud, Brun et Driant, 2003, Ségaud, Brun et Bonvalet, 1998, Thomas et Pattaroni, 2012, Thomas, Pattaroni et Kaufmann, 2011, Van Zanten, 2009.

plusieurs voix : on discute avec soi-même, son conjoint, ses enfants, son entourage pour définir les priorités – discussions qui peuvent être consensuelles ou conflictuelles. Cette étape fixe le cap, délimite le périmètre des recherches : on spécifie les produits et les lieux pour lesquels on serait prêt à signer. Ensuite vient l'épreuve du terrain : on prospecte des offres, on franchit la porte des agences immobilières, on place des alertes sur les sites internet, on évalue les offres, on visite des logements, on les compare, on délibère à nouveau. Dans certains cas, on trouve ce qu'on cherche et on se presse de signer, dans d'autres cas, on le trouve mais il nous échappe, dans d'autres cas encore, on désespère de trouver ce dont on rêve et on signe pour la première occasion à peu près satisfaisant, dans d'autres cas encore, on ne veut pas se contenter d'un 'à peu près satisfaisant' et on prolonge la prospection. Parfois, on ne trouve rien qui vaille, on réalise que ses exigences n'étaient pas réalistes et on revoit ses attentes à la baisse – cette révision déclenchant au passage de nouveaux rounds de négociations au sein du conseil familial. Les conditions de recherche affectent parfois le déroulement des opérations – par exemple, selon le degré d'urgence du déménagement, on peut plus ou moins se laisser le temps d'une prospection longue.

Cette esquisse sommaire du processus de recherche d'un logement donne déjà une idée de la grande quantité de paramètres en jeu – et probablement, la réalité en contient une quantité encore supérieure. Une question traverse alors l'esprit : un processus aussi hyper-paramétrique pourrait-il déboucher sur une grande uniformité d'issues chez de vastes agrégats de proches sociaux, se comptant par dizaines, voire par centaines de milliers ? Il paraît plus raisonnable d'anticiper au

contraire une grande variété du genre de logement et du genre d'environnement dans lequel les uns et les autres prendront leurs quartiers. Que ce soit au niveau des préférences relatives aux qualités souhaitées du logement, dans la hiérarchisation de ces préférences, dans la résistance qu'oppose la réalité à la réalisation des désirs, dans les circonstances qui enveloppent le processus de prospection, l'hétérogénéité dispose de terrains favorables à son développement – et la confrontation interactive entre les envies et les 'réalités du marché' tend à agir comme un fertilisant puissant qui décuple encore les possibilités de variation.

La recherche d'un nouveau logement ressemble au processus qu'on vient de décrire lorsqu'on dispose des ressources suffisantes pour affronter le marché, convaincre les propriétaires de louer ou de vendre à nous et non aux concurrents. Lorsque ce n'est pas le cas, l'expérience prend une autre tournure mais n'en demeure pas moins hyper-paramétrique. Le champ des possibles résidentiels n'est jamais entièrement fermé même lorsqu'on est particulièrement mal armé pour se dégager des espaces d'autonomie. Entre le logement social, le sulfureux marché des logements les plus dégradés, les 'plans' en colocation, sous-location, sous-sous-location, les possibilités d'hébergement gratuit ou moyennant contribution chez la famille, amis ou connaissances, il existe une variété de points de chute possibles et cette pluralité introduit de l'hétérogénéité dans le sort résidentiel de ceux dont les conditions d'existence imposent l'hétéronomie. Ici aussi, les détails peuvent devenir terriblement déterminants. De petites différences quant au capital social ou au capital 'débrouillardise', les aléas des rencontres heureuses ou malheureuses ou de la circulation

des informations peuvent faire en sorte qu'on peut se retrouver dans tel ou tel logement à tel ou tel endroit. Cette probabilité est d'autant plus élevée que les personnes aux finances serrées ne sont pas toujours disposées à subir leur sort passivement. Beaucoup d'entre elles se mettent au contraire en mode très combatif afin d'élargir les marges de manœuvre et les exploiter de façon à améliorer leur sort résidentiel ou, du moins, pour échapper au pire.

Le processus qui consiste à s'installer dans un nouveau logement est comme résoudre un système d'équations avec un très grand nombre d'inconnues et qui admet une pluralité de solutions. Et dans les faits, il arrive assez régulièrement que les solutions retenues par les proches sociaux se polarisent comme s'il s'agissait de prouver qu'on peut trouver le bonheur (ou le malheur) résidentiel en empruntant des voies multiples.

Acheter ou louer son logement

Acheter un logement, oui ou non ? C'est une question qui traverse l'esprit de bien de personnes tôt ou tard. Les arguments ne manquent pas pour rendre l'idée de l'achat séduisante. Un loyer, c'est connu, « c'est de l'argent jeté par la fenêtre ». Un logement que l'on possède, c'est l'assurance de ne pas se trouver à la rue, un patrimoine qu'on peut transmettre à ses enfants, un intérieur où on peut accrocher des tableaux aux murs sans demander l'autorisation à quiconque, un signe extérieur de réussite et de respectabilité, etc. Mais il y a aussi souvent une voix qui souffle sournoisement des contre-arguments. (i) Ce n'est peut-être pas le bon moment d'acheter – à cause de prévisions

pessimistes ou d'incertitudes relatives au cours des prix et des taux d'intérêt. (ii) Cela va coûter cher et demander des sacrifices. (iii) Tout cet effort pour se retrouver dans un logement moins bien que ce qu'on peut louer. (iv) Va-t-on pouvoir négocier un taux décent ? (v) Il faut compter avec les charges de la copropriété et les taxes. (vi) Risque de perdre son emploi alors que l'emprunt est toujours en cours – peu de salariés sont à l'abri de nos jours. (vii) Risque de séparation conjugale – autre événement jamais impossible à notre époque. (ix) Risque de moins-value qui peut compromettre la possibilité de revente, sauf à encaisser de lourdes pertes financières. (x) Risque de se trouver enchaîné à sa propriété. (xi) Il serait peut-être plus judicieux de se tourner vers des formes d'investissement alternatives pour fructifier son épargne, etc. L'expérience montre que l'achat d'un logement n'est pas toujours une partie de plaisir. On compte beaucoup d'histoires malheureuses sur le chemin de la propriété. Parfois, les événements ne s'enchaînent pas comme prévus et l'accession se mue en mont du calvaire fait de difficultés de paiement, hypothèques, surendettement, saisies, revente, etc. Parfois, c'est le résultat qui est décevant : on réalise après coup que le logement qu'on vient d'acheter n'est pas si bien que cela, de nombreux défauts se révèlent à l'usage, et la sensation de s'être fait manipuler laisse un goût amer dans la bouche. Les aventures qui tournent mal adviennent plus souvent dans l'univers des 'petits moyens' – « les fondements de la misère petite bourgeoisie » dit Bourdieu (2000) – mais elles ne sont pas absentes d'autres lieux plus privilégiés du social. L'histoire, en tout cas, est bien connue : beaucoup de gens savent qu'en la matière, un projet mal assuré peut

rendre l'existence pénible et qu'il convient de se montrer prudent et réfléchi.

L'affrontement entre arguments et contre-arguments fait plus ou moins rage selon les conditions économiques et sociales dont bénéficient les candidats à la propriété. Les personnes très à l'aise financièrement n'ont pas beaucoup à craindre à l'idée de s'engager dans les sentiers de l'accession. Quant aux personnes aux positions antipodiques, elles ne peuvent même pas s'offrir le luxe de l'hésitation : la question de l'achat n'existe pas pour elles, sauf en projection dans un futur espéré. Mais pour le reste, c'est-à-dire l'immense majorité, l'issue de la réflexion n'est pas jouée à l'avance. La plupart de nos contemporains déclarent leur penchant pour la propriété mais il y a une différence entre vouloir devenir propriétaire en théorie et le devenir réellement dans les conditions de la réalité. Le rapport de force entre le pour et le contre dépend aussi de l'état du marché et des politiques publiques qui détermine la quantité de biens en vente, les prix d'achat, le coût de l'emprunt, la facilité de l'accès au crédit, la disponibilité et le montant des aides publiques, les 'coups de pouce' de la législation, etc. Certaines conjonctures sont favorables à l'achat et peuvent dissiper l'hésitation en produisant un effet désinhibant. D'autres sont dissuasives et peuvent mettre un terme aux hésitations en étouffant les ambitions. En vérité, la conjoncture ne fait que déplacer l'hésitation entre les étages de l'édifice socio-économique. Les conditions favorables aident les habitants de certains étages à se décider, mais introduisent de l'hésitation dans les paliers inférieurs car certains se mettent à se poser des questions, encouragés par les circonstances. Quant aux conditions défavorables, si elles closent les débats aux

étages inférieurs, puisque le champ des possibles se ferme à court terme, elles sèment en revanche le doute dans les paliers supérieurs, là où on était sûr de son fait jusqu'à ce que la conjoncture se détériore.

On connaît aussi l'influence déterminante d'un certain nombre d'autres paramètres encore sur les chances d'être propriétaire de son logement. La probabilité est plus faible pour les adultes les plus jeunes qui, pour beaucoup d'entre eux, n'ont pas encore eu le temps de se faire une situation solide, ni de se constituer un premier capital. Elle est aussi plus faible pour les personnes qui n'ont pas fondées de famille, chez qui la préoccupation d'un patrimoine à transmettre aux héritiers est sans doute moins présente. Les amateurs d'une vie citadine, hyper-centrale, sont plus souvent condamnés à une longue carrière de locataire, puisque les voies de l'accession sont plus impénétrables dans ces parties-là de la ville. Semblablement, les personnes qui s'enracinent dans les plus grandes métropoles, Paris en premier, ne mettent pas les chances de leur côté quand leur ambition est de rejoindre le plus précocement possible le club des propriétaires.

L'inégalité des chances d'être propriétaire est très réelle mais il est difficile de dire qu'il y a d'un côté des profils quasiment assurés de posséder leur logement, et de l'autre, des profils quasiment assurés du contraire, au regard des statistiques. Parmi les très nombreux ensembles qu'on peut définir à partir des positions et identités sociales, les groupes où la propriété est une règle quasi-absolue, au sens où il est très rare qu'on ne s'y plie pas, et les groupes où c'est la non-propriété qui est une règle quasi-absolue, ces groupes-là ne sont pas nécessairement les plus récurrents. Bien plus nombreux sont parfois

les groupes où le camp majoritaire, les propriétaires chez les uns, les non-propriétaires chez les autres, n'est pas écrasant et où le camp minoritaire compte beaucoup d'adhérents, au point parfois de talonner la majorité.

Quelques illustrations puisées dans l'édition 2006 de l'Enquête Nationale sur le Logement⁹ (cf. Tableaux 1-9)¹⁰. Parmi les dix strates entre les 10% des ménages aux revenus les plus bas et les 10% aux revenus les plus élevés, pas un seul ne forme un ensemble où l'une des deux conditions, être propriétaire ou ne pas être propriétaire, est la norme à plus de 80%. Seuls les deux déciles extrêmes passent le cap du 75%, les ménages les plus riches dont plus de 75% sont propriétaires, et les ménages les plus pauvres dont plus de 75% ne le sont pas. Dans les sept strates intermédiaires (à l'exception du neuvième décile), soit 18,5 millions de ménages, la balance est beaucoup plus équilibrée. Dès le deuxième décile (les 10% qui sont juste au-dessus des 10% les plus pauvres) et jusqu'au sixième, les propriétaires et non-propriétaires réunissent constamment entre 40 et 60% des troupes. Dans ces strates, où se côtoient les franges supérieures des 'bas-revenus' et les fractions inférieures et moyennes des classes moyennes, dit autrement la moitié de la société française, être propriétaire de son logement ou ne pas l'être, ce n'est pas loin du 50-50. Dans les fractions supérieures des classes moyennes, les septième et huitième déciles, les

⁹ Je fais l'impasse ici sur la possibilité d'accéder à la propriété par donation ou héritage. Il existe bien sûr des ménages qui deviennent propriétaires par cette voie là et non en achetant. Dans les faits, ils sont très peu nombreux comparativement à ceux qui accèdent à la propriété par achat (cf. Briant, 2010) si bien que cet impasse ne prête pas à conséquence.

¹⁰ Les tableaux statistiques sont disponibles en ligne, sur la page de l'auteur sur le site internet du Laboratoire Ville Mobilité Transport (<https://www.lvmt.fr/equipe/emre-korsu/>).

propriétaires sont plus confortablement majoritaires mais c'est un ménage sur trois qui résiste, bon gré mal gré, aux sirènes de la propriété.

Constats semblables pour les groupes d'âge. Les ménages les plus jeunes, avec une personne de référence de moins de 25 ans, ne sont pratiquement jamais propriétaires. Entre 25 et 30 ans, la non-propriété reste une règle presque absolue – moins d'un ménage sur cinq possède son logement. Mais dès 30 ans et jusqu'à quasiment l'âge de la retraite, on entre et on reste dans le domaine d'application de l'hétérogénéité diffuse. Le camp minoritaire ne pèse jamais moins de 38%, le groupe majoritaire jamais plus de 62%. Pour nos concitoyens dans la force de l'âge, la règle, c'est : beaucoup de chances d'être propriétaire et beaucoup de chances de ne pas l'être. A partir de 60 ans, la majorité des propriétaires s'élargit mais sans dépasser les 75%. Même parmi ces ménages qui ont eu plusieurs décennies pour mettre en œuvre un projet d'accession, on compte ainsi jusqu'à 25-30% de non-propriétaires. Constats semblables pour les groupes socio-professionnels, les groupes selon les études achevées, selon le profil familial, selon le lieu de résidence, etc. L'hétérogénéité diffuse est omniprésente : les groupes chez lesquels propriétaires et non-propriétaires sont nombreux tous les deux ne sont pas plus rares que les groupes avec un camp ultra-majoritaire.

La fractalité de l'hétérogénéité diffuse est manifeste lorsqu'on profile les ménages à l'aide d'une pluralité d'éléments constitutifs des positions et identités sociales (cf. Tableaux 7-9). Les éléments à partir desquels on brosse les portraits des ménages sont ici : l'âge de la

personne de référence, sa catégorie socio-professionnelle, son statut d'activité, sa nationalité et son lieu de naissance, son diplôme le plus élevé, le niveau de revenu du ménage, sa situation familiale, le statut d'activité du conjoint, le lieu de résidence du ménage. L'échantillon de l'ENL contient près de 30'000 profils défini sur la base de ces attributs. En recourant aux techniques de régression multiple, j'ai développé des modèles statistiques à l'aide desquels on peut estimer la probabilité d'être propriétaire ou non pour ces milliers de profils. Pour certains profils, ces probabilités tendent vers la certitude (100% ou 0%), pour d'autres, elle est plus proche de la parité (50%/50%). Ces derniers sont des profils à hétérogénéité diffuse, les premiers non. Il existe un grand nombre de profils pour lesquels la propriété ou la non-propriété est une norme très largement respectée. La probabilité d'être propriétaire est supérieure à 80%, ou alors inférieure à 20%. En tout, ce sont 44% des ménages en France qui se rangent dans de tels profils. Mais il existe aussi un grand nombre de profils chez qui la norme est beaucoup plus incertaine. La question de la propriété fait beaucoup moins consensus : les chances d'être propriétaire ou de ne pas l'être se situent entre 30% et 70% – le comportement minoritaire a donc une probabilité supérieure à 30%. Ces profils, atteints d'un certain degré d'hétérogénéité diffuse, pèsent pour 35% des ménages en France. Chez la moitié d'entre eux, soit 4,5 millions de ménages, on est plus encore dans le voisinage de l'équipartition, avec des probabilités comprises entre 40 et 60%.

Les plus grandes villes, et notamment Paris, sont plus propices encore à la formation de camps de propriétaires et de non-propriétaires pas loin de s'équivaloir. Dans la métropole parisienne, les ménages quasiment assurés de leur sort, à plus de 80% de probabilité, sont plus

rares – en raison surtout de la rareté des profils sûrs d'être propriétaire, conséquence de la dureté du marché. Les profils à hétérogénéité diffuse forment un cercle élargi : 40% des ménages se rangent dans des profils avec des probabilités comprises entre 30% et 70% – et un peu plus d'un cinquième a presque autant de chances d'être propriétaire ou non, les deux probabilités se situant entre 40% et 60%.

L'achat d'un logement est une question qui, en pratique, divise parmi tant de ménages proches socialement. Les uns jugent bon d'acheter, les autres, un peu plus ou un peu moins nombreux, jugent bon de s'abstenir. Ni la propriété, ni la non-propriété ne parviennent à s'imposer comme une sorte de norme dont la loi semble presque indiscutable, respectée quasiment à l'unanimité, malgré la communauté des conditions d'existence. Il n'y a pratiquement aucune position ou trait identitaire à l'abri. On trouve des profils à hétérogénéité diffuse dans toutes les catégories d'âge – à l'exception des moins de 35 ans, dans toutes les catégories socio-professionnelles, dans toutes les strates de revenus, dans toutes les configurations familiales, dans tous les territoires, etc. La majorité plus imposante des propriétaires chez les ménages les plus avancés dans l'âge laisse bien sûr penser que dans beaucoup de cas, l'accession à la propriété n'est qu'une question de temps. Mais, outre le fait que le camp des non-propriétaires reste bien peuplé au-delà de soixante ou soixante-dix ans, il faut souligner que la différence entre une carrière où on est propriétaire du début à la fin et une carrière où on finit propriétaire au terme de toute une vie de locataire, ou encore la différence entre deux couples de quadragénaires, l'un ayant choisi d'acheter, l'autre qui continue de louer, ce sont là des différences qui ne sont pas dénuées de

significations en termes de choix de vie – même si l'histoire débouche sur la même fin.

La ville par son centre ou par ses marges

Les villes contemporaines forment un patchwork d'environnements dans lesquels on peut cultiver des modes de vie assez différents. Le centre-ville et ses environs sont connus pour être adaptés aux modes de vie 'citadins'. Ces lieux sont comme le milieu naturel des inconditionnels de l'animation et de l'agitation, des foules urbaines, de la vie nocturne, des théâtres, opéras, musées, concerts, expositions, monuments historiques, bars, restaurants, lieux branchés, des commerces et services ouverts tard le soir et le dimanche, de la variété, de l'hyper-choix, du vélo au quotidien, de la flânerie urbaine, etc. Par contraste, la banlieue lointaine et peu dense, auquel on peut ajouter le monde rural, passe, dans les imaginaires, pour le cadre d'un mode de vie antipodique, champêtre, tourné vers le calme, la tranquillité, le plaisir d'être cerné par la végétation et non par du béton et des humains, centré sur une grande maison avec un jardin, la vie de famille, le jardinage, le *home entertainment*, l'auto-mobilité, etc. Entre ces deux extrêmes s'intercale un continuum dans lequel les qualités citadines s'affaiblissent et les qualités périurbaines s'affirment au fur et à mesure qu'on s'éloigne des cœurs d'agglomération. C'est bien sûr très schématique. Ni la ville-centre, ni la banlieue lointaine ne sont des milieux si purs : il y a des quartiers en centre-ville où règne un calme banlieusard et il y a des lotissements périurbains où on compte autant de voisins au mètre carré que dans la banlieue dense. On peut vivre

en ville-centre sans être un passionné de sorties culturelles ou nocturnes et en passant son temps libre chez soi avec sa famille. Et on peut vivre dans le périurbain en se mettant régulièrement au volant de sa voiture ou à bord d'un train pour faire des excursions citadines. Les possibilités d'hybridation sont aujourd'hui réelles grâce à la mobilité : rien n'empêche de prendre part aux multiples ambiances qu'offrent les villes, tant qu'on peut régler la facture qui s'élève à quelques dizaines de kilomètres à parcourir. Mais l'endroit où on prend ses quartiers détermine néanmoins l'aisance avec laquelle on peut déployer tel ou tel mode de vie, telle ou telle pratique.

Les cadres de vie dans lesquels résident nos concitoyens portent la marque de l'hétérogénéité diffuse. La ville-centre, la banlieue, les zones denses et peu denses du périurbain, le monde rural : en France, les ménages qui habitent ces cinq cadres de vie sont tous nombreux (cf. Tableaux 1.0-1.6). En 2006, selon les données de l'ENL, 30% d'entre eux étaient logés dans la ville-centre d'un pôle urbain, 31% dans la banlieue de celle-ci, 8% d'entre eux dans les zones denses des couronnes périurbaines, 13% dans les zones rurales des couronnes périurbaines, et 19% dans le monde rural. Ces délimitations officielles sont certes conventionnelles mais cela ne veut pas dire arbitraire, ni sans fondement : des facteurs objectifs différencient ces lieux et en font des cadres à part. Quant aux seuils statistiques au principe des classements, ils sont discutables par nature mais au regard de la distribution des ménages, on voit mal quels seuils alternatifs pourraient dissiper cette impression de multi-polarisation des cadres de vie.

Parmi les nombreux groupes en termes de communauté d'un même niveau de revenu, d'une même appartenance socio-professionnelle, d'un même âge, d'une même nationalité, d'une même situation familiale, etc., il n'en existe pas un seul pour lequel on puisse dire que tel cadre de vie en est l'environnement presque exclusif. Des groupes dont 80% des membres, et même 70%, partagent un même genre de cadre de vie, il n'y en a aucun. Seuls quelques groupes très rares comptent une majorité absolue (souvent très courte) installée dans un cadre de vie en particulier. C'est le cas des agriculteurs dont une majorité confortable vit dans le monde rural. C'est aussi le cas, mais à un niveau déjà moindre, des ménages dont la personne de référence est professeur, exerce une profession scientifique ou est dans les professions de l'information, des spectacles et des arts : légèrement plus de 50% d'entre eux habitent en ville-centre. C'est le cas encore des ménages les plus jeunes dont un peu plus d'un sur deux réside également en ville-centre. Même dans ces cas d'association forte entre un groupe et un cadre de vie, pour chaque membre qui prend ses quartiers dans ce cadre de prédilection, un autre mène sa vie dans un autre environnement. Dans les cas les plus ordinaires, majoritaires de loin, les groupes sont touchés par l'hétérogénéité diffuse. Leurs membres se dispersent dans deux, trois, parfois quatre ou cinq cadres de vie différents. L'hétérogénéité est telle qu'il est impossible de désigner un cadre de vie en particulier comme l'environnement 'naturel' du groupe, puisque les membres qui vivent dans d'autres cadres sont plus nombreux, parfois de beaucoup. Bien souvent, le cadre de vie le plus usuel ne réunit pas plus de 35-40% des troupes. Voici le cas des ménages d'ouvriers non-qualifiés de type industriel qu'on pourrait

penser logés massivement en banlieue. Seuls 27% d'entre eux y habitent. Pratiquement autant sont logés en ville-centre, 15% dans les zones rurales des couronnes périurbaines, 7% dans les zones denses des couronnes périurbaines, et 22% dans le monde rural. Le cas des couples avec trois enfants ou plus – des familles nombreuses qu'on pourrait imaginer dans leur élément au sein du périurbain. On y trouvera seulement un quart d'entre eux – 17% dans les zones rurales, 8% dans les zones denses. Le reste habite en ville-centre pour 23%, en banlieue pour 36% et dans le monde rural pour 15%.

Cela peut paraître surprenant mais c'est ainsi : en France, à peu d'exceptions près, il n'existe pas de groupe, que ce soit les riches ou les pauvres, les cadres ou les ouvriers, les personnes seules ou les familles, etc., dont on puisse dire : ces personnes vivent dans tel type d'endroits. Beaucoup trop nombreux sont les ménages dont les lieux de vie ne sont pas conformes aux propositions de cette nature. Les statistiques ne disent certes rien des raisons qui amènent à vivre à tel ou tel endroit mais elles suggèrent assez clairement que ces raisons s'arrangent très souvent de telle façon qu'aucun environnement ne réussit à se dégager comme le cadre de vie quasi-exclusif de tel ou tel groupe.

L'hétérogénéité diffuse s'infiltré ici encore au sein de groupes définis sur la base non pas d'un mais d'une multitude de traits communs. J'ai estimé, comme plus haut pour la question du choix entre propriété et location, pour les mêmes milliers de profils, les probabilités de vivre dans les différents cadres de vie (cf. Tableaux 1.5 & 1.6). La grande majorité des profils exposent un niveau important d'hétérogénéité diffuse – dans

85% des cas, aucun cadre de vie n'est retenu par plus de 60% des personnes arborant le même profil, et dans 46% des cas, aucun cadre de vie n'est le lieu de résidence d'une majorité à plus de 50%. Pour ces milliers de profils, l'hétérogénéité diffuse contrarie les élans prédictifs des sciences sociales : « dis-moi qui tu es et... je ne suis pas certain de pouvoir dire dans quel cadre de vie tu mènes ton existence ». Beaucoup de nos contemporains montrent des dispositions à mener leur existence dans des cadres de vie tels qu'en référence à leurs proches sociaux, ils ne sont ni les seuls, ni comme tous les autres.

Le 'gentrifieur' : portrait au pluriel

Le scénario suivant se répète sur les scènes de nombreuses villes contemporaines, en de multiples points du monde : des quartiers anciens, plutôt dégradés, populaires, avec une forte présence d'immigrés, classés *no-go zones* dans de nombreuses cartes mentales, deviennent soudain à la mode, voient affluer les classes moyennes et supérieures, d'abord quelques pionniers qui donnent le ton, puis des contingents plus nombreux. Ces transgresseurs des canons de la trajectoire résidentielle chez le parfait bourgeois intriguent leur entourage mais aussi les chercheurs en sciences sociales. Ils injectent de l'hétérogénéité dans l'univers des classes moyennes et supérieures – en termes de lignée familiale, certains sont homologues à des spécimens qu'on peut croiser dans les quartiers les plus aristocratiques. Les 'gentrifieurs' sont eux-mêmes d'une grande hétérogénéité. La galerie de portraits brossés à travers les enquêtes de terrain (Authier et Bidou-Zachariasen, 2008, Bacqué, 2006, Bidou,

1984, Bidou-Zachariasen, 2003, Chalvon-Demersay, 1984, Collet, 2008, Corbillé, 2009, Clerval, 2008, Launay, 2010, Raad, 2012, Simon, 1997, Tissot, 2010) expose une grande variété de visages. La pluralité des figures idéal-typiques témoigne de cette diversité : le 'militant de gauche', l' 'artiste', le 'professionnel des métiers créatifs', l' 'éducateur socio-culturel', l' 'opportuniste de l'immobilier', l' 'amateur d'ambiances urbaines multi-culturelles'. Les profils socio-professionnels recensés couvrent un spectre large : écrivains, sculpteurs, journalistes, réalisateurs, producteurs de cinéma, danseurs, photographes, architectes, enseignants-chercheurs, chercheurs, enseignants du secondaire, cadres du secteur culturel, cadres du secteur éducatif, animateurs culturels, éducateurs, cadres d'entreprise, ingénieurs, professions intermédiaires des secteurs éducatifs, socio-éducatifs, de la santé et de la culture. Certains gentrificateurs ont, comme on l'a dit, une origine sociale très bourgeoise. Leur installation dans un quartier populaire reflète un relatif déclassement social – ce dont témoignent des positions sociales moins prestigieuses et une moindre aisance matérielle par rapport à d'autres membres de leur famille. Elle participe aussi parfois d'une volonté de prendre sa distance avec le milieu social d'origine et ses quartiers (Collet, 2008). D'autres gentrificateurs proviennent de milieux plus modestes. Leur position sociale est le fruit d'un parcours d'ascension, et leur familiarité originelle avec le monde des classes moyennes modestes ou des classes populaires n'est pas étrangère à leur présence dans ces quartiers. Le spectre des âges s'étire de 30 à 50 ans – ce qui empêche de réduire les gentrificateurs à des jeunes qui démarrent dans la vie. Beaucoup de gentrificateurs vivent seuls ou sont en couple sans enfants mais on compte aussi de

nombreux parents d'un ou plusieurs enfants. Les dotations en capital économique et en capital culturel sont variables. L'augmentation des prix immobiliers au fur et à mesure de la conquête des quartiers se traduit par des revenus plus élevés chez les arrivants tardifs comparativement aux pionniers. Certains gentrificateurs expriment une sympathie pour la mixité sociale, d'autres déclarent une indifférence vis-à-vis de ce thème, d'autres encore font état d'une aversion, disent parfois la répugnance ressentie au contact de ce qu'ils perçoivent comme de la misère crasseuse. Certains sont enchantés de vivre dans ces quartiers, s'y sentent bien, les trouvent vivants, animés, les préfèrent de loin aux quartiers bourgeois. D'autres n'y sont qu'à regret, se sentent étrangers, déplorent la saleté des rues, le désordre, le 'bazar'. Les uns craignent la gentrification, redoutent l'affaiblissement du caractère populaire du quartier, d'autres au contraire l'attendent, le réclament, s'impatientent, militent pour accélérer le changement. Il y a des gentrificateurs qui cherchent activement le contact avec les classes populaires, se chargent de missions socio-éducatives, s'engagent dans des actions de secours populaire ou d'éducation populaire. Ils tentent de stimuler la vie associative locale, cherchent parfois à s'imposer comme des leaders militants locaux postés à l'avant-garde pour défendre la cause du quartier et de ses habitants. Cette attitude contraste avec celle d'autres gentrificateurs qui fuient l'interaction avec ceux qu'ils appellent parfois les 'indigènes', forment des réseaux de sociabilité locaux exclusivement composés des leurs, évitent les lieux fréquentés par le 'populaire'. Entre ces deux postures, il y en a d'autres encore qui, à la recherche d'expériences ethnographiques dépayantes et authentiques, vont au-devant des interactions avec les

'gens du quartier', afin de s'immerger dans le multi-culturel ambiant, mais dans des espaces-temps bien encadrés et en préservant, avec maîtrise, une certaine distance. Certains pratiquent le mélange des genres, en assortissant une vie sociale essentiellement en compagnie de ses semblables avec l'organisation d'évènements occasionnels destinés à favoriser les rencontres avec les autres. Il y a des gentrificateurs qui s'investissent à fond dans la vie de quartier, deviennent des activistes du quotidien, accèdent au statut de 'personnage', connu dans le quartier bien au-delà du cercle des proches. Mais il y a aussi des gentrificateurs qui ne pratiquent leur quartier que sur un mode très mineur : l'essentiel de leur vie sociale se déroule en dehors, ils ne fréquentent que peu les commerces, cafés, restaurants locaux, n'ont pas beaucoup de connaissances sur place. On rencontre des gentrificateurs qui manifestent un intérêt pour les vestiges de la culture ouvrière-artisanale-industrielle-populaire : dans les logements qu'ils acquièrent, parfois d'anciens ateliers, ils tentent de conserver l'esprit et les traces de ce passé ; ils pratiquent la 'récup' d'objets à connotation populaire, les refaçonnent en accord avec les canons du goût légitime, les hybrident avec la culture cultivée dont ils sont porteurs (Collet, 2008). D'autres, en revanche, ne témoignent d'aucune curiosité à l'égard de la culture populaire. Beaucoup de gentrificateurs pratiquent l'évitement scolaire mais il en existe aussi qui se conforment à la sectorisation et envoient leurs enfants aux écoles publiques du quartier. La plupart des gentrificateurs se disent plutôt 'de gauche' mais toutes les tendances de la gauche semblent être représentées, de la gauche la plus centriste à la gauche extrême. Dans la métropole parisienne, certains gentrificateurs se vivent comme des inconditionnels de Paris et

qualifient parfois leur implantation dans le quart nord-est de 'stratégie de survie' dans la capitale. D'autres, tout aussi attachés à Paris, ont pourtant franchi le boulevard périphérique et pris position dans les quartiers populaires de la proche banlieue desservis par le métro. Il leur fut dur de franchir le seuil mais ils ont réussi à se convaincre que les gains en confort résidentiel valaient la peine. Certains de ces clivages semblent coïncider avec des différences sociales facilement repérables en termes d'origine sociale, de position socio-professionnelle, de volume de capital économique et culturel, de conviction politique, etc., mais comme certains chercheurs le relèvent, les contre-exemples restent nombreux et l'emprise des déterminations élémentaires paraît loin d'être totale. D'autres clivages semblent échapper encore plus clairement à l'influence des positions et des identités sociales élémentaires.

Les deux manières de vivre le statut de 'locataire HLM' dans un quartier de grand standing

Il existe un mot pour désigner les gens plutôt aisés qui s'installent dans des quartiers populaires mais il n'en existe pas pour qualifier les gens peu dotés en capitaux qui emménagent dans des quartiers riches. Le cas, sorte d'anti-matière de la gentrification, existe pourtant. En règle générale, on compte peu de logements sociaux dans les beaux quartiers et peu d'entre eux reviennent à des ménages situés tout en bas de la distribution des revenus. Mais certains ménages pauvres obtiennent ce qu'il pourrait être tentant a priori d'appeler le graal. Lydie Launay (2014) est allée à la rencontre de ces rares cas : des membres

des classes populaires parisiennes à qui le bailleur a attribué un logement social dans les quartiers riches de l'ouest parisien. Les témoignages illustrent l'hétérogénéité des manières d'habiter chez les classes populaires parisiennes. L'enquête révèle une scission entre deux manières de vivre la transplantation dans un cadre très bourgeois. Les 'embourgeoisés', comme les dénomme Launay, tendent à vivre positivement leur nouveau quartier, lui portent un regard plutôt favorable, qui contraste avec leur discours négatif sur l'ancien quartier de résidence, soit un quartier 'moyen-mélangé', soit, plus souvent, un quartier populaire-immigré, dans l'est parisien. Ils ne sont pas aveugles devant les manifestations d'hostilité à leur encontre de la part des habitants établis mais tendent à les relativiser. Ils estiment qu'en dernière instance, la nature valorisante d'une adresse de haut-standing fait plus que compenser l'expérience des rapports souvent humiliants avec les voisins. Petit à petit, les retours vers l'ancien quartier de résidence s'espacent, les liens s'estompent, l'acculturation au nouvel environnement et la conversion à ses normes sociales progresse. Les 'décalés', eux, tendent à mal vivre leur nouvel quartier. La stigmatisation les heurte et nourrit la nostalgie de l'ancien quartier de résidence. Ils se vivent comme des intrus et éprouvent un sentiment de ne pas être à leur place. Ils peinent à s'acclimater à leur nouvel entourage, retournent régulièrement dans leur quartier d'origine, malgré la distance. Ils se donnent de la peine pour conserver leurs anciennes relations et regrettent la vie sociale d'avant qui dégageait un agréable parfum de familiarité. Selon l'auteur, les 'embourgeoisés' se distinguent des 'décalés' par un bagage culturel légèrement plus important mais sans qu'on puisse faire état de différences franches

entre les deux groupes – ce qui amène Launay à juger que « pour expliquer ces rapports différenciés au quartier, l'approche par les positions sociales semble peu éclairante » (Launay, 2014, p.43). Se joue ainsi dans les lieux parmi les plus bourgeois de toute la France une épisode de l'histoire récurrente de la dualité interne aux classes populaires, entre ceux qui se laissent tenter par un désir d'ascension sociale et d'adhésion aux standards de vie et à la culture dominants, et ceux qui semblent davantage disposés à 'rester à leur place' et qui résistent aux sirènes du 'monde extérieur' vis-à-vis duquel ils éprouvent une sorte de sentiment d'étrangeté.

L'embourgeoisement des quartiers centraux sur fond d'hétérogénéité diffuse

L'embourgeoisement des quartiers centraux au cœur des grandes métropoles, phénomène planétaire, a déclenché en de multiples points du globe comme des chassés-croisés entre classes supérieures et classes populaires. Suivant un processus qui n'est pas sans rappeler l'écologie urbaine de l'Ecole de Chicago, les premières ont pris, dans une mesure plus ou moins grande, la place des secondes. La reconquête des centres urbains par la haute société, l'éviction des bas-revenus : deux thèmes majeurs, symboliques de la condition urbaine

contemporaine, souvent développés dans une perspective de 'luttons des classes' pour les 'places' (Lussault, 2009)¹¹.

Il est tentant de comprendre ce processus comme le résultat d'un mécanisme élémentaire : les gens aisés arrivent dans les quartiers centraux, les gens peu dotés s'en vont – les premiers remplacent les seconds. Des flux monochromes socialement dans les deux sens. Dans les imaginaires, les centres de grandes métropoles comme Paris, Londres ou New York, font de plus en plus figure d'une zone de privilège réservée aux plus aisés, les seuls à pouvoir s'y payer un logement, compte tenu de l'extravagance des prix, et d'une centrifugeuse qui propulse au loin les plus modestes et les maintient à distance. Le processus de recomposition de la sociologie des centres urbains se déploie pourtant sur un fond de mouvements résidentiels hétérogènes. Chez les classes supérieures comme chez les classes populaires, beaucoup de ménages s'installent dans le centre, d'autres s'en vont, d'autres encore changent de domicile mais restent dans le centre, et certains encore se maintiennent dans le centre sans déménager. Ni la prolifération dans le paysage des jeunes membres des classes intellectuelles, ni le long déclin de la présence populaire ne prennent la forme d'une tendance unilatérale, portée en exclusivité ou presque par une trajectoire très majoritaire, centripète chez les uns, centrifuge chez les autres.

Illustration avec le cas de Paris, le plus symbolique en France, le plus étudié et le plus commenté aussi (cf. Tableaux 2.0 à 2.6). En 2008, Paris comptait 415'000 habitants arrivés au cours des cinq années

¹¹ Cf., par exemple, deux ouvrages de référence sur le sujet : Smith, 1996, Lees *et al.*, 2008.

précédentes. 128'000 d'entre eux étaient des cadres et professions intellectuelles supérieures, soit un tiers de l'ensemble, 43% si on exclut les personnes sans profession (groupe qui inclut notamment les étudiants et les mineurs). Une sur-représentation exceptionnelle, de l'ordre du double par rapport au poids du groupe à l'échelle de l'Aire Urbaine de Paris. Mais il y avait aussi parmi ces Parisiens récemment installés 72'000 membres des professions intermédiaires, dont 18'000 sans diplôme universitaire, 58'000 employés, dont 32'000 sans diplôme universitaire, 17'000 ouvriers, 12'000 retraités, dont 7'000 sans diplôme universitaire. Les sans diplôme universitaire ajoutés aux ouvriers, cela donne 75'000 personnes – un cinquième des installations, un quart chez les personnes à profession.

Les départs hors Paris n'étaient pas moins variés socialement, malgré d'évidentes sur- et sous-représentations, inversées par rapport aux entrants. Parmi les 433'000 ex-parisiens partis entre 2003 et 2008, les plus nombreux étaient les cadres et professions intellectuelles supérieures, avec 109'000 personnes. S'y ajoutaient les professions intermédiaires à haut niveau d'études, diplômés d'université, au nombre de 53'000. Ces deux profils, qu'on ne s'attendrait pas à voir aussi nombreux sur la ligne des départs, étaient à l'origine d'un départ sur deux chez les personnes à profession. Ils étaient plus nombreux que les ouvriers et les employés sans diplôme universitaire à s'en aller de Paris – 32'000 pour les premiers, 45'000 pour les seconds, un départ sur quatre en cumulé. On comptait encore aux rangs des départs 24'000 membres des professions intermédiaires sans diplôme universitaire, 20'000 employés diplômés d'université, 37'000 retraités, dont 10'000 en possession d'un diplôme universitaire, 14'000 artisans,

commerçants et chefs d'entreprise de moins de 10 salariés, dont 6'000 diplômés d'université¹², augmentant d'autant le chromatisme des flux centrifuges.

Pendant que les uns arrivaient et que d'autres s'en allaient, d'autres Parisiens encore prolongeaient la vie parisienne, en déménageant intra-muros, ou sans changer de domicile. Quatre itinéraires possibles au contact de Paris : s'y installer, en partir, déménager en y restant, y rester sans déménager. Dans la plupart des groupes, ces quatre chemins sont tous empruntés de façon partagée, sans que l'un réussisse à s'imposer comme très majoritaire – l'exception principale est les retraités, chez qui l'immobilité occupe une position hégémonique, à plus de 80%. Les proportions varient d'un groupe à l'autre mais la plupart ont en commun une distribution des situations plus proches de l'équipartition que de la domination d'une trajectoire. Les cadres et professions intellectuelles supérieures, par exemple, étaient 21% à avoir emménagé dans Paris, 17,5% à en être parti, 23% à avoir changé d'adresse dans l'intra-muros, et 38% à être resté dans le même logement. Ce sont à peu près les mêmes proportions chez les professions intermédiaires. La propension à conserver son logement est plus développée chez les ouvriers et les employés sans diplôme universitaire mais les autres voies restent néanmoins abondamment empruntées. L'hétérogénéité diffuse est ici aussi du genre persistant. On continue à en trouver la trace lorsqu'on profile les individus en

¹² Dans une variante, nous avons procédé à la même comptabilité avec les seules personnes de référence, ce qui est une façon de situer l'analyse au niveau des ménages. Les résultats ne changent pas le constat de l'hétérogénéité sociale des flux entrants et sortants, établi avec la comptabilité étendue à l'ensemble des personnes. Cela vaut également pour les analyses suivantes.

faisant appel à un plus grand nombre d'attributs. La prise en compte de caractéristiques relatives à l'âge, aux études, au profil familial, au nombre d'enfants, à la nationalité ou au lieu de naissance, ne change pas fondamentalement la situation. Au sein de très nombreux groupes ainsi définis, les individus ont des probabilités conséquentes d'emprunter l'un ou l'autre des quatre itinéraires. Les épisodes antérieurs du processus ont les mêmes propriétés. Depuis plus de trente ans, le front de l'embourgeoisement progresse à Paris sur un fond d'hétérogénéité diffuse, prenant forme dans la rencontre de flux centrifuges et centripètes diversifiés socialement et sujets à un système de sur- et sous-représentations asymétriques, avec des classes supérieures plus nombreuses parmi les entrants, des classes populaires plus nombreuses parmi les sortants.

Quelles sont les opportunités qui ont permis aux personnes dont on imagine les ressources financières bien inférieures à ce qu'exige le marché parisien de pouvoir 'trouver quelque chose' à Paris ? Le logement social est une partie de la réponse, mais une petite partie seulement. Seulement 18% des employés sans diplôme universitaire et 15% des ouvriers installés à Paris entre 2003 et 2008 étaient locataires d'un logement social en 2008. La grande majorité des accédants à Paris étaient locataires dans le secteur privé, avec une proportion exceptionnellement élevée de locataires ou sous-locataires d'un logement loué meublé ou d'une chambre d'hôtel – autour de 13-14% –, mais c'est une spécificité parisienne qu'on retrouve parmi les accédants dans d'autres groupes sociaux. En termes de statut d'occupation, la singularité des employés sans diplôme universitaire et des ouvriers qui s'installent à Paris est le nombre des logés

gratuitement et des logés hors logement ordinaire – 19% des employés sans diplôme universitaire et 16% des ouvriers. Ces formes d'habitat essentiellement précaires jouent donc un plus grand rôle dans l'accès de ces groupes à Paris que le logement social. Il reste que la situation modale, et d'assez loin, est la location d'un logement loué vide dans le secteur privé. C'est donc une grande partie des ouvriers et des employés sans diplôme qui accédaient à la capitale en suivant la voie la plus habituelle, c'est-à-dire la location d'un logement ordinaire sur le marché libre. Autre piste : les quartiers 'populaires' de l'est parisien – dans les standards parisiens du 21^{ème} siècle –, les plus fournis en possibilités de logement moins chères. Les employés sans diplôme universitaire et les ouvriers sont relativement plus nombreux à se diriger vers les arrondissements à l'est mais ce n'est pas une condition *sine qua non*. Les ouvriers étaient 35% à avoir atterri dans les 18^{ème}, 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements. En comptant avec les 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} et 13^{ème} arrondissements, l'est parisien avait accueilli 62,5% des ouvriers, taux le plus élevé parmi l'ensemble des groupes, mais quatre ouvriers sur dix s'étaient procuré un logement dans les arrondissements de l'ouest. La condition principale à laquelle doivent se plier un grand nombre d'ouvriers et d'employés sans diplôme universitaire pour s'ouvrir les portes de Paris est le consentement à un habitat de petite superficie. Chez les ouvriers, 60% des accédants à Paris au cours des années 1990, et 52% chez les employés sans diplôme universitaire, occupaient un logement de moins de 40m² ¹³.

¹³ Les fichiers détails des éditions de l'Enquête de Recensement de la Population des années 2000 dont on s'est servi pour l'analyse des mobilités résidentielles ne contenaient pas d'information sur la superficie du logement. Cette information était disponible en revanche dans le fichier détail du Recensement Général de la Population de 1999.

C'est un destin commun que de payer la localisation parisienne du prix de nombreux m² auxquels on renonce et dont on pourrait jouir à condition de prendre ses quartiers ailleurs. Mais c'est chez les ouvriers et les employés à faible niveau d'études que cette réalité commune débouche sur une pareille concentration dans le parc le plus modeste en surface. L'âge et la situation familiale des accédants à Paris sont en phase avec leur propension à s'accommoder de logements exigus. Les ouvriers et employés sans diplôme qui s'installent à Paris ressemblent à ceux qui font de même chez les autres groupes : ils sont nombreux à être jeune, à vivre seul ou en couple et à ne pas avoir d'enfants. Leurs besoins en nombre de pièces et en surface habitable sont plus modestes et ils sont sans doute davantage disposés à sacrifier du confort résidentiel en échange de centralité parisienne, comparativement aux personnes plus avancées dans l'âge. Mais on voit bien, par comparaison avec les groupes plus aisés matériellement, à quel point l'exigence de sacrifice en surface habitable pèse plus lourdement sur les ouvriers et les employés, à situation familiale donnée. 38% des ouvriers en couple avec des enfants s'entassaient dans moins de 40 m², une situation qui n'existe pratiquement pas chez les plus aisés qui s'installent à Paris, ni chez les autres ménages d'ouvriers logés ailleurs.

Les conditions de logement des employés sans diplôme universitaire et des ouvriers qui ont une carrière résidentielle et de l'ancienneté à Paris (au moins cinq ans) semblent un peu meilleures. Les formes de logement précaires sont plus rares, une part plus importante réussit à se faire une place dans le parc social, et les propriétaires sont également plus nombreux, même si de peu. Plus rares sont les cas de

confinements dans des petits logements et ceux qui disposent d'un logement plutôt confortable, dans les standards parisiens, avec plus de 70 m², tendent à former un groupe plus nombreux – 18% de l'ensemble. Des conditions de logement plus proches du 'normal' va de pair avec des personnes plus avancées dans l'âge, en couple et parents, parmi ces personnes ancrées à Paris depuis au moins cinq ans. Il semble donc qu'une part des employés à faible niveau d'études et des ouvriers qui accèdent à Paris réussissent à y durer et à y faire, dans une certaine mesure, une carrière résidentielle, en doublant leur progression dans le cycle de vie d'une progression résidentielle qui conduit des formes d'habitat précaires vers le logement social, de logements de petite superficie vers des logements un peu plus grands – carrière bien modeste toutefois, en comparaison des cadres, professions intellectuelles supérieures ou professions intermédiaires, en termes de superficie par exemple.

Ce cas d'étude illustre la compatibilité de l'hétérogénéité diffuse avec l'inégalité des possibles selon les positions sociales. Les personnes à faible capital économique et culturel ont de moindres chances d'accéder à Paris que les personnes plus richement dotées, et elles ont de plus fortes chances de devoir un jour renoncer à y vivre. Cette réalité n'empêche pourtant ni les unes, ni les autres de réunir des contingents toujours nombreux quand il s'agit de prendre ses quartiers à Paris, de mettre fin à la vie parisienne ou de la prolonger pour encore un temps. Les personnes faiblement dotées doivent consentir à des conditions de logement autrement plus dures lorsqu'ils s'installent à Paris. Encore une vérité qui n'empêche pas d'autres. Les sacrifices que cela exige ne détournent pas toutes les personnes de condition de modeste de

Paris – ils sont des milliers à s’y installer tous les ans encore à notre époque. Pour certains, cela se fait vraisemblablement à contrecœur : on aurait préféré mieux ailleurs mais c’est encore à Paris paradoxalement qu’on arrive à se trouver quelque chose. Mais d’autres raisonnent ‘à la parisienne’, comme n’importe quel Parisien, et considèrent que le prix à payer vaut le coup. Il y a au sein des classes populaires des Parisiens dans l’âme qui tiennent à la capitale tout autant que n’importe quel inconditionnel et qui préfèrent encore mal s’y loger que mieux se loger en banlieue. Des enquêtes sociologiques auprès des ouvriers ou des employés logés dans Paris intra-muros malgré des ressources financières très limitées donnent à voir de tels cas. Dietrich-Ragon (2014) rapporte les témoignages de personnes très peu dotées en capitaux, logées dans des conditions souvent très précaires, et qui font pourtant de la résistance et refusent avec la dernière énergie de ‘s’exiler’ en banlieue. Ces individus, tous habitants d’immeubles classés insalubres par les autorités, n’expriment aucun désir de mettre un terme à leur carrière résidentielle à Paris, malgré la pénibilité des conditions de vie. Les arguments pour justifier leur persévérance à vouloir rester à Paris sont les mêmes que tout Parisien. Ils reconnaissent que Paris, c’est moins de temps dans les transports, la possibilité de pratiquer une mobilité douce, l’accès à une offre riche et variée de commerces et services, à des établissements scolaires réputés, la proximité de la haute culture, une place au cœur d’un marché de l’emploi gigantesque. Ils sont conscients du prestige du lieu, distingué, riche d’une longue histoire, parsemé de monuments mondialement connus, valorisé et valorisant. Certains sont des natifs, Paris est le lieu de leur enfance pour lequel ils éprouvent un

attachement plein d'affection. Ils y ont leurs repères, leurs connaissances. Pour les immigrés, le réseau d'interconnaissances formé avec les compatriotes à Paris est souvent une ressource irremplaçable au quotidien. Beaucoup connaissent mal la banlieue, s'en font une idée peu réjouissante et sont anxieux face à la perspective de devoir un jour se résoudre à franchir le pas. L'hésitation classique entre une vie au centre et une vie en banlieue, qu'on tend à considérer comme un casse-tête de luxe, réservé aux personnes dotées matériellement, n'est pas étrangère au monde des classes populaires. Elle est à la source d'une hétérogénéité interne aux plus démunis – à l'étonnement parfois des scientifiques eux-mêmes, y compris les plus militants, qui trahissent une certaine surprise à découvrir chez des 'dominés' une mentalité, une logique résidentielle, des représentations, des hésitations qu'on imaginait comme un privilège de classe réservé aux nantis. Les 'dominés' sont des membres de leur société comme les autres et peuvent montrer des dispositions en faveur de la vie parisienne, supporter les renoncements que cela suppose, comme tout parisien selon sa condition, même si les contraintes à endurer sont beaucoup plus lourdes pour eux – mais sachant aussi que les promesses de l'ailleurs sont moins reluisantes.

L'hétérogénéité diffuse au cœur du 'ghetto'

Ghetto : cette figure incontournable de la sociologie urbaine fait référence à l'origine aux quartiers situés au centre des grandes villes du nord-est des Etats-Unis et habités presque exclusivement par des

populations afro-américaines. Aujourd'hui, on utilise le terme partout dans le monde pour désigner les quartiers les plus pauvres des villes – usage polémique en raison de soupçons de détournement non-pertinent. Ces quartiers sont en tout cas, dans les imaginaires, des lieux emblématiques de l'homogénéité sociale, par le regroupement de personnes qui partagent une même précarité matérielle et une même désinsertion sociale. Pourtant, quand on se rend dans ces quartiers et qu'on y passe du temps, comme l'ont fait de nombreux sociologues, ethnologues ou géographes, on découvre des quartiers bien plus diversifiés socialement que ce qu'on attendrait. C'est bien l'impossibilité matérielle de se loger ailleurs qui réunit les individus dans de tels quartiers – pratiquement personne ne se déclare volontaire pour y habiter. Mais derrière ce point commun se cache toute une variété de conditions, de situations et de positions. Sur le plan matériel déjà, le peuplement présente une certaine dose d'hétérogénéité. Didier Lapeyronnie (2008), qui a conduit une enquête de longue haleine dans un quartier pauvre assez typique, distingue quatre strates selon le degré d'autonomie financière/de dépendance aux aides sociales : les 'stables', bénéficiaires d'un salaire modeste mais assuré, et qui ont les moyens de 'se tenir à l'écart' – un quart des habitants ; les 'précaires', exposés à des difficultés lourdes à gérer, pour cause de chômage, suite à une séparation ou en raison de salaires trop faibles – la moitié des habitants ; les 'cas sociaux', appelés 'les cas-socs' dans le quartier, chargés d'un passé lourd d'expériences traumatisantes et pleinement pris en charge par les services sociaux ; les 'assistés', mis au ban par le marché du travail, travailleurs trop intermittents ou qui ont définitivement renoncé, et qui subsistent grâce à l'assistance sociale –

ces deux dernières strates forment le dernier quart. Cette stratification se complexifie avec les biographies des personnes, dont certaines n'ont connu rien d'autre qu'une condition de pauvreté alors que d'autres ont l'expérience des conditions d'existence propres aux classes moyennes. Elle est corrélée à une plus ou moins grande capacité à faire face aux épreuves qu'impose le quartier, à mener une vie à l'abri des formes de domination ambiantes. L'hétérogénéité règne dans d'autres registres encore, sans qu'on puisse établir un lien simple avec les nuances des positions socio-économiques. Les relations avec les voisins, le degré d'investissement dans la vie sociale locale, l'appréciation qu'on porte sur le quartier, l'accord avec des idées relatives à l'état de la société, l'adhésion aux normes sociales dominantes, etc., paraissent variables entre personnes dont les conditions d'existence semblent peu différenciées. Certains continuent à se battre pour préserver leur dignité, d'autres 'se laissent aller' à une sorte de déchéance. Les uns se démènent pour pouvoir travailler tout en comprenant qu'il serait presque plus avantageux de se reposer sur les prestations sociales, les autres renoncent pour de bon, persuadé de l'irrationalité de la persévérance face à l'adversité des probabilités. Certains voient dans la réussite scolaire l'unique chemin qui conduit hors du 'ghetto', d'autres sentent que l'école est un leurre, un piège, une institution qui les humilie, un instrument de la domination des classes supérieures. Les uns racontent leur quartier en centrant leur récit sur ce qu'il y a de 'bon', la chaleur humaine, la solidarité, le respect, d'autres au contraire insistent sur ce qu'il y a de 'mauvais', la violence, la rage, les dégradations, le 'chacun pour soi'. On a souvent le sentiment que les personnes adhèrent simultanément aux positions

opposées, qu'elles sont attirées par des attitudes contradictoires en apparence, et que selon le contexte ou les circonstances, elles peuvent prendre position dans un sens ou dans l'autre. De nombreux contextes d'action se configurent comme des situations ouvertes, où on peut tout aussi raisonnablement prendre une voie ou la voie opposée.

Entre-soi ou en compagnie des autres

Le voisinage compte dans le plaisir ou déplaisir qu'on ressent en habitant un quartier. Quels sont les voisinages recherchés par les gens ? Une des dimensions de cette interrogation, telle que les chercheurs en sciences sociales l'abordent, est l'identité sociale des personnes avec lesquelles on se verrait bien cohabiter. Il est devenu habituel de penser qu'à notre époque, la préférence en la matière est orientée vers des voisinages composés de personnes qui, socialement parlant, sont des proches, ou alors des personnes un peu mieux situées encore que soi socialement et devant lesquelles on est un peu en admiration. Préférence qu'on peut comprendre : il est sans doute plus facile de se sentir bien dans un quartier où flotte une agréable atmosphère de familiarité entretenue par l'accord des habitus. Sa place, dans un tel lieu, paraît tout faite et la vie sociale y a les dehors de l'évidence. On est à l'abri du sentiment d'inconfort, voire d'insécurité que l'on peut éprouver en compagnie d'"étrangers", c'est-à-dire des personnes aux mœurs, codes de conduite, modes de vie dont on ignore tout ou qu'on infériorise.

Ce qu'on oublie peut-être, c'est qu'il existe des préférences concurrentes. Pour le dire en empruntant les mots à Bauman (2007), si

certaines préférences penchent vers la mixophobie, c'est-à-dire une aversion envers la mixité sociale, d'autres sont tournées vers la mixophilie, c'est-à-dire une sympathie pour le mélange et la diversité. L'organisme de beaucoup de gens abrite même sans doute simultanément ces deux penchants, avec des dosages variables. On est nombreux à éprouver une certaine crainte à l'idée d'un contact avec l'Autre, l'inconnu, parfois même une franche répulsion, mais il arrive aussi de sentir cet élan vers l'Autre, d'être attiré, de désirer l'exposition à l'altérité. Un voisinage peuplé de proches sociaux peut paraître parfois un peu terne, ennuyeux, manquer d'originalité, de piquant, de fantaisie. Par contraste, les voisinages à base de diversité semblent plus colorés, charmants, pittoresques, excitants. Les ambiances de mélange ont leurs sympathisants qui n'échangeraient pas les croisements improbables dans un décor éclectique contre l'uniformité triste de certains quartiers d'entre-soi. Le mélange social n'a d'ailleurs pas besoin de prendre des accents folkloriques ou exotiques pour plaire. Des quartiers ordinairement mélangés, sans étiquette, où on peut croiser toutes sortes de personnes sans qu'aucune culture en particulier ne peigne les lieux de ses couleurs, peuvent tout autant éveiller de la sympathie (Vermeersch, 2011). L'attrait des quartiers populaires est parfois inséparable d'une vocation militante qui pousse à se loger auprès des gens du peuple, par solidarité, pour s'engager, apporter son soutien. A cela s'ajoute que nos proches sociaux n'éveillent pas toujours en nous les sentiments les meilleurs. C'est parfois auprès d'eux qu'on ressent cette impression d'être entourés d'"étrangers" dont on ne comprend, ni ne trouve agréable les manières, les pensées, les pratiques. Il existe des 'bourgeois' qui fuient la

proximité de leurs semblables et cherchent la compagnie de gens d'autres milieux. Certains font une carrière de gentrifieur dont l'impulsion, comme ils le reconnaissent eux-mêmes, est leur profonde aversion envers les quartiers bourgeois (Bacqué, 2006, Clerval, 2008, Collet, 2008, Corbillé, 2009, Raad, 2012, Tissot, 2010).

La préférence en matière de voisinage, c'est aussi parfois une absence de préférence ou, en d'autres termes, une certaine indifférence. Certaines personnes ne paraissent pas tant préoccupées par l'identité sociale de leurs voisins. Ni mixophobes, ni mixophiles, elles ont des préférences peu élaborées et tendent à situer dans une même zone d'indifférence un grand nombre de quartiers, avec des compositions sociales pouvant être relativement variables, qui leur paraissent aussi habitables les uns que les autres. Elles ne s'installeraient pas n'importe où mais pourraient se satisfaire de beaucoup d'endroits relativement peu discriminants en termes de voisinage. Leurs exigences en matière de logement portent en priorité sur d'autres critères, ce qui les amène à se contenter de quartiers qui paraîtraient douteux à d'autres personnes de même condition mais plus pointilleuses sur le voisinage. Leur indifférence témoigne implicitement d'une absence d'hostilité à l'encontre de la mixité sociale. Ces personnes rappellent un autre profil encore qu'on pourrait appeler le 'gentrifieur malgré lui' ou le 'gentrifieur contrarié'. Il s'agit de personnes aisées et cultivées qui ont fait le pari des quartiers populaires en dépit d'un manque de goût pour ce type d'environnement, parfois même en dépit d'une aversion. Ce sont les opportunités immobilières qui les ont attirées : elles ont senti l'occasion de faire une affaire, ont anticipé la transformation du quartier à court terme – et n'hésitent pas à se mobiliser pour accélérer le changement

(Bacqué, 2006). L'expérience de la mixité les rebute mais cette répulsion est mise en sourdine devant des considérations supérieures. Leur choix résidentiel exprime une certaine tolérance, serait-ce de court terme, à l'égard de voisinages où les habitants ne sont pas majoritairement des proches sociaux ou culturels.

Nos contemporains sont-ils très majoritairement mixophobes ? Les mixophiles sont-ils des spécimens rares qu'on ne croisera que par jours de chance ? Les sciences sociales sont relativement muettes sur ces questions sur le plan empirique – d'où l'absence de réponse chiffrée. Comme il en a déjà été question en ouverture de cet ouvrage, je me suis essayé à produire une estimation de la proportion de nos contemporains qui se comportent en mixophobe ou en mixophile, lorsqu'ils changent de logement, en déménageant dans un lieu tel que le degré de cohabitation entre groupes sociaux en sort affaibli ou renforcé. Je rappelle ici, avec plus de détails, comment je m'y suis pris.

Je me suis penché sur les déménagements faits par les personnes de références des ménages et leurs conjoints entre 2003 et 2008 à l'intérieur des limites des aires urbaines – à l'exclusion donc des migrations d'une ville à l'autre¹⁴ –, cela sur trois terrains : les

¹⁴ Les données sont tirées des dernières éditions du Recensement de la Population de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques – Enquête Annuelle du Recensement pour l'édition 2008, Recensement Général de la Population pour les éditions 1982, 1990 et 1999. Les fichiers détail du recensement contiennent des informations relatives au logement qu'occupent les ménages au moment où ils sont interrogés et celui qu'ils occupaient quelques années auparavant (dans l'Enquête Annuelle du Recensement, on connaît le lieu de résidence des individus cinq années en arrière ; dans le Recensement Général de la Population, l'information disponible est le lieu de résidence des individus au moment du précédent recensement, soit huit ou neuf ans en arrière selon les cas). Pour les personnes qui n'ont pas déménagé sur l'intervalle de temps couvert, le logement actuel est le même que l'antérieur et pour les personnes qui ont déménagé, ce sont deux logements différents. On dispose ainsi de

métropoles de Paris, Lyon et Marseille. Pour déterminer le caractère pro-ségrégatif ou pro-mixité des déménagements, j'ai comparé le poids des groupes socio-professionnels dans les communes de résidence antérieures et postérieures. Les déménagements avec ou sans changement de commune de résidence sont traités séparément. Dans les cas où on passe d'une commune à une autre, les déménagements sont classés comme pro-ségrégatif lorsqu'ils conduisent un membre du groupe A dans une commune où le poids du groupe A est plus élevé que dans la commune de résidence antérieure. Dans le cas contraire, le déménagement est répertorié comme pro-mixité. Exemple numérique : un cadre supérieur qui quitte une commune où les membres de son groupe pèsent pour 20% pour s'installer dans une commune où ils pèsent pour 30% accomplit, selon mes critères, un déménagement pro-ségrégatif. Ce déplacement le conduit là où ses semblables sont plus nombreux relativement, ce qui a bien pour effet marginal d'affaiblir la cohabitation des cadres avec les autres groupes socio-professionnels. La personne passe d'un lieu où 80% de ses 'voisins' sont des 'autres' à un autre endroit où ce n'est plus le cas que pour 70% d'entre eux. Lorsque le déménagement se fait à l'intérieur d'une frontière communale, on le range dans le camp pro-ségrégatif si le poids du groupe d'appartenance de celui qui déménage y est supérieur à la moyenne de l'aire urbaine. Par exemple, un technicien qui change de domicile à l'intérieur d'une commune où les professions intermédiaires pèsent pour 30% alors que dans toute l'aire urbaine, leur

vastes échantillons de mobilités résidentielles accomplies par les personnes qui habitent au moment du recensement dans un autre logement que celui qu'elles occupaient antérieurement. La localisation du logement actuel est renseignée à l'échelle du quartier (éditions de 1990 et 1999) et/ou de la commune. Le logement antérieur est localisé à l'échelle de la commune.

poids est de 20%, réalise, d'après le principe comptable retenu, un déménagement pro-ségrégatif. La personne persiste et signe : il confirme son ancrage dans un voisinage où ses semblables sont particulièrement nombreux. Inversement, le déménagement qui maintient le membre d'un groupe A dans une commune où son groupe est sous-représenté compte comme pro-mixité.

Résultat des comptes : les comportements contraires à la mixité sociale sont majoritaires mais pas de beaucoup et les déménagements du genre mixophile forment une minorité très nombreuse (cf. Tableaux 3.0 à 3.8). Dans la métropole parisienne, les camps pro-ségrégatif et pro-mixité se distribuaient en 58%/42% chez les cadres et professions intellectuelles supérieures. Quatre sur dix, soit près de 230'000 personnes, s'étaient comportés en mixophiles, soit en déménageant dans une commune où les autres groupes comptaient relativement plus de membres, soit en renouvelant leur domicile dans une commune où leurs semblables étaient plutôt rares. Chez les professions intermédiaires, la bipolarisation est plus nette encore, en 56%/44%. La situation n'est guère différente dans les métropoles lyonnaise et marseillaise : une majorité modérée pour les déménagements pro-ségrégatifs, une minorité imposante pour les déménagements pro-mixité (de l'ordre de 55%-45% à Lyon, 59%-41% à Marseille). Les comportements résidentiels des classes moyennes et supérieures exhibent ainsi les symptômes de l'hétérogénéité diffuse dans chacune des trois principales métropoles françaises. C'est également le cas pour les groupes situés plus bas dans la hiérarchie des salaires. Les ouvriers de la métropole parisienne se partageaient entre 61% de déménagements pro-ségrégatifs et 39% de déménagements pro-

mixité. Quatre sur dix étaient parvenus à emménager dans un lieu où leur propre groupe était moins nombreux qu'au point de départ ou à conserver leur position dans un lieu où leurs semblables étaient relativement rares. Le bilan pour les employés est encore plus proche de l'équilibre, en 55%/45%.

Cette polarisation entre ceux qui se comportent en mixophobe et ceux qui se comportent en mixophile est une réalité comme fractale, encore une fois (cf. Tableaux 3.7 & 3.8). Elle est infiltrée au cœur de groupes définis, outre les positions socio-professionnelles, par de nombreux autres éléments identitaires susceptibles d'influencer les orientations résidentielles, comme l'âge, le profil familial, le dernier diplôme obtenu, le couple nationalité/lieu de naissance, le statut d'activité, le secteur d'activité, la durée du chômage pour les chômeurs, le statut d'occupation du logement post-mobilité, le type de logement. Une large part des milliers de profils ainsi définis sont à hétérogénéité diffuse, avec des probabilités respectives de pencher côté pro-ségrégatif ou côté pro-mixité proches de l'équiprobabilité. Chez les cadres et professions intellectuelles supérieures, par exemple, les profils bipolarisés, avec des probabilités dans l'intervalle 40%-60%, rassemblaient 43% des troupes. En comparaison, les profils radicaux, avec un penchant quasi-exclusif pour le pro-ségrégatif, avec plus de 80% de probabilité, sont des raretés - treize profils à peine, soit quelques milliers d'individus parmi les 500'000 dans le champ de l'analyse. Les profils les plus extrêmes en termes de bipolarisation, avec des probabilités dans l'intervalle 45-55%, comptaient deux fois plus de membres que les profils orientés pro-ségrégatif à plus de 70%

de probabilité. Ces constats valent pour les autres groupes socio-professionnels et s'étendent aux métropoles lyonnaise et marseillaise.

La méthode de classification des déménagements en pro-ségrégatif et pro-mixité que j'ai adoptée est une façon de faire parmi bien d'autres qu'on peut imaginer. J'ai recommencé l'exercice avec des variantes, retenant d'autres principes pour repérer les deux sortes de déménagements. J'ai ainsi classé les déménagements chez les classes moyennes et supérieures en référence au poids des classes populaires (ouvriers et employés sans diplôme universitaire) ou au poids de la classe ouvrière – de même que j'ai procédé, pour les classes populaires, à un classement en référence au poids des classes moyennes ou des classes supérieures alternativement. Les statistiques varient à la marge mais jamais assez pour pouvoir remettre en cause les affirmations précédentes.

Il est vrai aussi que les déménagements pro-ségrégatif ou pro-mixité, tels que je les ai définis, sont dans certains cas des événements dont la signification sociale est infime – comme par exemple lorsqu'un membre de la haute société part d'une commune où ses semblables sont très nombreux pour atterrir dans une commune où ils le sont un tout petit peu moins, événement qu'on présente comme un geste favorable à la mixité sociale, et tel est bien le cas, mais si modestement. Pour savoir si les déménagements pro-mixité sont essentiellement des événements mineurs de ce genre, j'ai développé de nouvelles variantes dans lesquelles j'ai introduit des critères pour distinguer les déménagements significativement pro-mixité (ou significativement pro-ségrégatifs). Dans une des variantes, par exemple, ce qualificatif

désigne les déménagements où un membre des classes moyennes ou supérieures part d'une commune où les classes populaires sont sous-représentées, en référence à leur poids dans l'aire urbaine, pour aller dans une commune où elles sont sur-représentées. De tels déménagements ne sont pas des raretés. Parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures de la métropole parisienne, 40% des mobilités favorables à la cohabitation avec les classes populaires, soit près de 90'000 déménagements, pouvaient être qualifiées de geste fort, pas anodin, au sens où leurs auteurs soit confirmaient par cet acte leur ancrage dans une commune où la présence des classes populaires est supérieure à la moyenne, soit se séparaient d'une commune où les classes populaires étaient plutôt rares pour mettre le cap vers une commune où elles étaient sur-représentées – proportion qui atteint 46% à Lyon, 65% à Marseille. Les professions intermédiaires étaient plus nombreuses encore à faire ce geste fort. Dans la métropole parisienne, 55% des mobilités favorables à la cohabitation avec les classes populaires, un quart de l'ensemble des mobilités accomplies par les membres de ce groupe, soit 140'000 déménagements, étaient de cette nature.

Et enfin, une dernière objection possible à relever. La maille communale, dont je me suis servi jusqu'ici, manque de finesse pour attraper au mieux les réalités qui nous intéressent. Il y a sans doute une certaine incongruité au fait de qualifier de 'voisinage' un ensemble de plusieurs dizaines de milliers de personnes – de nombreuses communes ou arrondissements à Paris, Lyon et Marseille sont si peuplées. Dans les faits, le degré d'exposition à l'altérité peut varier considérablement au sein d'une commune selon qu'on habite tel ou tel

quartier. C'est pourquoi la maille des quartiers est bien plus recommandée pour les explorations comme celles dont il est question ici. Malheureusement, les données ne permettent pas de procéder aux mêmes traitements statistiques à l'échelle des quartiers, en toute rigueur. Comme solution de rechange, j'ai mis sur pied des variantes qui opèrent sur une base probabiliste. L'idée consiste à estimer les chances d'une personne originaire d'une commune *A* et en route vers une commune *B*, d'avoir habité tel ou tel quartier de la commune *A* au préalable, et de s'être installé dans tel ou tel quartier de la commune *B*. Ces probabilités sont estimées, pour un individu appartenant à un groupe donné, à partir de la distribution des membres du même groupe entre les différents quartiers d'une commune – cette donnée-là, elle est disponible. Exemple numérique : pour un employé habitant au départ une commune composée de deux quartiers, chacun réunissant la moitié des employés de la commune, on estime à 50% ses chances de provenir de l'un ou l'autre de ces deux quartiers. Le produit croisé de ces deux séries de probabilités, en amont et en aval, donne alors les chances d'une personne d'avoir suivi telle ou telle des multiples trajectoires possibles entre quartiers à l'origine et à destination. Suite de l'exemple numérique : supposons que cet employé qui habite au départ une commune à deux quartiers, avec des chances identiques d'être originaire de l'un ou de l'autre, s'installe dans une autre commune avec deux quartiers également, avec une même probabilité d'habiter l'un ou l'autre. Les quatre trajectoires possibles de quartier à quartier auraient alors chacune une chance sur quatre d'être empruntées. Par la suite, en comparant pair par pair le profil social des quartiers au départ avec le profil de ceux à l'arrivée, on classe les

déménagements potentiels en pro-ségrégatif et pro-mixité, suivant les mêmes principes que dans les versions avec le maillage communal. L'addition des probabilités associées aux trajectoires pro-ségrégatives et pro-mixité permet d'obtenir les chances d'un déménagement entre deux communes d'être pro-ségrégatif ou pro-mixité à l'échelle des quartiers. Suite et fin de l'exemple numérique : admettons que parmi les quatre trajectoires quartier-à-quartier possibles pour notre employé, deux soient de nature pro-ségrégative, et deux pro-mixité. La probabilité de chacune des trajectoires étant de 25%, le déménagement de cet employé a une chance sur deux d'être pro-ségrégatif et autant de chance d'être pro-mixité. En termes comptables, il sera enregistré comme une demie-mobilité pro-ségrégative et une demie-mobilité pro-mixité. Généralisant cette procédure à l'ensemble des déménagements répertoriés, on estime le volume global des mouvements pro-ségrégatifs et pro-mixité à l'échelle des quartiers. Ce qu'on observe, c'est la même chose que précédemment, c'est-à-dire de l'hétérogénéité diffuse. Les explorations probabilistes à l'échelle des quartiers confortent les résultats originaux, accentuent même l'impression que les proches sociaux se fractionnent en interne en deux groupes de poids proches d'être équivalents, entre ceux qui se comportent en faveur du mélange social, et ceux qui font le contraire. Dans la métropole parisienne, avec cette méthode, les déménagements pro-ségrégatifs et pro-mixité sont à deux points de la parité parfaite chez les cadres et professions intellectuelles

supérieures, à moins d'un point de la parité parfaite chez les professions intermédiaires et les ouvriers¹⁵.

La situation qu'on vient de décrire n'est ni toute récente, ni exceptionnelle. Lorsqu'on remonte le temps, de recensement en recensement, jusqu'à la fin des années 1970, c'est le même ensemble de constats qui s'impose, à l'occasion de chaque prélèvement dans la réalité sociale. Cette constance dans le temps vaut *grosso modo* pour tous les groupes sociaux dans chacune des trois métropoles. C'est donc sous forme d'une sorte d'invariant historique, sur un laps de temps long d'un tiers de siècle, que se manifeste la bipolarisation des comportements entre une majorité non-hégémonique de déménagements pro-ségrégatifs et une minorité non-marginale de déménagements pro-mixité.

Il faut reconnaître que le seul constat de l'importance numérique des mobilités classées pro-mixité n'est pas suffisant pour proclamer l'existence d'une mentalité bienveillante à l'égard de la mixité sociale chez de nombreux membres des classes moyennes et supérieures. C'est moi qui accole les qualificatifs de 'pro-mixité' ou 'pro-ségrégatif' aux déménagements, de l'extérieur, dans le cadre d'une analyse qui objective. Il n'est pas certain que les auteurs de ces actes les vivent ainsi, avec la conscience d'opérer des déménagements qui renforcent ou affaiblissent la mixité sociale – même si, dans bien des cas, les

¹⁵ Les données du recensement de 1999 renseignent le quartier de résidence au moment de l'enquête. Grâce à cette information, j'ai pu développer une variante où seul le quartier de résidence avant le déménagement est estimée sur une base probabiliste – ce qui réduit l'incertitude. Les résultats ont là encore confirmé l'hétérogénéité diffuse au sein des groupes socio-professionnels et l'équipartition des distributions entre les déménagements pro-ségrégatifs et pro-mixité.

individus sentent la signification sociale de leurs actes de ce point de vue. On n'est pas davantage en mesure de se prononcer sur les intentions qui ont motivé les déménagements et orienté les choix de relocalisation. Les motivations, rationalités, logiques d'action, telles qu'elles prennent forme dans l'esprit des acteurs, restent hors de portée ici. La vraisemblance d'un décalage entre le jugement objectif du scientifique et le sens subjectif des acteurs complique bien sûr l'interprétation des mobilités objectivement pro-mixité comme révélant des intentions pro-mixité. Les acteurs peuvent être animés par une volonté ségrégative même lorsqu'ils déménagent dans des lieux où les proches sociaux sont objectivement plus rares dans le voisinage. Ils peuvent s'aménager des micro-espaces de façon à s'assurer de la compagnie exclusive de leurs semblables y compris dans des contextes où les autres socialement différents sont pourtant nombreux dans les environs. Ils peuvent refuser toute interaction ou échange avec les membres d'autres groupes sociaux et déployer des stratégies d'évitement. Mais, s'il n'est pas toujours possible d'accéder aux intentions subjectives en partant des réalisations objectives, dans l'autre sens, la subjectivité des intentions ne peut retirer aux réalisations leur matérialité. C'est un fait : lorsqu'elles déménagent, une part considérable des classes moyennes et supérieures parisiennes, lyonnaises et marseillaises, quelles que soient leurs intentions, suivent une voie qui renforce *de facto* le degré de coprésence entre les différents groupes socio-professionnels dans les quartiers et communes. Il se peut que la logique ségrégative se soit emparée des mentalités d'une manière hégémonique, comme on le prétend. Mais cette emprise, si tant est qu'elle soit réelle, ne débouche pas sur une

généralisation des comportements objectivement pro-ségrégatifs. Il y a peut-être une domination hégémonique de la mentalité séparatiste dans les têtes mais sa domination ne s'étend pas à la matérialité des déménagements. Pour ce qui est de son rapport objectif à la mixité sociale, la mobilité résidentielle est marquée du sceau de l'hétérogénéité diffuse, qui se traduit par des distributions partagées entre une grande moitié de déménagements objectivement pro-ségrégatifs et une petite moitié de déménagements pro-mixité.

Les mille et une façons de construire sa 'solution de mobilité' pour le quotidien (et les mille et une raisons de faire autrement)

Aucun sujet de conversation ne peut rivaliser avec la météo en tant que thème fétiche des bavardages quotidiens. Mais s'il devait y avoir un rival potentiel, ce serait possiblement : les transports. Expérience collective ultime, rassembleuse, partagée par des millions de personnes tous les jours. Qui n'a pas une anecdote à raconter sur le sujet ou un commentaire à faire ? Les transports au quotidien est une préoccupation pour beaucoup de nos contemporains. C'est que les transports sont un peu comme l'huile qui lubrifie les articulations de notre machinerie quotidienne et la fait tourner sans trop de frottements. Vous trouvez la bonne formule pour vous déplacer à la bonne vitesse, avec fiabilité, confortablement, et la vie devient plus simple, tout s'enchaîne, on ne perd pas son temps, il n'y a pas de mauvaise surprise, on ne stresse pas, on n'est pas en retard. Dans le cas contraire, les nerfs sont mis à rude épreuve : tout devient rugueux,

pénible, stressant, fatigant, de sorte qu'on est parfois encore un peu énervé au moment d'aller se coucher.

Cette bonne formule, de combien de paramètres ne dépend-t-elle pas ?¹⁶ Et aucun de ces paramètres n'est indépendant des autres – chacun se détermine en résonance avec les autres. La géographie des points fixes et variables qu'il faut relier au quotidien est déterminante. Selon qu'on part de tel endroit et qu'on va à tel endroit, les solutions les plus adaptées ne seront pas les mêmes. Cette géographie des origines et des destinations n'est pas une donnée mais un construit. C'est en bonne partie nous-mêmes qui la fabriquons, sous diverses contraintes mais aussi avec des marges de manœuvre. Et souvent, c'est en fonction des transports, entre autres, qu'on élabore la géographie de ses points de passage quotidiens. Au moment de choisir son logement, la question de la praticité en termes de transport est rarement absent des débats. Un logement arrangeant sur le plan des déplacements bénéficie d'un avantage comparatif qui accroît ses chances d'être retenu. À l'inverse, il n'est pas rare qu'un logement se fasse éliminer de la course parce qu'il n'est pas assez compétitif sur ce plan – « trop loin du métro » est une sentence réhabilitaire légendaire

¹⁶ Il existe ici aussi une littérature très fournie sur la question de cette « bonne formule », sous ses différents angles (choix modal, possession de voiture, budget-temps transport, distances domicile-travail, coût des transports, etc.). On peut citer ici, comme pour le chapitre précédent, quelques références, dont certaines sont des classiques dans le champ, dans lesquelles j'ai beaucoup puisé : Allemand, Ascher et Lévy, 2005, Amar, 2004, Ascher, 1995, 2005, Bourdin, 2005, Brisbois, 2010, Crozet et Joly, 2006a, 2006b, Crozet, Orfeuil et Massot, 2001, Dubois-Taine, Chalas, 1997, Dupuy, 1995, 1999, Flamm, 2004, Kaufmann, 2000, 2007, 2008, 2014, Kaufmann, Jemelin et Guidez, 2001, Lannoy et Ramadier, 2007, Marzloff, 2005, Massot, Armoogum et Hivert, 2002, Massot et Orfeuil, 2005, Massot et Roy, 2004, Mokhtarian et Chen, 2004, Orfeuil, 2000, 2004, 2008a, 2008b, 2015, Papon et De Solère, 2010, Rocci, 2007, Wiel, 1999, 2002, 2004, Vincent, 2008.

dans le langage des Parisiens en quête d'un appartement. Semblables réflexions traversent l'esprit de nos concitoyens en situation de prospection d'un emploi ou qui doivent donner leur accord à une proposition d'embauche. Les conditions de déplacements font souvent partie des critères en ligne de compte dans le processus de recherche : on cherche à moins de tant de minutes de son domicile ou dans un endroit où on puisse se rendre en transports en commun, ou en vélo, ou en marchant. Et au moment de dire oui ou non à une proposition, ce sont parfois des arguments de type « c'est quand même très loin » ou « ça va être pénible pour s'y rendre tous les jours » qui finissent par emporter la décision. Les transports sont solidement intégrés dans les stratégies de localisation mais ils n'en sont pas non plus l'élément déterminant à toute occasion. Les situations où des facilités en termes de transports se trouvent en concurrence avec d'autres qualités propres au logement ou à l'emploi ne sont pas rares. Et il n'est pas rare que l'arbitrage penche du côté de ces autres qualités : beaucoup de nos contemporains n'hésitent pas à faire des sacrifices sur le plan des transports, accepter des trajets longs, inconfortables, peu pratiques, peu fiables, lorsque cela leur permet de s'installer dans un logement plus agréable, plus grand, situé dans un cadre désiré, ou de décrocher un poste mieux rémunéré, plus stimulant, plus prestigieux, plus prometteur en termes de carrière, etc. Les paramètres s'accumulent. De nombreuses professions sont ouvertes aujourd'hui à des possibilités de travail à distance, notamment à domicile, ne serait-ce que pour un ou quelques jours dans la semaine ou dans le mois. Cette pratique professionnelle modifie parfois la donne en termes de transports. On ne prendrait pas le train pour aller à son bureau si c'est

tous les jours mais si c'est trois fois par semaine, peut-être bien que si. Parfois, les transports eux-mêmes participent au déclenchement de la pratique du travail à distance : un jour, on se dit qu'on en a assez de prendre le train tous les matins et on commence à travailler chez soi, autant qu'on peut. Et s'en suit parfois un changement dans les habitudes de déplacement – comme lorsqu'on se met du coup à prendre son vélo, de temps en temps, les jours où il fait beau, pour faire le chemin du bureau.

Outre les deux points cardinaux que sont le domicile et le lieu de travail, la géographie du quotidien se complexifie en se chargeant des nombreux autres endroits où l'on est obligé de se rendre ou où il nous plait de nous y rendre. Amener les enfants à l'école, chez leurs amis, ou au cours de chant ou de danse, les récupérer, faire les courses alimentaires chez le supermarché du coin, prendre un verre ou dîner en ville avec des amis, attraper la séance de 19h40 au cinéma, rendre visite à sa maman ou sa cousine, passer pour une consultation chez son généraliste, etc., etc. : le quotidien, c'est aussi tout cela, et c'est autant de déplacements à insérer dans le déploiement de sa journée. La bonne formule en termes de mobilité dépend de l'existence de ce genre de rendez-vous au quotidien et de leur géographie mais aussi de tant d'autres paramètres encore. Par exemple : les contraintes spécifiques associées à certaines activités. Les enfants – qui peuvent être assez grands pour marcher une certaine distance ou non. Les courses alimentaires – avec des sacs qui peuvent être trop lourds à porter ou non. Les sorties en soirée – qui peuvent être 'arrosées' ou non. Le transport le plus adapté dépendra de ce qu'il en est. Autre paramètre : l'insertion de ces occupations dans l'espace-temps de la

journée. Une même affaire, selon qu'on doit la chaîner avec une autre occupation en amont ou en aval, selon qu'on doit l'expédier en vitesse ou qu'on peut prendre son temps, selon qu'on s'en charge près du domicile ou près du bureau, sera menée en voiture, en transports en commun ou à pied. Sous-paramètre : certaines de ces affaires obéissent à une temporalité dont on n'est pas maître, d'autres peuvent être conduites au moment de notre choix. La flexibilité de ces dernières procure la possibilité de les caser sur des créneaux où il nous sera plus pratique de nous y rendre – plutôt le matin, ou le soir, ou lors de la pause méridienne ou pendant le week-end. Temporalité à la carte qui va de pair, parfois, avec des transports à la carte.

La bonne formule, c'est aussi parfois une affaire de famille. Dans les cellules composées par les parents et les enfants, la question des transports donne lieu souvent à une organisation collective. La ou les voitures disponibles sont potentiellement au service de l'ensemble du foyer et les membres qui disposent d'un permis de conduire sont, en règle générale, sollicités un tant soit peu pour voiturer, occasionnellement ou régulièrement, les autres. Les pratiques de type parents-taxi ou conjoint-taxi figurent parmi les mœurs contemporaines. Ces dispositifs sont néanmoins le fruit de négociations au sein du conseil familial et ils peuvent prendre des formes minimalistes ou maximalistes, rigides ou souples, selon les contraintes objectives des uns et des autres, la bonne volonté des conducteurs, la symétrie ou l'asymétrie de la distribution du pouvoir, les capacités de marchandage, etc. Les décisions relatives à la mobilité autonome des adolescents impactent le plan familial de déplacements. Dans certaines familles, les parents jugent qu'à douze ans, les enfants peuvent prendre les

transports en commun sans leur présence, alors que dans d'autres familles, d'autres parents jugent que c'est prématuré, et il en résulte des pratiques de déplacement différents – sachant que ces jugements sont fortement impactés par l'environnement dans lequel vit la famille, la précocité de la socialisation aux transports des enfants, la présence de frères, sœurs, cousins, cousines aînés chargés d'initier les cadets au monde des transports, etc.

Les transports ont un prix, si bien que la bonne formule, c'est aussi un arrangement financier satisfaisant, ou du moins tenable. C'est lorsque l'argent est rare que les préoccupations pécuniaires deviennent les plus pesantes mais elles existent, avec plus ou moins d'urgence et de rigueur, partout où se déploie une certaine discipline budgétaire dans la gestion des ressources financières. La voiture est le moyen de locomotion le plus adapté dans de très nombreuses situations mais elle coûte cher, relativement, entre l'achat, l'usage et l'entretien. De cette tension naissent des interrogations et des besoins d'arbitrages tendus et permanents : peut-on se permettre d'acheter une voiture ? Une deuxième ou une troisième ? Pourra-t-on la garder ? Est-ce qu'on prend une assurance ou est-ce qu'on prend le risque de s'en passer ? S'en sert-on tous les jours ou seulement à certaines occasions ? Tel déplacement, le fait-on en voiture ou autrement ? Comment en optimiser l'usage ? Des questions dont les réponses dépendent de tant d'autres paramètres.

Il reste encore de très nombreux facteurs à prendre en considération.

(i) La santé : certains moyens de déplacement, comme le vélo, la marche à pied, ou même les transports souterrains, avec les escaliers

à monter et à descendre, supposent un certain état de forme physique.

(ii) Les compétences : conduire une voiture ou prendre le métro ou le RER supposent des savoir-faire qui, certes, dans nos sociétés, sont plutôt banals et accessibles mais manquent néanmoins à certains de nos concitoyens qui n'ont pas le permis de conduire et/ou ne savent pas bien se repérer dans les transports.

(iii) Les goûts, préférences, sensibilités : la voiture, le vélo, la marche à pied, le métro, le bus ont tous leurs sympathisants et leurs phobiques. Les 'pro-' tentent toujours de s'arranger pour pouvoir se déplacer avec leur moyen favori, en toutes circonstances, et les 'anti-' tentent d'éviter coûte que coûte les moyens qu'ils déprécient. Certains ne peuvent tolérer les transports collectifs en heure de pointe, d'autres ne peuvent souffrir les embouteillages, et il en existe qui ne supportent pas d'aller à pied.

(iv) Sa propre expérience des transports ou celle de son entourage. Des expériences heureuses ou malheureuses peuvent durablement impacter le jugement qu'on porte sur tel ou tel mode de transport. Un accident grave, par exemple, subi par soi-même ou par un proche, peut provoquer de la dissuasion vis-à-vis d'un mode en particulier. De manière plus ordinaire, on vérifie que les premières expériences d'un mode de transport tendent à produire des impressions parfois très adhésives. La réussite ou l'échec de premières tentatives de déplacement en transports en commun, par exemple, peut conditionner ce qu'on va en penser pendant des années – jusqu'à ce que des expériences ultérieures viennent remodeler notre position.

(v) Le degré de routinisation de l'usage d'un mode de transport : le recours à une même solution de mobilité pour des déplacements routiniers et répétitifs, et plus encore dans les cas où cet usage est inconfortable et

source d'insatisfaction, produit à la longue une usure qui dispose, petit-à-petit, au changement. Dix années à endurer les mêmes embouteillages jour après jour, ou à subir les mêmes retards avec le train tendent à vous donner envie d'arrêter et de passer à autre chose. Rien que la simple ultra-routinisation d'une pratique de déplacement peut devenir, dans le temps long, une source d'insatisfaction en soi, et de fait, des citoyens qui se déclarent prêts à changer, pour de bon ou pour un temps, du tout au tout ou à petite dose, juste pour le plaisir de varier, pour casser une routine devenue lassante, existent pour de vrai.

(vi) Le jugement porté sur l'offre de transports : la solution privilégiée par chacun est aussi tributaire de l'état des alternatives, dans sa situation personnelle. Dans beaucoup de cas, plusieurs solutions sont théoriquement possibles, notamment à notre époque où l'offre s'enrichit régulièrement avec les solutions innovantes de mobilité, comme la voiture, le scooter, le vélo ou la trottinette en libre-service, l'auto-partage, le covoiturage sur courtes distances, les VTC nouvelle génération, etc. Dans certains cas, la situation est très claire et la meilleure option ne fait pas beaucoup de mystères. Dans d'autres cas, il y a match entre les alternatives et la solution retenue dépend de l'évaluation que fait chacun des pour et des contre, dans sa propre situation. Cette solution est parfois du sur-mesure : on pioche 'à la carte' dans l'univers des alternatives et on panache de façon à obtenir un 'bouquet' idéalement adapté aux circonstances. Un même déplacement peut alors se faire de telle ou telle façon selon les fois, suivant un procédé clair et routinier – le soir, en revenant du bureau, on prend les transports si on est pressé, et si on a le temps, on rentre à pied – ou d'une façon plus stochastique – certains soirs, on rentre de

sa sortie nocturne en métro, d'autres fois en taxi. Le jugement porté sur l'offre de transports dépend de l'état objectif de la situation mais pas seulement. Il est aussi influencé par la perception qu'on a de l'état de l'offre, perception elle-même fortement liée à l'expertise de l'utilisateur. Certains de nos concitoyens sont des connaisseurs qui peuvent se targuer d'une expertise fine, quasi-professionnelle. Ils traquent l'information partout, échangent informations et astuces avec d'autres, expérimentent, comparent, testent les alternatives pour un même trajet, ou différents itinéraires, construisent réflexivement leur propre analyse de la situation. Leur évaluation des meilleures options dans une situation donnée peut alors être toute autre de ceux qui sont comme des 'débutants', qui n'y connaissent pas grand-chose, et qui tendent davantage à se reposer sur les 'on-dit', les idées préconçues, ce que les initiés présentent comme des évidences indiscutables.

La nature hyper-paramétrique de la solution de mobilité la plus adaptée à la situation de chacun ouvre de vastes espaces de culture à l'hétérogénéité diffuse. L'arrangement préférentiel dépend de tellement de paramètres que même entre proches sociaux, les options retenues tendent à se diversifier et se polariser bien des fois – car bien que proches socialement, la configuration de leur quotidien et leur sensibilité aux multiples façons de se mouvoir incluent des micro-différences qui, ensemble, poussent les uns vers certaines orientations, les autres vers d'autres orientations. Le hasard apporte aussi sa pierre à l'édifice car bon nombre de paramètres sont ouverts à l'influence de l'aléa – c'est-à-dire que la manière dont ils se configurent dans un cas particulier n'est pas entièrement à l'abri des interférences du hasard. C'est le cas, par exemple, avec les expériences relatives à

un mode de transport donné, comme lorsqu'une personne renonce pour de bon à un mode suite à une expérimentation malheureuse et quelque peu malchanceuse, au sens où la même expérimentation, conduite un autre moment, aurait pu déboucher sur une autre issue. Si des personnes semblables sociologiquement n'épousent pas constamment les mêmes solutions de mobilité, c'est sans doute parce que les coups du hasard font le jeu des petites variations entre configurations qui font des différences. Dans d'autres cas, une solution particulière – le tout-voiture, par exemple – écrase la concurrence, tellement son bilan avantage-inconvénient est indiscutablement supérieur, et se fait adopter, sans hésitation, par de vastes contingents de personnes. Mais ces cas n'occupent pas une position monopolistique dans le paysage social et doivent partager le devant de la scène avec les situations où la réalité, c'est l'hétérogénéité diffuse.

Sacrifier la proximité domicile-travail ou non ?

Comme on sait, nous parcourons aujourd'hui de plus longues distances, en moyenne, lorsqu'on sort de chez soi le matin pour se rendre à l'endroit où on a ses affaires professionnelles, comparativement aux générations aînées il y a quarante ou cinquante ans. C'est vrai en France, c'est vrai ailleurs. L'explication la plus évidente, et la plus courante, est la suivante : cela s'est produit à cause du grand succès de la forme d'arbitrage qui consiste à sacrifier la proximité domicile-travail (DT) sur l'autel de meilleures conditions de logement ou d'emploi. Elle se fonde sur l'argumentaire suivant : dans

les villes contemporaines, on peut se déplacer à une vitesse plus élevée que par le passé, ce qui donne la possibilité de placer son logement et son emploi loin l'un de l'autre sans être pénalisé par une inflation proportionnelle du temps passé dans les transports. Beaucoup de personnes ont profité de cette possibilité pour s'offrir un meilleur logement ou un meilleur emploi – à l'image des centaines de milliers de ménages propriétaires de maisons aux marges des villes et qui parcourent plusieurs dizaines de kilomètres au quotidien. D'où les distances plus élevées aujourd'hui.

Ce raisonnement est bien sûr cohérent mais il y a quelques failles. D'abord, on ne voit pas la raison pour laquelle les logements ou les emplois qui sont les meilleurs seraient nécessairement loin de là où on habite ou de là où on travaille. Bien d'entreprises ou administrations sont situées dans des endroits où il existe des opportunités résidentielles dans les environs, quel que soit ce qu'on cherche, si bien qu'on a des chances réelles de trouver un logement comme il faut sans renoncer à la proximité de son bureau. Inversement, tant de logements sont positionnés de telle façon que si on y habite, on a toutes chances de trouver l'emploi idéal plutôt dans les alentours et non pas à trente kilomètres. Une deuxième faille est de sous-estimer la manière dont la proximité entre le domicile et le lieu de travail peut faire un grand bien à la qualité de vie. Tant de personnes seraient prêts à témoigner du confort qu'apporte un bureau tout près du domicile et non pas à plus d'une heure de transports. Et tant d'autres pourraient raconter longuement combien peut-être pénible le quotidien lorsqu'il faut endurer une heure et demie à l'aller le matin, une heure et demie au retour le soir, jour après jour. Voici un extrait de la longue suite des

désagréments possibles : un quotidien plus compliqué à orchestrer en raison d'une moindre flexibilité, des emplois du temps tendus, serrés, sous pression, des retards conséquents au moindre contre-temps, le casse-tête de la gestion des situations de crise (comme par exemple lorsqu'un enfant tombe malade au milieu de la journée de travail), moindre disponibilité pour des pratiques appréciées (passer du temps avec ses enfants le soir, par exemple), impossibilité de pratiquer certains services et commerces en semaine car on rate les horaires d'ouverture, obligation de se lever très tôt chaque matin, une quantité parfois considérable de moyens financiers réquisitionnés par les transports, l'usure physique et mentale que produisent les kilomètres accumulés à la longue (Prédali, 2002), etc. En parcourant cette liste, on se dit qu'il devrait encore rester quelques-uns parmi nos contemporains à accorder leur préférence à la recherche ou à la sauvegarde d'une configuration à base de proximité DT. La troisième faille est de sous-estimer les capacités de réajustement des ménages qui, à un moment de leur carrière résidentielle ou professionnelle, se trouvent exposés à des trajets DT longs en contrepartie d'un logement ou d'un emploi auquel ils n'ont pas pu dire non. Sur quelle base postuler que ces ménages se contenteront indéfiniment d'une configuration qui leur impose des coûts en temps et en argent, réduit leur temps libre, complique la gestion du quotidien et cause de la fatigue jour après jour, sans jamais chercher à corriger cette situation à travers des ajustements ultérieurs ? Les entretiens de Bourdieu (2000) avec des ménages qui ont acquis la propriété d'une maison individuelle mais au prix d'une localisation éloignée de tout laissent poindre le désenchantement qui succède peu à peu à l'enthousiasme des

premiers jours au fur et à mesure que s'accumulent les kilomètres parcourus et les heures passées dans les transports. Ces ménages seraient heureux de ne plus avoir à traîner le fardeau de ces trajets quotidiens lourds à la longue. De même les 'grands navetteurs', salariés bien rémunérés habitant une ville et travaillant dans une autre, qui expriment un même désir de revenir à des trajets DT plus courts. « [Les grands migrants], note Preel, se précipiteraient en masse (85%) sur un travail "équivalent" proche de leur domicile : ils en rêvent sans trop y croire, ce qui tout de même indique qu'eux aussi aimeraient rapprocher le travail de l'habitat » (1994, p.113). Certes, les ajustements correcteurs peuvent rester indéfiniment au stade de souhaits, notamment si les ménages tiennent à préserver ce qu'il y a d'appréciable dans les configurations antérieures. Mais pour tout ménage qui se trouve dans l'incapacité d'évoluer vers une configuration préférable et plus sobre en mobilité, un autre peut disposer de marges de manœuvre plus consistantes.

Dans les faits, il semble que les ménages qui arbitrent en faveur de la proximité DT puissent être bien plus nombreux qu'on pense. J'ai pris un échantillon de changements de domicile et de changements d'emploi ($n=8715$), opérés par des Franciliens en l'espace d'une décennie, et calculé la part des cas où les arbitrages associés à ces événements ont privilégié la proximité domicile-travail – c'est-à-dire qui se sont soldés soit par un rapprochement entre les deux lieux, soit par la reproduction d'une proximité dont on bénéficiait déjà

préalablement¹⁷. Ce qu'on constate, c'est que les changements résidentiels ou professionnels qui raccourcissent le trajet DT sont aussi nombreux que ceux qui l'allongent – 37,8% pour les premiers, 38,5% pour les seconds, le reste correspondant aux cas où les changements se faisant au sein d'une même commune n'affectent les distances DT que marginalement. Et on vérifie aussi que les personnes installées dans des configurations à base de proximité DT sont nombreuses, lorsqu'elles changent de domicile ou d'emploi, à s'aménager une nouvelle configuration toujours aussi proximitaire – 60% des personnes qui bénéficient, en amont d'un changement résidentiel ou professionnel, d'une distance DT inférieure à 5 kilomètres, disposent de la même condition suite au changement.

Arbitrages polarisés donc. Les différentes logiques d'action disponibles sont toutes adoptées par des contingents nombreux. Beaucoup de ménages arbitrent au détriment de la proximité DT mais beaucoup d'autres arbitrent en sa faveur. Ces propensions ne sont que très faiblement corrélées aux positions et identités sociales, ce qui revient à dire qu'elles sont soumises à la loi de l'hétérogénéité diffuse. Il y a de très bonnes raisons pour renoncer à la proximité DT mais il y a aussi de très bonnes raisons pour ne pas le faire : le bon sens de cette proposition se reflète dans la bipolarisation des arbitrages, chaque camp de bonnes raisons trouvant des adhérents en grande quantité.

¹⁷ Les données sont extraites de l'édition 2001-2002 de l'Enquête Globale sur les Transports. Les distances domicile-travail calculées sont des distances vol d'oiseau de centre-de-commune à centre-de-commune. Les informations disponibles permettent de comparer la distance DT dans la configuration antérieure, avant changement de domicile ou changement de lieu d'emploi, et dans la configuration postérieure. Pour plus de détails, cf. Korsu, 2010, 2012.

Manifestement, nos contemporains ne sont pas tous disposés, ni même la grande majorité d'entre eux, à consentir à des trajets DT plus longs, vraisemblablement parce qu'ils apprécient le mode de vie fondé sur une configuration des lieux à géographie resserrée, ou alors parce qu'ils trouvent le moyen de satisfaire leurs exigences résidentielles et professionnelles sans avoir à en payer le prix sous forme d'une grande quantité de kilomètres à parcourir au quotidien.

Comment expliquer dans ces conditions l'augmentation de la distance DT en moyenne, s'il y a autant de personnes qui rapprochent domicile et travail que de personnes qui les placent plus loin l'un de l'autre ? Il ne serait pas difficile de montrer que l'accroissement de la distance DT en moyenne n'exige pas que la très grande majorité des changements résidentiels et professionnels soient de nature à éloigner domicile et emploi l'un de l'autre. Il suffit pour cela que ces changements soient juste majoritaires ou alors, sans être majoritaires, qu'ils provoquent des allongements plus conséquents comparativement aux rapprochements opérés par les changements favorables à la proximité. C'est une question que je développerai plus tard : la relative fragilité des tendances qui voient le jour en régime d'hétérogénéité diffuse.

Les dessous hétérogènes de la conjecture de Zahavi

Yacov Zahavi est un personnage que tout expert en mobilité et transport connaît. Cet économiste-ingénieur légendaire, consultant pour la Banque Mondiale dans les années 1970, est l'auteur d'une découverte majeure : la constance du temps qu'accordent les

populations à se déplacer quotidiennement, aux environs d'une heure. Les relevés dans les pays les plus divers sur les plans géographique, économique, social, politique, et à différentes dates, parfois à plusieurs décennies d'intervalle, montrent qu'assez invariablement, les gens passent plus ou moins une heure à se déplacer par jour, en moyenne. La conformité de la réalité empirique est parfois telle que cela en devient presque vexant : en France, selon la dernière Enquête Nationale Transports et Déplacements en 2008, soit plus de trente ans après les explorations de Zahavi, les personnes de références et leurs conjoints passaient, en moyenne, 63 minutes à se déplacer lors d'une journée ordinaire de la semaine.

Les situations individuelles qui débouchent sur cette moyenne sont d'une grande hétérogénéité. Elles ne présentent que très imparfaitement les propriétés d'une distribution normale, au sens statistique, et parfois, elles n'ont strictement rien de normale. Leur forme graphique ne rappelle que de loin une courbe 'en U inversé' et il faut souvent faire preuve d'une certaine imagination pour y voir apparaître une 'cloche' – et lorsqu'on y parvient, on perçoit une cloche qui se serait faite comme écraser, aplanir, pas très haute et très étalée. La concentration des situations dans le voisinage de la moyenne ou de la médiane reste très modérée, et parfois, il n'y a tout simplement aucune densité singulière autour des valeurs centrales. Certaines distributions n'ont pas un centre facilement identifiable.

La moyenne de 63 minutes passées dans les déplacements locaux un jour de semaine par les personnes de référence et leurs conjoints en France en 2008 est assortie d'un écart-type presque aussi grand

qu'elle-même – 53 minutes¹⁸. Les situations individuelles se distribuent sur une échelle de temps très large, allant de zéro minutes – le cas des personnes qui n'ont réalisé aucun déplacement – jusqu'à plus de deux heures et demie (cf. Tableaux 4.0 à 4.7). Sur des paliers de dix minutes (zéro à dix minutes, dix à vingt minutes, et ainsi de suite), aucun intervalle de temps ne rassemble plus de 11% des observations. Le voisinage de la moyenne, l'intervalle de 50 à 70 minutes, réunit à peine 17% des individus. Un voisinage élargi à l'intervalle 40 à 80 minutes, malgré sa grande variété interne – un quotidien à base de 40 minutes dans les déplacements est assez différent, qualitativement, d'un autre où on y passe deux fois plus de temps –, n'arrive guère à concentrer plus d'un tiers des situations individuelles. C'est dire à quel point il est délicat de donner un sens anthropologique à la conjecture de Zahavi, en avançant que nos contemporains sont socio-culturellement programmés à accorder une heure de leur temps par jour aux déplacements du quotidien. Seule une petite minorité des quotidiens un jour donné de semaine respectent ce format. La zone de concentration la plus dense correspond à l'intervalle de 20 à 50 minutes qui, malgré sa plage horaire de 30 minutes, ne réunit pas plus du tiers des cas. Les individus consacrant un temps dérisoire aux déplacements – moins de 20 minutes – représentent 16% de l'ensemble – dont 7% de personnes qui ne se sont pas déplacés du tout. Les personnes qui se détachent par le haut, consacrant entre 70 et 100 minutes à se déplacer, sont un autre 16%. Et il reste encore 20% de cas où les déplacements sont plus chronophages encore et enlèvent

¹⁸ On a exclu de l'échantillon les rares cas d'individus dont le temps cumulé passé dans les déplacements locaux excédait 400 minutes.

plus de 100 minutes de leur journée à leurs auteurs – dont 13% de personnes au-dessus du seuil de deux heures.

Il y a des disparités substantielles entre les groupes d'individus selon leurs caractéristiques sociales, sous l'angle de leur BTT quotidien en moyenne. Comme cela a abondamment été documenté, les personnes à pouvoir d'achat plus élevé tendent à passer plus de temps à se déplacer que les personnes moins aisées, les cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires davantage que les ouvriers et les employés, les actifs davantage que les inactifs, etc. Cependant, dans la plupart des cas, les différents groupes ont en commun un haut degré d'hétérogénéité en interne. Les écarts-types des distributions se situent souvent à la hauteur des moyennes. Selon qu'il s'agit d'un groupe à BTT plutôt modéré ou plutôt élevé en moyenne, les distributions se déplacent vers la droite ou la gauche mais sans toujours se compacter. Chez les ménages du premier décile, par exemple, strate de revenus dont le BTT est le plus sobre en moyenne, les personnes qui consacrent qu'une modeste part de leur journée à se déplacer, bien que fortement sur-représentées, ne sont qu'un quart de l'ensemble au seuil de 20 minutes, 36% au seuil de 30 minutes. Ceux qui, en contraste, vivent des journées avec plus de 80 minutes à se rendre d'un point à un autre, soit plus d'une demi-heure de plus que la moyenne du groupe, sont pratiquement aussi nombreux que les individus à BTT inférieur à 20 minutes (22% et 24% respectivement). Les ménages les plus aisés, ceux du dernier décile, détenteurs de modes de vie les plus dispendieux en temps de déplacement en moyenne, comptent néanmoins dans leurs rangs 22% de membres qui s'en sortent avec moins de 30 minutes dans les

transports. La situation est semblable dans tant d'autres groupes : les membres dont le BTT est en décalage avec ce qu'on peut imaginer d'après la pratique moyenne sont très nombreux. La coexistence de toute la gamme des situations possibles, des BTT les plus légers aux plus lourds, se manifeste ici encore par les densités tempérées dans les principales zones de concentration. Au sein de plus d'une trentaine de groupes d'individus distincts, selon le niveau de revenu, la catégorie socio-professionnelle, le statut d'activité, le profil familial ou le statut d'occupation du logement, les paliers de dix minutes ne rassemblent que très rarement plus de 12-13% des personnes et les intervalles de 20 minutes peinent à réunir ne serait-ce que le quart des personnes. Dans le cas le plus ordinaire, il faut élargir les intervalles jusqu'à 50 minutes pour pouvoir dégager une majorité absolue.

Le BTT moyen un jour de semaine varie aussi sensiblement entre les grandes métropoles, les villes moyennes, les petites agglomérations et les zones rurales. Les habitants de la métropole parisienne¹⁹ détiennent le record du BTT le plus élevé en 2008, avec pratiquement 80 minutes en moyenne. Viennent ensuite les grandes aires urbaines de plus de 500'000 habitants, avec un BTT moyen de 66 minutes, tandis que les habitants des agglomérations urbaines de moindre taille et des zones rurales consacrent, en moyenne, moins d'une heure à se déplacer un jour de semaine ordinaire. Mais malgré ces écarts, les distributions de BTT relatives aux différents groupes conservent, en règle générale, un haut degré d'hétérogénéité au sein de chacune de ces multiples géographies. Les constats propres aux quotidiens des

¹⁹ A l'échelle de l'Aire Urbaine de Paris

individus à l'échelle de la société dans son ensemble valent aussi pour les situations locales : des écarts-types presque aussi grands que les moyennes, des densités modérées dans les zones de tendance centrale, des intervalles larges de 50 minutes pour pouvoir former des majorités absolues, une représentation conséquente des situations extrêmes. Dans la métropole parisienne, ces caractéristiques se dessinent avec presque plus de netteté encore et le degré d'hétérogénéité interne aux multiples groupes paraît encore plus important. Dans les autres lieux, notamment dans les petites villes et les zones rurales, les situations semblent se ramasser légèrement davantage – les cas où les paliers de 10 minutes réunissent plus de 15% des personnes paraissent un peu plus fréquents – mais cela n'atteint jamais un point où la normalité des distributions s'en trouve significativement rehaussée.

Cette diversité des BTT quotidiens est de l'ordre de l'hétérogénéité diffuse et pénétrante. Elle caractérise, avec une intensité presque jamais démentie, les situations propres à un grand nombre de groupements sur la base de critères professionnel, démographique, culturel, économique ou familial. Elle étend son règne, ici encore, jusqu'au cœur de groupes qui réunissent des personnes ayant non pas un mais une multitude de traits communs. Les milliers de profils définis sur la base des caractéristiques comme le niveau de vie, la position socio-professionnelle, le lieu de résidence, etc., sont la plupart des temps des profils au sein desquels toutes les possibilités, en termes de BTT quotidiens, trouvent des adhérents en quantité. C'est comme si cette hétérogénéité conférait aux distributions les propriétés d'un objet fractal. Elle se présente comme un détail, un élément de structure

similaire et répétitif qu'on tend à retrouver quelle que soit l'échelle d'observation, de la plus vaste, la société dans son ensemble, jusqu'au plus modeste, tel ou tel sous-groupe d'individus qui partagent une série de caractéristiques sociales communes. Ce n'est pas une fractalité stricte, au sens où les exceptions sont multiples (il existe de nombreux groupes pour lesquels les distributions sont plus ramassées et homogènes), mais les distributions hétérogènes et non-normales restent récurrentes à tous les étages.

Quételet, grand précurseur de la statistique moderne, distinguait, comme on le sait, trois types de moyennes (Desrosières, 2000). La moyenne 'objective' est celle qu'on obtient à partir d'une distribution de mesures portant sur un objet réel : cette moyenne tend vers la 'dimension' réelle, objective, de l'objet. La seconde est une moyenne 'subjective' qui résulte du calcul de valeurs de tendance centrale à partir de distributions conformes à la loi normale. Pour Quételet, seules ces deux moyennes méritent, en toute rigueur, d'être ainsi nommées. La troisième moyenne est celle qu'on calcule à partir de distributions qui manquent de 'normalité' et que Bertillon qualifiait d'"arithmétique" (Bertillon, 1876, cité in Desrosières, 2000) comme pour en ressortir le caractère virtuel, fictif, purement statistique – une moyenne qui ne révèle aucune 'réalité', aucune logique, aucun principe génétique qui organisent et donnent forme à l'expérience empirique en la faisant converger dans une certaine direction. Les moyennes calculées à partir des distributions de BTT quotidiens correspondent, très souvent, à ce dernier signalement. Elles ont des allures de moyennes arithmétiques.

Lorsqu'une distribution a les propriétés d'une 'gaussienne', la moyenne de la distribution dit quelque chose de l'expérience d'un grand nombre d'individus. La concentration des expériences individuelles dans le voisinage immédiat d'une zone de tendance centrale rend possible la formulation d'énoncés généralisant l'expérience moyenne à tout un groupe. L'individu moyen est alors 'représentatif' du groupe d'une certaine façon, ou, dans l'autre sens, l'expérience d'une fraction importante des membres du groupe tend à se confondre avec celle de l'individu moyen. En de telles circonstances, le procédé qui consiste à faire référence à l'expérience moyenne comme si elle reflétait celle des membres du groupe dans son ensemble fonctionne efficacement. Dans l'absence de ces circonstances, c'est-à-dire en cas de distributions non-gaussiennes, l'individu moyen perd de sa représentativité. Beaucoup moins de personnes sont à l'image de l'individu moyen tandis que les comportements ou pratiques assez franchement à l'écart se révèlent nombreux, parfois très majoritaires. Quand il s'agit du temps quotidien passé à se déplacer, au sein de tant de groupes, les arbitrages de l'individu moyen coïncident avec celles d'une minorité des membres seulement. La majorité mène sa vie en allouant une part toute autre de son temps quotidien à se déplacer. La société française contient, et depuis au moins un tiers de siècle²⁰, une grande diversité des modes de vie observés sous le prisme du temps que prend la mobilité au quotidien. Dans tous les lieux du social, règnent des contrastes entre des modes de vie où les moments d'une journée ordinaire passés à se déplacer sont substantiels et d'autres modes de

²⁰ Les mêmes exploitations statistiques à partir des éditions antérieures de l'Enquête Nationale sur les Transports et Déplacements débouchent des résultats analogues.

vie où, au contraire, qu'une poignée de minutes est dépensée à se rendre d'un lieu à un autre. Entre les situations extrêmes, s'intercalent toute une variété de situations intermédiaires, plus nuancées, qui fabriquent ensemble un continuum à travers lequel se distribuent en toute hétérogénéité les expériences individuelles. Les cas sont sur- ou sous-représentés selon les groupes mais il est difficile de détecter des situations dont on puisse dire 'typique' d'un groupe, au sens de significativement majoritaires, ou qui semblent être l'exclusivité d'un groupe. Pour ce qui concerne cet aspect de leur mode de vie, les grands agrégats sociaux, au sein desquels règne parfois une grande hétérogénéité, ne semblent pas toujours former des « espèces de tout » (Desrosières, 2000), comme on disait du temps de Quételet et Bertillon.

Les dilemmes de la possession d'une automobile : faire avec, faire sans, faire à plusieurs

Un peu plus de 80% des ménages en France sont équipés d'une voiture, selon le Recensement de la population de 2015, c'est-à-dire une très vaste majorité. Voici donc un choix de vie hégémonique, dominant. Et pourtant, la possession d'une voiture a néanmoins ses lieux où elle ne va pas sans provoquer des hésitations. De nombreux groupes dans de nombreux territoires semblent confrontés à l'un des deux dilemmes suivants et y apportent des réponses partagées : (i) posséder une voiture ou se débrouiller sans ?, (ii) posséder une voiture ou plusieurs ?

La popularité de la voiture est bien sûr une conséquence de sa capacité à faciliter la vie. C'est un moyen de transport rapide, le plus rapide pour la plupart des trajets possibles en ville, qui fait gagner du temps bien souvent. Elle est souple, pratique : garée juste en bas de chez soi, prête à prendre la route à toute heure, elle peut nous emmener jusque tout près de là où nous souhaitons nous rendre, quelle que soit la destination. Elle permet d'enchaîner les déplacements avec aisance : déposer les enfants à l'école sur le chemin du bureau, ou les récupérer au retour, ou faire un stop pour les courses, ou un crochet pour telle ou telle affaire, ce genre de déplacements de type 'deux en un' ou 'trois en un' sont souvent plus commodes lorsqu'on est au volant d'une voiture. Elle offre ainsi de la liberté, de l'indépendance, élargit le champ des possibles. C'est un habitacle confortable pour voyager : on est assis, à l'aise, à l'abri de la promiscuité auquel on s'expose dans le bus ou le tramway, on peut écouter les infos ou sa musique, mettre la clim' ou le chauffage selon son plaisir. Ces avantages nombreux, chacun les connaît. Mais le système automobile a aussi ses points faibles. Dans bien d'endroits, l'usage de la voiture est gangrené par la saturation du réseau. Il faut endurer les embouteillages qui, non seulement font perdre du temps, mais aussi agressent le système nerveux, notamment lorsqu'ils ont un caractère irrégulier et imprévisible. Et une fois à l'approche de la destination, il faut affronter l'épreuve parfois terrible du stationnement, avec ce sentiment qu'on va tourner pendant des heures sans jamais qu'une place ne se libère. A cela s'ajoute que la praticité automobile coûte chère, à l'acquisition, à l'entretien et à l'usage. Se pose par conséquent la question que se pose tout consommateur lorsqu'il dépense de l'argent pour s'offrir un bien ou un service : est-ce

que cela vaut le coup ? Car les alternatives, que ce soient les transports en commun, la marche à pied ou d'autres modes actifs ont le mérite de demander moins d'efforts financiers. Et enfin, la voiture est le moyen de transport urbain le plus dégradant pour l'environnement, ce qui lui vaut d'être pointé d'un doigt désapprouvateur à notre époque qui tolère de moins en moins les torts fait à l'environnement. Polluant, énergivore, dévoreuse de ressources non-renouvelables : la voiture à moteur thermique est aujourd'hui un objet quelque peu sulfureux dont la réputation tâche aussi en partie sur les automobilistes. Nos contemporains sont très inégalement sensibles à ce stigmate mais il ne demeure pas moins que la conscience du bilan énergétique et environnemental assez désastreux de l'autosolisme se diffuse et pèse dans la balance du pour et du contre quant à la possession d'une voiture, qu'on le veuille ou non, en particulier dans le cas des citadins qui bénéficient d'alternatives crédibles à la voiture.

Chez certains ménages, les failles de l'automobile rendent incertaine l'opportunité de sa possession (cf. Tableaux 5.0 à 5.7). Sont concernés notamment les ménages au pouvoir d'achat restreint et les habitants des zones densément peuplées. Pour les premiers, ce sont les préoccupations en termes de coût qui engendrent l'hésitation, tandis que chez les seconds, ce sont plutôt les complications liées à l'usage de la voiture dans des contextes où des alternatives performantes existent. La possession d'une voiture, choix qui, pour d'autres groupes, est allant de soi, devient alors matière à dilemme. Les 10% les plus pauvres en France se partageaient, en 2008, entre 46% de ménages sans voiture et 54% de ménages en possession d'une voiture. Chez les 10% suivant, les propriétaires de voiture sont plus nombreux mais

on compte encore 36% de ménages qui font sans. Les ménages parisiens sont majoritaires à se passer de la possession d'une voiture mais une large minorité, autour de 40%, préfère malgré tout en disposer alors que, comme on sait, la voiture à Paris, ce n'est pas une évidence. Au centre des autres grandes métropoles, situation semblable avec des rôles inversés : une majorité de possédants mais une minorité conséquente de non-possédants (32%). Les symptômes de l'hésitation sont également visibles chez les personnes qui entrent dans le quatrième âge et qui balancent entre le maintien d'un mode de vie où la voiture garde une place et son abandon par renoncement, pour des raisons de santé et de sécurité. Lorsque la personne de référence a plus de 80 ans, les ménages se bipartitionnent en 55% de sans-voiture et 45% de motorisés. Entre 70 et 80 ans, la majorité reste équipée d'une voiture mais la minorité qui fait sans est déjà non-négligeable (30%). Les jeunes générations à l'approche de l'entrée dans la vie active semblent partager avec leurs aînés les plus avancés dans l'âge une certaine hésitation devant la possession d'une voiture. Les très jeunes adultes se fractionnent en deux entre ceux qui vivent cette période de leur vie sans possession d'une voiture (41% chez les ménages dont la personne de référence a moins de 25 ans) et ceux qui ont déjà adopté un mode de vie qui s'organise avec une voiture qu'on possède.

Chez d'autres ménages, composés de couples principalement, la bipolarisation se produit au niveau de l'arbitrage entre un mode de vie qu'on organise à l'aide d'une seule voiture à disposition ou plus intensivement auto-mobilisée, à partir de la possession de plusieurs voitures. Selon qu'on a affaire à des parents ou non, et selon que les

adultes du foyer sont actifs ou non, les proportions des mono-motorisés et des multi-motorisés changent mais les deux parties réunissent des adhérents toujours nombreux. Les couples sans enfants et inactifs, par exemple, sont majoritairement mono-motorisés (63%) mais la minorité des multi-motorisés rassemble un cas sur quatre (le reste étant des ménages sans voiture). Les couples avec enfants et deux parents actifs sont, eux, majoritairement en possession de plusieurs voitures (68%) mais ceux qui s'organisent avec une seule voiture sont nombreuses (30%), bien que minoritaires. Chez les autres couples, les deux camps sont encore plus proches de l'équilibre, comme par exemple, les couples sans enfant et avec seul un adulte actif parmi lesquels les deux parties se le disputent âprement (45% de ménages mono-motorisés et 47% de ménages multi-motorisés).

Ces groupes divisés en interne forment une minorité à l'échelle de la société, mais une minorité loin d'être dérisoire. Les milliers de profils que définissent les critères comme l'âge, le profil familial, le niveau de revenu, le lieu de résidence, etc., sont, pour une part non-négligeable d'entre eux, des profils pour lesquels la question de la possession de voiture, avec ses trois possibilités – faire sans voiture, en posséder une, en posséder plusieurs –, divise. Pour 23% des profils identifiés, correspondant à 24% des ménages, aucune des trois possibilités n'arrive à s'imposer comme une option très consensuelle, très loin devant les autres, avec une probabilité supérieure à 60%. Au moins deux des possibilités ont, chez ces profils, des chances très sérieuses d'être sélectionnées. C'est dire que pratiquement un quart des ménages en France ont une position et identité sociale telle que les réponses apportées à la question de la possession de voiture par leurs

semblables sociaux sont soumises à la loi de l'hétérogénéité diffuse. Malgré la ressemblance de leurs attributs sociologiques, ces ménages tendent à juger l'opportunité de la possession d'une voiture, ou alors l'opportunité d'en disposer de plusieurs, d'une manière qui ne fait pas un large consensus. Pendant que certains s'équipent de voiture, d'autres, nombreux également, s'en passent, bon gré mal gré. Et pendant que certains s'arrangent pour s'organiser avec une seule voiture, d'autres, en nombre, investissent dans une ou plusieurs voitures supplémentaires.

Le grand « que choisir ? » du marché des déplacements quotidiens

Ce premier quart du siècle est riche en nouveautés en matière de transports urbains. En peu de temps, la palette de l'offre s'est enrichie d'une série de 'solutions innovantes de mobilité' : auto-partage, voiture, vélo, scooter, trottinette en libre-service, garés dans des places réservées ou en *free-floating*, le co-voiturage sur de longues et de courtes distances organisé via des plateformes numériques, les VTC version 21^{ème} siècle à l'image d'Uber, véhicules électriques – et bientôt, peut-être, véhicules autonomes. Pour l'instant, ces possibilités nouvelles investissent surtout des marchés de niche, géographiquement singuliers, avec comme terrain de déploiement privilégié les cœurs de grandes villes – quand bien même les opérateurs ont l'ambition d'élargir leurs marchés, en partant à la conquête de nouveaux clients/usagers dans de nouveaux territoires. Il est vrai aussi que ces services n'ont pas encore trouvé un modèle

d'affaire stable et satisfaisant, ni sur le plan économique, ni dans les rapports avec les régulateurs publics. Mais leur irruption brusque et très médiatisée dans le paysage n'a pas manqué d'éveiller le sentiment qu'on entrait avec une certaine effervescence dans une période révolutionnaire sur le plan de la mobilité, que les cartes étaient peut-être en train d'être rebattues, et que les habitudes de déplacement étaient susceptibles d'être bousculées, réinterrogées, et potentiellement réformées.

En attendant, les experts de la mobilité tiennent à rappeler les fondamentaux du marché français : les déplacements locaux d'un jour de semaine sont réalisés à 65% en voiture, très majoritairement 'à l'ancienne', c'est-à-dire à bord d'une voiture à moteur thermique dont on est le propriétaire, à 22% en marchant, c'est-à-dire par le moyen le moins innovant qui soit – bien qu'il soit toujours possible d'évoquer la 'réinvention' ou la 'modernisation' de la marche à pied –, ce qui ne laisse qu'un petit 8% aux transports collectifs et un encore plus petit 3% au vélo. Ces chiffres datent de la dernière édition de l'Enquête Nationale sur les Transports et Déplacements, seule source qui autorise une telle radioscopie nationale, mais qui a l'inconvénient d'être vieille de dix ans. Il est vraisemblable que la situation ait évolué au cours de ces dix années, puisque c'est tout récemment que les nouveaux services à la mobilité ont commencé à percer, mais on voit bien qu'on part de loin. Le point qui m'intéresse, c'est que ce monde de la mobilité tel qu'on a connu dans le dernier tiers du 20^{ème} siècle, et qui est peut-être en passe de devenir un monde ancien, était déjà un endroit dans lequel la question de la manière dont on va réaliser tel ou

tel déplacement trouvait des réponses hétérogènes chez nombre de groupes et nombre de territoires.

Les déplacements liés à la vie professionnelle sont plus que d'autres sous l'emprise de l'usage de la voiture (cf. Tableaux 6.0 à 6.7). 73% de ces déplacements un jour de semaine sont ainsi réalisés. Mais chez plusieurs groupes, la situation est bien plus partagée. Chez les ménages aux revenus les plus faibles, la voiture reste le mode le plus usuel mais les autres moyens s'accaparent jusqu'à 30-40% des déplacements. Les membres du premier décile se rendent à leurs affaires professionnelles en transports en commun dans 18% des cas et la part de la marche à pied monte jusqu'à 21%. La situation est comparable chez les personnes seules, les familles mono-parentales, les actifs les plus jeunes, les cadres et professions intermédiaires des entreprises, les employés de commerce et les personnels de service aux particuliers, les résidents de Paris, de sa banlieue dense ou du centre des villes de plus de 100'000 habitants. Pour ces personnes, le fait de se rendre au travail n'est pas aussi immédiatement synonyme de se mettre au volant de sa voiture que pour d'autres. Ces groupes, en dépit de ce qui rapproche leurs membres, par le biais de leur position sociale, professionnelle, leur âge, leur profil familial, leur cadre de vie, retiennent des options d'une certaine hétérogénéité lorsqu'ils arbitrent de la manière dont il convient de se déplacer jusqu'à leurs lieux de travail.

Lorsqu'on se déplace pour des achats, l'usage de la voiture est légèrement moins récurrent et le recours à la marche à pied et, plus généralement, aux modes actifs bien plus répandu (cf. Tableaux 7.0 à 7.8).

Chez de nombreux groupes, c'est dans plus de 30% des cas qu'on met son corps activement en action pour aller faire telle ou telle course et on ne s'installe au volant ou dans le siège passager d'une voiture que moins de sept fois sur dix. Les comportements se partagent ainsi entre un mode favori, la voiture, et un concurrent sérieux, les modes actifs. Cette bi-partition concerne, pour l'essentiel, les mêmes groupes que pour les déplacements liés au travail mais aussi d'autres encore : les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les employés et ouvriers à la retraite, les personnes âgées plus généralement. L'équation se complexifie aussi, dans le cas des achats, par un plus grand fractionnement de l'usage de la voiture, entre conduire et se faire conduire. Chez certains groupes, aller faire les courses en étant accompagné par une autre personne est une pratique qui peut aller jusqu'à se produire dans un cas sur sept – comme par exemple chez les parents qui élèvent seuls deux enfants ou plus, chez certains couples, chez les personnes jeunes ou très âgées. Dans ces cas, les solutions de mobilité retenues se tri-partitionnent : on marche, ou on se met au volant de sa voiture, ou on se fait voiturier.

Les déplacements pour ses loisirs sont clairement bi-partitionnés, entre une moitié portée par des modes actifs et une autre moitié portée par la voiture, et cela chez la plupart des groupes – avec des poids respectifs compris entre 40% et 60%, les modes actifs étant majoritaires dans certains cas, la voiture dans d'autres (cf. Tableaux 8.0 à 8.8). Du lundi au vendredi, lorsque nos contemporains se rendent au restaurant, au cinéma, au théâtre, ou sortent juste pour faire une ballade, plus ou moins une moitié d'entre eux se servent activement de

leur corps, et plus ou moins une autre moitié compte sur leur propre voiture ou sur celles de leur entourage.

Les profils définis par combinaison d'une pluralité de traits, les mêmes que ceux dont je me suis servi jusqu'ici, sont des profils à hétérogénéité diffuse pour une part non-négligeable d'entre eux, bien que minoritairement dans le cas des déplacements liés à la vie professionnelle et aux loisirs – 18% des personnes arborent un tel profil dans le premier champ, 26% dans le second : aucun mode de transport ne réussit à se hisser au-delà de 70% de part de marché et les modes secondaires vont jusqu'à capter au moins 30%. Pour les déplacements liés aux achats, les profils à hétérogénéité diffuse sont majoritaires – ils réunissent 54,5% des personnes.

En termes de disponibilité des alternatives, il y a bien sûr de grands écarts entre les centres des grandes villes, Paris en tête, avec sa banlieue proche, d'un côté, et les banlieues périphériques des grandes villes, les villes moyennes, les petites villes et les campagnes de l'autre. Dans les premiers, l'offre de transports en commun est bien plus développée : le réseau est plus vaste, plus dense, le maillage plus complet, plus de rames ou de bus circulent par unité de temps, la variété de services est plus grande. La densité urbaine stimule l'accessibilité pédestre : davantage de commerces, services, équipements sont accessibles en un temps et pour un effort raisonnables à davantage de personnes. La voiture reste dans le champ des possibles mais son usage est comme entravé par des conditions de circulation et de stationnement dégradées, ce qui lui fait perdre de sa superbe et rétablit l'équilibre avec les modes concurrents

en termes de compétitivité. Ailleurs, la voiture est une championne incontestée, dans des géographies où ni les transports en commun, ni les modes actifs ne sont en position de rivaliser. Par conséquent, s'il existe un cadre privilégié pour étudier la manière dont des personnes aux positions et identités sociales *grosso modo* semblables réagissent lorsqu'ils ont à portée de main des alternatives compétitives pour organiser leur mobilité, c'est bien les centres métropolitains. Ce qu'on y voit, c'est que les solutions sélectionnées par les proches sociaux dans de telles circonstances tendent à être partagées (cf. Tableaux 9.0 à 11.5). Qu'il s'agisse de se rendre aux lieux de ses affaires professionnelles, de faire un saut dans un magasin pour acheter telle ou telle chose, ou de sortir pour se divertir ou se détendre, si les uns privilégient telle manière de se mouvoir, les autres, nombreux aussi, s'y prennent autrement, et cela chez la plupart des groupes que définissent la communauté d'une position socio-professionnelle, d'un pouvoir d'achat, d'une situation familiale, etc. Dans l'immense majorité des cas, aucun moyen de transport n'arrive à attirer à lui plus de 60% des membres du groupe, et même, très souvent, le cap de la majorité absolue reste non-franchie. Pour les déplacements orientés vie professionnelle, la voiture et les transports en commun se livrent une vive compétition : la voiture est plus souvent devant mais les transports en commun ne sont jamais très loin, avec très souvent plus de 25-30% d'adhérents, et dans plusieurs cas, ils arrivent à se placer devant la voiture, avec des parts de marché pouvant aller au-delà de 40%. Un nombre conséquent des déplacements empruntent les modes actifs, plus d'un sur dix chez pratiquement tous les groupes, et dans plusieurs cas, ce sont plus de 20% des trajets qui sont faits en marchant, en

pédalant ou suivant une autre modalité active. Chez certains groupes, les pratiques sont presque parfaitement tri-partitionnées, comme par exemple chez les ménages à bas-revenus, avec 38% de part de marché pour les transports en commun, 32% pour la voiture et 25% pour les modes actifs dans les deux premiers déciles, ou comme chez les personnes seules, avec 35%, 38% et 23% respectivement. Les déplacements motivés par les achats et les loisirs sont bi-partitionnés entre l'usage de la voiture et le recours aux modes actifs. Ces deux modes se partagent l'essentiel du marché, la voiture étant légèrement dominante chez certains groupes, les modes actifs chez d'autres, mais dans la plupart des cas, les deux alternatives dépassent les 35-40%. Dans le champ des loisirs, les modes actifs sont dominants, pratiqués dans une majorité absolue des cas chez bien des groupes, mais leur part de marché dépasse rarement les 55-60% et la voiture est empruntée pour au moins 35-40% des trajets dans la plupart des cas. Certains groupes recourent plus fréquemment aux transports en commun lorsqu'ils se déplacent pour leurs loisirs et leurs pratiques tendent à se tripartitionner – c'est le cas, par exemple, des personnes seules qui recourent aux modes doux pour 55% de leurs trajets, à la voiture pour 26% et aux transports en commun pour 17%. Le règne de l'hétérogénéité diffuse sur la scène des centres métropolitains se mesure aussi à la proportion des profils combinant une multitude de traits chez qui on observe les symptômes de l'hétérogénéité diffuse. Que ce soit pour les déplacements motivés par la vie professionnelle, la consommation ou les loisirs, les profils chez lesquels aucun mode de déplacement ne réussit à s'accaparer plus de 70% de part de marché réunissent, dans chaque cas, 50 à 60% des personnes.

Dans les quartiers centraux des grandes villes, les citoyens trouvent à disposition des alternatives compétitives pour organiser leur mobilité quotidienne et cette réalité produit de l'hétérogénéité diffuse en grande quantité. Loin de plébisciter collectivement une même façon de se déplacer en réponse à tel ou tel besoin, les personnes aux positions et identités sociales *grosso modo* semblables tendent bien souvent à se reporter sur les différentes possibilités qui s'offrent à elles avec des contingents toujours nombreux. La plupart du temps, les transports en commun, les modes actifs et la voiture trouvent des pratiquants en nombre parmi les proches sociaux et aucun ne réussit à écraser la concurrence. Il faut sans doute y voir une conséquence de la nature hyper-paramétrique de la 'bonne formule' de mobilité qui convient à la situation de chacun. Si des éléments positionnels et identitaires essentiels rapprochent les personnes, des ingrédients mineurs, contextuels, biographiques, parfois contingents, peuvent introduire de la variété dans la configuration de leurs quotidiens, ou alors, dans les sympathies et antipathies éprouvées à l'égard des différentes façons de se déplacer. Ces éléments, sans pourtant disposer de la puissance des attributs positionnels et identitaires structurant les habitus, influencent alors néanmoins les arbitrages d'une manière décisive et les font basculer dans un certain sens chez les uns, dans un autre sens chez les autres.

Profils mobilitaires pluriels en métropole parisienne

Une autre manière d'explorer la pluralité des solutions de mobilité

retenues par nos contemporains, notamment par ceux qui vivent dans des grandes métropoles où les possibilités sont plus nombreuses, consiste à profiler leur usage des modes de transport sur une base temporelle plus large – la semaine, le mois, ‘en général’. Ce procédé permet notamment de repérer des personnes qui tendent à privilégier systématiquement un même mode et d’autres qui, au contraire, ont un profil de ‘panacheur’, qui recourent à une pluralité de modes de transport, en fonction des trajets, ou selon les fois. C’est la voie entreprise par Anaïs Rocci dans le cadre d’une enquête consacrée, notamment, aux logiques d’action présidant aux arbitrages en matière de transports. Des entretiens conduits auprès d’une quarantaine de résidents de la métropole parisienne ont permis non seulement de cerner les pratiques modales sur une base temporelle plus large mais aussi de recueillir l’appréciation que pose les usagers sur leurs conditions de mobilité. Ce qu’il en sort, c’est que plusieurs des possibilités que contient ce double perspectif usages/appréciations existent dans la nature : des usagers exclusifs de l’automobile, des usagers exclusifs des modes ‘alternatifs’ (transports en commun et modes actifs), des usagers panacheurs, ‘multimodaux’ comme les nomme Rocci – et au sein de ces profils, des usagers en adhésion à leur solution de mobilité, soit parce qu’ils sont très convaincus dès le départ par les mérites de certains mode de transport qu’ils pratiquent, soit parce qu’ils ont été refroidis par certains modes de transport dont ils se sont détournés, mais aussi des usagers contrariés, qui font comme ils font à contrecœur, faute de pouvoir adopter les solutions avec lesquelles elles seraient plus en phase. Ainsi, parmi les automobilistes exclusifs, certains sont des ‘passionnés’ : la voiture est

un objet qui leur est cher et ils éprouvent un plaisir à se mettre au volant. Jeune, ils se sont dépêchés de passer leur permis et se sont procurés une voiture dans les meilleurs délais. Pour certains d'entre eux, la passion de l'objet se double d'une préoccupation de standing : à leurs yeux, l'automobile est aussi un marqueur de statut social. Ils ont tous une mauvaise image des modes alternatifs – image plutôt préjugée car ils n'en ont qu'une expérience très limitée. En comparaison, la voiture leur semble auréolée de grandeur et se place indiscutablement au-dessus du reste. Les contraintes associées à l'usage de l'automobile sont parfois mal vécues mais on fait contre mauvaise fortune bon cœur, étant persuadé que les sensations agréables que procure la conduite compensent les désagréments et que la situation ne serait pas plus enviable s'il fallait se déplacer autrement. Parfois aussi, les contrariétés sont occultées. L'usage intensif de la voiture est à la source d'une expertise fine grâce à laquelle on trouve des astuces pour pouvoir circuler dans de meilleures conditions. D'autres automobilistes sont tout autant des inconditionnels de la voiture mais sans être nécessairement un passionné de la première heure. C'est l'écœurement par les transports en commun qui les a fait basculer dans la sacralité automobile. Ce sont par conséquent des automobilistes plus tardifs, qui ne se sont pas équipés du kit 'permis-voiture' précocement. Plus tôt dans leur carrière, elles ont été exposées à des conditions de déplacement pénibles dans les transports en commun : saturation du réseau, retards, horaires contraignants, offre sous-dimensionnée, dépendance de tiers pour accéder au réseau, etc. La voiture est alors entrée dans leur vie comme un libérateur, amenant confort, indépendance et autonomie. Leur

expérience des réalités propres aux transports en commun les amène à donner l'avantage une bonne fois pour toutes à la voiture, dotée, à leurs yeux, d'un bilan coût-bénéfice très supérieur.

En contre-point des inconditionnels de l'automobile, il existe aussi des convaincus des modes alternatifs. Ce sont des personnes qui se déplacent exclusivement en vélo, à pied ou en transports en commun, de manière assumée. Pour certains, c'est une question de rationalité : les alternatifs leur semblent, dans leur situation, le choix le plus raisonnable. Ils habitent des secteurs où l'usage de la voiture est contrarié par les conditions de circulation et de stationnement, souvent Paris ou le péricentre, alors que les alternatifs y sont au sommet de leur compétitivité. D'autres arborent plus distinctement un profil de militant écologique : ils rejettent l'automobile aussi en conséquence de leur engagement pour l'environnement. D'autres arguments sont également mis en avant pour justifier la préférence accordée aux alternatifs, comme, par exemple, leur moindre cherté comparativement à la voiture, ou encore, le sentiment de liberté et de souplesse associé à leur usage – la voiture étant synonyme dans ces lieux-là, dans une inversion des symboliques habituels, de captivité et d'engluement, car on risque de manière récurrente de se trouver coincé dans des embouteillages ou à la recherche d'une place libre pour se garer. Les contraintes propres aux alternatifs ne suffisent pas à entamer la satisfaction qu'on tire de sa solution de mobilité. On essaie d'éviter celles qui sont évitables et de gérer au mieux celles qui sont gérables, avec la conscience que les inconvénients restent inférieurs aux avantages. D'autres usagers exclusifs des alternatifs sont moins convaincus de l'intérêt de ces modes. Le principal déterminant de leur

situation est l'impossibilité de financer la possession et l'usage de la voiture. Ils ne sont pas toujours mécontents de leur situation, expriment parfois même une certaine satisfaction, notamment lorsqu'ils peuvent recourir ponctuellement, en cas de besoin, à des solutions motorisées, comme se faire voiturier. Mais ils comprennent que leur solution de mobilité est sous-optimale dans leur situation et qu'ils s'en sortiraient mieux s'ils pouvaient se motoriser.

Il existe aussi dans le paysage francilien des personnes dont la solution de mobilité intègre conjointement des modes individuels, motorisés et non-motorisés, et des modes collectifs. Certains d'entre eux partagent avec des automobilistes exclusifs un même engouement pour l'objet-voiture. Mais cette sympathie ne va pas jusqu'à exclure toute autre pratique modale. Lorsque les circonstances rendent trop désavantageux le recours à la voiture pour tel ou tel déplacement, ces personnes empruntent les transports en commun ou d'autres modes. Ils ont une approche réflexive et évaluatrice au cas par cas : à chaque déplacement, la formule la plus adaptée. Ils sont capables de mettre de côté leur affection pour la voiture pour procéder à des arbitrages froidement raisonnables, à base des performances relatives des alternatives. Quand ils prennent les transports en commun, c'est à contrecœur mais la praticité passe avant leur penchant pour la voiture. L'exigence de performance se manifeste par le peu de tolérance vis-à-vis de la contrariété : ces personnes vivent mal les imprévus désobligeant, traquent les astuces qui font gagner du temps. Chez d'autres multimodaux, le rapport aux modes de transport est inversé : c'est plutôt la voiture qui souffre d'un manque d'affection. Ces personnes se servent d'une voiture mais ce n'est pas ce qu'ils désirent.

Des contraintes diverses, professionnelles ou familiales, les ont conduites à s'équiper d'une voiture et à l'utiliser pour certains déplacements. L'essentiel de leur mobilité est soutenue par les transports en commun ou un deux-roues mais dans certaines circonstances récurrentes, comme par exemple lorsqu'il s'agit de se rendre vers des points lointains et mal desservis de la banlieue, de sortir le soir pour ses loisirs, ou de transporter du matériel encombrant, ces modes restent inadaptés et on se met alors au volant de sa voiture, en dernier recours. Pour le reste, ces personnes jugent les alternatifs plus performants, dans leur propre cas, et elles leur accordent leur préférence. Dans l'ensemble, le rapport de ces personnes aux modes de transport est fonctionnel et peu chargé affectivement : les transports servent à aller d'un point à un autre et l'enjeu est de pouvoir emprunter le mode qui convient le mieux à chaque trajet. A la différence d'autres profils, ces personnes expriment une certaine neutralité, un manque d'a priori vis-à-vis des différentes façons de se déplacer – seul le résultat compte.

L'enquête d'Anaïs Rocci se fonde sur un échantillon qualitatif, non-représentatif de l'ensemble dans lequel il a été prélevé – non-représentativité qui est flagrante au regard de la forte sur-représentation des adultes de moins de 40 ans dans l'échantillon. On peut néanmoins remarquer qu'au sein de la quarantaine de personnes interrogées, la variété des profils en termes d'usages des modes de transport ne semble que très vaguement corrélée à la variété des traits positionnels et identitaires renseignés. Aucun trait ne semble entièrement exclusif de tel ou tel profil, ni ne semble détenir l'exclusivité de tel ou tel profil. 'Automobilistes exclusifs', 'alternatifs exclusifs',

'multimodaux' sont des profils qui réunissent chacun des personnes aux positions socio-professionnelles diverses, allant des positions associées à de faibles dotations en capital économique et culturel à des positions mieux dotées. On trouve également en leur sein des personnes dont les ancrages résidentiels et professionnels sont variés : Paris, sa banlieue proche, sa banlieue lointaine, comme lieu de résidence et/ou comme lieu de travail. Inversement, à position socio-professionnelle donnée, ou à configuration lieu de résidence/lieu de travail donnée, on trouve presque toujours des représentants des automobilistes, des alternatifs et des multimodaux. Les associations les plus inattendues sont relativement rares mais elles existent : des personnes ancrées à Paris, résidentiellement et professionnellement, qui disent se déplacer exclusivement en voiture et en moto, par exemple, ou alors des personnes dont le domicile et le lieu de travail est situé en grande couronne qui se révèlent être des 'alternatifs', se déplaçant exclusivement en transports en commun ou à pied.

Pluralité des dispositions à la mobilité chez les personnes peu dotées en capitaux

Pour ce qui est de leur rapport à la mobilité, l'image d'Epinal des populations dont les conditions d'existence sont fragiles et précaires, en raison de revenus maigres et incertains, est le portrait d'une personne intravertie, réservée, repliée sur son quartier, voire sur son domicile, qui rationne ses déplacements, n'aime pas s'aventurer loin de ses bases, dans des territoires qu'elle connaît mal, qu'elle perçoit comme hostile et qu'elle appréhende. Une personne pas à l'aise dans

les transports en commun, qui maîtrise mal le réseau, qui ne sait pas s'orienter, qui manque de confiance en soi. Une victime d'hypomobilité, assignée à vivre dans les environs de son logement, qui ne peut répondre décemment à ses besoins qui supposent des déplacements, prise dans une spirale dans laquelle marginalisation et isolement s'auto-entretiennent.

Des personnes conformes à cette image existent – comme on peut le voir dans les enquêtes de Le Breton (2005), par exemple. La mobilité est, pour elles, une épreuve anxiogène, en raison d'un manque de connaissances et de compétences, d'une phobie des territoires inconnus, à tel point qu'on préfère éviter de s'y rendre quitte à voir sa vie s'enfermer dans le voisinage du domicile. Mais il existe aussi d'autres personnes, précaires également, qui pourraient presque prétendre à un statut d'expert en mobilité. Comme on peut s'en rendre compte en lisant Fol (2009) ou Jouffe (2010), ces précaires-là ont une connaissance parfois très fine des conditions de déplacement (le réseau, les horaires, les tarifs, les itinéraires, l'état du trafic tel jour telle heure) et donnent l'impression qu'ils seraient capables de se rendre à n'importe quel point de la ville. Ils réussissent à concilier tant bien que mal les impératifs familiaux, professionnels, financiers en réalisant de véritables acrobaties en termes d'organisation et de gestion des déplacements – sans néanmoins pouvoir échapper à un grand inconfort matériel et psychologique permanent. Experts en mobilité ou pas, pour les personnes qui ont du mal à joindre les deux bouts, à l'exception de celles qui se cantonnent à une vie de quartier, la mobilité quotidienne est un univers de situations de décision sous forte contrainte. L'obligation de compter le moindre euro de dépense impose

une discipline de calcul à toute épreuve. Il faut constamment arbitrer sur l'opportunité de telle dépense liée aux déplacements en se demandant s'il ne serait pas plus pertinent d'allouer l'argent à un autre usage. Les délibérations sont permanentes : prendre le bus ou marcher, prendre un abonnement aux transports ou acheter des tickets à l'unité, prendre le risque de frauder ou non, passer le permis ou non, se procurer une voiture ou faire sans, prendre la voiture pour tel déplacement ou non, assurer la voiture ou non, revenir à domicile entre deux activités ou s'en passer, solliciter l'entourage ou se débrouiller seul, etc. Le citoyen lambda est lui aussi confronté à nombre de ces sortes de décisions mais la nécessité de procéder à des calculs minutieux ne s'impose pas avec la même urgence. On voit bien, en plongeant dans les entretiens réalisés par les enquêteurs, que les situations de décision dans lesquelles baignent les précaires sont bien souvent des situations ouvertes : il y a du pour et du contre pour les différents alternatifs, alors on réfléchit, on hésite, on consulte, on expérimente, etc. Il en résulte une certaine variabilité des solutions adoptées par les uns et les autres. C'est ainsi que cet ensemble d'individus que rapproche une même privation matérielle tend à se pluraliser quant aux pratiques de mobilité.

On redécouvre cette pluralité de pratiques et d'attitudes à l'égard de la mobilité parmi les adolescents qui ont en commun une origine sociale modeste et le fait de vivre dans les quartiers les moins courus des agglomérations urbaines. Certains des 'jeunes', âgés de onze à dix-sept ans, résidant dans des Zones Urbaines Sensibles ou dans des quartiers presque aussi défavorisés à proximité, qu'a rencontré Nicolas Oppenchaïm, ont des manières qui coïncident avec les clichés à

propos des 'jeunes de banlieue' : ils passent beaucoup de temps dans leur quartier, à stationner dans les espaces publics extérieurs. Mais cet ancrage, bien plus intense que chez beaucoup d'autres jeunes, ne les empêche pas de faire régulièrement des excursions hors de leur quartier, pour se rendre dans les centres commerciaux proches, dans d'autres quartiers à sociologie plus ou moins semblable, ou à Paris. A rebours des clichés, ces jeunes ont une grande expérience du réseau de transport en commun. Ils cumulent beaucoup de vécus, beaucoup d'aventures dans les bus et le RER, sont capables d'analyses riches et pointues sur l'art d'utiliser les transports en commun. En matière de comportements transgressifs, par exemple, ils évaluent finement ce qu'ils peuvent se permettre dans le réseau de bus à proximité, avec des chauffeurs qui sont parfois des connaissances, et dans le réseau plus lointain, le RER ou le métro. Ils savent juger adroitement des conditions dans lesquelles la fraude est plus ou moins risquée. Paris est un terrain de jeu qu'ils connaissent et ils peuvent même se targuer d'une certaine expertise en la matière. Ils connaissent de nombreux lieux à Paris, leur expérience leur permet de les qualifier : le genre de gens qui s'y rendent, les chances de croiser ses semblables, la nature divertissante ou ennuyeuse de l'endroit, la probabilité d'avoir des ennuis avec les agents de l'ordre et de la sécurité, etc. Se déploie toute une intelligence de ce qu'on peut se permettre ou non selon le lieu et selon le moment. D'autres jeunes, dotés pourtant de conditions familiales plus confortables matériellement et souvent meilleurs élèves au collège ou lycée, ont, dans les faits, une mobilité plus circonscrite dans la proximité du quartier. Les parents de ces jeunes sont réticents à l'idée de les laisser s'éloigner par trop sans accompagnement par

eux-mêmes ou par d'autres adultes apparentés à la famille. Dans certains cas, il s'instaure une délimitation stricte entre la commune, zone de confiance, dans laquelle la famille élargie est très présente et les jeunes autorisés à se mouvoir avec beaucoup d'autonomie, et l'au-delà, zone de crainte, dans lequel les excursions, sans être interdites, sont strictement encadrés. Ces jeunes deviennent alors des experts du réseau de bus des environs mais s'agissant du réseau régional ou du métro parisien, sont très peu connaisseurs. Dans d'autres cas, l'encadrement est encore plus strict et les parents tentent de réduire au strict minimum les déplacements autonomes – et il en résulte un certain enfermement des jeunes dans le domicile, lorsque les parents sont également rétifs à laisser leurs enfants passer du temps dehors dans le quartier. Nombre de ces jeunes héritent de leurs parents une aversion et une crainte vis-à-vis des transports en commun : ils les prennent rarement, toujours avec appréhension, ont une peur épidermique des agressions, des rencontres douteuses. Ces existences juvéniles tranchent avec celles d'autres jeunes encore dont la mobilité est beaucoup plus extravertie. Ceux-là expriment une plus grande distance vis-à-vis de leur quartier, le désignent parfois de 'là-bas', se disent las de ses gens, son ambiance, ses embrouilles permanents, ses trafics, ses remarques xénophobes ou misogynes, son côté 'tout le monde connaît tout le monde'. Ils regrettent le manque de calme, d'anonymat, de mixité sociale et ethnique, d'évènements sociaux et culturels stimulant. Ils se sont progressivement retirés de l'espace public du quartier et leur cercle d'amis sur place s'est resserré sur pas plus de quatre-cinq noms. Certains de ces jeunes éprouvent un sentiment partagé vis-à-vis de leur quartier, entre attachement et

lassitude : ils restent connus de beaucoup de personnes sur place, connaissent eux-mêmes beaucoup de personnes, leur quartier leur reste cher même s'ils en ont un peu marre, et ils continuent d'y faire des apparitions pour saluer les uns, discuter rapidement avec les autres, bien que sur un mode de plus en plus furtif. Plus que d'autres, ces jeunes maîtrisent le *code switching* : ils sont capables de glisser aisément des codes propres à leur propre quartier aux codes propres aux quartiers à destination de leur mobilité, d'ajuster en temps réel leur façon de se comporter à la situation d'interaction de l'instant. Avec les amis du quartier, ils sont un des leurs, et avec les amis d'ailleurs, ils se tiennent d'une autre façon. Leur bi-culturalisme est en relation symbiotique avec leur penchant pour la mobilité. D'autres jeunes ont rompu plus radicalement avec leur quartier : ils en parlent avec un langage dur, aux accents de rejet. Ils ont des rapports hostiles avec certains adolescents, ont été victimes d'harcèlement ou d'agression, et veulent y avoir à faire le moins possible. Les uns et les autres ont de multiples amis en dehors du quartier, rencontrés au lycée, en colonies de vacances, en club de sport, lors des excursions en ville, dans le quartier de résidence d'un membre de la famille ou qui datent d'une époque où on habitait ailleurs, et ce réseau amical dispersé génère une mobilité extravertie soutenue. De même le réseau familial : ces jeunes se rendent régulièrement dans d'autres coins de la ville pour rendre visite à leur parentèle. Ils ont développé un goût intense pour la flânerie, pour les ballades en ville, seul ou en compagnie de quelques amis, l'immersion dans la foule urbaine, les déambulations à l'improviste où on s'amuse à se perdre, à arpenter les rues au hasard, à explorer, à découvrir la ville. Ils se rendent à Paris pratiquement tous les week-

ends dès l'instant où ils accèdent à un abonnement aux transports. Ils sont engagés dans un jeu d'apprentissage croisé avec leurs amis : tantôt, ils sont dans le rôle de celui qui fait découvrir, tantôt dans le rôle de celui à qui on fait découvrir. L'intensité de leur mobilité porte leur expertise du réseau de transports à un degré supérieur : ils connaissent un grand nombre de lignes, les correspondances, ne craignent pas de s'engager dans des portions du réseau relativement inconnus. Lorsqu'ils se promènent en ville, ils cherchent à rencontrer autre chose que ce qu'ils trouvent dans leur quartier. Ils apprécient de plonger dans un maelstrom de styles et d'attitudes hétérogènes, certains bizarres, trouvent cela amusant et dépaysant, ne se refusent pas aux interactions avec des inconnus. Leur répertoire des lieux parisiens est vaste : ils peuvent citer de multiples endroits parisiens, les arrondissements, des stations de métro, des noms de rue. Alors que la préférence d'autres jeunes de leur quartier va aux environs de Chatelet, connu pour être un des principaux repères de la jeunesse banlieusarde dans la capitale, les 'flâneurs', comme les nomme Oppenchaïm, se portent davantage vers les quartiers touristiques et animés comme Bastille, Saint-Michel ou Trocadéro, avec le sentiment de pénétrer, passagèrement, dans les territoires d'autres milieux sociaux. Un autre profil de jeunes a en commun avec les flâneurs une mobilité en soutien d'une vie sociale désireuse de s'échapper aux pesanteurs du quartier mais s'en démarque par un manque de goût pour la flânerie. Ce qui pousse ses jeunes à sortir de leur quartier, c'est une passion – le sport pour les uns, la musique ou la danse pour d'autres, tel univers artistique et culturel (comme les mangas) pour d'autres encore. Leur vision des déplacements est fonctionnelle : s'ils se déplacent, c'est pour leur

passion, sans cela, ils n'y voient aucun intérêt, ils préfèrent rester chez eux et s'adonner à leur passion à domicile. Ils goûtent peu aux transports en commun, prennent les trajets pour du temps perdu, s'enferment dans leur bulle en attendant d'arriver à destination. La foule urbaine, la promiscuité les fait révolter. Leur mobilité est presque entièrement dédiée à leur passion ou à la compagnie d'adolescents eux-mêmes amateurs. La géographie des destinations est dictée par la géographie des lieux appropriés par les pratiquants de la passion – découverts par bouche-à-oreille, sur internet ou sur les conseils d'amis connaisseurs. Certains de ces lieux sont privés, comme des boîtes de jour ou de nuit, salles de concerts, galeries d'exposition, soirées privées. Tous ces jeunes dont la socialité s'inscrit principalement ailleurs que le quartier trouvent des alliés de premier rang en leurs parents. Les pères et mères, parfois eux-mêmes des pratiquants d'échappées culturelles à Paris et usagers réguliers des transports en commun, encouragent leurs enfants à voir au-delà du quartier. Ils préfèrent savoir leurs enfants dehors ailleurs que dans le quartier dont ils ont une très mauvaise opinion. Ils organisent une initiation précoce à l'usage des transports en commun, alimentent les enfants en ticket et donnent souvent plus rapidement suite aux réclamations d'un abonnement aux transports en commun.

Ces divers profils d'adolescents sont par ailleurs sujets à des divisions en interne suivant de nombreux critères, et comme ces divisions ont un caractère transversal, qu'elles sont communes à plusieurs profils, elles tendent à complexifier les portraits, opérant des rapprochements entre adolescents que d'autres critères séparent et introduisant des clivages entre adolescents proches sous d'autres rapports. Ce sont des sources

additionnelles d'hétérogénéité. Certains jeunes préfèrent planifier les excursions, d'autres ont de la sympathie pour l'improvisation, les mobilités qui se déclenchent sur un coup de tête, suivant l'inspiration du moment. Certains jeunes valorisent l'anonymat, se fondre dans la foule, se promener sachant que personne ne les reconnaîtra, d'autres en ont une certaine hantise, trouvent plus rassurant de se retrouver dans des endroits où les co-présents ne sont pas tous des inconnus. Certains apprécient les excursions solitaires, d'autres ne s'y aventurent jamais sans la compagnie de quelques amis, d'autres encore alternent les deux modalités. Les uns apprécient les transports en commun, prennent les scènes auxquelles on y assiste pour un spectacle divertissant, aiment bien y mettre de l'ambiance, de chambrer les voyageurs, les autres montent dans le métro ou le RER sans grand plaisir, ne trouvent nul charme au folklore des transports en commun, s'y sentent étouffer et attendent avec impatience le moment de passer le permis de conduire. Certains adolescents tirent profit de leur capacité à entrer en grâce auprès de jeunes plus âgés pour se voir attribuer un siège lors d'excursions en voiture, ce qui les amène à mettre les pieds dans des endroits peu accessibles à d'autres adolescents de leur âge dénués de ces compétences relationnelles. La plupart des jeunes se rendent plus ou moins régulièrement à Paris, mais seuls certains s'y sentent bien, dans leur élément, émerveillés, alors que d'autres n'y sont pas à l'aise, ne se sentent pas à leur place, ont le sentiment d'usurper les lieux, d'attenter à l'ordre établi de la vie sociale. Les premiers projettent de s'y installer un jour pour y vivre, les autres n'y pensent même pas. Certains jeunes arrivent à encaisser le stigmata qu'ils sentent peser sur eux dès qu'ils sortent du quartier, d'autres sont plus

à fleur de peau, ont plus du mal à tolérer les regards qui se braquent sur eux ou les manifestations de discrimination, se crispent et peuvent se montrer agressifs.

Lorsque Nicolas Oppenchaïm est retourné rencontrer ces adolescents qu'il avait côtoyés pendant plusieurs mois, afin de leur exposer les résultats de ses recherches, plusieurs d'entre eux se sont reconnus dans plusieurs des profils stylisés qu'il leur a dévoilés. L'hétérogénéité des manières de se mouvoir des adolescents se mesure aussi à ces cas d'hybridité. Certains adolescents réunissent dans leur corps des dispositions, attitudes, pratiques constitutives de plusieurs profils différents. Dans certains cas, cette pluralité interne est la conséquence d'une mutation de l'adolescent qui évolue progressivement d'un profil vers un autre. Ces transitions se font parfois 'naturellement', avec l'avancée en âge. Mais dans d'autres cas, ce n'est pas tant de maturation qu'il s'agit que de socialisation à d'autres manières de penser et d'agir, à travers l'influence d'agents socialisateurs qui ouvrent des perspectives nouvelles ou à travers des expériences originales qui modifient le répertoire des dispositions intériorisées. Chez d'autres jeunes, le caractère transitionnel de la pluralité interne est moins net car l'évolution est lente. Ces adolescents sont durablement marqués par une dualité, une double appartenance. Leur corps abrite des dispositions caractéristiques d'une pluralité de profils, dont certaines peuvent paraître contradictoires en apparence, comme par exemple dans le cas des adolescents qui sont simultanément proches des 'adolescents de quartier' et des 'flâneurs'. Même si ces jeunes sont presque toujours engagés dans un déplacement du premier profil vers le second (jamais dans l'autre sens), ils donnent néanmoins

l'impression d'avoir incorporé solidement des dispositions hétérogènes qu'ils sont capables d'activer selon la situation, de manière sélective. Cette dualité en fait des adolescents un peu à part : ce ne sont ni des 'adolescents du quartier' comme les autres, ni des 'flâneurs' comme les autres.

Les dispositions relatives à la mobilité des adolescents sont liées à leur position et identité sociales et à celles de leurs parents mais ces associations ne sont jamais exclusives. Aucun trait identitaire ou positionnel ne garantit la formation d'attitudes et de pratiques précises. Les positions sociales des parents s'étirent des classes populaires très faiblement dotées en capital économique et culturel jusqu'aux franges modestes des classes moyennes et les jeunes ont des chances inégales de développer telle ou telle disposition selon que leurs parents se situent vers l'extrémité dotée ou mal dotée de ce segment. Mais à position sociale donnée des parents, on trouve presque toujours des adolescents dont les pratiques, mentalités, préférences dans le domaine de la mobilité sont variables. Cela s'applique également à d'autres traits positionnels et identitaires prépondérants comme le genre, l'âge, la réussite scolaire, la présence ou non des deux parents dans le foyer familial, la taille de la fratrie, le lieu de résidence. Aucun de ces éléments ne semble pouvoir prétendre au statut de 'condition nécessaire et suffisante' pour la formation d'un profil de mobilité particulier. Non nécessaire puisque pratiquement tout profil semble pouvoir se développer en leur absence et non suffisant car leur présence seule ne semble pouvoir garantir l'évolution d'un adolescent vers tel profil spécifique. Les associations contre-intuitives sont loin d'être rares, comme par exemple des adolescents issus de famille plus

modestes dont l'expertise en matière de mobilité est supérieure à celle de jeunes de familles mieux dotées, ou qui sont davantage à leur aise lorsqu'ils se baladent à Paris. Certains ingrédients provoquent des enchaînements inattendus et viennent contrer l'influence opposée d'autres éléments. L'orientation en lycée professionnel, par exemple, sort des adolescents mal évalués au collège, et associée souvent à des origines plus modestes, conduit souvent les jeunes vers des établissements plus lointains, le bassin de recrutement des lycées professionnels étant plus large. Cela amène les parents à les équiper d'un abonnement aux transports en commun et les jeunes se trouvent ainsi, dès l'entrée au lycée, dotée d'une capacité de mobilité augmentée, ce dont ils profitent bien souvent – alors que des jeunes en lycée général, de famille souvent mieux dotée, se voient parfois refusée la même demande car l'établissement est à portée de marche à pied.

Si les correspondances entre les positions et identités sociales dans les grandes lignes et les dispositions relatives à la mobilité sont imparfaites, la faute en revient aussi à l'interférence de toute une série d'éléments contextuels, certains assez contingents, mineurs en apparence, mais qui influencent le rapport à la mobilité des adolescents de manière parfois déterminante. Voici quelques-uns de ces éléments : la biographie résidentielle des adolescents, leur exposition précoce à la centralité urbaine, le goût des parents pour les excursions en centre-ville et pour l'atmosphère citadine, leur nature craintive ou confiante, leur tendance à accorder de l'autonomie aux adolescents ou à encadrer strictement leurs mouvements, l'opinion qu'ils se font de leur quartier, l'ancienneté de la famille dans la localité, son degré de présence

(quantité de membres qui habitent les environs), le prestige de la famille auprès des voisins, le rapport des adolescents avec leurs congénères du quartier, leur aptitude à tisser des liens avec des jeunes plus âgés, la disponibilité de frères, sœurs, cousins, cousines, jeunes tantes ou oncles comme socialisateurs à l'usage des transports en commun et à la pratique de la ville, la disponibilité en temps des parents pour faire de l'accompagnement, le lieu de résidence du parent absent dans le cas des familles monoparentales, le maintien de relations amicales héritées des quartiers de résidence antérieurs, la propension à nouer des relations amicales extérieures au quartier, la possession d'un abonnement aux transports, la capacité à encaisser la stigmatisation, l'exposition à l'influence d'amis porteurs d'autres dispositions vis-à-vis de la mobilité, la réussite ou l'échec des premières expériences de coprésence avec des inconnus socialement dissemblables à l'extérieur du quartier, dans les transports en commun ou en ville, les compétences relationnelles des adolescents (notamment dans les rapports avec des personnes d'autres milieux sociaux), leur confiance en soi. Ces déterminants ne sont corrélés que très imparfaitement aux attributs positionnels et identitaires principaux et certaines des corrélations sont de nature corrective (c'est-à-dire qu'elles viennent compenser des manques qui nourrissent certaines dispositions) ou contrariante (au sens où elles viennent contrarier les effets dispositionnels de certains avantages comparatifs). L'influence de certains éléments est ouverte et incertaine : ils produisent des pressions dans plusieurs directions et il peut en résulter aussi bien une pratique que son contraire, ou alors une double pratique. C'est le cas, par exemple, de la présence d'une famille large, établie et respectée

localement. D'un côté, pour les adolescents, cela ouvre de larges possibilités de mobilité autonome dans les environs, puisque les parents sont rassurés : ils savent leurs enfants dans un environnement sécurisé où ils sont surveillés par tout un réseau de parentèle et où ils ne risquent pas grand-chose. Mais d'un autre côté, l'omni-présence de la famille est aussi synonyme d'un contrôle social parfois étouffant qui peut provoquer chez les adolescents le sentiment d'être enfermé dans une cage. Le même déterminant produit ainsi simultanément une tendance au '*cocooning*' et une tentation d'évasion et l'issue est indéterminée a priori. Nombre de ces éléments que j'ai listés ont un caractère assez contingent : ils se configurent d'une certaine façon mais ils auraient pu aussi bien se configurer autrement. Un parent dont on vit séparé qui habite le quartier d'à côté, à Paris ou à l'autre bout de l'agglomération, un ami proche qui vous initie aux charmes de Paris ou qui vous en fait une très mauvaise publicité, une amie rencontrée en colonie de vacances qui habite un quartier d'un autre standing et à qui on rend visite régulièrement, une cousine qui prend en charge votre socialisation aux transports en commun, une connaissance qui vous transmet le virus d'une passion, le fait d'avoir vécu plus jeune dans une ZUS parisienne, des parents qui ont un goût particulier pour les voyages, le dépaysement, ou des parents qui ont la 'grande ville' en horreur, des premières excursions en ville où tout se déroule bien et qui vous donnent confiance, ou, au contraire, qui se passent mal et qui enlèvent tout envie de recommencer : ce genre d'éléments de curriculum, sans jamais être entièrement dans les mains du hasard, restent néanmoins largement non-nécessaires. Ils peuvent se produire ou ne pas se produire, exister ou ne pas exister, sans que qui que ce

soit y soit pour quelque chose. Il n'est pas surprenant, compte tenu de la complexité de ce système des déterminations, que les dispositions, pratiques et attitudes des adolescents en matière de mobilité soient complexes, parfois inattendues, et qu'elles ne se laissent que médiocrement déduire à partir des profils sociologiques dans les grandes lignes. C'est le contraire qui aurait été, sans doute, plus étonnant.

Variations sur la logistique du quotidien (ou les mille et une façons d'orchestrer un même thème)

Les pratiques de mobilité de nos contemporains sont comme des fenêtres qui s'ouvrent sur leur quotidien et à travers lesquelles on peut jeter des coups d'œil discrets sur leurs modes de vie. Par le biais de ces pratiques, on peut savoir à quelle heure les gens partent de chez eux le matin, à quelle heure ils rentrent le soir, combien de temps ils passent chez eux, ou dehors, si ce sont des casaniers ou des flâneurs, s'ils accompagnent leurs enfants à l'école eux-mêmes, à quel moment ils font leurs courses, s'ils sont clients de la petite épicerie en bas de chez eux ou plutôt de l'hypermarché un peu plus lointain, s'il leur arrive de prendre un verre après le travail, s'ils font du sport pendant la pause méridienne, s'ils ont des quotidiens rythmés, ponctués par une pluralité d'occupations, ou si ce sont des adeptes du 'métro-boulot-dodo' dans sa tranquille simplicité, etc. Lorsqu'on se penche sur ses fenêtres et regarde à travers, c'est toute une pluralité des façons d'organiser et de conduire le quotidien qu'on découvre et ces manières tendent à se polariser à bien des occasions : dès l'instant où les possibilités sont multiples, on trouve souvent quantité de gens qui s'organisent de telle façon et quantité de personnes, pourtant semblables sociologiquement, qui se débrouillent autrement. La logistique du

quotidien est ainsi un champ social de plus dans lequel l'hétérogénéité diffuse règne sur de vastes portions de territoire. L'explication tient ici encore dans la pluralité des logiques d'action disponibles, la concurrence entre les bonnes raisons d'aménager le quotidien de telle ou telle façon, la nature hyper-paramétrique des arbitrages, la complexité des interdépendances entre les différentes sphères du quotidien, l'importance souvent déterminante des éléments de contexte dont certains peuvent être contingents, la diversité des préférences et des sensibilités, même chez les individus proches sous le rapport de leurs positions et identités sociales.

Petits arrangements du quotidien

Les recherches de Julie Chrétien rendent avec beaucoup de couleurs cette réalité. Sa tentative pour démêler l'enchevêtrement des nombreux tenants et aboutissants débouche sur une impressionnante galerie de situations dans lesquelles les éléments parfois s'affrontent, parfois s'allient, et les protagonistes, en ingénieurs du quotidien, tentent de construire sur mesure les organisations les plus adaptées, variables selon les caprices du contexte. Je donne ici un bref aperçu de ce foisonnant aménagement des quotidiens.

Pour les parents, la gestion de la mobilité des enfants en bas âge est une des pierres angulaires des agendas quotidiens. Beaucoup de parents se chargent eux-mêmes d'accompagner leurs enfants à l'école ou à la crèche. Cette prise en charge est facilitée lorsque les parents ont des horaires de travail souples ou qu'ils ne sont pas obligés d'arriver à leur bureau particulièrement tôt, ou du moins, l'un d'entre

eux. Elle l'est également lorsque l'un des parents ne travaille pas. Dans certains cas, les parents mettent en place un schéma fixe : c'est le père qui accompagne le matin, la mère qui récupère le soir, ou le contraire. Ou alors, variante : tel jour, les accompagnements sont à la charge du père, tel autre jour, à la charge de la mère. Dans d'autres cas, on laisse plus de place à la souplesse et à l'ajustement en temps réel : anticipant les imprévus dans le déroulement de leurs journées de travail, les parents se laissent la possibilité d'arbitrer la veille ou le jour même pour savoir qui, finalement, s'occupera de cette tâche. Certains parents travaillent à domicile certains jours de la semaine et se chargent alors des accompagnements sur ces créneaux-là. Dans d'autres cas encore, les parents peuvent compter sur des tiers, quotidiennement, certains jours de la semaine, ou exceptionnellement, lorsque surviennent des imprévus : la nounou, les grands-parents, les frères ou sœurs aînés, les parents d'autres enfants, des voisins, etc. La possibilité de déléguer les accompagnements devient plus cruciale lorsque les horaires professionnels sont peu négociables et peu compatibles avec les horaires de l'institution scolaire. Les parents n'ont alors pas d'autres choix que de devoir renoncer à accompagner eux-mêmes leurs enfants à l'école et s'organisent en conséquence. La compatibilité entre horaires professionnels et scolaires est parfois tributaire de l'emplacement des lieux. Lorsque le bureau n'est pas loin, les marges de manœuvre s'agrandissent, et de même lorsque l'école est sur le chemin du bureau et qu'on n'est pas obligé de faire un grand détour si on veut y conduire son enfant en se rendant à son travail. Mais ces marges sont aussi modulables suivant les modes de transport auxquels on fait appel. Des emplacements pas très arrangeants peuvent

empêcher des formules de type « on accompagne l'enfant à l'école à pied puis on prend les transports en commun » mais si c'est en voiture qu'on se rend à son travail, la partie devient jouable car on ne perd pas autant de temps à faire le crochet. La localisation de l'école elle-même est dépendante du choix des parents en matière de scolarité. Lorsque les parents scolarisent leurs enfants dans les écoles publiques de leur secteur, l'endroit se trouve à proximité du domicile dans la plupart des cas. Mais en cas de recours au privé, les parents peuvent entrer dans une logique de « sélection du meilleur établissement possible » et leur choix s'arrête parfois sur un établissement relativement lointain, renforçant l'obligation d'accompagnement, et en même temps, compromettant la possibilité de l'accompagnement par les parents eux-mêmes. Il existe aussi des cas où le parent qui accompagne les enfants à l'école, une fois la tâche accomplie, dispose encore du temps devant lui avant d'entamer sa journée de travail, et certains choisissent alors de repasser par la case maison et insèrent des micro-occupations dans ce temps interstitiel. Les besoins d'accompagnement s'étendent aussi, bien souvent, aux occupations extra-scolaires des enfants, notamment le sport, les pratiques artistiques ou d'autres pratiques culturelles ou ludiques. Ces occupations ont des propriétés qui ouvrent encore davantage la voie à des solutions multiples. Elles ont un caractère non-obligatoire si bien qu'au pire, on peut s'en passer – même si, dans les faits, beaucoup de parents se déclarent prêts à faire le nécessaire pour ne pas priver leurs enfants de pratiques désirées. L'offre est parfois un tant soit peu plurielle si bien qu'il y a un minimum de marge de choix quant aux lieux et aux moments : on peut privilégier la proximité ou non, préférer le temps du week-end ou non. D'autres fois, l'offre est plus

limitée et ce sont les aléas des emplacements et des horaires qui déterminent l'acceptation ou non de la pratique et les contraintes de l'accompagnement. Parmi la diversité des solutions adoptées, on note le cas des parents qui déposent des journées ou demi-journées de RTT pour les réserver aux missions d'accompagnement, notamment lorsque les enfants et/ou les activités pratiquées sont plusieurs. De telles organisations ont parfois des conséquences sur d'autres sphères du quotidien : lorsque le parent accompagnateur voit des temps interstitiels s'insérer entre les moments d'accompagnement, il est parfois tenté de les valoriser en y insérant d'autres tâches, comme les courses ou des loisirs, qui se trouvent ainsi placés sur des créneaux peu habituels. Dans d'autres cas, les parents tentent de placer les activités extra-scolaires le samedi, en compagnie d'autres tâches qui ont un caractère contraignant ou qui s'apparentent à des corvées, comme les courses alimentaires ou les tâches ménagères, ce qui permet de libérer l'intégralité du dimanche pour des occupations plus libres, agréables et valorisées, auxquelles on souhaite consacrer un bon et long moment. On reconnaît ici, comme le note Julie Chrétien, une stratégie qui consiste à fixer des tâches flexibles à la base, comme les courses, mais dans une logique de maximisation des opportunités, au sens où cette organisation autorise à consacrer son dimanche à des occupations choisies et choyées, impraticable sans cet agencement de l'emploi du temps. A l'image de cet exemple, certaines personnes ont une approche de certains de leurs loisirs qui leur donne une certaine rigidité. Elles sanctuarisent certains créneaux de leur emploi du temps pour les réserver exclusivement, et en priorité, à ces loisirs particulièrement importants dans leur existence. Ces activités

acquièrent alors une temporalité régulière, planifiée et solidifiée. Elles s'imposent aux autres sphères du quotidien sur le créneau programmé. Ces personnes sont aussi prêtes parfois à parcourir quantité de kilomètres supplémentaires parce que c'est à tel endroit précis, en compagnie de telles personnes en particulier, qu'elles tiennent à s'adonner à ces occupations. Ailleurs, ce ne serait pas le même plaisir. Dans certains cas, ces pratiques aux emplacements peu pratiques ont une histoire. Elles sont comme des héritages d'un passé lointain, associées à des collectifs qu'on a intégré il y a parfois des années et auxquels on s'est attaché affectivement. La praticité de l'endroit a compté au moment de se joindre à ces groupes mais depuis, la configuration des lieux du quotidien a changé, et l'emplacement, arrangeant aux débuts, est devenu contraignant – mais on ne se résigne pas à y mettre un terme pour autant. D'autres personnes – mais aussi, parfois, les mêmes personnes pour d'autres loisirs de moindre rang – procèdent suivant des modalités plus flexibles. Elles libèrent des moments pour leurs loisirs de manière moins régulière, moins planifiée, plus ouverte à l'improvisation, aux plans impromptus, à l'affût des occasions ou des opportunités, plus sensible aux envies de l'instant présent. Certains ont également un rapport moins intransigeant aux lieux : tout cinéma, tout restaurant, tout parc peut faire l'affaire, pourvu qu'il se situe dans le voisinage des points fixes du quotidien. La logique de la proximité et de la praticité prime alors sur la logique de maximisation des opportunités.

La sanctuarisation de créneaux dédiés à certaines pratiques et leur inscription au sein de collectifs avec un engagement fort sont des moyens pour créer soi-même les conditions dans lesquelles on

s'assure de leur réalisation. D'autres organisations constituent des stratégies alternatives au service de la même finalité, comme par exemple les pratiques de chaînage ou l'encadrement des temps de trajet. Beaucoup de personnes reconnaissent que le détour par la case maison, à la fin d'une journée de travail, peut être fatal à la sortie qu'on avait prévue pour la soirée : la fatigue et la flemme s'en mêlent, et on n'a plus l'énergie pour s'arracher à la force d'attraction de son canapé. Pour éviter que cela se produise, certains préfèrent enchaîner directement avec leur sortie. Alternativement, on augmente de beaucoup la probabilité de réalisation d'une occupation non-obligatoire dès l'instant où l'on peut s'y rendre au terme d'un trajet court – sortir de son chez soi par un soir d'hiver pour aller voir un film demande naturellement moins d'abnégation si le cinéma est tout près et non pas à vingt minutes de déplacement. Chez certaines personnes, situer ses pratiques de façon à ce qu'on puisse s'y rendre sans effort et sans perdre du temps est la voie privilégiée pour les faire exister. Plus généralement, le chaînage et la limitation des temps de transport sont des dispositifs qui aident à bâtir des programmes quotidiens denses, riches en activités. Certaines personnes s'en servent, d'autres non. Certaines le voudraient mais la géographie de leurs points fixes quotidiens ne rend pas facile les pratiques de chaînage, ni n'offre le moyen de placer ses occupations de manière à éviter l'inflation du temps passé à les joindre. Certaines pourraient le faire, grâce à une configuration des lieux plus favorables, mais elles ne cherchent pas particulièrement à alourdir leurs quotidiens d'occupations multiples. La valorisation des moments interstitiels sert également, chez certaines personnes, la cause d'une densification du quotidien. Un exemple

classique est l'insertion de pratiques de loisirs, comme une séance de sport, la visite d'une exposition, du lèche-vitrines, la lecture de son roman, ou de pratiques d'achats dans le temps de la pause méridienne. Pour certaines, ces solutions sont adoptées parce qu'il n'y a tout simplement pas moyen de faire autrement, faute de temps. C'est là, sur ce créneau-là, où nulle part, à aucun moment. Pour d'autres, il s'agit avant tout d'optimisation : on place ces activités dans des moments interstitiels, où elles ne sont pas gênantes, ce qui permet de libérer d'autres moments pour des usages plus appropriés ou plus valorisés – comme dans le cas des personnes qui se disent que des courses faites pendant la pause méridienne ne sont plus à faire le soir ou pendant le week-end. On assiste parfois à des collusions entre différentes stratégies de densification du quotidien, ce qui induit des usages imprévus du temps. Cela arrive, par exemple, lorsque des agencements quotidiens à base de chainage produisent des temps morts : on termine au bureau à 18h, le concert pour lequel on a des places commence à 20h, cela ne fait pas sens de repasser par chez soi, et voilà qu'on se retrouve avec un 'trou' de deux heures à remplir. Ce genre de situations, qui se produisent avec une certaine fréquence, déclenchent parfois des pratiques supplémentaires, insérées du coup dans un espace-temps déterminé par la singularité de la situation : on prend un café seul ou avec des amis, on fait quelques petites courses ou une petite promenade. Ou alors, on prolonge sa présence au bureau, auquel cas on se retrouve non pas avec une journée enrichie d'une occupation supplémentaire mais avec une situation quelque peu insolite : ce sont des activités flexibles, non-contraintes a priori, comme

le concert dans l'exemple, qui déterminent les horaires d'activités contraintes et non-flexibles a priori, le travail dans l'exemple.

Les achats récurrents et ordinaires, comme les courses alimentaires, sont comme les membres mal-aimés de la famille des affaires du quotidien. Beaucoup de personnes les tiennent pour des corvées, tentent de les placer sur les créneaux les moins convoités de leur emploi du temps, souhaitent y consacrer le moins de temps possible. Ce sont souvent les activités les moins prioritaires à tout instant, même si on est bien obligé de les faire à un moment ou un autre : la moindre occupation peut venir parfois les déloger des créneaux qui leur sont réservés – on se dit : « on fera les courses plus tard ». Mais il existe aussi des personnes pour lesquelles même les courses alimentaires ont leur part de plaisir. Faire le marché, sélectionner des produits chez le fromager, le boucher ou le caviste, ce sont des pratiques qui ont leurs amateurs qui les vivent comme des loisirs ou presque. Dans ces cas, les courses alimentaires peuvent bénéficier de traitements dignes des occupations les plus favorites : pour rien au monde, on ne renoncerait à son tour au marché le dimanche matin. D'autres lignes de clivage opposent également les individus sur le front des courses alimentaires. Certains préfèrent la formule de la concentration : elles tentent de se procurer l'ensemble de leurs provisions chez un marchand unique, souvent un hyper-marché ou un super-marché. D'autres optent pour la formule de la fragmentation, multipliant les passages par des magasins spécialisés, pour se procurer chaque produit au point le plus approprié. D'autres encore pratiquent un entre-deux : la majeure partie des courses dans une grande ou moyenne surface, complétée par des courses de précision orientées produits pour lesquels la qualité est le

critère premier, par exemple. Une dualité analogue se retrouve dans la gestion de la temporalité. Les uns préfèrent des formules de type les 'grosses courses' à basse fréquence, hebdomadaires ou bi-mensuelles. Les autres pratiquent, au contraire, les 'petites courses' à haute fréquence, quasi-quotidiennes – voire pluri-quotidienne, chez les personnes qui peuvent descendre en bas de chez eux plusieurs fois dans la journée récupérer ceci ou cela. Les arrangements intermédiaires sont également dans la nature : des courses hebdomadaires, complétées par des micro-courses d'appoint, de manière diffuse et continue, selon les besoins. Le caractère planifié ou improvisé des courses alimentaires est une autre dimension qui induit des clivages. Chez certains, les courses alimentaires sont rigide-ment planifiées et suivent un schéma fixe et répétitif – tel jour, telle heure, c'est ainsi. Chez d'autres, rien n'est vraiment planifié, tout se décide sur l'instant : selon la manière dont l'emploi du temps de la semaine ou de la journée progresse, à un moment donné, on se dit que c'est le bon moment pour faire quelques courses – mais la fois d'après, ce sera à un autre moment. Dans certains cas, ce mode opératoire devient entièrement routinisé et acquiert un statut d'« improvisation planifiée », selon la formule de Julie Chrétien. Quels que soient les formats adoptés, concentré ou fragmenté, à haute ou basse fréquence, planifié ou improvisé, les courses alimentaires peuvent s'inscrire dans des géographies et des temporalités variables. Il existe des affinités électives entre certains éléments, comme par exemple la pratique de 'petites courses' à haute fréquence qui s'associe souvent avec le recours aux commerces de proximité, mais les assemblages restent néanmoins très hétérogènes. Les courses hebdomadaires peuvent

être faites en semaine ou pendant le week-end, la grande surface qu'on fréquente peut être proche ou lointain, les micro-courses peuvent être faites dans la proximité du domicile ou celle du lieu de travail, ou sur d'autres lieux fréquentés, etc. La dichotomie entre les personnes qui n'éprouvent aucun plaisir à se rendre dans les magasins pour acheter des produits et celles qui y trouvent du goût est encore plus flagrante pour les marchandises dont la teneur hédonique ou culturelle est supérieure : quand il s'agit d'aller s'acheter une belle veste ou une belle robe, par exemple, ou d'aller dans une librairie pour s'offrir des livres, le camp des amateurs compte de plus nombreux adhérents. Les adeptes du 'shopping' aiment y consacrer du temps, font les magasins régulièrement, peuvent réserver des créneaux à cette occupation à titre de loisirs, peuvent s'aventurer loin des points fixes de leurs quotidiens afin d'accéder aux boutiques les mieux réputés, ou les moins chers, ou les plus à la mode. Ils peuvent remplir les moments interstitiels de leur emploi du temps de cette façon, en shoppers opportunistes. Les indifférents, voire les réticents, font les magasins avec beaucoup moins d'enthousiasme, en mode mineur et express, ne font pas dix magasins avant d'acheter ce qu'ils cherchent, placent la praticité plus haut parmi les critères qui président à la sélection des lieux fréquentés.

Ces multiples polarités relatives à l'organisation de la vie quotidienne sont liées à l'influence déterminante de facteurs dont certains sont aisément repérables : la géographie relative des points fixes du quotidien, pour les adultes et pour les enfants, la densité des services et commerces autour des lieux de vie, la présence d'enfants, notamment d'enfants en bas âge, la situation professionnelle des parents, les obligations professionnelles, le degré d'investissement

dans la vie professionnelle, les horaires de travail, la disponibilité de personnes tiers mobilisables comme auxiliaires, le capital social, le capital économique, les goûts et préférences en matière de loisir, de consommation, des pratiques culturelles, etc. Mais ces facteurs, auxquels il faudrait ajouter bien d'autres encore, sont tellement nombreux que l'issue de leur agencement semble toujours quelque peu ouverte. De fait, les associations structurelles de type « Si A, alors B » paraissent rares. Bien souvent, la présence d'un facteur C, D, E, F, etc. fait que « A mais pas B ». Certains facteurs se lient pour exercer une pression en faveur d'une certaine organisation, mais d'autres viennent produire un effet contrariant, et c'est dans ce rapport de force permanent, en un sens, que se fabriquent les agendas quotidiens ou hebdomadaires, d'une manière particulièrement hétérogène. Certains facteurs sont comme des conditions nécessaires à certaines formes d'arrangement et peuvent provoquer des impossibilités – si vous devez être à votre bureau à 8h, vous ne pouvez pas accompagner votre enfant à l'école, c'est ainsi, il n'y a rien à faire. Mais peu de ces facteurs peuvent se targuer d'agir comme condition suffisante – les personnes qui peuvent arriver plus tard à leur bureau n'accompagnent pas tous eux-mêmes leurs enfants à l'école, d'autres facteurs emportant la décision en faveur d'autres solutions bien des fois.

Rythme et complexité des agendas quotidiens : 'l'hyperactivisme' vs. 'métro-boulot-dodo'

La preuve par les statistiques. En suivant l'approche de Julie Chrétien, on peut distinguer les quotidiens faiblement rythmés et peu complexes,

faits de peu de déplacements situés dans un même registre de la vie quotidienne, comme par exemple, cas extrême, un quotidien fait d'un aller-retour au travail, et les quotidiens rythmés et complexes, avec plusieurs déplacements s'inscrivant dans des champs variés – par exemple, cas extrême également, une journée dans laquelle on enchaîne 'accompagnement > travail > sport > travail > courses > sortie en soirée'²¹. Nos contemporains vivent des quotidiens très hétérogènes de ce point de vue. Sur une échelle allant du pôle 'calme et simple' au pôle 'agité et complexe', les quotidiens vécus un jour de semaine en France se distribuent d'une manière très dispersée. Voici la répartition d'après l'ENTD de 2008, du moins rythmé et complexe vers l'opposé : 5% de quotidiens sans sortir de son domicile, 10% avec un unique déplacement motivé par la vie professionnelle, les courses ou autres affaires personnelles, la vie sociale et culturelle (loisirs et visites) ou les tâches d'accompagnement, 14% avec deux ou trois déplacements dans un même registre, 23% avec deux ou trois déplacements dans deux registres différents, 3% de cas avec autant de déplacements dans trois ou davantage de registres, 3% avec quatre ou cinq déplacements dans un unique registre, 12% avec autant de déplacements dans deux registres différents, 10% avec autant de déplacements dans trois ou davantage de registres, 1% de cas avec au moins cinq déplacements tous dans un même registre, 6% avec autant de déplacements dans deux registres différents, et 14% avec autant de déplacements dans au

²¹ On peut aussi faire référence ici aux travaux de Maurin (1989) qui s'intéresse à la teneur en 'sorties' des journées à partir de l'Enquête Emploi du temps de l'INSEE. L'auteur insiste principalement sur l'influence des déterminants qui concourent à faire varier les chances de vivre des journées intenses ou peu intenses en sorties mais il me semble que certains des résultats témoignent du règne de l'hétérogénéité diffuse.

moins trois registres différents. Les quatre modèles de quotidien qu'on peut imaginer sont donc tous dans la nature, sans être hégémonique, ni dérisoire : des quotidiens peu rythmés et simples, des quotidiens peu rythmés mais plus complexes, des quotidiens rythmés mais simples, des quotidiens rythmés et complexes.

L'hétérogénéité des quotidiens sous cet angle se décline jusqu'à de très nombreux groupes en termes de niveau de vie, de position socio-professionnelle, d'âge, de situation familiale, etc. (cf. Tableaux 12.0 à 12.10). Les traits positionnels et identitaires influencent les chances de vivre tel ou tel forme de quotidien, parfois de manière très claire, mais cette détermination atteint rarement un stade où l'on puisse dire « voici un groupe dont la très grande majorité des membres ont des quotidiens pareillement rythmés et complexes ». Quelques illustrations de cet état des choses. Le rythme et la complexité des quotidiens augmentent lorsque le niveau de revenu croît. On trouve plus souvent des quotidiens rythmés et complexes au sommet de la distribution des revenus et plus souvent des quotidiens peu rythmés et peu complexes dans les strates inférieures. Mais à chaque palier, y compris aux extrêmes, règne néanmoins une hétérogénéité considérable. Les minorités qui se démarquent de la norme propre à la strate sont la plupart du temps des minorités imposantes, qui pèsent plus de 30%-40%. Chez les membres des ménages du premier décile, par exemple, les quotidiens avec deux ou trois déplacements maximum situés dans un ou deux registres au plus sont majoritaires mais ce sont tout de même un tiers des quotidiens qui échappent à ce standard, soit par un rythme plus élevé, soit par un degré de complexité supérieur, soit les deux. Par ailleurs, dans beaucoup de strates, aucune forme de

quotidien ne réussit à s'imposer comme très majoritaire. Du quatrième au huitième décile, la distribution des quotidiens est, à peu de choses près, la même que pour l'ensemble, soit une distribution très fragmentée.

Ces constats valent également pour les groupes selon le profil familial, l'âge de la personne, la situation en termes d'activité professionnelle, le lieu de résidence, etc. Quelques exemples encore. La concomitance d'une vie professionnelle et d'une vie familiale avec des enfants en bas âge agit comme un stimulant en termes de rythme et de complexité. Les parents en couple et actifs vivent majoritairement des journées à base de nombreux déplacements situés dans différentes sphères de la vie quotidienne, mais cette majorité n'atteint pas même 60%. C'est dire que plus de 40% des quotidiens vécus par ces personnes, en contraste avec les imaginaires, sont des journées plutôt 'calmes et tranquilles' (au sens où on l'entend ici) ou alors des journées plutôt mono-fonctionnelles. La jeunesse encourage également les déplacements en semaine et pour différentes sortes de raisons. C'est chez les 20-35 ans que les quotidiens les plus rythmés et complexes, avec au moins cinq déplacements dans au moins trois registres différents, sont les plus abondants – un quart des quotidiens, à peu près. Mais les quotidiens antipodiques, moins énergiques en déplacement et plus simples, restent très répandus. La vieillesse, elle, passe l'envie de sortir et bouger beaucoup pour différents motifs dans une même journée. Les quotidiens rythmés et complexes à l'extrême n'existent pratiquement plus passés les 65 ans. En revanche, des journées avec au moins deux déplacements dans au moins deux registres d'occupation, les

personnes âgées sont nombreuses à en vivre – de telles journées sont même majoritaires à 52% chez les 65-70 ans.

Les profils qu'on obtient en combinant l'ensemble des traits positionnels et identitaires renseignés sont, pour une part importante d'entre eux, des profils à hétérogénéité diffuse – au sens où aucun format de quotidien n'arrive à s'imposer en tant que majorité hégémonique. Même avec des formats particulièrement larges en termes de rythme (zéro ou un déplacement, un à trois déplacements, deux à cinq déplacements, plus de trois déplacements) et en termes de complexité (un ou deux registres, plus de deux registres), les profils pour lesquels un format représente plus de 60% des quotidiens réunissent seulement un tiers des personnes. Le reste, qui regroupe donc les deux tiers des troupes, sont soit des profils chez lesquels la distribution des quotidiens est fragmentée, soit des profils à distribution multipolarisée. Dans les cas les plus récurrents, les personnes qui partagent tout un ensemble de traits identitaires et positionnels communs forment ainsi des ensembles clivés, divisés quant au rythme et à la complexité des quotidiens qu'elles vivent. Pendant que les uns vivent des journées riches en occupations hors du domicile, à la fois en nombre et en variété des registres, d'autres se font des journées plus sobres de ce point de vue, de sorte qu'il n'y a pas moyen d'étiqueter ces personnes *grosso modo* semblables sociologiquement comme les détenteurs d'un mode de vie particulier sous l'angle du rythme et de la complexité de leurs quotidiens.

Il faut dire que les enquêtes comme l'ENTD produisent la photographie d'un jour de semaine ordinaire à partir d'informations recueillies auprès

des répondants à propos des déplacements d'une journée unique. Il est bien sûr possible, et même vraisemblable, que les journées des répondants ne soient pas toutes identiques, sur le plan de la mobilité, à cette journée renseignée dans le cadre de l'enquête. On peut faire cinq déplacements un jour, deux le suivant, sans qu'il y ait là quoique ce soit d'exceptionnel. Ce point ouvre la voie à une autre interprétation de l'hétérogénéité des quotidiens en termes de rythme et de complexité. Il se peut que les répondants aient en commun une grande variabilité de leurs quotidiens sur les cinq jours de la semaine en termes de rythme de complexité – chacun vivant, dans sa semaine, des jours rythmés et complexes et d'autres calmes et simples. Cela suffirait à rendre le jour 'moyen' de la semaine très hétérogène – alors que les quotidiens des répondants, à l'échelle des cinq jours de la semaine, seraient homogènes : tous alterneraient les jours rythmés et complexes et les jours plus calmes et simples. Il existe donc un risque que derrière l'hétérogénéité des quotidiens un jour 'moyen' de la semaine se cache une grande homogénéité des modes de vie à l'échelle de la semaine chez les personnes semblables sociologiquement sous l'angle du rythme et de la complexité des quotidiens. Ce risque existe mais je ne crois pas qu'il soit très élevé : que la très grande majorité des membres d'un groupe alternent des journées considérablement variables en termes de rythme et de complexité entre lundi et vendredi ne me paraît pas très vraisemblable. Et si ce format de semaine – beaucoup de variabilité entre les cinq jours – ne concernait qu'une fraction des membres, on comprend qu'elle jouerait comme facteur d'hétérogénéité supplémentaire : aux individus qui ont des journées régulièrement rythmés et complexes ou régulièrement peu rythmés et peu complexes

s'ajouteraient les individus dont les journées sont variables de ce point de vue. Il faut également relever que si les membres d'un groupe étaient homogènes quant au rythme et complexité de leurs quotidiens à l'échelle des cinq jours de la semaine, chacun alternant les journées rythmées et complexes et les journées qui ne le sont pas, il s'agirait d'une homogénéité dont le principe unifiant serait l'hétérogénéité – l'hétérogénéité des journées composant la semaine en termes de rythme et de complexité.

La France qui part tôt (ou pas), la France qui rentre tard (ou pas)

Tout aussi hétérogènes sont les quotidiens sous l'angle des horaires de départ du domicile, c'est-à-dire l'heure à laquelle on sort de son domicile pour la première fois de la journée, et des horaires de retour à domicile, c'est-à-dire l'heure à laquelle on rentre chez soi pour ne plus ressortir – jusqu'au lendemain²². Les distributions de ces horaires sont très dispersées. Selon l'ENTD de 2008, les premiers déplacements de la journée commencent dans 8% des cas avant 7h, pour 7% entre 7h

²² L'étude des modes de vie par le prisme du temps, qu'il s'agisse du temps consacré à telle ou telle occupation ou des horaires auxquelles on s'attelle à tel ou tel tâche ou qu'on s'adonne à telle ou telle pratique, est une classique de la sociologie des modes de vie. L'individualisation des agendas, des emplois du temps, des rythmes de vie, la flexibilisation du rapport au temps, la déroutinisation des quotidiens, la désynchronisation sociale, la perturbation des temps sociaux hérités de la société 'fordienne', l'accroissement du 'temps libre' sont des thèmes contemporains majeurs (Viard, 2006, Mallet, 2013, De Coninck et Guillot, 2007). La recherche française dispose, avec les enquêtes Emploi du Temps de l'INSEE, d'une source de données majeure en appui de ce type d'investigations. Cf. par exemple les recherches de Chenu (2002) sur l'organisation horaire des temps de travail ou de de Saint-Pol (2007) sur la temporalité du dîner. Plusieurs de ces recherches reportent des résultats qui, selon moi, sont révélateurs de la présence de l'hétérogénéité diffuse.

et 7h30, 11% entre 7h30 et 8h, 12% entre 8h et 8h30, 9% entre 8h30 et 9h, 8% entre 9h et 9h30, 5% entre 9h30 et 10h, 16% entre 10h et 12h et 23% après 12h. Les derniers retours à domicile s'échelonnent en 23% avant 16h, 10% entre 16h et 17h, 16% entre 17h et 18h, 18% entre 18h et 19h, 14% entre 19h et 20h, 7% entre 20h et 21h, 4% entre 21h et 22h, 6% entre 22h et minuit, et 1% après minuit. C'est comme si, à travers le pays, on pouvait rencontrer à toute heure de la journée quantité de gens qui sortent dans la rue pour la première fois de la journée ou qui rentrent chez eux pour de bon.

Les horaires de départ et de retour glissent vers le pôle 'tôt' ou vers le pôle 'tard' selon qu'il s'agit de tel ou tel groupe (cf. Tableaux 13.0 à 13.10). Les uns sont plus nombreux à partir de chez eux tôt, les autres plus nombreux à partir tard, et de même pour l'heure à laquelle on revient chez soi. Les décalages sont souvent conformes à ce qu'on peut imaginer a priori – en moyenne, les salariés partent de chez eux plus tôt que les retraités, par exemple. Mais il règne une grande hétérogénéité au sein de très nombreux groupes, qui se mesure à l'incapacité d'une plage horaire quelconque d'une demie-heure, d'une heure, et même de deux heures, à concentrer les départs ou les retours d'une large majorité de membres. Dans les cas les plus fréquents, il est impossible de dire, à propos de tel groupe, que ce sont des gens qui, très majoritairement, partent de chez eux entre telle heure et telle heure, ou qui rentrent chez eux entre telle heure et telle heure – sauf à élargir l'intervalle en question à plus de trois ou quatre heures. Quelques illustrations. Dans les strates inférieures de la distribution de revenus, les personnes qui partent de chez eux tardivement, après 10 heures, sont sur-représentées, en conséquence sans doute du nombre

de personnes sans emploi ou qui travaillent en horaires décalés. Mais beaucoup d'autres quittent le domicile à des horaires plus conventionnels, plus proches des standards de l'employé ordinaire – 35% des membres du premier décile commencent leur journée hors domicile avant 9h. Chez les employés administratifs en entreprise, ce sont les horaires de départ calés sur les horaires de bureau habituels qui sont sur-représentés : 48% des départs se font entre 7h30 et 8h30. Mais pour tout employé qui part de chez lui sur ce créneau-là, il en existe donc un autre qui, un jour donné de la semaine, part de chez lui à un autre moment, soit plus tôt (13%), soit, surtout, plus tard (39%). Les cadres d'entreprise ont des horaires de départ particulièrement éclatés : la majeure partie des troupes (40%) part entre 7h30 et 8h30, un cinquième avant 7h30, un autre cinquième entre 8h30 et 9h30, un autre cinquième encore après 9h30. C'est également le cas pour les parents dans des couples composés de deux actifs : 23% des départs avant 7h30, 34% entre 7h30 et 8h30, 16% entre 8h30 et 9h30, 14% entre 9h30 et midi, 12% après midi. A priori, rien n'oblige les personnes âgées à sortir de chez eux tôt le matin : plus de travail, plus d'enfant à amener à l'école. De fait, la majorité attend jusqu'à au moins 10h. Mais, d'une part, cette majorité n'est pas une ultra-majorité – au maximum, elle est de l'ordre des deux-tiers, chez les plus de soixante-dix ans –, ce qui suggère que plus d'un tiers d'entre eux sont déjà dehors avant 10h, en compagnie de tous ceux qui sont dans la rue pour se rendre au bureau ou pour accompagner les enfants à l'école. Et d'autre part, les départs après 10h se partitionnent en deux grands groupes entre ceux qui restent des matinaux, sortant de chez eux entre 10h et 12h,

et ceux qui passent l'intégralité de la matinée chez eux avant de sortir midi passé.

Les personnes âgées terminent aussi leur journée à l'extérieur plus tôt que les plus jeunes, en moyenne (cf. Tableaux 14.0 à 14.10). Plus de 40% des plus de soixante ans sont de retour chez eux avant 16h – et même presque un sur deux chez les plus de soixante-dix ans. Mais beaucoup d'entre eux restent dehors jusqu'à plus tard, regagnant leur domicile 18 heures passées – presque 40% chez les 60-65 ans. Chez les plus jeunes, entre 20 et 35 ans, la journée dehors se prolonge au-delà de 19h dans 40% à 50% des cas, en lien avec la propension des jeunes adultes à travailler jusqu'à tard et à sortir le soir, même en semaine. Proportion particulièrement élevée mais, on le voit bien, pas au point qu'on puisse faire de la présence tardive à l'extérieur un des fondamentaux de la condition de jeune adulte : autour de 35%-40% d'entre eux regagnent leur chez soi avant 18h un jour donné de la semaine. Les cadres d'entreprise sont, comme les jeunes, particulièrement nombreux à revenir chez eux tardivement, en conséquence d'heures de présence au bureau extensives et d'une sociabilité nocturne hors domicile plus développée. Mais quasiment la moitié d'entre eux sont néanmoins chez eux avant 19h, un cinquième avant 18h. Les employés, et en particulier les employés de la fonction publique, sont, eux, de retour à domicile plus tôt – avant 18h dans 40% à 50% des cas. Mais ceux qui restent à l'extérieur plus longtemps sont donc très nombreux – près d'un tiers de des employés administratifs en entreprise et des employés de la fonction publique ne reviennent pas chez eux avant 19h, 44% chez les employés de commerce. Des commentaires semblables peuvent être faits à propos de bien d'autres

groupes, comme les parents en couple avec des enfants, les adultes en couple sans enfant, les personnes seules actives, les strates de revenus intermédiaires et supérieures, etc.

Les paliers d'une heure, 7h-8h, 7h30-8h30, 8h-9h, 8h30-9h30, 9h-10h, ou de deux heures, 10h-12h, auxquels on ajoute les deux extrémités, avant 7h et après 12h : aucun de ces plages horaires n'arrive à réunir plus de 40% des départs du domicile chez un très grand nombre de profils brossés par combinaison des multiples traits positionnels et identitaires renseignés. Ce sont en tout 52% des individus qui se rangent dans de tels profils. C'est donc une expérience ordinaire que celui d'un groupe de personnes aux profils *grosso modo* identiques et au sein duquel pour tout membre qui commence sa journée hors domicile sur une plage horaire d'une heure ou deux, ou alors avant 7h ou après 12h, il en existe plus d'un autre qui part de chez lui sur un autre créneau horaire. Cela vaut également pour les horaires de retour à domicile. Pour la majorité des profils définis, aucune des plages horaires suivantes : 'avant 17h', 17h-18h, 18h-19h, 19h-20h, 20h-21h, 'après 21h', n'arrive à se démarquer en s'imposant comme le créneau horaire de retour à domicile de plus de 40% des troupes. Ces profils les plus communs, qui regroupent 66% des individus, sont donc des profils à hétérogénéité diffuse, avec une dispersion considérable des retours à domicile des premières heures de l'après-midi jusqu'aux toutes premières heures de la nuit profonde.

Les modes de vie de nos contemporains sont donc aussi très variables sous l'angle de la chronologie de leurs débuts et fins de journée à l'extérieur du domicile. Chez beaucoup de groupes d'individus proches

socialement, on rencontre des personnes qui commencent leur journée aux aurores et des personnes qui prennent leur temps avant de sortir, et de même, beaucoup de personnes qui regagnent leur chez soi dans l'après-midi et beaucoup de personnes qui continuent à passer du temps dehors jusqu'à tard dans la soirée – cela alors que leurs conditions d'existence sont semblables à plus d'un titre. S'il est tentant de penser que certains ingrédients, comme la présence d'enfants en bas âge, la nature du métier exercé, l'emplacement du domicile et du lieu de travail, etc., agissent comme des déterminants qui obligent à partir à telle heure ou à rentrer à telle heure, en fait, bien souvent, il n'en est rien. Non que ces ingrédients soient sans importance mais parce qu'ils s'insèrent dans un système d'équation complexe qui fait de la place à de nombreuses autres variables encore et qui admet des solutions multiples. Si certains paramètres exercent une pression dans le sens d'un départ tôt, par exemple, ou alors engendrent une incitation, d'autres paramètres peuvent être également actifs pour contraindre à un départ plus tardif, ou générer des contre-incitations. Le moins qu'on puisse dire c'est que manifestement, dans de très nombreux cas, les personnes aux positions et identités sociales semblables dans les grandes lignes résolvent l'équation de l'heure du départ du domicile et de l'heure du retour de manière très variable.

Le chemin de l'école : parents accompagnateurs, parents délégués

Dès que les enfants dépassent l'âge de dix ans, ils gagnent beaucoup en autonomie et leur accompagnement aux établissements scolaires

cesse d'être une question – la très grande majorité d'entre eux s'y rendent tout seuls. Mais jusqu'à ce stade, la logistique de l'accompagnement scolaire est une vraie question et la réponse qu'on y apporte n'est souvent pas neutre quant à l'organisation du quotidien du début à la fin²³. La journée d'un parent peut changer de visage selon qu'il a la charge de l'accompagnement le matin ou le soir ou qu'il est dispensé de cette obligation. L'ENTD ne donne pas la possibilité d'explorer cette question quantitativement, en raison du faible nombre d'observations disponibles, mais l'édition 2010 de l'Enquête Globale sur les Transports, propre à la métropole parisienne, elle, l'autorise. Lorsqu'on observe ce qui se passe un jour donné de la semaine, les parents semblent apporter des réponses polarisées à cette question, entre *grosso modo* une moitié d'entre eux qui prennent en charge eux-mêmes cette tâche et *grosso modo* une autre moitié qui fait autrement, déléguant à des tiers principalement. Pour les enfants âgés de cinq à huit ans, les deux camps sont presque parfaitement bi-partitionnés : 47-48% de parents accompagnateurs, 52-53% de parents déléguant. Dans le cas des enfants de neuf-dix ans, le non-accompagnement est plus largement majoritaire mais on reste dans la proximité de l'équipartition, avec une minorité de parents accompagnateurs à hauteur de 36%.

Cette division paritaire entre les parents qui amènent les enfants à l'école eux-mêmes et ceux qui retiennent d'autres options est propre à un très grand nombre de groupes en termes de niveau de revenu, de

²³ Sur ce point, cf. Schwanen, 2007, Schwanen et Ettema, 2007, Bachiri, Vandersmissen et Després, 2008, Barker, 2010, Lewis et Torres, 2010, Motte-Baumvol, Belton-Chevallier et Shearmur, 2011, Vandersmissen, 2011.

catégorie socio-professionnelle de la personne de référence du ménage, de son niveau d'études, de profil familial du ménage, de lieu de résidence, etc. (cf. Tableaux 15.0 à 16.9). Chez certains groupes, on est tout près de l'équipartition, chez d'autres, on s'en écarte un peu plus, avec parfois une majorité de parents accompagnateurs, et parfois une majorité de parents délégants, mais on reste dans un régime de petites majorités et de grandes minorités. Dans les ménages au sommet de la distribution de revenus, par exemple, les solutions de délégation sont plus courantes, tandis qu'en bas de la distribution, ce sont les parents qui s'en chargent eux-mêmes qui sont majoritaires, mais dans les deux cas, les deux camps comptent de nombreux adhérents : pour les enfants de cinq-six ans, les distributions se font en 32%/68% chez les deux derniers déciles, et en 58%/42% chez les trois premiers déciles. Dans les strates intermédiaires, les distributions sont plus encore proches de l'équipartition. C'est également le cas chez les ménages dont la personne de référence est membre d'une profession intermédiaire, employé ou ouvrier. Les ménages dont la personne de référence est cadre ou profession intellectuelle supérieure pratiquent plus majoritairement la délégation à des tiers mais on compte jusqu'à 35% de cas d'accompagnement par les parents un jour donné de la semaine. La taille de la fratrie agit également sur les chances des enfants d'être accompagnés à l'école par les parents. Les frères et sœurs aînés participent de la panoplie à disposition comme solution alternative à une prise en charge par les parents eux-mêmes. Chez les couples avec trois enfants, et de même chez les mono-parents avec trois enfants, les accompagnements par les parents sont plus rares. A l'inverse, lorsque l'enfant de cinq-six ans est le seul du foyer, les

parents se chargent de la mission d'accompagnement plus souvent. Mais dans tous les cas, la pratique minoritaire se fait adopter par au moins un tiers des troupes. Lorsque la mère a un emploi, l'accompagnement par les parents est moins probable que lorsqu'elle reste au foyer. Mais ni dans un cas, ni dans l'autre, la pratique attendue n'est ultra-majoritaire : chez les ménages où la mère est au foyer, 40% des enfants de cinq-six ans vont à l'école sans être accompagné par un des parents, et de l'autre côté, la vie professionnelle de la mère n'empêche pas l'accompagnement par les parents dans plus de 40% des cas. La bi-polarisation entre parents accompagnateurs et parents déléguant est commun aux différentes géographies grand-parisiennes : du cœur de la métropole jusqu'à la grande couronne, en passant par la proche banlieue, on compte toujours autour de 50% de cas d'accompagnements par les parents et autour de 50% de 'plan B'. Le panorama est tout à fait semblable dans le cas de l'accompagnement des enfants de sept-huit ans. Pour les neuf-dix ans, les pratiques d'accompagnement par les parents deviennent minoritaires chez la plupart des groupes mais la part des cas où ce sont toujours les parents qui exécutent la mission d'accompagnement reste presque constamment au-dessus de 30-40%.

Une nouvelle fois, l'hétérogénéité diffuse reste vivace lorsqu'on profile les individus en prenant simultanément en considération une multitude de traits positionnels et identitaires. Le millier de profils définis, à l'aide des attributs habituels mais également grâce à des variables de circonstances, comme par exemple la présence d'un frère ou sœur aîné qui s'est rendu à l'école le jour de l'enquête, et empiriquement observés dans l'échantillon EGT, sont, pour beaucoup d'entre eux, des

profils à hétérogénéité diffuse. Les profils pour lesquels les probabilités estimées de l'accompagnement par les parents ou du non-accompagnement par les parents tendent vers la certitude, à plus de 80% de chances, ne réunissent qu'une petite minorité des troupes – 16% dans le cas des enfants de cinq-six ans. Bien plus nombreux sont les profils où les probabilités de chacune des deux options reste non-négligeable, avec plus de 30% de chances – 58% des effectifs. Les profils encore plus proches de l'équiprobabilité, avec des chances comprises entre 40% et 60%, regroupent 30% des effectifs. Les ordres de grandeurs sont semblables dans le cas des enfants de sept-huit ans et de ceux de neuf-dix ans.

Les parents peuvent avoir envie ou non d'accompagner leurs enfants à l'école eux-mêmes, peuvent considérer cette tâche comme un devoir au sens fort, ou éprouver du plaisir à le faire, ou n'y voir qu'une simple question de logistique. Ils peuvent bénéficier de conditions qui facilitent la prise en charge ou qui, au contraire, mettent des bâtons dans les roues, de même qu'ils peuvent bénéficier de circonstances qui facilitent la délégation à des tiers ou non. Les rapports entre conjoints peuvent être favorables à des formes de coopération permettant une prise en charge partagée de cette tâche ou alors peuvent déboucher sur une division du travail stricte, et potentiellement inégalitaire, où c'est le même parent qui s'occupe constamment de l'accompagnement. Les paramètres sont très nombreux, peuvent se combiner de manière très hétérogènes, ne se distribuent pas d'une façon indépendante des positions et identités sociales mais on ne peut pas non plus dire que leur distribution obéit à une structuralité stricte (tel paramètre se configure toujours, ou très souvent, de telle façon chez tel profil de

personnes). L'hétérogénéité diffuse, que révèlent les statistiques à travers la bipolarisation des pratiques entre les parents qui accompagnent eux-mêmes leurs enfants à l'école et ceux qui délèguent à des tiers chez tant de personnes dont les traits positionnels et identitaires semblables, est vraisemblablement, ici encore, la manifestation d'une rencontre entre la nature hyper-paramétrique de la décision et la diversité des préférences, des sensibilités, des mentalités chez les individus.

Hétérogénéité des pratiques consummatives en grande banlieue

Les pratiques de consommation en grande banlieue sont souvent associées, dans les imaginaires, à une expérience sous double contrainte, l'une liée à l'éloignement vis-à-vis du centre de l'agglomération, l'autre à la pauvreté du tissu commercial dans les banlieues peu denses. Pas d'autre choix, dans ces circonstances, que de vivre sous dépendance d'offres commerciales lointaines, soit en cœur d'agglomération, soit dans les grandes polarités commerciales parsemées dans la périphérie, et de se résigner à une surdose d'automobilité. Pauline Silvestre a mené une enquête de terrain dans la grande couronne francilienne qui, on peut le dire, est fatal à de telles représentations. Loin de l'uniformité que supposent les a priori, les pratiques se révèlent d'une grande vitalité et d'une grande diversité quant aux lieux fréquentés, aux marchands sollicités, aux logiques consummatives déployées. Bien plus que les réalités d'une banlieue ordinaire donnée, ce que donnent fondamentalement à voir les

recherches de Silvestre, c'est l'hétérogénéité des manières de construire et de conduire sa vie de consommateur chez nos contemporains, incarnés ici par les habitants du 'CESO', communauté de communes Essonne-Seine-Orge, qui se révèlent être, à bien des égards, des citoyens comme les autres.

La formule de synthèse proposée par Silvestre pour qualifier les pratiques de consommation des personnes rencontrées est : une grande personnalisation. C'est comme si chaque habitant avait construit à la carte, en combinant à sa façon à partir des éléments à disposition dans le champ des possibles, son territoire de consommation et la manière de s'en servir. Si ce chantier débouche sur des réalisations aussi variées, c'est d'abord parce que le champ des possibles, qui contient une multitude de possibilités hétérogènes, joue comme facteur permissif, cela dans pratiquement tous les cas, y compris pour les groupes dont les handicaps sont plus lourds, comme les personnes peu dotées en ressources financières ou les personnes âgées. Les clichés à propos de l'offre commerciale en grande banlieue, qui la réduisent à un réseau peu dense de centres commerciaux disséminés le long des axes autoroutiers, ne résistent pas à l'épreuve des faits. Ces grandes polarités commerciales coexistent avec des hypermarchés, des supermarchés, du hard-discount, des enseignes de produits 'bio', des commerces exotiques, des marchés, des petits commerces de centre-ville à l'ancienne, des drive, des magasins spécialisés, de la vente directe par les producteurs, des dépôts-ventes, des brocantes, la revente entre particuliers, le commerce électronique, etc. Une bonne partie de cette offre se situe dans le territoire, une autre partie au-delà, parfois dans des lieux lointains, comme Paris ou même

la Province, mais les habitants les incluent pleinement et sans hésiter dans la géographie de leurs points d'approvisionnement et calculent avec ces lieux. Plusieurs d'entre eux ont un bouquet de lieux de consommation très garni et qui s'étend sur un rayon très large. La connaissance qu'ils ont de cette offre plurielle est grande et fine. Ils mentionnent tous un grand nombre de vendeurs et sont non seulement capables de les nommer mais aussi de les qualifier – horaires d'ouverture, facilité d'accès, prix pratiqués, qualité des produits, genre de clientèle qu'on y croise, qualités humaines et professionnelles des commerçants et du personnel, etc. Ce savoir place les habitants face à un vaste ensemble de pour et de contre, d'avantages et d'inconvénients, de plus et de moins. Chaque offre a ses points forts et ses points faibles, par rapport aux concurrents. Les critères en jeu sont très nombreux : le prix, la qualité, la santé, la praticité, l'étiquette sociale, l'éthique, la responsabilité sociale et environnementale, la sociabilité, la convivialité, etc. L'immense majorité des habitants sont sensibles à plusieurs de ces critères, si ce n'est à tous. La préoccupation d'économie est commune à tout le monde, sans exclure les habitants les plus aisés. Elle est plus déterminante pour les petits budgets, qui la ressentent avec une plus grande urgence, mais tous les habitants sont attentifs aux prix et ajustent leurs pratiques pour réaliser des économies lorsque l'occasion s'y prête. C'est ainsi que le discount compte des clients très aisés que n'arrête plus l'image d'enseignes « faites pour les pauvres ». Le recours ponctuel à ces magasins n'est pas un tabou. Des personnes qui ont largement les moyens de s'approvisionner ailleurs les fréquentent sans complexe, l'esprit tranquille car ils savent que c'est entièrement par choix et que c'est

« malin », à la différence des clients captifs qui achètent discount dans l'impossibilité de faire autrement. La recherche de la qualité est également partagée, bien que la qualité à laquelle on peut prétendre soit une fonction du pouvoir d'achat. Beaucoup de consommateurs tentent, à leur niveau et selon leurs moyens, de repérer les endroits où on peut se procurer des produits de meilleure qualité. On croise chez les bas-revenus des personnes qui se débrouillent pour se rendre à des magasins plus éloignés de leur domicile, au moyen parfois de toute une organisation, parce qu'ils estiment que tel produit y est de meilleure qualité. Beaucoup de gens semblent attentifs à la question de la santé et des propos critiques vis-à-vis de la piètre qualité, de ce point de vue, des produits alimentaires dans le circuit de la grande distribution reviennent dans de nombreuses bouches. L'alimentation à base de produits 'bio' témoigne d'une volonté de manger sain et les pratiquants se recrutent jusqu'aux strates de revenus les plus modestes. Des paroles dures à l'encontre de la grande distribution sont également prononcées en raison de ce qu'on juge comme de l'irresponsabilité sociale et environnementale. Bien des habitants dénoncent les pratiques peu recommandables aux conséquences environnementales ou énergétiques néfastes, le mauvais traitement infligé aux producteurs ou les conditions de travail indignes imposées aux salariés. Les arguments moraux reviennent avec une certaine fréquence lorsque les répondants expliquent le pourquoi de leurs pratiques : soutien aux commerces de proximité ou aux filières de production 'équitables', fidélité à certains commerçants avec lesquels des liens engageant ont été noués dans le temps long, etc. Les habitants sont ainsi sensibles à de multiples enjeux et c'est suivant une sorte d'évaluation multicritères

qu'ils construisent le territoire de leur consommation. La plupart d'entre eux adoptent une posture experte : ils sélectionnent leurs points d'approvisionnement en consommateur averti, de manière réfléchie, mettant dans la balance le pour et le contre. Cette expertise se donne à voir à travers la capacité des habitants à mettre leurs pratiques en discours, à argumenter, à justifier leur choix, à exposer dans le détail les tenants et aboutissants, etc. Elle est loin d'être absente des sphères les moins dotées en capital économique et culturel. Des mères de famille aux marges financières très étroites font preuve parfois d'une connaissance frôlant l'omniscience quant aux prix des produits chez les vendeurs des environs. Le manque d'argent oblige ces personnes à se comporter d'une manière tellement calculatrice qu'on serait tenté de dire que parmi les humains en chair et en os, ce sont encore elles qui ressemblent le plus à l'*homo oeconomicus* rationnel et maximisateur dont il est question dans les manuels d'économie. Beaucoup d'habitants se posent comme des consommateurs « malins », à l'affût des « bons plans », des promotions, qui traquent l'information à travers les catalogues, les newsletter, les prospectus, les affiches, les applis, les blogs, et comparent méthodiquement avant de se décider – le lieu d'achat est d'ailleurs parfois sélectionné au terme d'une minutieuse procédure de comparaison. Si la posture experte est le lot commun, l'expertise des habitants est variable quant à sa profondeur et ses domaines d'application. La consommation occupe une place plus centrale dans la vie de certaines personnes qui s'y adonnent plus volontiers, se posent plus de questions, en savent plus que d'autres, dégagent une plus grande impression de compétence. Aucune expertise n'est toutefois parfaite. Chaque habitant dispose de

connaissances que d'autres ignorent. Certains détiennent un savoir très fin quant à l'offre à proximité de leur domicile mais connaissent mal l'offre plus lointaine. D'autres sont incollables sur les enseignes bio mais seraient bien en peine de répondre si on les interrogeait sur les hypermarchés ou les supermarchés. L'expertise des uns vaut surtout pour l'alimentaire, celles d'autres s'applique avant tout à l'univers de l'habillement. Les uns maîtrisent avec brio l'art d'acheter sur internet, d'autres sont au stade de débutant. Une partie des informations aux fondations des expertises sont impressionnistes et approximatives – comme des opinions faites sur la base de quelques expérimentations – ou exposées aux déformations, parfois dans le sens d'une légendification – comme les informations qui circulent par bouche-à-oreille ou sous forme de 'on dit' et contribuent à une sorte de mythologie propre à l'univers de la consommation. Bien qu'on ait souvent affaire à des connaisseurs, l'offre perçue par les habitants ne coïncide jamais parfaitement avec l'offre réelle dans sa matérialité objective. Toutes sortes de prismes, filtres, informations imparfaites, erronées ou manquantes introduisent des distorsions entre les deux réalités, objective et subjective, de manière variable d'une personne à l'autre. La subjectivité s'en mêle aussi dans l'appréciation d'une offre donnée et génère parfois des évaluations divergentes : tel habitant considère que cet hypermarché situé à une dizaine de kilomètres de chez lui est loin, son voisin, pourtant proche sociologiquement, pense, lui, que ce n'est pas si loin que cela. De telles divergences se produisent aussi lorsque la réalité 'objective' est floue. La réputation des lieux commerciaux, par exemple, a une certaine matérialité – comme une étiquette collée – mais elle est fluctuante – l'image d'un lieu change

parfois dans le temps – si bien qu'elle peut faire l'objet d'appréciations variables à l'instant t : pendant que les uns considèrent que tel centre commercial est en passe de devenir « infréquentable », d'autres, qui n'ont rien noté de suspect (ou pas encore), continuent d'y voir un lieu très comme il faut. D'autres divergences ont des airs de querelles d'experts. Par exemple, si de nombreux connaisseurs sont convaincus des mérites de l'agriculture biologique, d'autres consommateurs ont un discours sceptique mais néanmoins expert, à base de doutes sur la valeur nutritionnelle des produits bio, ou sur la possibilité de faire sérieusement du 'bio' compte tenu de l'omniprésence des sources de contamination. Les préférences, sensibilités, goûts, attentes sont changeants d'un individu à l'autre. Les critères qui importent sont toujours pluriels mais l'attention relative qu'on y accorde est variable. Les engagés d'une consommation responsable, par exemple, façonnent leurs pratiques à l'aune de valeurs d'éthique environnementale ou sociale, tandis que les économes orientent davantage leur choix en fonction des critères de coût. La singularité des goûts impacte parfois directement la géographie de la consommation et introduit des variations dans les pratiques entre proches sociaux. Certains consommateurs ont le goût de biens singuliers, rares, qu'on ne trouve pas partout, ce qui en fait des clients de vendeurs eux-mêmes rares, inconnus du consommateur lambda. Ces commerces se situent parfois dans des lieux très éloignés mais quand on aime, on ne compte pas les kilomètres. D'autres consommateurs ont le goût de la consommation : ils la vivent comme une expérience stimulante, enrichissante, génératrice de sensations, y consacrent davantage de leur temps libre, et c'est avec plaisir qu'ils

arpentent les rues commerçantes ou les galeries commerciales. L'hétérogénéité des préférences, goût, sensibilités n'empêche pas certaines pratiques d'être adoptées par une large majorité, comme par exemple le recours aux hypermarchés. Mais, outre le fait que de telles pratiques ne sont pas le cas modal, elles s'insèrent dans les pratiques de consommation suivant des modalités très variables. Certains s'approvisionnent presque exclusivement dans les hypermarchés, y achètent tout, produits alimentaires inclus, alors que d'autres n'y ont recours que pour une petite fraction de leurs achats, afin de profiter de prix bas pour les produits dont la qualité compte peu et/ou est standard. De nombreuses autres modalités de consommation, prises ensemble, sont répandues mais sans incarner une ligne mainstream et viennent colorer et différencier les univers de consommation : les drive, les AMAP, le don, le troc, l'emprunt, les marchés d'occasion, l'achat groupé, l'achat opportuniste (à l'affût des promotions), l'achat 'privilège' (dont on bénéficie grâce à son réseau social), le recyclage, la « récup' », le '*do it yourself*', l'e-commerce intensif, etc. Le territoire de la consommation et les pratiques associées se construisent sous l'influence de bien d'autres déterminants encore, comme la géographie des points fixes du quotidien, les horaires de travail, la disponibilité du temps pour la consommation, la souplesse des agendas quotidiens, la présence d'un conjoint et/ou d'enfants, le capital social, culturel, économique, l'accès aux transports, la maîtrise d'internet, l'ancienneté dans le quartier de résidence, le parcours résidentiel passé, etc.

C'est dans cette rencontre d'une offre plurielle, qui ouvre un vaste champs des possibles, et d'une demande complexe, déterminée par un grand nombre de paramètres, réflexive et avertie, à la recherche

des solutions les plus satisfaisantes, experte sans être omnisciente, hétérogène dans ses goûts, préférences, sensibilités, appréciations, que se forment des géographies et des pratiques de consommation hautement individualisées, qui tendent à différencier des personnes aux multiples traits communs. Les mêmes causes ne produisent pas ici toujours les mêmes effets : la proximité d'une grande polarité commerciale, par exemple, exerce une force d'attraction mais sans pouvoir soumettre tout le monde à sa loi – certains n'y cèdent pas car d'autres considérations les amènent à aller voir ailleurs. Les personnes mobilisent de nombreuses logiques d'action, les sélectionnant en fonction des circonstances : pour justifier telle pratique consummative, un habitant fait appel à tel argument, tandis qu'un autre habitant, semblable sociologiquement, fait état d'autres arguments qui expliquent l'absence de cette même pratique de son univers de consommation. La capacité à mobiliser des ressources permet à de nombreux consommateurs de développer des pratiques inattendues et de déjouer les pronostics sociologiques – comme par exemple des habitants à bas-revenus ou des personnes âgées qui profitent de leur entourage motorisé pour s'approvisionner dans des magasins lointains auxquels ils pourraient difficilement se rendre par leurs propres moyens. Peu d'habitants se contentent de faire les choix les plus faciles, ou les plus évidents, ou les plus attendus étant donné leurs conditions d'existence. La plupart cherchent à explorer les potentialités du champ des possibles, à en pousser les limites, et à trouver dedans ce qui leur semble le mieux suivant une pluralité de points de vue, et cette quête débouche sur la construction de territoires et des pratiques de consommation hétérogènes.

Le caractère diffus de cette hétérogénéité se voit avec netteté dans la tentative de Sylvestre de constituer des profils de consommateur suivant leurs pratiques et géographies consommatives. Cet exercice débouche sur pas moins de six profils distincts – pour une cinquantaine d'interviewés –, ce qui témoigne déjà de la diversité ambiante. Les profils réunissent tous des membres aux appartenances sociales et territoriales variées. Chaque profil recrute des adhérents dans plusieurs milieux sociaux et dans la plupart des quartiers ciblés par l'enquête, allant du plus urbain au plus rural, du plus riche au plus pauvre – l'enquête a ciblé six sites, le cœur d'Evry, la Grande Borne à Grigny, le quartier Noyer-Renard à Athis-Mons, le quartier Parc de Sénart à Soisy-sur-Seine, le centre-ville d'Arpajon, une série de communes isolées dans le périurbain. Les profils penchent vers certains milieux, aisés ou peu dotés, jeunes ou plus âgés, et sont plus ou moins abondants selon les quartiers, mais dans tous les cas, il règne à l'intérieur des profils une diversité substantielle. Inversement, dans les groupes formés par des personnes à position sociale ou âge comparables, on trouve souvent des membres qui se rangent dans plusieurs profils et aucun groupe ne se distingue par des modalités de consommation adoptées à une large majorité.

Les « rétifs » ($n=10$) sont les habitants dont les pratiques de consommation sont les moins complexes et les plus proximitaires. Ce sont des consommateurs qui s'approvisionnent dans un petit nombre de points de vente situés dans le voisinage du domicile, plutôt des généralistes ordinaires qui émargent aux circuits *mainstream* de la distribution. Mais derrière ce dénominateur commun, se trouvent des logiques d'action multiples. Dans certains cas, ce profil de

consommation semble être étroitement lié à la carence des ressources matérielles : on fait au plus simple et au plus près par manque de moyens. De fait, les membres de ce profil sont, pour certains, des habitants de quartiers défavorisés peu riches en ressources financières – et à qui fait également défaut l'énergie de la jeunesse. Mais entre aussi en jeu un manque d'intérêt et de goût pour la consommation. Certains membres montrent une grande aversion envers les pratiques d'achat : ce n'est pas leur truc, ils ont horreur de cela. Ils procèdent de façon à réduire au strict minimum le temps et l'énergie impartis à cette corvée. Une partie d'entre eux ne manquent pourtant pas de moyens matériels pour s'y investir plus intensément – et on ne peut donc les soupçonner de faire de nécessité vertu. Dans d'autres cas encore, ce mode opératoire semble trouver son explication dans les contraintes de la logistique du quotidien. On fait ainsi par manque de temps, la faute à des horaires de travail extensifs ou peu arrangeant, à des trajets domicile-travail longs ou à la charge d'enfants en bas âge. Dans beaucoup de cas, la solution de la simplicité et de la proximité est praticable car il existe une offre suffisante dans le voisinage du domicile. Mais parfois ce n'est pas le cas et la circonscription des pratiques consommatives dans la localité a pour conséquence le renoncement aux produits indisponibles dans ce périmètre. Mais même dans ces cas-là, les habitants se plaignent peu. Leur attitude trahit une certaine indifférence ou une certaine accommodation à leur situation qu'ils ne vivent pas particulièrement mal. Leur rapport à la consommation est tellement minimaliste et utilitaire que la question de ce qu'ils peuvent trouver ailleurs ne les préoccupe pas beaucoup. Les « timorés » ($n=7$) partagent avec les « rétifs » le manque

d'engouement pour le champ de la consommation, ce qui se manifeste chez eux également par un nombre restreint de commerçants fréquentés, mais la géographie de leurs pratiques consummatives inclut des points plus éloignés du domicile. Ces points d'approvisionnement lointains sont parfois un héritage du passé résidentiel : on en est devenu client à une époque où on habitait ailleurs et cette relation de clientèle a survécu au déménagement. Le maintien de tels liens va souvent de pair avec un attachement à ce quartier de résidence antérieur où on aime bien retourner régulièrement – notamment chez les membres des classes populaires. Dans d'autres cas, c'est la géographie du réseau social qui explique la présence de ces points lointains dans le territoire de la consommation : on les fréquente parce qu'ils se situent à proximité des lieux de résidence de parents ou amis où on se rend avec régularité. Pour d'autres personnes, c'est une « passion » qui est en jeu : on s'éloigne du domicile dans le seul cas où il s'agit d'accéder à des biens ou services en lien avec des pratiques choyées – pour le reste, on se contente de l'offre de proximité, qui fait l'affaire. En matière de mobilité, ces personnes font une stricte différence entre les pratiques d'achat, sous-valorisées, et d'autres pratiques sociales, comme les pratiques de loisirs ou les pratiques culturelles, plus valorisées : elles sont prêtes à aller loin pour les secondes mais pas pour les premières. Mais cette disposition à pratiquer des lieux lointains affecte aussi à la marge la géographie des pratiques d'achat, en ouvrant la voie à l'inclusion de quelques rares points hors proximité du domicile. Les « consommateurs malins » ($n=5$), dont le profil sociologique est pourtant proche de celui des « rétifs » et des « timorés », déploient

leurs pratiques d'achat sur un périmètre plus large et sont surtout clients d'un nombre de marchands beaucoup plus grand. S'ils ont, eux aussi, une préférence pour les commerces de proximité, leur rapport au territoire est néanmoins beaucoup plus souple et explorateur. Leur singularité tient dans la capacité à exploiter au mieux la potentialité commerciale des environs de leur domicile. Leur terrain de jeu en matière de pratiques d'achat n'est pas très vaste mais ils le connaissent sur le bout des doigts. Lorsque l'offre dans la proximité immédiate de leur domicile ne répond pas à leurs attentes, ils savent trouver ce qu'il leur faut dans ce périmètre élargi. Certains des membres de ce profil, habitants de la Grande Borne, échappent ainsi aux insuffisances de l'offre de leur quartier, en mobilisant l'offre dans le secteur du centre commercial Grigny 2 ou les hypermarchés des environs. L'expertise des « consommateurs malins » quant à l'offre commerciale des environs semble liée, dans certains cas, à une ancienneté résidentielle dans le secteur, qui va aussi de pair avec un certain âge. C'est dans le temps long que ces habitants ont construit une connaissance fine du territoire, qu'ils capitalisent sous forme de pratiques d'achat actives, averties et à la carte. Cette connaissance résulte aussi d'un engagement fort dans la vie sociale locale. Les membres du profil sont des activistes locaux particulièrement attachés à leur quartier et ses environs et qui l'investissent fortement : ils y déploient une intense sociabilité, inscrivent une part notable de leurs pratiques de loisir, sont tous impliqués dans la vie associative ou politique de leur commune. Leur expertise de l'offre commerciale locale est comme un produit dérivé de leur ancrage actif et pratiquant dans le territoire. Avec les « revendicatifs », on monte d'un cran encore en termes d'extension de

l'aire géographique des pratiques d'achat et de multiplication des points d'approvisionnement. Ce profil réunit des personnes dont le rapport au territoire est décomplexé, dans le champ de la consommation comme dans d'autres domaines de la vie sociale. Ils n'expriment ni aversion ni sympathie particulière à l'égard des environs de leur quartier mais s'attachent à bien connaître ce territoire. Ils sont bien renseignés sur le compte de l'offre locale, prennent ce qu'ils y trouvent de satisfaisant, et on peut même dire qu'ils lui accordent une certaine priorité lorsqu'elle répond à leurs attentes, par praticité. Mais par ailleurs, ils ne s'interdisent aucunement de voir au-delà, d'étendre leur périmètre d'action lorsque le local montre ses limites et que l'ailleurs semble supérieur. Ils sont disposés à explorer des lieux lointains, et en ce sens, mettent activement à profit les environs de tous les points fixes de leur vie quotidienne. Leur tendance à expérimenter et à ajuster leurs pratiques au gré des opportunités qu'ils découvrent rend la géographie de leur consommation particulièrement mouvante et évolutive. Les logiques d'action répertoriées sont multiples et variées. Certains des membres sont des jeunes de moins de trente ans particulièrement informés des opportunités commerciales au-delà des environs du quartier de résidence. Clients peu fidèles, ils sont plus volages quant aux choix des commerçants. Ils montrent une plus grande capacité à endurer des trajets longs au service des pratiques d'achat et semblent connaître davantage d'astuces qui conduisent vers des lieux de consommation lointains. Chez certains jeunes des quartiers défavorisés, on observe une curiosité particulière vis-à-vis des lieux loin des bases et une grande énergie pour aller à leur rencontre. Les excursions consommatives ont pour eux la saveur de l'évasion hors

des sentiers battus du quartier, du changement d'air, de l'exposition à la nouveauté et à la différence. D'autres membres du profil se distinguent par des disponibilités temporelles importantes allouées aux pratiques consommatives, soit grâce à une capacité d'organisation élevée qui permet de dégager des marges de manœuvre, soit parce que les marges de manœuvre sont de facto plus grandes dans l'absence de contraintes professionnelles ou familiales lourdes. Figurent également dans ce profil des personnes qui recourent à l'offre commerciale des environs de leur lieu de travail, lors de la pause méridienne ou en fin de journée, des amateurs de la consommation qui trouvent du plaisir à aller chercher loin des magasins plus à leur goût ou à la hauteur de leurs exigences, ou encore des consommateurs engagés, militants, chez qui les convictions priment et justifient de faire ses achats dans une pluralité d'enseignes lointaines mais dont les pratiques sont plus en phase avec les valeurs défendues. Les « nomades exigeants » ($n=12$) partagent avec les « revendicatifs » une géographie consummative étendue. Ce qui les différencie, c'est la place mineure qu'occupent les environs du domicile dans l'univers de leurs pratiques d'achat. Si ces habitants se déclarent satisfaits de leur quartier de résidence pour toutes sortes de raisons, il reste que ce lieu n'est pas le centre de leur vie – ce qui se manifeste, par exemple, par une absence presque totale d'engagement dans la vie sociale locale. Ils entretiennent un rapport très détaché avec leur quartier de résidence. D'autres ancrages territoriaux sont plus structurants dans leur existence : une résidence secondaire pour certains, le lieu de travail pour d'autres, ou un ancien quartier de résidence. Leur territoire de vie est par conséquent construit en faisant largement abstraction

des environs de leur domicile. Cette territorialité particulière imprime aussi sa logique dans la sphère des pratiques d'achat. Pour les membres de ce profil, en matière consommation, le bonheur n'est pas dans le quartier (de résidence). La géographie de leurs pratiques consommatives est marquée, bien plus que pour d'autres profils, par la domination numérique, et surtout symbolique, d'une pluralité de lieux éloignés du domicile. Elle dessine un territoire vaste et dense mais avec comme un vide (relatif) au centre (autour du domicile). Les « désancrés » ($n=4$) allient un territoire de consommation étendu avec un petit nombre de commerces fréquentés. Ce sont des personnes situées dans les classes aisées ou alors qui ont un profil engagé et militant. Leur trait distinctif est un rapport plus ou moins désabusé à leur cadre résidentiel. Ils y sont venus avec des espoirs pleins la tête, certains dans les villes nouvelles d'Evry ou de Sénart, d'autres dans le périurbain, mais ont été en partie déçus. Cela ne les empêche pas d'avoir de l'affection pour leur quartier, mais ils savent qu'il ne répond pas à leurs attentes. C'est en partie cette insatisfaction qui est à l'origine de la mobilisation des lieux commerciaux lointains, autour des ancrages qui comptent davantage (des enfants qui habitent à Paris, de la famille en Province) ou des escapades régulières hors de la métropole parisienne.

'Petits commerces' ou 'grandes surfaces' : les grand-parisiens n'ont pas tout-à-fait choisi leur camp

L'opposition entre les 'petits commerces' et les 'grandes surfaces' est l'une des plus structurantes des imaginaires dans le champ de la

consommation ordinaire²⁴. Les 'petits commerces' ont une cote de sympathie supérieure : ils sont souvent appréciés en tant que commerces proposant à leurs clients de meilleurs produits dans un cadre plus humain, plus convivial, plus chaleureux. Le revers de la médaille est une image de commerces chers et peu pratiques – il faut faire le tour d'un nombre conséquent de commerçants, aux horaires d'ouverture parfois peu synchrones et pas toujours très extensives, pour arriver au bout de la liste des courses. Les 'grandes surfaces' exploitent les faiblesses des petits commerces : une seule enseigne propose tout ce dont vous avez besoin à des prix bien plus modestes. Comme c'est souvent le cas, la réalité n'est pas autant en noir et blanc. Il y a commerce de proximité et commerce de proximité et il y a grande surface et grande surface. Les prix pratiqués, la qualité, la commodité, l'accessibilité, la convivialité sont hétérogènes des deux côtés. Il existe des formats commerciaux hybrides (comme, par exemple, des petites enseignes spécialisées implantées dans un grand centre commercial) ou à mi-chemin entre les deux extrêmes (comme, par exemple, les supermarchés, ni tout à fait petit commerce, ni tout à fait grande surface). Et dans la concurrence qui les oppose, les deux camps tentent d'augmenter leur pouvoir de séduction en corrigeant leurs faiblesses, en essayant de cultiver chez soi les attributs qui sont à l'origine les atouts de l'adversaire (les horaires d'ouverture, par exemple, du côté du petit commerce, la présence de produits de qualité et une plus grande convivialité du côté des grandes surfaces), et en affinant encore davantage ses propres avantages comparatifs (des

²⁴ Sur ce point, cf. Metton, 1998, Desse, 1999, Lutinier, 2002, Chatriot et Chessel, 2006, Daumas, 2006.

produits encore plus fins et rares côté commerces de proximité, une accessibilité encore meilleure côté grandes surfaces, par exemple)²⁵. Vers quelle forme de commerce nos concitoyens se tournent-ils lorsqu'ils font leurs achats un jour de semaine ordinaire ? L'édition 2010 de l'EGT permet d'explorer cette question dans une certaine mesure en métropole parisienne. Dans le cadre de l'enquête, on a demandé aux répondants qui déclaraient avoir réalisé un ou plusieurs déplacements pour achat un jour de semaine donné de spécifier le type de commerce où ils s'étaient rendus. Trois types d'achats sont distingués : quotidiens, occasionnels ou hebdomadaires. Les réponses des personnes interrogées montrent que les pratiques en la matière sont assez partagées. Dans l'ensemble, les achats quotidiens penchent plus vers les commerces de proximité, mais cette pratique majoritaire est loin d'éliminer toute la concurrence. Les achats hebdomadaires sont très fractionnés : petits commerces, supermarchés, hypermarchés, grandes surfaces, centres commerciaux, les marchés se partagent la clientèle. Quant aux achats occasionnels, les pratiques tendent vers un net bi-partitionnement, entre une moitié orientée vers les petits commerces, l'autre moitié orientée vers des commerces de plus grande taille.

Les déplacements réalisés pour des achats quotidiens un jour de semaine ordinaire conduisent les habitants de la métropole parisienne dans un petit commerce 68% du temps. C'est une vaste majorité mais il reste néanmoins un tiers des cas où les achats quotidiens sont faits chez un autre type de commerce – une supérette ou un supermarché,

²⁵ Cf. Lestrade, 2013.

la plupart du temps (22%), dans une grande surface, un hypermarché ou un centre-commercial plus rarement (8%). Chez certains groupes, le partage du marché entre commerces de proximité et les autres formes commerciales est encore plus proche d'une bipartition (cf. Tableaux 17.0 à 17.8). C'est le cas notamment chez les membres des strates inférieures de la distribution des revenus, des personnes seules et dans une moindre mesure des personnes sans profession. Les achats hebdomadaires se font dans des supermarchés dans les cas les plus fréquents mais ces cas ne dépassent pas un tiers de l'ensemble (cf. Tableaux 18.0 à 18.8). Les autres formes commerciales restent très pratiquées : les petits commerces (17%), les centres commerciaux (14%), les supérettes (11%), les grandes surfaces (10%), les hypermarchés (9%), les marchés (7%). Cette fragmentation est commune à la plupart des groupes selon la position socio-professionnelle, le niveau de revenu, la composition familiale, l'âge, le lieu de résidence, etc. Le supermarché est le commerce auquel on recourt le plus dans pratiquement tous les cas mais sa part de marché se hisse très rarement au-dessus de 35%. Chez la plupart des groupes, au moins quatre, voire cinq types de commerce différents captent chacun plus de 10% des déplacements. Il y a des variations parfois significatives entre les pratiques propres aux différents groupes – les ouvriers, par exemple, recourent beaucoup plus aux grandes surfaces, hypermarchés ou centres-commerciaux que les cadres et professions intellectuelles supérieures, de même que les couples avec enfants en référence aux personnes seules, ou les habitants de la banlieue lointaine par rapport aux Parisiens. Mais malgré ces écarts, les pratiques restent très hétérogènes dans la grande majorité des cas.

Les achats occasionnels se font pour une moitié dans les petits commerces, l'autre moitié se fragmentant entre les autres possibilités commerciales : les centres commerciaux (17%), les grandes surfaces (12%), les grands magasins (10%), les supermarchés (7%). Le recours aux petits commerces est plus ou moins développé selon les groupes mais il n'arrive pratiquement jamais que la part de marché de cette forme commerciale dépasse les 60% (cf. Tableaux 19.0 à 19.8). Chez de nombreux groupes, la part des commerces de proximité chute aux environs de 40% et les pratiques commerciales paraissent très partagées – comme, par exemple, les employés qui font leurs achats occasionnels dans les petits commerces pour 41%, dans les centres commerciaux pour 24%, dans les grandes surfaces pour 10%, dans les supermarchés pour 8%, dans les grands magasins pour 7%.

L'impression d'une grande hétérogénéité est toujours vive lorsqu'on se penche sur les pratiques des individus profilés sur la base d'une pluralité de traits personnels. Sur l'ensemble des quelques milliers de profils définis à partir de traits positionnels et identitaires, une grande part se révèle être des profils chez qui les formats commerciaux fréquentés pour les achats quotidiens, hebdomadaires, ou occasionnels sont partagés. Cela se voit à la relative rareté des cas où la probabilité de la pratique la plus récurrente tend vers la certitude, se plaçant au-dessus de 80%. Pour les achats quotidiens, les profils qui ont plus de 80% de chances de recourir aux petits commerces représentent 20% seulement des troupes. Bien plus nombreux sont les profils pour lesquels le recours aux petits commerces est bien plus incertain, avec une probabilité estimée dans l'intervalle 30%-70% – 51% des effectifs. Dans d'autres cas, pesant pour un quart de

l'ensemble, l'hétérogénéité diffuse est encore plus prononcée : entre 40% et 60% de chances de faire ses achats quotidiens dans un petit commerce, et une probabilité de même ordre de faire autrement. Les lieux des achats hebdomadaires et occasionnels est encore plus indécis. Les profils pratiquement certains de réaliser ces achats dans un type de commerce en particulier sont pratiquement inexistant. A peine 16,5% des effectifs pour les achats hebdomadaires et 35% pour les achats occasionnels se rangent dans des profils à plus de 60% de probabilité de les faire dans les petits commerces (avec ou sans les supérettes), ou dans les supermarchés (avec ou sans les supérettes), ou dans les grandes surfaces ou ailleurs. Dans bien des cas, la probabilité de la pratique la plus probable peine à dépasser 50% ou le dépasse de peu et les alternatives cumulent une probabilité supérieure à 40%.

Les observations à partir desquelles sont réalisées ces estimations sont ici encore relatives à une journée donnée et on ne sait pas, pour chaque personne, si les pratiques reportées sont habituelles ou non. Peut-être que ce jour-là, telle personne a fait ses courses dans un petit commerce mais si l'enquête s'était déroulée un autre jour, c'est un tour au supermarché qu'on aurait observé. Cette limite du protocole d'enquête est bien réelle mais ses conséquences sont relativement bénignes pour ce qui concerne le constat d'une grande hétérogénéité des formats commerciaux pratiqués. De trois choses l'une : (i) soit les pratiques observées un jour donné sont les pratiques habituelles pour la majorité des gens, auquel cas le constat de l'hétérogénéité diffuse tient, (ii) soit les pratiques observées un jour donné sont les pratiques habituelles pour une partie de la population, mais pas pour l'autre

partie, qui a des pratiques plus variables d'un jour à l'autre de la semaine, ou d'une semaine sur l'autre – dans ce cas, il y a là un facteur supplémentaire d'hétérogénéité qui contribue à augmenter la diversité, entre les individus aux pratiques constantes et ceux aux pratiques variables, (iii) soit les pratiques sont variables pour la grande majorité des consommateurs, c'est-à-dire que chacun fréquente à tour de rôle les petits commerces, les supermarchés, les grandes surfaces, etc. – auquel cas la population est homogène mais suivant un principe d'hétérogénéité : les consommateurs sont majoritairement clients d'une variété de types de commerces²⁶.

²⁶ On peut aussi faire référence ici à d'autres recherches qui mobilisent d'autres sources et d'autres mesures et qui aboutissent également au constat d'une multi-polarisation des formes commerciales fréquentées. Cf, par exemple, Bellamy et Léveillé (2007).

La fabrique de l'hétérogénéité diffuse : quand des corps complexes rencontrent des situations non-triviales

Les ressorts de l'hétérogénéité diffuse sont à chercher dans les conditions d'existence propres aux sociétés modernes à notre époque. Ces conditions favorisent l'hétérogénéité diffuse de deux manières, en complexifiant les organismes humains d'une part, et en complexifiant les situations qu'ils rencontrent dans leur vie de l'autre. C'est dans la coprésence, et souvent dans la rencontre de ces deux complexités, avec d'un côté des individus fortement singularisés, dotés d'une intériorité plurielle, tendant vers le modèle de « l'Homme pluriel », et de l'autre, des contextes d'action hyper-paramétriques, avec un grand nombre d'éléments en ligne de compte, des incertitudes et des marges de liberté, et dans lesquels il y a des choix non-triviaux à faire, que se fabrique l'hétérogénéité diffuse. La sociologie de la modernité contient des œuvres majeures qui peuvent être lues et interprétées dans ce sens. Je propose dans les pages qui suivent une incursion dans ce répertoire dont la finalité est d'aider à la fois à comprendre et à expliquer les faits présentés jusqu'ici – et qui sert par la même occasion à renforcer la confiance qu'on peut accorder à ces résultats, en établissant leur cohérence avec les propriétés prêtées par des scientifiques influents aux sociétés modernes contemporaines.

Certains des auteurs dont les noms reviendront fréquemment se situent dans une mouvance de sociologie essayiste et leurs écrits sont accueillis parfois avec scepticisme à cause de doutes sur leurs assises empiriques. Les scientifiques qui suivent cette voie passent souvent pour des intellectuels qui 'philosophent' sans trop s'embarrasser des faits et en négligeant la confrontation avec la réalité empirique. Leurs œuvres sont souvent controversées et néanmoins, tout aussi souvent, très influentes, y compris au sein du monde académique. Les idées qu'elles avancent paraissent consonantes avec la réalité de l'époque, malgré les fragilités sur le plan empirique – fragilités qui, d'ailleurs, peuvent parfois paraître surestimées car le commerce avec le réel n'est pas toujours aussi défailant qu'on le dit. Le succès de ces essais scientifiques tient également à la possibilité de les lire comme un ensemble d'analyses fondées sur la démarche idéal-typique et qui brossent un portrait percutant des sociétés contemporaines en insistant sur leurs traits les plus typiques, exagérés à dessein. J'ai pris le parti d'exprimer les idées empruntées à ces œuvres avec le plus de fidélité possible à leur expression originale par les auteurs, sans chercher à les adoucir ou à arrondir les angles, sans non plus chercher à procéder à une critique systématique et continue. Je me contenterai de rappeler ici une fois pour toutes que ces idées sont couramment critiquées en raison de la propension de leurs auteurs à verser dans l'excès et à généraliser à la hussarde. Par un heureux concours de circonstances, ce point faible est de nature à renforcer mes positions. Le fait que les tendances reportées concernent certaines personnes mais pas d'autres signifie qu'on a affaire à des facteurs supplémentaires d'hétérogénéité diffuse au cœur de la société. Par exemple, lorsque

certain sociologues esquissent le portrait des membres de 'l'élite globalisée' sous les traits d'un individu 'extra-culturel', 'hyper-nomade', dont l'identité est 'mutable et instable', qui 'consomme-et-jette' à grande vitesse, 'accro' aux gadgets technologiques, la critique leur répond que des tels individus existent mais que tous les riches ne répondent pas à ce signalement – et que de tels spécimen feraient exotiques dans les vieux quartiers bourgeois, conservateurs et *old fashioned* de Paris ou de Londres. Cela revient à reconnaître l'existence au sein de la modernité de tendances qui introduisent de nouvelles variabilités dans les modes de vie propres aux classes supérieures et donc de nouvelles divisions intra-groupe. C'est bien le genre d'idée que je cherche à défendre.

Je vais insister sur le rôle d'un certain nombre de tendances inhérentes à la modernité et qui, selon moi, font le jeu de l'hétérogénéité diffuse : la socialisation plurielle des organismes humains, l'affaiblissement des appartenances aux collectifs, l'individualité érigée en normativité, la réflexivité dans la conduite de vie, l'éthos consumériste et la culture du choix, la pluralisation des valeurs et des logiques d'action, l'accélération du changement social et de l'innovation, les possibilités de détournements d'usage. Ces tendances sont liées entre elles par des liens organiques et des boucles de causalité circulaire et ce n'est que pour des raisons de simplicité d'exposition que je privilégie une narration qui isole les uns des autres ces phénomènes étroitement imbriqués. A la fin, après avoir fait le tour de ces tendances, j'explique en quoi, selon moi, ces tendances ont pour produit dérivé l'hétérogénéité diffuse.

Socialisations plurielles

Dans les sociétés modernes d'aujourd'hui, les humains naissent à un monde qui les destine à recevoir des influences multiples et hétérogènes dès leur plus jeune âge (Lahire, 2004). La socialisation primaire est marquée par la pluralité des agents socialisateurs en action (Darmon, 2007) : les parents bien sûr, mais aussi le reste de la famille, la fratrie, les gardes d'enfant à domicile ou à la crèche, les puériculteurs, les enseignants, les autres enfants et leurs parents. Les pouvoirs d'influence sont très inégaux mais le jeune socialisé reste néanmoins exposé potentiellement à l'ensemble de ces influences. Les idées, savoirs, principes, valeurs transmis par les divers agents socialisateurs ne sont pas toujours convergents – on sait par exemple que les apprentissages scolaires et familiaux peuvent aisément entrer en conflit. Il n'est pas rare que le groupe familial lui-même réunisse des personnes aux profils contrastés (des membres plutôt riches, plutôt pauvres, de droite, de gauche, croyants, non-croyants, cultivés, peu cultivés, etc.), fournissant au jeune socialisé autant de modèles et de contre-modèles. L'entente au sein du couple parental touche rarement à la perfection quand il s'agit de l'éducation des enfants. Même lorsque les deux conjoints proviennent de milieux sociaux de même calibre et se situent dans les mêmes lieux de l'espace social, des différences en apparence mineures relatives à l'expérience sociale passée, à la nature des études, à l'éthique propre au métier exercé, peuvent engendrer des désaccords profonds quant à la 'bonne manière d'élever des enfants' – sans parler des cas, fréquents également, où les deux conjoints

appartiennent à des mondes sociaux relativement différents²⁷. Même les familles qui réussissent à former un cercle familial culturellement cohérent, adhérant aux mêmes principes de socialisation, se voient contrariées dans leurs ambitions socialisatrices par la concurrence d'autres agents, comme les assistants maternels, les personnels des crèches, les enseignants, les pairs et leurs parents. Ce n'est pas un hasard si les familles qui veulent s'assurer de la reproduction intacte d'un habitus familial – on pense notamment aux familles de la haute bourgeoisie – sont amenées à s'engager dans de véritables combats éducatifs au quotidien, avec tout un arsenal de moyens, pour neutraliser les influences contraires. Même les classes populaires ne vivent plus autant qu'avant dans un régime d'« univers ségrégés », « étroitement circonscrits aux territoires, aux expériences, aux "horizons" [...] qui sont en continuité immédiate avec la condition dominée » (Schwartz, 2014), dans une « condition de confinement » territorial, social et culturel, isolé du monde extérieur par une sorte d'« insularité collective ». Le travail socialisateur de la famille est exposé aux influences extérieures par le biais des conseils, jugements, injonctions distillés par les 'professionnels de l'enfance' (pédopsychiatres, psychologues, scientifiques, enseignants) (Darmon, 2007). Les parents peuvent être plus ou moins réceptifs mais nombre

²⁷ Voir les statistiques reportés par Lahire (2004). Selon les données de l'Enquête Emploi 2000 de l'INSEE, chez la génération d'hommes nés entre 1950 et 1955, la situation d'homogamie sociale (conjointe dans la même catégorie socio-professionnelle que le conjoint) était majoritaire seulement chez les agriculteurs (de très peu) et chez les employés (61% des cas). Chez les membres des autres groupes socio-professionnels, les cas d'homogamie sociale étaient assez largement minoritaires. Seul un quart des cadres et professions intellectuelles supérieures, et seulement 30% des ouvriers avaient une conjointe de même catégorie socio-professionnelle.

d'entre eux sont de fait socialisés au rôle de socialisateur par le concours de tels spécialistes – dont les désaccords quant à la manière 'saine' d'éduquer les enfants ne fait qu'accroître les incertitudes du processus de socialisation primaire.

L'issue de la socialisation primaire est d'autant plus incertaine que le socialisé est actif, filtre les contenus, adhère à certains préceptes mais pas à d'autres, les interprète et adapte, tente d'élaborer une synthèse cohérente à partir d'un matériau qui enferme des contradictions (Darmon, 2007). La simple exposition ne garantit pas automatiquement une acquisition pleine. Le capital culturel détenu par une famille, par exemple, qui peut s'incarner dans le stock de produits disponibles à domicile ou dans la 'culture' de la mère ou du père, peut se transmettre plus ou moins bien selon que les enfants sont plus ou moins encouragés à s'intéresser à ces produits culturels, voient plus ou moins d'autres personnes s'y intéresser, ou selon que la mère ou le père est plus ou moins présent dans la vie des enfants. La présence active des enfants fait que l'action socialisatrice ne se limite pas aux seuls instants pendant lesquels les socialisateurs se livrent consciemment à cette tâche. Les enfants peuvent facilement recevoir des impressions socialisatrices en dehors des moments explicitement dédiés aux activités éducatives. C'est ce qui amène Darmon (2007) à dire que « la socialisation est faite davantage de non-intentionnel que d'intentionnel » et qu'il s'agit d'un « processus continu et diffus, quasiment invisible » (p.17). C'est dire encore que les produits de la socialisation primaire sont ouverts à des influences plurielles dont l'effet socialisateur peut être plus ou moins déterminant. Dans de telles circonstances, des enfants qui grandissent en bénéficiant de conditions

objectivement semblables ont toutes chances de développer des personnalités différentes à certains égards.

La socialisation se poursuit à l'âge adulte à travers les études, la vie professionnelle, conjugale, familiale. Les individus font de nouvelles rencontres, découvrent de nouveaux univers sociaux, élargissent leurs connaissances, font face à des situations inédites, ce qui, en interaction avec les sédiments antérieurs de l'apprentissage social, tend à enrichir la pluralité de leur soi. On parvient souvent à intégrer les nouveaux acquis sans bouleverser sa personnalité mais il arrive aussi que les manières de voir le monde et de s'y conduire n'en sortent pas indemnes²⁸ – et cela d'autant que la socialisation secondaire peut elle aussi faire intervenir abondamment les affects et les émotions (Berger et Luckmann, 1966). La socialisation à un champ professionnel amène à intérioriser des références normatives, des mentalités, des formes de conduites propres à ce champ, qui peuvent plus ou moins se confondre avec les produits incorporés antérieurement (Becker *et al.*, 2004(1961), cité in Darmon, 2007). La vie en couple dans la durée engage une « conversation continue » aux effets socialisateurs croisés sans que les deux conjoints en soient pleinement conscients – effets complétés souvent par ceux de la responsabilité parentale. Nombre d'individus y découvrent, et parfois adoptent, des normes, des règles, des principes absents de leur socialisation antérieure, contrairement même parfois à ce qu'on leur a inculqué dans la jeunesse (de Singly, 1996). Les

²⁸ Elias (1991(1939)) pensait que les relations humaines transforment les individus tout au long de leur existence. Le simple dialogue entre deux personnes, disait-il, peut contribuer à modifier les pensées de chacun. Il reconnaissait que la transformation paraît moins flagrante dans le cas des adultes au caractère comme endurci mais ajoutait que les humains ne sont jamais « tout à fait achevés, ni immuables ».

trajectoires de mobilité sociale conduisent beaucoup de personnes vers des univers sociaux qui ne sont pas tout à fait ceux de leurs parents. Les « transfuges de classe », qui font la « grande traversée » pour passer d'un bout à l'autre de l'espace social (Lahire, 2004), en sont les cas les plus spectaculaires. Ces personnes s'acculturent à leur univers d'accueil, se lient avec des personnes aux histoires toutes autres, acquièrent de nouvelles dispositions, certaines incongrues vues de là d'où ils viennent. Leurs habitus tend à se cliver, à devenir bi-culturel. Moins extrêmes mais beaucoup plus nombreux sont les 'petits' déplacements sociaux, internes aux grands groupes socio-professionnels ou entre grands groupes voisins²⁹. Ces sauts plus modestes (comme, pour prendre un exemple donné par Lahire (2004), le fils du contremaître qui devient instituteur – deux métiers de la famille des 'professions intermédiaires') peuvent néanmoins conduire les individus vers des cultures sensiblement différentes que dans le milieu d'origine. Les parcours professionnels, jalonnés de promotions, déclassements, reconversions, concourent à multiplier les cas où on fait l'expérience de plus d'un univers socio-professionnel en cours de

²⁹ Sur la mobilité sociale entre grands groupes socio-professionnels, voir les statistiques reportés par Vallet (2014). D'après l'enquête « Formation et qualification personnelle » de l'INSEE, en 2003, parmi les Français âgés de 35 à 59 ans, actifs occupés ou anciens actifs occupés au moment de l'enquête, seuls 37% des hommes et 24% des femmes émargeaient dans le même groupe socio-professionnel (en six catégories) que leur père. A la même date, 40% des ouvriers étaient d'origine non-ouvrière (selon la CSP du père) et 76% des cadres et professions intellectuelles supérieures avaient un père qui, lui, n'était pas cadre ou profession intellectuelle supérieure. Toujours en 2003, 53% des fils d'un père ouvrier étaient, eux, non-ouvriers, de même que 48% des fils de cadres n'étaient pas des cadres. Chez les femmes, les cas de non-concordance avec la CSP du père sont encore plus nombreux. La non-concordance est plus fréquente encore lorsque le père ou la descendance se situent dans des groupes socio-professionnels plus intermédiaires comme les professions intermédiaires ou les employés.

carrière³⁰. C'est parfois par le biais de son conjoint qu'on découvre de nouvelles manières de vivre ou qu'on s'introduit dans des cercles de sociabilités composés de personnes comme on n'en a jamais connues. La plupart du temps, les conjoints se différencient ne serait-ce que dans une certaine mesure suivant leur origine sociale, leurs études, leurs métiers, de sorte qu'ils incarnent l'un pour l'autre des passeurs potentiels vers des univers socio-culturels nouveaux.

Les capacités démultipliées à entrer en contact avec le lointain, en voyageant ou juste en se connectant à internet, augmentent d'autant les chances de subir des influences venues d'ailleurs. La puissance des moyens de communication est telle qu'il y a une intrusion généralisée et permanente de 'l'ailleurs' dans la vie quotidienne de chacun. La plupart des personnes font de la manière la plus ordinaire des expériences médiatisées à travers lesquelles ils assistent à des événements loin de chez eux, découvrent des cultures toutes autres (Giddens, 2012(1987), Martucelli, 1999). Ils deviennent témoins du fait qu'ailleurs, la vie se déroule autrement et que les gens y vivent différemment. Il ne faudrait sans doute pas sur-estimer les influences socialisatrices de ces expériences par média interposé – on sait bien, par exemple, que les individus sont très capables de mettre à distance

³⁰ On peut consulter les statistiques sur les mobilités professionnelles, nombreuses, qui provoquent des changements de catégorie socio-professionnelle, chez Lahire (2004). Pour reprendre un exemple proposé par l'auteur, parmi les travailleurs qui étaient ouvrier non-qualifié entre 1964 et 1973, 18% à peine sont toujours des ouvriers non-qualifiés en 1993. On peut aussi se référer à Maurin (2014) qui reporte des statistiques révélant d'importants mouvements ascendants ou descendants au cœur de l'espace social : « Sur un intervalle de cinq ans, entre 1998 et 2003, on dénombre autant de personnes appartenant continûment aux classes moyennes (soit près de 5 millions) que de personnes ayant rejoint ou quitté ces mêmes classes moyennes au cours de la période » écrit l'auteur.

ce qu'ils voient à la télévision. Mais l'exposition à la diversité des conditions d'existence dans le monde tend à accroître la réflexivité des individus vis-à-vis de leurs propres manières de vivre et les contraint à poser sur leur propre existence un regard plus averti et sans doute plus ambivalent.

Affaiblissement des appartenances aux collectifs

Socialisés de manière plurielle, dotée d'une intériorité riche en influences subies, nos contemporains ont une grande capacité à prendre leurs distances vis-à-vis des 'collectifs'. Dans les sociétés modernes, le cercle familial, les groupes d'amis, les réseaux sociaux ancrés dans le voisinage, les collectifs professionnels, les communautés formées autour des loisirs ou des engagements civiques n'ont plus la force d'antan pour pouvoir encadrer de manière serrée les conduites de leurs adhérents. La modernité a détaché les individus des micro-collectifs très intégrés auxquels ils s'inséraient corps et âme dans les états antérieurs des formations sociales³¹ (la famille et la 'communauté locale' notamment), dont ils étaient hautement dépendant matériellement et affectivement, et qui exerçaient sur eux un contrôle social intense. La vie sociale encourage désormais les

³¹ Pratiquement tous les grands noms de la sociologie de la première modernité ont insisté sur ce point. La modernité, comme on sait, c'est le passage de la « communauté » à la « société », de la faible différenciation sociale à la haute différenciation sociale, de la « solidarité mécanique » à la « solidarité organique », du règne des « liens forts » au règne des « liens faibles », d'un monde rural à un monde urbain, de l'interconnaissance villageoise à l'anonymat de la grande ville, etc. (Tönnies, 2010(1887), Durkheim, 2004(1893), mais aussi Park, 1984(1925), 1928, Simmel, 1987(1900), 1981(1917)).

individus, les contraint même, à entrer en interaction avec une multitude de personnes dans des cadres sociaux divers et variés. Les individus en deviennent beaucoup plus multi-appartenants. Les allégeances deviennent plus nombreuses et plus partielles. Le tissu des relations sociales s'appauvrit en liens forts et s'enrichit en liens faibles. Les collectifs propres à la société industrielle, notamment la classe ouvrière, puissamment socialisateurs et fédérant les masses, ont subi le travail de sape produit par le mouvement de la modernité. Beck écrivait trente ans en arrière que les milieux sociaux et les formes d'existence imprégnés d'une culture de classe étaient en voie de disparition. La conscience de classe ouvrière s'est beaucoup atténuée au fil du temps (Dubet, 1995). Seule une courte majorité en France fait aujourd'hui état d'un sentiment d'appartenance à une classe sociale et le plus souvent, c'est à la classe moyenne, le groupe le plus vaste, le plus hétérogène et le plus indéfini, que ceux qui s'y déclarent s'affilient (Férréol et Noreck, 2003). L'Etat-Providence, en tant que garant de l'autonomie des individus et fournisseur des moyens matériels et culturels indispensables à cette autonomie, a activement contribué au mouvement. L'amélioration des conditions matérielles d'existence a fait déménager la « société de classes » entière à l'étage supérieur, selon l'expression de Beck, et a donné jusqu'aux individus les plus mal classés socialement la possibilité de mener une existence sans devoir compter en permanence sur l'entraide familiale ou sur la solidarité de l'entourage. La perte d'intégration de la classe ouvrière, et plus généralement, des classes populaires, est étroitement lié à ce mouvement qui a ouvert, pour ces groupes, une perspective sur les modes de vie propres aux classes moyennes (Dubet, 1995). Nombre

de familles ouvrières ont pu intégrer la « société de consommation » par ces marges, et goûter, même si modestement, à un confort matériel réservé auparavant aux strates supérieures. De larges pans des classes populaires se sont laissés convertir aux valeurs individualistes et consuméristes dominantes, ce qui a rendu leurs appartenances sociales plus incertaines. A présent, chez les couches modestes, « bien des situations sont trop mouvantes, ambiguës, contradictoires pour se laisser rattacher de manière univoque à telle appartenance de classe plutôt qu'à telle autre », écrit Schwartz (2014), et « il existe toute une gamme d'êtres sociaux pour lesquels l'appartenance aux "classes populaires" est tout à fait équivoque et indécidable ». Les conditions d'existence et les modes de vie propres à ces cas ont un caractère hybride, avec un mélange d'attaches populaires et de traits qui témoignent d'une adhésion à l'univers des classes moyennes. On peut tout autant qualifier ces groupes de « milieux populaires intégrés » que de « franges modestes des classes moyennes » (Schwartz, 2014). Même chez les plus démunis et précaires, le langage révèle souvent une aspiration profonde au 'paradis' des classes moyennes et une souffrance à se voir refuser les moyens d'accès. Ces cas font davantage penser à des classes moyennes prolétarisées qu'à d'authentiques membres des classes populaires qui ressentent une affiliation forte à ce groupe. Le désir de signes extérieurs d'appartenance à la société de consommation habite les moins privilégiés tout autant que les autres (Lipovetsky, 2006). L'époque où les classes populaires formaient un monde social structuré autour de repères et de styles de vie à part, où le collectif était capable d'imposer

avec force un conformisme de classe à ses membres, est derrière nous, selon Lipovetsky.

Les individus n'ont pas cessé de s'intégrer dans des collectifs de toutes sortes mais les appartenances sont vécues sur un mode plus détaché. Les liens familiaux restent souvent forts et chargés affectivement mais la plupart des individus sont néanmoins armés pour résister aux pressions des membres de leur famille ou pour échapper à leur influence. Nos contemporains ont aujourd'hui davantage de latitude pour modifier certains produits incorporés de la socialisation familiale et aussi pour s'écarter des consignes de l'entourage familial. Les liens avec les communautés autres que la famille sont souvent des liens faibles. On les intègre librement, par choix, parfois en négociant les conditions de son adhésion. On peut moduler son degré d'engagement, s'y investir beaucoup ou peu, décider de s'en séparer pour en intégrer d'autres, d'où le caractère éphémère de nombre d'appartenances communautaires actuelles (Lipovetsky, 2006). L'attachement des individus atteint rarement un stade où le collectif commence à disposer d'un pouvoir directif sur le comportement de ses membres. Même l'influence de la classe sociale d'appartenance, lorsqu'elle est véhiculée par l'intermédiaire des amis, des connaissances, des collègues, des supérieurs hiérarchiques, des voisins de quartier, se heurte dans une certaine mesure au dégageement des individus et aux écrans qu'ils sont capables d'interposer. Dans le champ de la consommation, Lipovetsky (2006) observe un consumérisme « émancipé des cultures de classes » (p.128). Les individus ne consomment plus nécessairement à l'image de ce qui se pratique le plus couramment parmi leurs semblables. Avec

« l'éclatement des sentiments et des impositions de classe » (p.129), s'ouvre un espace d'expression plus large pour des préférences construites plus individuellement et plus en accord avec des goûts personnels. Les anciennes étanchéités de classe relatives aux styles de vie s'étiolent au fur et à mesure que le contrôle social s'affaiblit et que les habitus de classe perdent de leur puissance organisatrice.

Il y a bien sûr une forte dose de conformisme à un référentiel global dans l'individualisme propre à notre époque. L'existence 'normale' suppose désormais de faire des études, de s'insérer dans le marché du travail, de gagner un salaire, de se prendre en charge, de participer à la consommation, etc., et la plupart des personnes tentent de se conformer à ce projet de vie – si ce n'est par conviction, c'est parce qu'il est plus éprouvant de vivre autrement. Les capacités économiques inégales continuent de différencier les individus mais les aspirations consuméristes les rapprochent. De ce point de vue, il y a une sorte d'homogénéité de base au sein des sociétés modernes contemporaines. Néanmoins, dans le terrain de jeu que délimite ce conformisme, les individus dégagés des pesanteurs propres aux collectifs disposent d'un espace suffisamment large pour déployer des pratiques hétérogènes tout en restant à l'intérieur des limites du terrain de jeu.

L'individualité comme normativité

L'émergence de l'individualité en tant que puissante normativité est aussi pour beaucoup dans l'affaiblissement des appartenances aux collectifs. « Dans une société d'individus, tout le monde doit être un

individu » écrit Bauman (2013, p.30) et il exprime ainsi l'idée qu'il y a là une exigence sociale que chacun est plus ou moins condamné à ressentir. Il se peut que la possibilité de devenir authentiquement un individu, c'est-à-dire une personne unique, singulière, souveraine, autonome, responsable, libre, soit de l'ordre de la mythologie mais la croyance partagée en cette possibilité suffit à déclencher des effets bien concrets. L'obligation de devenir un individu est une injonction, une normativité que les membres des sociétés modernes contemporaines trouvent devant eux. « En matière d'individualité, le choix individuel n'existe pas », résume Bauman (2013, p.30). La conformité aux comportements que prescrit l'éthique de l'individualité fait partie des normes plutôt consensuelles de nos jours et c'est comme si ses valeurs faisaient partie des mœurs (Ehrenberg, 2000).

Dans l'ambiance que crée l'idéologie de l'individu souverain, la figure d'individu idéalisée est celui de l'homme sans guide, maître de son corps, de son esprit, de sa vie, libre de toute tutelle, qui ne reconnaît aucune instance placée au-dessus de lui qui puisse lui imposer légitimement une morale (Ehrenberg, 2000). C'est à lui-même de construire ses propres repères, ses propres convictions éthiques, sa propre vision du monde pour mener son existence. Ce travail intellectuel est éclairé par les lois morales, les traditions, les philosophies, les sciences existantes – et au sein du pluralisme moral propre aux sociétés modernes contemporaines, les sources d'inspiration sont nombreuses. Mais c'est l'individu qui les sélectionne, mobilise, évalue, accepte ou rejette, les hybride éventuellement. Aucune loi morale, tradition, philosophie, science n'est censée s'imposer à l'individu sans sa complicité pour lui dicter ce qu'il doit faire.

L'individu est censé désormais porter la responsabilité de ses choix de vie. Le conformisme docile et passif, la soumission aveugle à une autorité morale, l'obéissance sans posture critique sont des attitudes jugées peu dignes de notre époque.

Etre un individu, cela signifie être différent des autres. L'obligation de devenir un individu est aussi la contrainte de devoir travailler sa singularité. Il en résulte une sorte d'aporie : pour être différent les uns des autres, les individus doivent tous faire la même chose, développer la même stratégie – se différencier (Bauman, 2013). L'incitation à l'individualité a ainsi déclenché une lutte pour le caractère unique. L'organisation sociale procure, bien que très inégalement, des moyens matériels et psychiques pour que les uns et les autres puissent mener cette quête. Les individus consacrent des efforts permanents à la recherche d'astuces qui permettent d'extérioriser, de communiquer leur différence, d'affirmer la singularité de leur soi. C'est un exercice qui exige du doigté car la différence que l'on se fabrique doit être reconnaissable, compréhensible par les autres, et pour cela respecter des codes communicationnels communs et partagés – et c'est la raison pour laquelle la différenciation ne peut se disjoindre entièrement d'un certain conformisme. Dans les faits, la mise en œuvre de la différenciation prend habituellement la forme d'un effort de distanciation vis-à-vis des pratiques, modes de vie, mentalités jugées inférieures et de rapprochement vis-à-vis de ceux qui passent pour plus valorisants. D'où ce mouvement de fuite en avant incessant. Les individus en quête d'une différence valorisante sont condamnés à une carrière de coureur de fond : ils doivent toujours aller de l'avant, se

détourner de ce qui est (déjà) dépassé pour se précipiter sur ce qui est (encore) à la page (Bauman, 2013).

La consommation de biens matériels est un des principaux champs de bataille pour la singularité valorisante. Le rythme du consumérisme est entretenu par l'attitude des consommateurs qui ne cessent de remplacer ce qui est passé de mode par ce qui consacre sur le moment une individualité 'réussie'. La quête de la différence qui 'fait la différence' se poursuit dans d'autres sphères marchandes ou non marchandes. Les individus cherchent à exprimer la singularité de leur soi à travers leurs pratiques sociales, culturelles, leur mode de vie, leur philosophie de vie, les idées et croyances auxquelles ils adhèrent. Il règne dans l'univers des produits symboliques une loi d'économie symbolique semblable à celle qui vaut pour les biens matériels. Les produits symboliques font leur temps en tant que signes distinctifs valorisant, se voient ensuite remplacés par d'autres qui leur volent la vedette, avant de redevenir à la mode parfois. Pour prendre des exemples relatifs à la vie en ville, chaque citoyen peut observer autour de lui la manière dont certains quartiers, certains lieux, certains cafés, restaurants, boîtes de nuit, certaines pratiques (se déplacer en vélo, faire le marché dimanche matin, etc.) peuvent devenir 'tendance', tandis que d'autres quartiers, d'autres lieux, d'autres pratiques perdent leur valeur symbolique et se 'ringardisent'.

Habituellement, on conçoit les stratégies de distinction sociale dans une perspective inter-classiste. Mais les individus se déploient tout autant pour se différencier de ceux qui leur sont proches socialement (Lahire, 2001, 2004). Que l'on pense aux rapports avec les amis, les

voisins, les collègues, les membres de la famille, dont beaucoup sont des proches socialement, et on réalise à quel point la recherche de la différenciation est aussi à l'œuvre au sein de ces liens sociaux. La gamme concrète des pratiques, modes de vie, visions du monde à partir de laquelle on tente de se démarquer de ses proches varie d'un palier à l'autre de la hiérarchie sociale mais le jeu concerne et préoccupe toutes les strates sociales. La différenciation absolue au sens d'une variété telle qu'on ne trouverait pas deux individus aux pratiques semblables est d'une évidente impossibilité. Pour se différencier des uns, on est toujours plus ou moins obligé de faire comme d'autres. Il reste que le désir d'individualité porte le degré d'hétérogénéité sociale à un point qui ne serait peut-être pas atteint sans la pression sociale qui pousse à courir derrière le caractère unique.

Des constructions identitaires 'souples et mutables'

Le désir de devenir un individu, une personne singulière, originale et pas comme les autres, affecte les constructions identitaires en mettant au goût du jour les identités plus hybrides et flexibles. Ce qui n'est pas peu paradoxal : l'étymologie du mot 'identité' invite à y accoler des adjectifs qui évoquent une idée d'unité, de cohérence, de fixité, de stabilité et de continuité. L'identité participe de ce qui fait d'une personne un être « un et indivisible » (Bauman, 2013). Les éléments constitutifs de l'identité font partie de ce qui résiste au passage du temps. L'identité est aussi ce qui attache l'individu au collectif, l'affilie à

une lignée familiale, lui attribue une position claire et stable au sein de la société. Ce modèle identitaire orthodoxe, qui est un allant-de-soi de nombreuses conceptions sociologiques, semble perdre de son évidence. L'identité sociale symptomatique de la modernité tardive, selon de nombreux penseurs, se définit par les qualités opposées : souple, hétérogène, « situative » (Rosa, 2013), instable, mutable – autant de qualificatifs qui semblent pourtant jurer avec le concept d'« identité » (Bauman, 2013).

Là où les prémodernes venaient au monde en héritant d'une place et d'un statut prédéfinis, assignés selon leur naissance et dont les termes étaient fermés à leur intervention, les individus dans la modernité sont chargés d'une plus grande responsabilité dans l'établissement de leur identité. Selon plusieurs sociologues, la conduite du chantier identitaire a pris une tournure encore plus singulière dans la modernité tardive. Dans la première modernité, la stratégie de référence des constructions identitaires était l'élaboration d'un plan pour accéder à une identité convoitée, stable et cohérente, envisagée comme définitive. Il s'agissait de concrétiser un modèle identitaire, 'sélectionné' dans le répertoire des modèles disponibles, et composé d'éléments assortis pour former un tableau cohérent (des études, une profession, un niveau de vie, un statut familial, des biens, des pratiques sociales et culturelles, un lieu de résidence, etc.). Dans la modernité tardive, cette stratégie perd du terrain face à un concurrent dont la logique est autre. La quête identitaire tend à se détourner de la recherche d'une identité-modèle, entièrement finie et 'pour la vie', pour se diriger vers d'autres horizons où se dessinent des identités plus ouvertes, flexibles et modifiables.

Ce changement de cap est en partie une réponse adaptative à l'accélération du changement social. Dans la modernité tardive, de nombreux éléments constitutifs de l'identité deviennent plus temporaires et commencent à manquer de fixité (Rosa, 2013) – c'est le cas des métiers, des appartenances professionnelles, conjugales, amicales, des lieux où on vit, etc. La moindre prévisibilité du futur même proche contrarie la possibilité d'aborder la question de l'identité en tant que 'projet de toute une vie'. Les expériences passées tendent à se déprécier à un rythme plus élevé et certains traits identitaires arborés dans un passé proche risquent l'anachronisme dans le présent. L'adaptation à ce contexte passe par le développement d'un rapport à soi plus ouvert et plus souple, qui admet le caractère temporaire de toute identité et la nécessité de sa révision régulière. Les modifications identitaires sont souvent mineures mais peuvent aussi parfois provoquer de véritables ruptures, déclencher des crises profondes et contraindre à un sérieux travail de redéfinition – ce qui n'empêche pas les individus de parvenir, la plupart du temps, à les intégrer tant bien que mal dans leur récit de soi de façon à en reconstituer la cohérence et la continuité.

L'ouverture et la flexibilisation du rapport à soi se manifestent également à travers l'attitude plus libre, désinhibée, active et exploratrice de certains individus dans leur quête d'identité. Certaines recherches identitaires se fondent sur une méthodologie qui fait penser à du 'bricolage' ou du 'collage'. « L'individualité consiste désormais à piquer à droite et à gauche divers éléments pour "produire" quelque chose » faisait remarquer avec humeur Castoriadis (1996, p.161). L'identité se transforme en un champ d'expérimentation où on explore

régulièrement de nouvelles combinaisons en agencant temporairement des bribes hétéroclites. L'opération touche principalement les éléments périphériques de l'identité (les préférences vestimentaires ou culinaires, par exemple), plus faciles à réviser – d'où le sentiment que le 'bricolage identitaire' est surtout 'une affaire de style'. Mais les reconversions engagent parfois davantage que l'apparence et affectent des domaines plus centraux de l'individualité, comme les convictions morales, politiques ou religieuses. « La culture hybride est omnivore, évasive, facile à satisfaire, sans préjugés, prête et tout à fait disposée à savourer ce qu'on lui offre », selon le jugement de Bauman (2013, p.55). L'habillage de l'individualité par des éléments hétérogènes « piqués à droite et à gauche » participe des stratégies pour rendre sa personnalité plus originale et plus authentique. Bauman (2013) considère que l'hybridation est une astuce dont se servent les individus pour se libérer de l'affiliation redoutée à des agrégats sociaux mono-définis (les 'gens de droite/gauche', les 'riches/pauvres', les 'fonctionnaires/salariés du privé', etc.). En complexifiant son individualité grâce à un assortiment d'éléments rares et inhabituels, on brouille les pistes et on réduit le risque de se faire classer comme un spécimen exemplaire de tel ou tel ensemble social. « L'aventure identitaire » (Martucelli, 2002) peut sembler une lubie pour gens très aisés et très cultivés qui ont tout le loisir d'y consacrer leur temps et leur argent et de porter ce costume de « créateur de soi ». Mais la posture exploratoire n'est pas absente des existences plus modestes et des personnes aux moyens plus limités se laissent également séduire par le charme des mélanges culturels. Le sentiment que les identités figées, rigides, monolithiques, passent de mode et que l'heure

est aux identités hétérogènes, malléables et changeantes se diffuse bien au-delà des cercles de haute culture et atteint des personnes de toutes conditions.

Ces circonstances rendent le travail de construction identitaire plus individualisé – idée que Bauman (2013, p.54) exprime en écrivant que « l'identité est devenue quelque chose que l'on s'attribue tout seul ». Elles l'exposent aussi à une intrusion plus récurrente du contingent. Des parcours biographiques plus incertains a pour corollaire une plus grande part d'aléa dans les composantes de l'identité d'un individu à un instant donné de son existence. La propension au métissage et aux emprunts culturels hétérogènes accroît également le degré de contingence des quêtes identitaires. Il devient plus difficile de soutenir catégoriquement que l'agencement des éléments constitutifs d'une identité n'a rien d'arbitraire – ce qu'on peut interpréter comme une moindre structuralité des identités au sens où les associations de type « si caractéristique A, alors caractéristiques B, C, D, etc. » deviennent moins régulières. Selon Martucelli (2002, p.413), « les hybridations sont trop diverses, trop capricieuses, trop étonnantes » de sorte « qu'il est difficile de supposer [...] une affinité élective préalable entre les éléments ». Les cas où le hasard semble ne pas être entièrement étranger à la coprésence chez un même individu de certains traits identitaires deviennent plus nombreux.

La pratique de la réflexivité

Si les situations qu'ils rencontrent dans leur vie leur paraissent plus complexes, c'est aussi parce que nos contemporains ont développé

une certaine habitude de conduire leur vie réflexivement. La modernité compte parmi ses nombreux produits culturels un surcroît de réflexivité dans la conduite de vie (Martucelli, 2002). En comparaison de leurs ancêtres, les modernes donnent le sentiment de se comporter d'une manière plus consciente, plus réfléchie, en mettant dans la balance le pour et le contre, en mesurant plus activement les risques. L'évaluation, la comparaison, l'élaboration de projet sont des démarches qui leur sont devenues plutôt familières. Ils questionnent leurs pratiques, les mettent en doute, les révisent si cela semble opportun et faisable. Il semble y avoir un va-et-vient permanent entre leurs pensées et leurs actions. Ils cherchent constamment à interpréter leur expérience sociale, à lui fabriquer un sens. Leur regard sur le monde est à la fois plus 'intellectualisé' et plus critique. Ils sont davantage capables de le mettre à distance, de l'objectiver, de prendre du recul. Les actions guidées par un sens pratique pré-réflexif, faites par habitude, les routines, les comportements soumis aux affects et émotions sont loin d'avoir disparu mais le champ des pratiques qui échappent à ces logiques d'action semble s'agrandir. Il existe toujours des personnes privées de « l'aptitude à la maîtrise symbolique de la pratique », en raison de conditions d'existence difficiles qui empêchent de sortir de « l'urgence de la pratique » (Bourdieu et Passeron, 1970), mais ces cas ne sont plus communs. Les routines elles-mêmes se sont ouvertes à la réflexivité. On a toujours affaire à des pratiques répétitives reproduites sans être questionnées à tout instant mais les individus sont davantage capables de leur attribuer un sens et une utilité (Giddens, 2004(1990), Martucelli, 1999) et de les interrompre réflexivement dès l'instant où

elles perdent leur raison d'être ou lorsque des arrangements plus performants deviennent disponibles.

Le développement de la réflexivité entretient des liens étroits avec les multiples autres changements portés par la modernité. Avec la modernité, les situations où ce que l'on doit faire ne va plus de soi se multiplient, que ce soit des situations nouvelles et inconnues ou des situations de 'crise'. La tradition perd son aptitude à servir de boussole qui fournit des repères, guide à travers la vie et aide à relier le passé, le présent et le futur (Giddens, 2004(1990), Martucelli, 1999). La conscience qu'on peut conduire son existence de différentes manières se généralise, ce qui conduit au doute et à l'hésitation. La complexification du social, l'élargissement du champ des possibles, la concurrence pour les biens rares agrandissent les espaces de jeux stratégiques dans lesquels les chances de succès sont aussi dépendantes de la capacité à jouer finement. Les mentalités tendent à s'imprégner plus ou moins d'esprit scientifique, de cartésianisme, de rationalité, et les actions, comportements, choix déterminés suivant des méthodes qui rappellent celles de la science se propagent. Les savoirs accumulés par les sciences sociales, sous des formes vulgarisées, envahissent la vie sociale (Giddens, 2004(1990), Martucelli, 1999). Les connaissances, informations, messages circulent à travers de multiples canaux et les individus se trouvent, parfois involontairement, en situation de devoir évaluer leurs pratiques, les confronter avec d'autres pratiques possibles. Tout cet ensemble d'éléments conspire en faveur d'une sorte de culture de la réflexivité.

L'activité réflexive tend vers un haut degré d'individualisation. Devenant plus réflexifs, les individus tendent à se faire une idée plus personnelle de ce qu'il convient de faire dans les situations qu'ils rencontrent. Ils se satisfont plus rarement de ce qu'on leur a appris dans la famille ou de la manière dont leur entourage réagit dans des situations analogues. Il y a moins de réponses toutes faites, de mimétisme, d'obéissance aveugle dans un monde où la réflexivité occupe une place importante. Que l'on pense aux différends qui peuvent opposer les conjoints, les membres d'une famille, les cercles d'amis à propos de toutes sortes de sujets qui demandent réflexion (scolarité des enfants, investissements immobiliers, choix du lieu de résidence, etc.). Les divergences sont d'autant plus communes que les individus pratiquent la réflexivité dans des conditions de rationalité limitée, disposant d'informations éparées, partielles, pas toujours exactes. La réflexivité ordinaire, semi-savante, est souvent soumise à « la logique de l'à-peu-près et du flou » (Bourdieu, 1980). On ne peut jamais se défaire entièrement de ce que l'on a intériorisé au cours des processus socialisateurs, ni échapper totalement à l'influence de son entourage et des personnes expertes. Mais ces influences n'ont plus nécessairement l'emprise suffisante pour obtenir des comportements conformes à coup sûr. Les individus diversifient les sources d'information, ne consultent pas les mêmes personnes ou les mêmes médias selon qu'il s'agit de tel ou tel sujet. Ils confrontent les informations et les conseils, les évaluent à la lumière de leurs propres connaissances, convictions, sensibilités. La réflexivité est une activité critique par essence. Dans le champ de consommation, par exemple, réputé pour être un terrain de prédilection pour le suivisme, Lipovetsky

(2006) relève néanmoins une croissante distance des consommateurs vis-à-vis des marques. Sans qu'il s'agisse de défiance ou de désaffection, le recours aux marques se vit d'une manière moins immédiate, moins inconsciente, plus vigilante. Il existe toujours des inconditionnels de certains produits-phares mais ce profil de consommateur n'incarne plus nécessairement le consommateur-type. Selon Lipovetsky, le consommateur contemporain se distingue davantage par sa prudence, sa propension à s'informer, évaluer, prendre du recul, expérimenter, sa capacité à changer, à remettre en question ses choix du moment. Les *taste-makers* eux-mêmes, redoutés par les responsables marketing en raison de leur prétendu pouvoir à faire la pluie et le beau temps sur les marchés, ne sont pas à l'abri de la volatilité des consommateurs avertis, exigeants et infidèles, qui paraissent toujours prêts à quitter un blogueur pour un autre.

Le consumérisme et la 'culture du choix'

Les gains de terrain de l'esprit consumériste et son débordement au-delà de la sphère de la consommation marchande participe du même mouvement, en faisant de la pratique du choix réfléchi et averti, de l'exploration, du désir de goûter à tout des éléments des mœurs contemporaines. La rencontre d'un pouvoir d'achat assez substantiel avec une offre large de biens et de services éveille le sentiment qu'il est désormais possible, grâce à la consommation, de faire l'expérience de toute une variété de pratiques et de styles de vie différents dans le temps limité d'une seule vie. « Avec la bonne vitesse, écrit Bauman (2013, p.17), on peut consommer toute l'éternité à l'intérieur du présent

continu de la vie terrestre ». Les possibilités sont tellement vastes qu'à condition d'en avoir les moyens, on peut goûter à une gamme pléthorique de plaisirs divers et variés. La conscience de cette réalité participe vraisemblablement de la furie consumériste. Elle explique aussi le développement d'un profil de consommateur d'un genre nouveau, souvent décrit comme « flexible et nomade, volatile et "transfrontière", éclectique et fragmenté, zappeur et infidèle » (Lipovetsky, 2006, p.131), aux errances chaotiques et imprévisibles. Pour ce type de consommateur, le plaisir est dans la variété des plaisirs. Des pratiques guidées par un esprit de curiosité et de découverte sont dans l'air du temps. La capacité à s'engager loin dans cette voie dépend des moyens matériels mais le mental de consommateur porté par le désir de multiplier les plaisirs n'est pas pour autant absent de l'univers des bas-revenus. L'éclectisme consumériste bénéficie de conditions favorables avec l'affaiblissement des encadrements moraux strictes et les gains de terrain du permis sur l'interdit. Il y a même une certaine concordance entre cette forme de consumérisme et la normativité individualiste, l'acquisition de biens répertoriés dans des registres de goûts hétérogènes et leur assemblage en une composition hybride et insolite devenant une stratégie des plus ordinaires pour affirmer la singularité de sa personne.

La posture consumériste est loin de se circonscrire au seul univers des pratiques d'achat. Elle tend à empiéter sur d'autres sphères de la vie sociale (Lipovetsky, 2006). Cette attitude, avec ses multiples composantes – exigence de souveraineté et d'hyper-choix, éclectisme, désir de tout essayer, peur de passer à côté de sensations ignorées, aversion pour les engagements contraignant, infidélité, tendance à

consommer-puis-jeter – tend à marquer de son empreinte les différents registres de leur vie quotidienne, que ce soit leur rapport au travail, à la famille, à leurs réseaux de sociabilité, à la culture, à la spiritualité, aux loisirs – bien que souvent sous une forme euphémisée. Certaines manières de pratiquer la ville, par exemple, ne manquent pas d'être refaçonnées suivant les modalités propres à l'ordre consumériste. Que la ville soit devenue un objet de consommation, cela paraît évident si on se réfère aux pratiques touristiques, mais on trouve la trace de la même transformation dans certaines pratiques ordinaires des 'résidents' dans leur propre ville. Aux yeux de nombre de citoyens, la ville est une sorte de 'supermarché' de lieux, de 'spots' ou d'adresses tous aussi divertissant, originaux, à la mode les uns que les autres. 'Sortir' signifie choisir où aller mais il y a tant de '*place to be*' qui mériteraient d'être découvertes que le mieux est encore de partir sans cesse à la rencontre de nouveaux lieux. La manière dont de nombreux citoyens envisagent les différents styles de vie possibles (par exemple, une vie d'habitant du centre ou une vie de banlieusard, la vie en voiture ou la vie sans voiture) n'est pas sans rappeler le consommateur qui a devant lui deux produits, qui les veut tous les deux et qui est contrarié au plus haut point par l'idée qu'il faille renoncer à l'un d'entre eux. Il y a de cette mentalité hédoniste qui ne veut rien manquer de l'infinie variété des plaisirs terrestres chez beaucoup de citoyens, qui sont tentés de vivre leur ville dans un esprit d'exploration et de découverte, à travers des pratiques changeantes, parfois surprenantes, et hétérogènes.

Pluralisation normative et diversification des logiques d'action

Des individus riches d'une intériorité plurielle, disposés à éprouver de la sympathie envers une multitude de manières de mener sa vie, qui ont pris l'habitude à réfléchir à ce qu'ils font, à faire des choix, désireux de vivre une vie bien remplie et pleine de sens, ne peuvent éviter de se poser des questions comme « Que faire de sa vie ? », « Quelle est la vie digne d'être vécue ? », « Comment faut-il mener son existence ? ». De telles questions ne cessent de trotter dans l'esprit de beaucoup de nos contemporains. Mais en contraste avec les communautés ancestrales, nos contemporains n'ont plus devant eux un ensemble universellement reconnu et partagé d'idéologies et de normes de conduite qui donnent des réponses claires à ces questions (Thomas, 1923, cité in Martucelli, 1999). Comme on sait, Weber (2003(1922)) a fait de la « perte d'unité du monde » une des conséquences les plus dramatiques de la modernité : le monde est devenu le lieu d'affrontement d'une multitude de valeurs « en une lutte inexpiable », une « guerre des dieux ». Les sociétés modernes se sont singularisées d'emblée par des conditions qui rendaient plus difficiles la formation et le maintien de monopoles dans les sphères idéologique, normatif, moral de même que dans le champ des règles sociales et des codes de conduite. La pluralisation des références relatives à la bonne manière de vivre et de se conduire au quotidien est une de leurs marques de fabrique³².

³² Impossible ici de ne pas penser à Becker (1985(1963)) : « Ceux qui proposent cette définition objecteront peut-être que [...] il existe des normes qui sont généralement très reconnues par

Ce mouvement a atteint de nouvelles frontières dans la modernité tardive, avec une libéralisation des mœurs, un relâchement du contrôle social, une plus grande tolérance vis-à-vis de la différence (Ehrenberg, 2000). La critique sociale qui a désenchanté certains fondamentaux de la modernité, comme l'idéal du 'progrès' par exemple, a mis au goût du jour des idéologies, valeurs, philosophies de vie auparavant marginales et en a engendré parfois de nouvelles. L'irrigation de la vie sociale par les connaissances scientifiques a provoqué paradoxalement une plus grande incertitude sur les bonnes manières de conduire sa vie pour la simple raison que la science elle-même est hétérogène, pleine de controverses, et ne découvre presque jamais des 'vérités' incontestées. L'expansion des savoirs s'est accompagnée d'une expansion des conflits d'interprétation (Giddens, 2004(1990), Martucelli, 1999). Un commerce plus intense entre la science et la société a aiguisé chez les individus la conscience des opportunités et des risques, des coûts et des bénéfices, du pour et du contre, mais sans leur livrer des décisions clé en main à propos de ce qui vaut mieux et de ce qu'il faut faire.

C'est dans un contexte marqué par la coexistence plus ou moins pacifique d'un grand nombre d'idéologies, de philosophies morales, de valeurs, de normes, de règles, de modes de vie que vivent nos contemporains. Leur monde est dépourvu de « sources ultimes d'autorité » (Giddens, 1991, Martucelli, 1999) qui puissent fournir des réponses indiscutables aux questions qu'ils se posent. Aucun modèle

tous [...]. Quant à moi, je doute qu'il y ait beaucoup de domaines où un tel consensus existe [...] ». (p.32) (c'est moi qui souligne).

d'existence n'est assez exemplaire, assez séduisant pour éliminer toute concurrence. Toute expérience, tout style de vie est désormais une expérience, un style de vie parmi d'autres. L'idée même de 'normalité' perd de sa substance (Giddens, 1991, Martucelli, 1999). Un grand nombre de pratiques et de modes de vie passent désormais pour 'normales' au sens de légitimes et justifiables. La conquête de la reconnaissance de sa normalité demande parfois de véritables luttes symboliques mais les chances d'obtenir gain de cause semblent plus grandes à notre époque que dans le passé.

La pluralité des points de vue sur la manière dont on devrait vivre prend souvent la forme d'une dualité entre attitudes légitimes et justifiables, mais diamétralement opposées. Dans le domaine des rapports possibles au travail, par exemple, s'opposent deux manières de s'investir dans la vie professionnelle, la distanciation et l'implication intense (Lipovetsky, 2006), toutes deux créditées d'une certaine légitimité. Le premier pôle normatif réduit le travail, sous ses formes contemporaines, à un gagne-pain sans autre intérêt qui ne mérite pas qu'on y engage beaucoup de son soi, qui passe largement après la vie de famille ou la vie sociale. La normativité opposée voit dans le travail une activité porteuse de sens, utile, une source de motivation, un stimulant, un défi qui mérite qu'on s'y investisse, qu'on lui sacrifie sa vie privée. De telles bi-polarités normatives sont légion : recherche de l'exploit et du dépassement de soi *versus* hédonisme calme et tempéré ; vivre à toute vitesse, goûter à un maximum d'expériences, de sensations, de plaisirs *versus* prendre son temps, savourer, privilégier la qualité à la quantité ; une vie d'aventure, d'initiative, de prise de risque *versus* une vie prudente, à l'abri, en sécurité, à base de

'cocooning' ; se consacrer au bien-être des siens *versus* se consacrer au bien-être de l'humanité ; l'ivresse de la consommation débridée *versus* l'ascétisme sage et éco-responsable ; un mode de vie baigné dans le confort et le bien-être individualiste (qui, dans les imaginaires urbains, peut s'incarner à travers la propriété d'une maison dans une banlieue calme, la pratique de la mise à distance d'autrui socialement différents, l'auto-mobilité) *versus* un mode de vie plus spartiate, militant, solidaire (comme, par exemple, toujours dans les imaginaires urbains, habiter en ville dans des quartiers mélangés socialement, fréquenter des lieux publics à forte urbanité, se déplacer en transports en commun, scolariser ses enfants dans des établissements à public hétérogène). La particularité de notre époque n'est pas tant l'omniprésence de telles dualités normatives que l'équivalence des pôles en opposition dans l'absence d'énonciateurs supra-individuels qui puissent consacrer la supériorité d'un pôle. Il en résulte une sorte d'ambivalence généralisée (Touraine, 2003). Quels que soient les choix de vie que l'on fait, on sait qu'il y a du pour et du contre, et que les choix antithétiques, tout aussi légitimes, sont plus avantageux sous certains rapports. C'est ce qui amène Giddens (1991) à penser que la vie moderne se déroule au milieu d'un « doute méthodologique généralisé ».

Dubet (1995) qualifie d'« expérience sociale » les conduites sous-tendues par des principes, des logiques d'action hétérogènes, parfois contradictoires, auxquels les individus adhèrent simultanément et qu'ils sont amenés à combiner. La vie sociale prend de plus en plus souvent la forme de l'« expérience ». Les orientations possibles sont toujours multiples et c'est aux individus qu'il revient de construire une unité au

sein de cette diversité, de trouver la combinaison qui permet d'articuler des principes et des logiques d'action variés. Cette activité participe de ce qui fonde l'autonomie des individus, selon Dubet – même si cette autonomie n'est pas toujours une félicité et peut provoquer de la souffrance, notamment chez les individus qui se trouvent dans des situations qui rendent impossible toute synthèse.

Nos contemporains ont la chance (ou la malchance) de disposer d'un espace de liberté en ce qui concerne les manières d'aborder l'existence et les façons de vivre au quotidien. Tout n'est pas permis certes, notamment ce qui pourrait constituer une menace pour l'ordre établi – ce qui peut d'ailleurs faire penser que le pluralisme contemporain est de surface. Et tout ce qui est permis n'est pas à la portée de chacun. Mais la plupart des individus sont confrontés à un minimum de liberté lorsqu'ils se demandent ce qu'ils doivent faire de leur existence et comment ils doivent vivre au quotidien. Leur malchance (ou leur chance) est qu'ils ne peuvent se référer à aucune autorité qui puisse leur désigner le choix le meilleur, qui puisse soulager leurs états d'âme à propos de ce qu'il convient de faire dans telle ou telle situation. Ils sont désormais en situation de devoir mener de véritables « politiques de vie » (Giddens, 1991, Martucelli, 1999). Il leur incombe de s'informer, de se faire conseiller, de réfléchir, de débattre, de délibérer afin de prendre des décisions relatives à leur existence, dans des conditions d'autonomie non-négligeables.

Accélération du rythme du changement social et de l'innovation

Les complications autour des questions relatives aux bonnes manières de vivre sont exacerbées avec l'accélération du changement social et du rythme de l'innovation. La vitesse à laquelle les conditions d'existence se transforment est, pour de nombreux intellectuels, un des traits distinctifs des sociétés modernes aujourd'hui (Rosa, 2013). Avec l'accélération du rythme du changement social, le 'présent', c'est-à-dire le laps de temps pendant lequel les conditions d'existence ont une grande probabilité de rester stable, se comprime – et le 'futur', l'horizon temporel au-delà duquel se profile l'inconnu, se rapproche (Lübbe, 1998, Luhmann, 1990, cités in Rosa, 2013). La vie tend à se dérouler dans des conditions d'incertitude grandissante. Des événements imprévus, imprévisibles, se produisent à un rythme accéléré et modifient en permanence les circonstances dans lesquelles on agit. Le sentiment que le futur proche sera différent du présent se répand. Les individus ont de plus en plus l'impression que leur vie n'est pas à l'abri d'un changement brutal pour des raisons hors de leur maîtrise. Même ceux qui réussissent à se forger une vie stable vivent avec la conscience que le changement est toujours une possibilité, ne serait-ce que parce qu'ils l'observent affecter la vie de tant d'autres personnes.

L'accélération du progrès technologique joue un rôle important dans ce mouvement. Les innovations tendent à se produire à une fréquence élevée. La vitesse de diffusion des innovations technologiques s'accélère également de manière vertigineuse. Plus que quelques

années suffisent aujourd'hui à atteindre des degrés de diffusion qui prenaient plusieurs décennies il y a un siècle (Rosa, 2013). Les sphères de l'organisation de la production, du droit, de l'administration publique, des institutions sont également affectées par la vitesse avec laquelle des nouveautés y sont introduites, ce qui contribue tout autant à intensifier le changement social. La durée de vie des produits socio-culturels se raccourcit. La période qui s'intercale entre le moment où un bien de consommation est mis sur le marché et celui où il doit être recyclé est de plus en plus courte. Les modes, les idées, les images sont de plus en plus éphémères (Urry, 2005). Les normes sociales, les règles, les codes de conduites hérités d'un passé récent se voient défiées par d'autres qui émergent et les relativisent, voire les rendent obsolètes ou 'vieillottes'. Les savoirs et savoir-faire sont chroniquement menacés soit parce que le monde pour lequel ils valent disparaît en se transformant, soit parce qu'ils sont concurrencés par des savoirs et savoir-faire nouveaux qui paraissent supérieurs.

En s'accéléralant, le rythme du changement social a fini par franchir le seuil critique du rythme de renouvellement des générations (Rosa, 2013). Les individus grandissent désormais dans un monde différent de celui de leurs parents et vieillissent dans un monde qui ne ressemble plus celui de leur enfance. Les savoirs et savoir-faire censés orienter les individus perdent leur validité en cours de route. En témoigne l'expérience de personnes qui, faute d'avoir pu renouveler leur stock de connaissances et de compétences, se trouvent dépassés, déboussolés, piégés dans des situations difficiles. Le fossé intergénérationnel s'élargit. « Les enfants ne savent déjà plus comment vivaient leurs parents, écrit Beck, sans parler de leurs grands parents »

(Beck, 1986, p.289). La transmission d'information des générations adultes vers les jeunes générations se précarise. Une part croissante des savoirs et savoir-faire des parents n'ont plus cours dans le monde où grandissent les jeunes et leur paraissent anachroniques, dépourvues de sens (Lübbe, 1998, cité in Rosa, 2013). Pour certains spécialistes, les jeunes générations auront désormais autant à apprendre, si ce n'est plus, des membres de leur propre génération que de leurs aînés.

Le rythme élevé du changement social complique la prise de décision. La complexité et l'instabilité de l'univers de choix exacerbent la quantité d'informations à réunir et traiter pour des décisions réfléchies et informées. Les incertitudes concernant ce qui va changer ou ce qui va durer rendent impossible la prévision de l'intégralité des conséquences des choix opérés, même à un horizon court. Les possibilités de calcul fiable sont amoindries et il devient hasardeux de prévoir les tendances futures par simple prolongement des tendances actuelles (Rosa, 2013). La méthode de prise de décision authentiquement rationnelle, qui supposerait une collecte intégrale d'informations et un traitement systématique, passerait pour totalement irrationnelle dans les circonstances actuelles : la moindre décision exigerait qu'on y consacre un temps hors de proportion. L'instabilité chronique stimule néanmoins la réflexivité. L'exposition à des situations changeantes pousse les individus à réfléchir constamment à leur propre vie, leurs propres expériences, à les questionner, à les réinterpréter, à réviser leurs attentes, à réévaluer les risques et les opportunités. Le sentiment que le monde va de l'avant sans attendre quiconque provoque l'impression que si l'on ne fait rien, on finira par se faire décrocher

(Rosa, 2013). L'engagement dans des efforts afin de s'adapter, de maintenir ouvertes plusieurs options pour le futur, tend à se présenter comme une injonction majeure pour rester au contact de son époque et se préparer à l'avenir. Le sentiment d'urgence, d'être sous pression temporelle, est vraisemblablement lié en partie à cette ambiance générale : « il n'y a jamais assez de temps » se disent ceux qui veulent rester dans le coup et en même temps profiter de la vie.

Politiques de vie pour concilier des envies et besoins illimités avec des capacités limitées

Si les situations que rencontrent nos contemporains dans leur existence ne sont souvent pas simples, c'est aussi parce qu'elles s'insèrent dans une vie sociale aux très nombreuses dimensions liées entre elles de telle façon que ce qu'on va faire dans une situation dépend de ce qu'on compte faire dans d'autres situations et le conditionne en retour. Il en est ainsi en partie parce qu'en règle générale, les ressources disponibles ne sont jamais en quantité et qualité suffisantes pour qu'on puisse faire, ni s'offrir tout ce qu'on voudrait ou tout ce qu'on devrait. Il n'y a aucune limite aux envies, besoins, attentes, alors qu'il y en a toujours une aux capacités. Les choses à faire, à gérer, à régler, à vivre, à voir, à expérimenter, à acquérir, dépassent toujours, et souvent de beaucoup, les moyens. Que l'on pense à la quantité phénoménale d'objets que l'on peut acquérir ou de services auxquels on peut recourir, des plus essentiels aux plus accessoires, par le biais du marché ou des services publics – avec une offre qui se renouvelle à grande vitesse et cherche

constamment à éveiller de nouvelles demandes. Que l'on pense au nombre de scènes sur lesquelles les individus sont appelés à endosser des rôles sociaux – en tant que professionnels, parents, amis, militants, membres d'une association, etc. – dont plusieurs sont engageants, imposent des obligations à respecter et exigent qu'on y accorde du temps. Que l'on pense à la diversité des manières dont on peut occuper son temps libre, entre la télévision, les séries, internet, les livres, les journaux, les magasins, le foot, le yoga, le jardinage, le bricolage, les expositions, les soirées avec les amis, les promenades, les jeux de société avec ses enfants, le shopping, le *far niente*, les voyages, les hobbies, la participation à la vie sociale de son quartier, l'engagement dans la vie citoyenne, etc. En résumé : pratiquement personne au monde n'a le temps, ni l'argent pour tout faire et pour tout avoir – j'inclus la Reine d'Angleterre et le président des Etats-Unis. Cette impossibilité rend obligatoire la conduite de politiques économiques de la vie quotidienne, avec des arbitrages constants quant à l'allocation de ressources financières, temporelles et sociales. Il existe une sorte de concurrence généralisée – mais on pourrait aussi dire : une solidarité profonde – entre les mille et une composantes des existences quotidiennes. Tout moyens investis dans un objet, un service, une occupation, sont autant de moyens qui manqueront ailleurs. Les possibilités combinatoires sont quasiment illimitées, tellement l'argent et le temps peuvent être mis à profit de manières différentes. Cette réalité réduit la probabilité d'un alignement trop parfait des manières de vivre, des pratiques, des choix de vie, même entre personnes dont le curriculum sociologique est semblable à plus d'un titre. Comment s'attendre à ce qu'un système d'équations aussi complexe, avec un

nombre de variables aussi conséquentes, qui admet quasiment une infinité de solutions distinctes, soit résolu de manière identique ou presque par des ensembles d'individus qui se comptent par centaines de milliers ? Nul doute que certains arbitrages s'imposent parfois avec une évidence qui ne laisse pas de place à l'hésitation – comme, par exemple, l'automobilité lorsqu'on habite des lieux où les alternatives sont inexistantes. Mais dans bien d'autres cas, aucun arbitrage ne se présente avec une telle évidence et la probabilité de déviations entre les orientations des uns et des autres, proches socialement pourtant, devient plus grande. Nul doute non plus que l'exercice des politiques de vie se fait dans des conditions beaucoup plus éprouvantes lorsque les ressources sont rares et les contraintes lourdes. Les champs des possibles sont alors beaucoup plus étroits et les possibilités combinatoires moindres mais pas au point de ramener à néant le potentiel de variabilité des pratiques et des manières de vivre. Les interrogations quant à l'allocation des ressources, aux moyens de contourner les contraintes, à la priorisation des besoins et des envies, à ce qu'on peut se permettre ou non, saturent ces existences tout autant que les autres.

Contournements de l'ordre et détournements d'usage

L'ouverture des situations que rencontrent nos contemporains dans leur vie est aussi stimulée par le fait qu'il existe toujours des marges de liberté dans l'interprétation de ce qu'il convient de faire dans une situation donnée et qu'il est toujours possible, dans une certaine

mesure, de déborder le cadre d'action 'officiellement' prévu pour produire des comportements ou des pratiques inattendues, novatrices, parfois imprévisibles. Dans toutes les sociétés, les pouvoirs multiples (politique, bureaucratique, économique, culturels) créent et assurent la reproduction ou la réforme d'un ordre social et économique qui se caractérise par un ensemble de règles, de normes, de codes à respecter, une offre de biens matériels et symboliques et des cadres institués d'action. En pratique, cet ordre établi n'est pratiquement jamais en mesure de réduire entièrement les comportements réels aux comportements attendus et souhaités. Il y a presque toujours un peu de 'jeu' dans les rouages des appareils socio-culturels et cela suffit à la génération de pratiques inattendues, imprévisibles, qui débordent en permanence hors du cadre qui circonscrit les conduites connues et reconnues. Pour reprendre une image linguistique employée par de Certeau (1990), il y a entre les pratiques réelles et l'ordre institué une relation qui rappelle l'usage propre que les individus peuvent faire d'une langue qu'ils n'ont pas fabriqué eux-mêmes et qu'ils reçoivent avec son vocabulaire et sa syntaxe spécifiques. Il n'y a pas de limites à la variété infinie de phrases que l'on peut construire à partir de la quantité finie de mots et de règles grammaticales propres à une langue.

L'émergence de pratiques imprévues et non-conformes est, dans certains cas, une conséquence de l'existence de marges d'interprétations. Comme on sait, les règles, mêmes les plus fermes, sont ouvertes à des interprétations plurielles. Il y a ce que « dit » la règle et il y a ce qu'on peut lui faire dire. Morin considère que l'environnement est un gigantesque « système de signes » que chaque individu tente de déchiffrer à coup d'interprétation. « Pour le

percepteur, écrit-il (1994), les objets, phénomènes, évènements sont des quasi-émetteurs d'informations que le percepteur capte, trie, décode et articule en discours – sauf que le discours n'est pas déjà écrit dans l'éco-système ». La part d'interprétation inhérente à ce travail de décodage ouvre la voie à des comportements innovants et hétérodoxes engendrés par des interprétations elles-mêmes nouvelles et originales. Les détournements d'usage constituent une autre source à l'origine de pratiques qui échappent aux anticipations. Les manières dont les individus s'approprient et utilisent les produits culturels matériels ou symboliques disponibles s'écartent souvent des usages prévus pour lesquels ces produits sont élaborés. Il y a une créativité sociale dans les usages qui rend certaines pratiques proprement indétectables ex-ante. On sait aujourd'hui à quel point les individus ont pu faire preuve d'inventivité en mettant les appareils et services technologiques dernier cri au service de pratiques dont les concepteurs étaient très loin d'imaginer. Dans le registre des produits symboliques, « la présence et la circulation d'une représentation, comme le note de Certeau (1990, p.XXXVIII), n'indique nullement ce qu'elle est pour ses utilisateurs ». Les idées et valeurs que les puissants tentent d'imposer en tant que normes font parfois l'objet de véritables manipulations de la part des individus qui se les réapproprient en les adaptant à leur manière et à leur avantage. Cette « activité culturelle des non-producteurs de culture » participe des tactiques que mettent en œuvre notamment les plus démunis pour se protéger du mieux qu'ils peuvent de la violence symbolique et pour lui opposer une forme de résistance. L'« art de faire des coups » (de Certeau, 1990) fait partie de la culture populaire, dans un sens très large, et se manifeste dans tous les

compartiments de la vie quotidienne, au travail, à l'école, à domicile, dans la ville, dans les manières d'habiter, de se déplacer, etc. Il est parfois à l'origine de pratiques entièrement inédites, notamment lorsqu'il est à l'œuvre à la croisée de cultures hétérogènes – comme, dans l'exemple que donne de Certeau (1990), les manières d'habiter originales qui voyaient le jour lorsque des immigrés importaient des éléments de leur culture d'origine dans l'intérieur « moderne » des logements sociaux bâtis dans les années d'après-guerre. Mais cet art est aussi, plus modestement, ce qui permet à ses artisans d'accéder à des positions ou de pouvoir se livrer à des pratiques insoupçonnées chez des personnes de leur condition. En usant d'innombrables « tactiques du quotidien », faites d'astuces, de ruses, de combines, les individus se débrouillent pour disposer d'une voiture, décrocher un travail à proximité du domicile, se rendre à des lieux éloignés de chez eux, scolariser leurs enfants dans tel établissement scolaire, se loger dans tel quartier, accéder à la propriété, etc., malgré les obstacles évidents que dresse la réalité sociale. Cette créativité de la 'débrouille' est ce qui permet à certains individus de déjouer dans une certaine mesure les pronostics qu'on pourrait formuler quant à leurs conditions d'existence sur la base d'informations relatives à leurs positions et identités sociales.

La fabrique de l'hétérogénéité diffuse

Qu'est-ce qui peut amener des individus sociologiquement proches dans les grandes lignes à se conduire de telle façon que leurs comportements tendent à se polariser, sans qu'aucune forme

particulière de comportement ne s'impose comme très majoritaire ? – une distribution de type 55/45 plutôt que 90/10 ? Ma réponse à cette question est : la complexité des organismes humains, la complexité des situations qu'ils rencontrent dans leur vie, l'interaction de ces deux complexités. Les tendances esquissées dans les pages précédentes, produits de la modernité, y sont pour quelque chose. La complexité des individus se manifeste de deux manières : (i) par la variabilité des préférences, des goûts, des dispositions entre individus dont les positions et identités sociales sont *grosso modo* semblables, (ii) par la pluralité des préférences, goûts, dispositions qu'enferment l'intériorité des individus. Cette complexité n'est pas étrangère à la socialisation plurielle, la multiplicité des influences subies, au détachement des individus vis-à-vis des collectifs, aux libertés qu'ils sont capables de prendre dans la détermination de leur conduite, à leur propension à se montrer réflexif, à leurs dispositions envers la pratique du choix averti, à l'individualité érigée en normativité qui les pousse à cultiver la singularité de leur soi, à vouloir se différencier les uns des autres, y compris de leurs proches sociaux, à rechercher le caractère unique. Que la variabilité des préférences, goûts, dispositions d'un individu à l'autre, même lorsque les coordonnées sociologiques sont semblables, fabrique de l'hétérogénéité diffuse, c'est une chose qu'on comprend : si les préférences, goûts, dispositions varient entre proches sociaux, il n'est pas étonnant que les comportements ou les pratiques fassent de même. La pluralité des préférences, goûts, dispositions qui cohabitent dans les corps exerce une pression dans la même direction. Lorsque les individus sont dotés d'une intériorité plurielle, avec une distribution complexe de sympathies et d'aversion, qu'ils sont attirés par plusieurs

manières de vivre, qu'ils sont bien disposés envers une pluralité de formes de comportement, la probabilité d'une grande homogénéité de conduites s'affaiblit, à partir du moment où le champ des possibles s'ouvre. Imaginez un groupe de personnes, toutes pareillement bien disposées à l'égard de la propriété et de la location, et qui ont le choix entre ces deux possibilités. Dès l'instant où les deux options se valent, avec des avantages et inconvénients respectifs en équilibre, et qu'il est tout aussi raisonnable de choisir l'un que l'autre, l'issue la plus vraisemblable est l'hétérogénéité diffuse : près d'une moitié qui opte pour la propriété, et près d'une autre moitié qui opte pour la location. Bien sûr, pour que les corps soient habités de préférences plurielles, comme dans l'exemple une égale sympathie pour la propriété ou la location, la socialisation plurielle ou la recherche active de la singularité sont des préalables. Faut-il aussi que les différentes possibilités de conduite – acheter ou louer, dans l'exemple – aient des arguments à faire valoir. C'est souvent le cas de nos jours et c'est ce qui fait la complexité des situations qu'on rencontre dans la vie : plusieurs des alternatives que contiennent les champs des possibles présentent un intérêt, de sorte qu'il y a toujours des bonnes raisons pour sélectionner les unes ou les autres. Les conditions sociales propres à la modernité participent à cet état des choses. Si les possibilités sont souvent compliquées à départager, c'est aussi parce que la pluralisation normative accroît la légitimité et la désirabilité de toute une variété de modes de vie, de comportements, de pratiques. L'accélération du changement social et du rythme de l'innovation apporte une touche supplémentaire, en augmentant les incertitudes et en modifiant les équilibres des champs des possibles de manière continue. Les

procédés inventifs viennent aussi chambouler le champ des possibles parce qu'ils permettent constamment aux individus de déborder le cadre des pratiques connues et reconnues, de contourner les limites ou obstacles associés à certaines situations, de détourner les usages de manière à en modifier les significations et l'intérêt. Les interdépendances entre les multiples sphères de la vie sociale porte le degré de complexité des situations à un niveau supérieur. Les choix à faire dans tout registre donné sont directement impactés par ce qui se passe dans d'autres registres. Ces circonstances ouvrent la voie à des décisions qui peuvent basculer dans des directions opposées chez des proches sociaux. On fait face à des situations où plusieurs alternatives semblent présenter un intérêt à la base, et l'issue devient sensible alors aux particularités du contexte d'action, qui sont parfois de l'ordre du détail, parfois contingentes, qui viennent fermer l'espace de choix ou donnent l'avantage à l'une des alternatives – une information, une rencontre, un conseil décisif, un ingrédient spécifique présent dans la vie des protagonistes, un élément singulier de leur curriculum, une contrainte ou une opportunité particulière liée à des arbitrages opérés dans d'autres sphères de la vie sociale, etc. Il en résulte de la variabilité dans les comportements et les pratiques de personnes qui ont en commun un certain nombre d'attributs sociaux. C'est ainsi qu'au sein de tant d'agréats de personnes dont les positions et identités sociales sont *grosso modo* semblables, se forme de l'hétérogénéité diffuse.

Hétérogénéité diffuse et tendances socio- urbaines composites et marginales

Dans certains cas, les phénomènes (ou tendances) socio-urbains au cœur des récits sur la ville contemporaine sont des effets d'agrégation. Ils prennent forme suite à l'accumulation de micro-comportements produits par une multitude d'individus. Le renforcement de la ségrégation, par exemple, est lié aux déménagements de centaines de milliers de ménages au cours des dernières décennies. C'est l'agrégation de cette masse de changements d'adresse qui a entraîné l'affaiblissement du degré de cohabitation entre groupes sociaux – à la démographie des groupes sociaux près. L'allongement de la distance domicile-travail moyenne est aussi un effet d'agrégation : les centaines de milliers de choix résidentiels et professionnels, s'additionnant les uns aux autres, ont provoqué ce phénomène – abstraction faite des entrées et sorties sur le marché du travail qui, elles aussi, affectent les distances.

La présomption d'une forte homogénéité des pratiques chez les individus proches socialement a comme corollaire une tendance à penser les phénomènes socio-urbains de ce genre comme des effets émergents puissants, structurels, car portés par une multitude de micro-comportements convergents, qui poussent dans la même

direction. Derrière la tendance à la hausse de la ségrégation, par exemple, on voit une masse immense de ménages qui font des choix résidentiels de nature à renforcer la ségrégation. On se dit alors qu'on a affaire à une tendance massive, monolithique, forte du concours plébiscitaire d'une très grande majorité. Le constat d'une hétérogénéité diffuse amène à poser sur les mêmes phénomènes un autre regard. Dans les sociétés modernes contemporaines, il n'est pas rare que les comportements des individus soient partagés sans qu'aucune forme de comportement ne réussisse à faire l'unanimité, à s'imposer comme une manière de faire plébiscitée par le plus grand nombre. Les individus se portent sur les différentes possibilités à chaque fois en nombre : les uns se comportent d'une certaine façon, d'autres, pas beaucoup moins nombreux, agissent différemment, et aucune manière de faire n'écrase les autres. Dans de telles circonstances, les effets d'agrégation qui résultent ne sont pas la simple addition d'une masse homogène de micro-comportements engagés dans la même direction. Ce sont des effets d'agrégation plus complexes, composites. Ils se produisent sur un fond de comportements pluriels, partagés, qui s'opposent et poussent dans des directions contraires. L'effet qui l'emporte au final se dessine à la marge de ces micro-comportements hétérogènes. Par exemple : un grand nombre de ménages font des choix résidentiels ségrégatifs, un nombre légèrement moins important de ménages font des choix résidentiels favorables à la mixité sociale. La majeure partie des comportements ségrégatifs et non-ségrégatifs se répondent et se neutralisent. L'effet d'agrégation qui résulte est une accentuation de la ségrégation car le solde, la part marginale des comportements qui survit aux neutralisations réciproques, fait pencher l'issue de

l'agrégation du côté des choix ségrégatifs, légèrement plus nombreux. Les tendances qui sont de tels effets d'agrégation composites et marginaux sont 'faibles' au sens où elles n'ont pas la puissance écrasante des tendances portées par une marée de comportements convergents. Certaines tendances socio-urbaines contemporaines, comme le renforcement de la ségrégation ou l'augmentation de la distance-domicile travail moyenne, se rapprochent de ce modèle d'effet d'agrégation composite et marginal et sont, en ce sens, plus faibles que ce qu'on tend à imaginer – je vais tenter de le montrer un peu plus loin.

Contingence des tendances à base d'effet d'agrégation

Les effets d'agrégation composites et marginaux peuvent se caractériser par un haut degré de contingence. Idéalement, on peut imaginer des cas où un effet émergent résulterait d'un déséquilibre numérique infime entre plusieurs formes de comportement pratiquement aussi fréquentes les unes que les autres au sein d'agrégats d'individus qui se comptent par millions. Les effets d'agrégation de cette sorte peuvent être rétrospectivement qualifiés de contingents au sens où il aurait suffi qu'une infime fraction d'individus se comportât d'une autre manière pour que l'agrégation débouche sur une neutralisation parfaite des masses de comportements opposés, ce qui annulerait l'effet d'agrégation observé, ou sur un déséquilibre en faveur d'une autre forme de comportement, auquel cas l'issue basculerait, toujours à la marge, d'un autre côté.

On sait que le rapport de la science avec la contingence est compliqué. Peut-être bien qu'il y a dans la science de cet « inlassable, héroïque effort de l'humanité niant désespérément sa propre contingence » (Monod, 1970). La maisonnée scientifique a souvent regardé le hasard avec méfiance, l'a traité comme un invité encombrant, qu'il valait mieux chasser de chez soi au plus tôt et une fois pour toutes. Le postulat selon lequel les phénomènes, naturels ou sociaux, ne sont pas dû au hasard mais obéissent à des lois que l'intelligence humaine peut découvrir est fondateur de la science. Il s'en est suivi différents attitudes, différentes réactions par rapport à l'idée de contingence, certains intransigeants, d'autres plus conciliants : négation (le hasard n'est qu'un sentiment qui naît d'une manque d'omniscience), minoration (le hasard, c'est du bruit, de la perturbation mineure, de la variation accidentelle, du résidu sans conséquence), déclasserement d'un point de vue scientifique (certains phénomènes peuvent être dus au hasard mais n'ont pas d'intérêt pour la science) (Boudon, 1984). Des courants majeurs au sein des sciences sociales naissantes, séduits par les lois rigoureusement déterministes des sciences de la nature, se sont rangés sur les mêmes positions face à la contingence et se sont donnés une mission homologue : rechercher des régularités dans le social, écarter les événements singuliers, ramener la part du hasard au plus près de zéro.

Comme on le sait, le sort a voulu qu'au moment même où une partie des sciences sociales se construisait un projet calqué sur le modèle des sciences de la nature, celles-ci couvaient déjà des approches nouvelles qui prenaient leur distance par rapport aux conceptions strictement déterministes et reconnaissaient un certain statut au contingent. De fait, les tentatives modernes pour donner un statut

scientifique à l'aléa sont relativement anciennes – Cournot (1851), dont les développements sur la rencontre de séries causales indépendantes jouissent d'une grande notoriété, est un contemporain d'Auguste Comte. Il existe aujourd'hui en sciences de la nature des théories reconnues qui développent une conception historiciste de l'univers, font une place de choix à des événements uniques et singuliers (exemple ultime : le Big Bang), égratignent les lois physiques, ces chefs d'œuvre de la nomothétique, en révélant qu'elles ne sont pas intemporelles, ni éternelles. Elles injectent des indéterminations dans leur cadre conceptuel, démontrent qu'une causalité même stricte peut déboucher sur des imprévisibilités (Grossetti, 2004).

Pendant que l'école durkheimienne se lançait dans une entreprise sociologique organisée autour du paradigme déterministe importé des sciences de la nature, d'autres écoles sociologiques, qui ont également accédé au statut de classique – avec comme représentants majeurs Weber, Simmel et Pareto –, développaient une autre sociologie moins hostile et plus ouverte au contingent. On doit à cette tradition sociologique, directement ou indirectement, des analyses majeures qui ont révélé le rôle déterminant que peut jouer le hasard dans la vie sociale lorsque certaines conditions sont réunies. Des recherches socio-historiques ont détecté dans le passé des épisodes dans lesquelles un événement singulier, qu'on peut considérer comme fortuit (au sens où il aurait pu tout aussi bien ne pas se produire), a eu une influence décisive sur le cours de l'histoire. Sans l'intervention de cet événement contingent, des réalités sociales ultérieures n'auraient probablement pas vu le jour, des 'possibles latéraux' qui ne se sont pas produits se seraient réalisés. Des variantes de ces recherches s'affilient

aux idées de Cournot : c'est la rencontre contingente entre des séries indépendantes d'évènements placés dans des chaînes causales qui concourt à une réalité sociale dont la genèse n'aurait pu se passer de ce croisement des chemins. L'aléa tient dans le caractère non-nécessaire de la rencontre (les séries auraient pu se dérouler sans point de tangence) ou de sa chronologie (ce qui est fortuit n'est pas tant la rencontre entre les séries mais l'instant spécifique de leur entrée en collision qui a une importance décisive). Certains travaux de Weber peuvent être placés dans la même perspective (Weber, 2008(1905), Grossetti, 2004). Il ressort de ses analyses que lorsque des systèmes sociaux se trouvent face à des avenir équiprobables, des événements mineurs et aléatoires peuvent déterminer la voie qui sera finalement empruntée. Les travaux de Kuhn (2008(1970) sur la structure des révolutions scientifiques peuvent être interprétés comme une variante de ce schéma. La crise d'un paradigme scientifique irrémédiablement obsolète génère un contexte favorable à son remplacement par un successeur. Il est certain qu'un nouveau paradigme verra le jour mais son contenu reste souvent un mystère : il est largement indéterminé. Comme le montre Kuhn, dans l'histoire des sciences, les idées originales qui ont déclenché l'invention d'un nouveau paradigme ont parfois jailli dans l'esprit des scientifiques au détour de situations ou d'évènements hautement contingents. Castoriadis (1996) exprime à sa manière une idée semblable lorsqu'il écrit que « les Hébreux ont imaginé, ont créé leur Dieu comme un poète crée un poème, un musicien une musique » (p.118). La création du monothéisme hébreu ne peut se comprendre sans les conditions sociales-historiques-géographiques dans lesquelles il a été créé, mais selon Castoriadis,

son invention ne peut pas non plus se déduire entièrement, comme nécessaire, de ces mêmes conditions. Une autre variante encore transpose ce même cadre à des situations de choix, individuel ou collectif. Des recherches en sociologie économique ou en sociologie des organisations font état de cas historiques où des entités collectives, en situation de décision, ont eu le choix entre des solutions incommensurables ou impossibles à départager selon les critères pertinents : aucune solution ne semble supérieure aux autres, il n'y a aucune raison décisive de sélectionner l'une plutôt qu'une autre. Les issues sont équiprobables et on a pu observer des cas où le succès de la solution finalement retenue tenait à des facteurs contingents (bénéfice d'un avantage aléatoire, bénéfice d'un élément de contexte non-nécessaire qui a promu une qualité mineure en avantage décisif) (Granovetter et Mac Guire, 1998, Granovetter, 1994, cités in Grossetti, 2004). Des recherches biographiques déclinent la même idée au niveau des parcours de vie des individus. La reconstitution de l'enchaînement des événements biographiques laisse découvrir des moments de bifurcation où de multiples possibles se présentent aux individus avec des dosages promesses/incertitudes comparables. Ce sont des moments où les individus doivent prendre des décisions qui vont avoir des conséquences importantes dans leur vie, parfois irréversibles, et le sentiment d'une égale désirabilité des voies empêche de trancher sans hésitation. Il n'est pas rare dans des circonstances pareilles que la décision finale soit affectée par des événements contingents (un conseil, une rencontre, une information, des problèmes de santé, des difficultés familiales, etc.). Le même scénario se joue parfois sans qu'il soit question de prise de décision à

proprement parler : les individus s'engagent dans une voie, sans avoir le sentiment de faire un choix, et l'examen rétrospectif laisse voir qu'on n'aurait sans doute pas pris cette direction sans le concours de certains facteurs accidentels.

Ces études sur l'intervention du hasard dans le cours de la vie sociale peuvent être associées à une réflexion sur le degré de contingence des effets d'agrégation. En s'outillant de modèles relativement élémentaires, on peut montrer que dans un système social où les situations de choix seraient généralisées et systématiquement ouvertes, avec des possibles aussi désirables les uns que les autres et donc équiprobables, les effets d'agrégation seraient marginaux, composites et hautement contingents. Ils résulteraient de légers écarts fortuits par rapport à l'équipartition parfaite. S'il s'agit d'un choix entre deux options, par exemple, l'effet d'agrégation prendra la forme d'un écart aléatoire infime entre presque 50% d'individus choisissant une option et presque 50% d'individus faisant le choix contraire. La tendance générée est contingente au sens où elle aurait pu ne pas se produire : la probabilité de son irréalisation est identique à la probabilité de sa réalisation. Le même schéma s'applique à un système social à multi-déterminisme complexe. Lorsqu'il tend vers l'extrême, le multi-déterminisme complexe a pour limite l'indétermination : il génère des pratiques, choix, comportements comme s'ils étaient aléatoires et débouche sur des distributions équipartitionnées à l'image des distributions aléatoires. Les effets d'agrégation dans les systèmes sociaux de cette nature ont les mêmes propriétés : ils sont composites, marginaux et contingents. Les tendances à base d'effets d'agrégation peuvent également prendre un caractère fortuit dans des systèmes

sociaux à déterminisme simple. Dans ce modèle, le hasard se loge dans les facteurs qui concourent à déterminer le nombre d'individus dans différents groupes (par exemple, riches et pauvres). Si on est en présence de groupes dont les membres font des choix entièrement déterminés par l'appartenance au groupe et diamétralement opposés, l'issue de l'agrégation dépend des effectifs respectifs : l'effet d'agrégation bascule du côté du choix préféré par le groupe le plus nombreux. Si les raisons pour lesquelles un groupe compte davantage de membres sont fortuites, ce résultat lui-même peut être considéré comme contingent. L'intervention de l'aléa risque d'être d'autant plus décisive que les agrégats en présence sont quasi-égaux en termes de poids.

Des modèles de cette sorte, que Bourdieu (2003) appelle des « récréations mathématiques », ne prouvent rien en soi et leur haut degré d'abstraction conjugué à l'irréalisme de certaines de leurs hypothèses les éloigne de la réalité. Mais on peut s'en inspirer pour tirer des leçons pratiques qui ne sont peut-être pas si virtuelles, triviales ou vaines qu'en apparence. Le message qu'ils délivrent me semble être le suivant : les tendances qui sont des effets d'agrégation composites et marginaux sont ouvertes aux interférences du contingent, et ce d'autant plus que la différence de poids entre masses opposées est dérisoire. Au fond, il ne s'agit de rien d'autre que la conséquence d'un principe banal : plus les forces en opposition se valent, plus l'issue devient perméable à l'influence de facteurs contingents (comme dans une rencontre sportive entre deux équipes aussi compétitives l'une que l'autre ou dans une élection particulièrement serrée qui oppose des candidats pareillement populaires). Les effets d'agrégation qui

s'approchent de ce modèle du 50%-50% peuvent donc être contingents : ils se sont réalisés mais la probabilité du contraire était tout aussi élevée. Ce sont des effets qui tiennent à peu de chose : il aurait suffi que le hasard souffle dans un autre sens pour que l'effet d'agrégation observé cédât la place à un autre. Leur existence doit quelque chose au hasard. Lorsque les comportements opposés sont presque pareillement répandus, les variations accidentelles, sans conséquence habituellement, font que l'on se retrouve avec tel effet d'agrégation ou son contraire.

Les tendances socio-urbaines que j'ai évoquées *supra* sont des effets d'agrégation assez forts pour échapper au qualificatif de contingent. Ces effets d'agrégation sont bien composites et marginaux mais pas au point qu'on puisse mettre leur existence sur le compte du hasard. Mais certains sont proches de la '*zone de contingence*' dans une mesure bien supérieure à ce qu'on peut imaginer. Sur un axe dont l'un des extrêmes incarnerait l'idéal d'un effet d'agrégation pur et massif (tous les individus se comportent d'une même manière) et l'autre correspondrait à l'idéal inverse d'un effet d'agrégation composite, marginal et contingent (écarts infinitésimaux entre les quantités d'individus qui produisent des comportements opposés), certaines tendances socio-urbaines se placeraient bien plus près de la seconde extrémité que de la première.

Des simulations pour évaluer la distance à la contingence de tendances socio-urbaines

Afin de déterminer le point auquel certaines tendances socio-urbaines majeures de notre époque résultent d'effets d'agrégation à caractère composite et marginal et situés à faible distance de la zone de contingence, on a mis sur pied une méthodologie *ad hoc* à base de simulations. La démarche peut bien s'affilier à la famille des « récréations mathématiques » mais elle n'est pas purement théorico-numérique. Elle procède avec des données empiriques réelles, tirées des mêmes grandes enquêtes mobilisées jusqu'ici. Dans l'esprit, le procédé consiste à mesurer la quantité de 'choix' individuels qu'il eut fallu inverser ou annuler pour qu'une tendance observée entre deux dates, fruit d'un effet d'agrégation, n'ait pas vu le jour. Si cette quantité est dérisoire, relativement à la quantité de choix qui se sont exprimés, on peut estimer que la tendance en question est proche du modèle de la tendance composite, marginale et à petite distance de la contingence. Dans le cas contraire, la tendance peut être jugée monolithique, non-marginale et non-contingente. Un exemple numérique, simplement illustratif, pour clarifier l'esprit de la démarche. Imaginons qu'à un instant donné, un grand nombre d'individus ont le choix entre deux alternatives A et B. 51% d'entre eux choisissent A et 49% choisissent B, d'où une tendance à A, légèrement majoritaire. Cette tendance est composite, marginale et proche de la zone de contingence, au sens où les choix favorables aux deux options sont très proches de l'équipartition. Ce haut degré de contingence se traduit par la quantité infime de choix, 1% seulement de l'ensemble des choix

exprimés, dont l'inversion aurait suffi à empêcher la tendance à A de se produire. Si la partition des choix entre A et B était 90%/10%, la quantité de choix à modifier pour effacer la tendance à A serait de 40%, ce qui est beaucoup moins dérisoire. Cette proportion importante est bien à l'image de la nature monolithique, non-marginale et non-contingente de la tendance à A dans ce second cas de figure. Une approche fondée sur cette logique mais qui opère avec des données réelles a été mise en œuvre pour éprouver la force de trois tendances socio-urbaines majeures : l'accroissement de la ségrégation, l'augmentation de la distance domicile-travail et l'embourgeoisement de Paris. Dans les cas étudiés, les proportions de comportements qu'on doit virtuellement modifier pour faire disparaître les tendances socio-urbaines observées, sans jamais être tout à fait dérisoires, restent néanmoins mineures – de l'ordre de 5 à 10% la plupart du temps.

La tendance au renforcement de la ségrégation dans la métropole parisienne

La séparation résidentielle entre les cadres et professions intellectuelles supérieures et les ouvriers dans la métropole parisienne, les deux groupes dont l'incompatibilité résidentielle est traditionnellement la plus grande, mesurée par l'indice de dissimilarité, s'élevait à 44,4% en 2008 – au sein du champ formé par les personnes de référence et leurs conjoints. Ce degré de séparation a été poussé vers le haut par les dizaines de milliers de déménagements réalisés par les membres des deux groupes au cours des années 2000 à

l'intérieur des frontières métropolitaines. L'agrégation de ces mobilités résidentielles a produit un effet dopant sur la ségrégation cadres/ouvriers. Sans cette grande quantité de changements de logement, il y aurait eu plus de cohabitation entre les cadres et professions intellectuelles supérieures et les ouvriers en 2008. Si aucun cadre ou profession intellectuelle supérieure, ni aucun ouvrier n'avaient changé de domicile au sein de la métropole parisienne au cours des années 2000, la valeur de l'indice de dissimilarité en 2008 aurait plafonné à 43,2% – sans atteindre les 44,4% réellement observé (cf. Tableau 20.1). La mobilité résidentielle des membres des deux groupes est donc 'responsable', si on peut dire, d'un supplément de ségrégation de l'ordre de 3%. Cet effet globalement pro-ségrégatif n'est pas pour autant unidirectionnel. Une part majoritaire des déménagements accomplis est bien de nature pro-ségrégative, chez les cadres et professions intellectuelles supérieures comme chez les ouvriers, mais le lecteur se souviendra que la minorité 'dissidente', auteur de mobilités pro-mixité, reste une grande minorité. Ce sont plus de 40% des déménagements accomplis entre 2003 et 2008 par les membres de ces deux groupes qui se sont montrés favorables à la cohabitation avec les autres groupes socio-professionnels. C'est en solde de mobilités pro-ségrégative et pro-mixité nombreuses que cet ensemble de déménagements a produit un effet globalement négatif sur la cohabitation entre les cadres et professions intellectuelles supérieurs et les ouvriers.

La série de simulations conduites sert à estimer la quantité de choix de mobilité pro-ségrégative qu'il suffit d'annuler, virtuellement, ou de transformer en mobilité pro-mixité pour que la tendance à la hausse de

la ségrégation soit entièrement effacée. La transformation de mobilités pro-ségrégatives en immobilité résidentielle passe par l'application d'un coefficient forfaitaire qui réduit virtuellement les flux résidentiels entre tous couples de communes origine/destination tels que les flux qui se dirigent de l'un à l'autre sont de nature ségrégative. La simulation consiste à trouver empiriquement le coefficient qui permet d'annuler l'effet d'agrégation pro-ségrégatif d'ensemble. Pour transformer les mobilités pro-ségrégatives en mobilités pro-mixité, on pondonne une fraction des déménagements pro-ségrégatifs, suivant le protocole précédant, et on les dévie vers des destinations telles qu'ils deviennent pro-mixité. La distribution des déménagements déviés aux différentes destinations possibles se fait en se calant sur la géographie observée des mobilités pro-mixité sur la période.

Dans la version de référence, la simulation porte sur les déménagements accomplis par les personnes de référence des ménages et leurs conjoints, avec un changement de commune à l'intérieur des limites de l'Aire Urbaine de Paris. En 2008, 360'000 cadres ou membres d'une profession intellectuelle supérieure et 160'000 ouvriers habitaient une commune différente de celle où ils résidaient cinq ans auparavant. La moitié de ces déménagements étaient pro-ségrégative – au sens où ils avaient porté leurs auteurs dans une commune où les membres de leur propre groupe étaient plus nombreux que dans la commune d'origine. Le volume de déménagements ségrégatifs qu'il suffit d'annuler pour ramener le degré de ségrégation cadre/ouvrier au niveau plancher, c'est-à-dire au niveau qui serait observé dans l'absence de toute mobilité résidentielle entre 2003 et 2008, s'établit à 44'000, ce qui représente 5,5% de l'ensemble

des déménagements accomplis par des cadres, professions intellectuelles supérieures et ouvriers sur la période (Scénario H₁ sur le tableau 20.1). Modifier (virtuellement) les choix résidentiels d'une fraction modeste des membres de ces deux groupes suffit ainsi à effacer la tendance à l'accroissement de la ségrégation observée sur la période. Si un nombre aussi modéré de personnes avaient choisi de conserver leur logement au lieu de déménager, comme l'ont fait tant et tant de leurs homologues, l'effet d'agrégation pro-ségrégatif produit par accumulation des mobilités résidentielles n'aurait pas vu le jour, les mobilités pro-ségrégatives et pro-mixité se compensant alors parfaitement.

Dans une variante plus offensive du modèle, on a testé un scénario alternatif où les mobilités pro-ségrégatives ne sont pas transformées en immobilité résidentielle mais en mobilité pro-mixité (Scénario H₂ sur le tableau 20.1). La simulation permet d'estimer la quantité de déménagements pro-ségrégatifs qu'il suffit de remplacer par des mobilités pro-mixité de manière à ramener le niveau de ségrégation à sa valeur plancher pour 2008. Ce nombre s'établit, d'après les calculs fondés sur le protocole de simulation détaillé plus haut, à 23'000, ce qui représente 2,9% des déménagements accomplis par les cadres, professions intellectuelles supérieures et ouvriers entre 2003 et 2008 à l'intérieur des limites de l'Aire Urbaine de Paris. Une toute petite fraction des membres de ces groupes, au lieu de s'installer dans des communes où les membres de leur propre groupe étaient plus nombreux qu'au point de départ, se seraient dirigés vers des communes où leurs semblables étaient moins nombreux, et la

tendance à la hausse de la ségrégation cadres/ouvriers causée par le jeu des changements de lieux de résidence ne serait pas observée.

On a testé d'autres variantes encore, en modifiant le champ des mobilités détournées de leur trajectoire réelle, de pair avec une modification du champ d'individus au sein duquel sont calculés les indices de dissimilarité (champs limités aux seules personnes de référence, par exemple), ou en adoptant d'autres définitions des mobilités pro-ségrégative et pro-mixité (se référant, par exemple, au poids des classes populaires, ou des classes supérieures), en reculant les observations dans les années 1990. Les résultats varient à la marge mais dans tous les cas, la part des mobilités pro-ségrégatives qu'il suffit d'annuler ou de muter en mobilité pro-mixité reste tout aussi modeste.

La tendance à l'allongement du trajet domicile-travail moyen

La tendance à l'accroissement de la distance domicile-travail moyenne est passible de commentaires semblables. En France, cette tendance fut à son point culminant des années 1970 aux années 1990 avant de perdre en intensité plus tardivement. On ne dispose pas pour cette période de données offrant la possibilité de procéder à des simulations à partir de changements résidentiels et professionnels réels, reportés par les enquêtes. Mais l'examen des distributions de distances DT, en tant qu'instantanés pris à des moments successifs, suffit pour constater que la tendance à l'allongement de la distance DT moyenne opère à la marge, à travers des modifications importantes dans les distributions mais sans véritables chamboulements, et qu'on réussit à l'effacer

virtuellement en 'corrigeant' la situation d'une petite minorité d'individus. Entre 1982 et 1990, la distance domicile-travail des actifs en France, sans compter les personnes dont le lieu d'emploi se situe à plus de 200 kilomètres du domicile, est passée de 8,4 kilomètres à 10,4 kilomètres³³, soit une hausse de 24%. Derrière ces deux moyennes se profilent deux distributions de distances DT d'allure semblable, dont la forme rappelle une fonction exponentielle négative : une grande concentration de situations vers l'extrémité gauche, avec un grand nombre d'actifs avec des distances DT courtes, et des troupes de moins en moins nombreuses au fur et à mesure qu'on se déplace vers l'extrémité droite, où se trouvent les situations associées aux distances DT les plus longues. Abstraction faite de l'augmentation de la taille de la population active, liée notamment à la croissance démographique, les écarts entre les distributions propres aux deux dates paraissent relativement mineures, rapportées à l'ensemble de la population active. Le changement opéré au cours des années 1980 se résume à une diminution des actifs dont la distance DT est inférieure à deux kilomètres – ce qui inclut notamment les personnes qui ont leur résidence et leur emploi dans la même commune – et à une augmentation des effectifs dans toutes les autres strates de distances, des plus courtes (entre 2 et 5 kilomètres) aux plus longues (plus de 100 kilomètres). La masse d'individus qui correspond à ce glissement du tout bas de la distribution vers les étages supérieurs est l'équivalent de

³³ Les conventions de calcul des distances sont les suivantes : (i) lorsque le domicile et le travail sont localisés dans la même commune, la distance domicile-travail est fixé forfaitairement à un kilomètre ; (ii) lorsque le domicile et le travail sont situés dans deux communes différentes, la distance domicile-travail correspond à la distance vol-d'oiseau entre les centres des deux communes multipliée par un facteur de 1,3 pour obtenir une estimation plus proche des distances réellement parcourues.

1,9 millions d'individus, ce qui représente 8,6% de l'ensemble (cf. Tableau 20.2). 1,9 millions d'individus en moins à disposer d'une distance domicile-travail inférieur à deux kilomètres, autant d'individus en plus à parcourir plus de kilomètres pour se rendre à leur lieu de travail, et la distance domicile-travail passe de 8,4 kilomètres en moyenne à 10,4 kilomètres. La différence entre les distributions aux deux dates, équivalente donc à 8,6% de l'ensemble des actifs, peut être interprétée comme la quantité d'individus dont il suffirait de modifier la distance DT en 1990 pour retrouver la structure de la distribution propre à l'année 1982 et effacer ainsi la tendance à l'allongement de la distance DT moyenne. La quantité requise correspond donc à moins d'un dixième de l'ensemble.

La distance DT moyenne, comme on sait, tend à être fortement tirée vers le haut par les situations extrêmes des actifs très peu nombreux mais qui ont des distances DT particulièrement élevées. L'augmentation de la distance DT moyenne entre 1982 et 1990 est liée dans une mesure importante à l'inflation de ce genre de situations en fin de période. Le groupe très minoritaire des actifs à parcourir plus de 30 kilomètres entre domicile et travail comptait pratiquement un demi-million de membres supplémentaires en 1990, et pesait pour 7,5% de l'ensemble contre 5,5% en 1982. Sans la progression numérique de ce groupe, ce qui signifie une distorsion infime dans la distribution des distances DT, l'augmentation de la distance DT observée entre 1982 et 1990 serait amputée de moitié pratiquement. Les simulations montrent que sous l'hypothèse d'une stabilité entre les deux dates du nombre d'actifs avec des distances DT supérieures à 30 kilomètres et d'un report des individus ainsi récupérés – c'est-à-dire la part des

effectifs en 1990 qui dépasse le niveau de 1982 – vers les strates de distance plus modestes, au prorata des effectifs comptabilisés dans les différents paliers, la hausse de la distance DT serait de moitié moindre. Cette réduction virtuelle s'acquiert au prix d'une modification dérisoire dans la distribution des distances DT, qui affecte 2,2% des actifs à peine. On ramène virtuellement à plus de sobriété un petit nombre d'actifs en situation de sur-mobilité en 1990, un groupe qui pèse pour 2,2% de l'ensemble, et l'accroissement de la distance DT entre 1982 et 1990 perd virtuellement la moitié de sa vigueur.

Ces modifications hypothétiques qui suffisent à gommer la tendance à la hausse de la distance DT moyenne ou à l'amoinrir restent modestes en comparaison des changements résidentiels et professionnels accomplis pendant la période. Pratiquement la moitié des actifs en France, soit plus de 11,5 millions de personnes, ont changé de domicile entre 1982 et 1990. Parmi les actifs dont la distance DT était supérieure à 30 kilomètres, ce sont près d'un million de personnes, 58% de l'ensemble, qui étaient logés en 1990 dans un autre logement qu'en 1982. Les Enquêtes Emploi de l'INSEE situent le taux annuel de mobilité professionnelle aux alentours de 12%-15% pour la période des années 1980 (Monchatre et François, 2003) – ce qui signifie qu'autour de 12%-15% de la population active deux années consécutives voyait sa situation professionnelle changer d'une année sur l'autre, suite à des transitions emploi-vers-emploi, emploi-vers-chômage ou chômage-vers-emploi. On peut estimer sur cette base, et sans grand risque d'erreur, à plusieurs millions la quantité de changements professionnels survenus sur le temps d'une décennie, entre le début et la fin des années 1980.

La distance DT moyenne a continué de croître dans les années 1990 mais de manière plus modérée. De 10,4 kilomètres en 1990, elle est passée à 11,7 kilomètres en 1999 – toujours dans le champ limité aux seuls actifs dont la distance DT est inférieure à 200 kilomètres –, avec une croissance de 13%. Cet essoufflement rend la tendance encore plus fragile. L'écart entre la distribution des distances DT en 1999 et la distribution propre à l'année 1990 transposée aux effectifs de 1999 se limite à un million d'individus, 4,7% de l'ensemble des actifs en 1999 : un million d'individus en moins avec des distances DT inférieures à 10 kilomètres (730'000 pour la seule tranche de distance inférieure à deux kilomètres), un million d'individus en plus avec des distances DT supérieures à 10 kilomètres (cf. Tableau 20.3). La quantité de changements de situation virtuels suffisante pour éliminer toute hausse de la distance DT sur la période est donc deux fois plus petite que pour les années 1980. L'hypothèse d'une stabilité du nombre d'actifs à plus de 30 kilomètres de distance DT conduit à modifier la situation d'une part tout aussi dérisoire des actifs que dans les années 1980, de l'ordre de 2%, mais cette hypothèse conduit à un ralentissement beaucoup plus net de la tendance à l'accroissement des distances. Ce sont les deux tiers de la hausse constatée entre 1990 et 1999 qui se trouvent neutralisées. La décennie 1990 n'a pas été moins riche en mobilités résidentielles et professionnelles que la précédente, les déménagements et les changements de situation professionnelle se sont comptés par millions, si bien que les modifications virtuelles à apporter à la distribution des distances DT de manière à ramener la distance DT moyenne à son niveau initial paraissent plus mineures

encore lorsqu'on les met en balance avec la masse des changements résidentiels et professionnels réalisés au cours des années 1990.

L'accroissement de la distance DT moyenne, résultant de l'agrégation de millions de changements résidentiels et professionnels survenus au cours des dernières décennies, semble donc lui aussi disposer des propriétés d'une tendance 'faible', au sens où il semble se dissiper ou perdre de sa vigueur dès l'instant où on modifie virtuellement une quantité mineure de micro-décisions relatives à la carrière résidentielle ou professionnelle. Les éléments empiriques produits grâce aux simulations semblent donner du crédit à l'idée que c'est bien à la marge d'une grande quantité de changements résidentiels et professionnels opposés quant à leur impact sur la longueur des trajets que la distance DT moyenne s'est allongée. Des millions de changements résidentiels et professionnels, dont une grande partie éloigne domicile et travail et une partie vraisemblablement tout aussi conséquente les rapproche, en s'additionnant les uns aux autres, se compensant en grande partie, ont déformé la distribution des distances DT en faveur des trajets longs, d'où une moyenne plus élevée – mais la déformation se fait à la marge et ne change pas le visage de la distribution des distances.

La tendance à l'embourgeoisement de Paris

Les propriétés des flux résidentiels qui, s'accumulant, ont fait progresser le front de l'embourgeoisement dans la capitale sont tels que cette tendance se conforme à son tour, et dans une mesure non-négligeable, au modèle de la tendance composite, marginale et penchant vers la zone de contingence. Les mouvements résidentiels

centrifuges et centripètes qui touchent Paris sont si nombreux chez la plupart des groupes socio-professionnels que les variations qu'ils entraînent, en solde, au niveau de la présence des groupes à Paris paraissent souvent faibles, en comparaison du volume des changements résidentiels.

Les simulations servent ici à quantifier le volume de déménagements qu'il suffit d'ajouter ou de soustraire virtuellement aux flux réels pour ramener les poids respectifs des groupes socio-professionnels à Paris au niveau plancher qui serait observé en 2008 en l'absence de toute mobilité résidentielle entre 2003 et 2008. Ce niveau est donc calculé en référence à un scénario 'zéro-déménagement' qui permet de simuler virtuellement l'état de la sociologie parisienne en 2008 en faisant comme si aucun individu n'était venu s'installer à Paris, ni aucun individu n'en était parti entre 2003 et 2008.

En 2008, 33% des personnes résidant à Paris – hors personnes sans profession – étaient des cadres et professions intellectuelles supérieures et 6,1% d'entre elles étaient des ouvriers. C'est respectivement deux points de plus et un point de moins que dans le scénario 'zéro-déménagement' (cf. Tableau 20.4). Ces écarts reflètent l'effet d'aggrégation pro-embourgeoisement des mouvements résidentiels, qui ont concerné près de 850'000 individus (415'000 en entrée, 433'000 en sortie), et qui ont contribué ainsi, en solde, à renforcer la présence des cadres et à éroder celle des ouvriers. De légères modifications apportées à ces flux résidentiels suffisent pourtant pour faire converger le poids de ces deux groupes vers les points qui seraient atteints en 2008 en l'absence de cette tendance à

l'embourgeoisement. Les 'retouches' représentent à peine 6,7% de l'ensemble des mouvements résidentiels répertoriés. Le principe de la simulation consiste à virtuellement augmenter le nombre d'ouvriers qui emménagent dans Paris et à réduire le nombre des sortants, et à faire le contraire pour les cadres et professions intellectuelles supérieures (minorer les entrées, majorer les sorties), jusqu'au stade où le poids des deux groupes socio-professionnels atteignent les points ciblés. Les places réservées aux entrants supplémentaires et aux personnes qui restent dans Paris sont ponctionnées aux autres groupes socio-professionnels au prorata de leur poids à Paris. Les places libérées par les sortants additionnels et les entrants empêchés sont distribuées aux autres groupes (sauf aux cadres et professions intellectuelles supérieures dont on cherche à réduire la présence à Paris) suivant le même principe. L'opération atteint son objectif avec 4'700 individus supplémentaires parmi les entrants et 7'300 en moins parmi les sortants côté ouvriers, 15'200 individus supplémentaires parmi les sortants et 16'700 entrants en moins côté cadres³⁴. Ces quantités représentent en cumulé l'équivalent de 17,2% des déménagements en partance et/ou en direction de Paris accomplis par des ouvriers, et 8,4% des changements résidentiels opérés par les cadres et professions intellectuelles supérieures. Ces modifications ramènent le poids des ouvriers à 7,1%, au lieu du 6,3% réellement observé, soit le niveau qui serait atteint sans l'effet d'agrégation pro-

³⁴ Ces effectifs correspondent à une solution détectée empiriquement parmi d'autres possibles et non suivant une procédure qui identifie une sorte d'optimum. L'intention des simulations est principalement de montrer qu'on peut 'effacer' virtuellement la tendance à l'embourgeoisement moyennant peu de modifications apportées à la 'réalité'. C'est la raison pour laquelle on peut se contenter de solutions empiriques identifiables à peu de frais et qui suffisent à atteindre l'objectif fixé.

embourgeoisement des mobilités résidentielles. Elles réduisent le poids des cadres et professions intellectuelles supérieures à 31% et effacent ainsi entièrement l'impact favorable à la présence de ce groupe à Paris. La même opération, cette fois-ci pour réhabiliter la présence dans la capitale des employés sans diplôme universitaire, aboutit avec une quantité de modifications tout aussi dérisoire, de l'ordre de 6,4% de l'ensemble des déménagements en partance et/ou en direction de Paris (cf. Tableau 20.5). Avec près de 4'200 employés sans diplôme universitaire de plus à emménager dans la capitale, 4'400 de moins à déménager hors de Paris, 14'300 cadres et membres des professions intellectuelles supérieures supplémentaires à sortir de Paris, 16'000 en moins à s'y installer, l'intégralité de la tendance à la raréfaction des employés sans diplôme universitaire, de même que l'intégralité de la progression numérique des cadres et professions intellectuelles supérieures, se trouvent effacées.

La relative fragilité de la tendance à l'embourgeoisement, évaluée à l'aune de la modestie des 'révisions' à apporter au cours réel des choses pour neutraliser la tendance, est toute aussi manifeste, si ce n'est davantage, dans les étapes antérieures du processus, à l'époque des années 1980 et 1990. Pour gommer la hausse du poids des cadres et professions intellectuelles supérieures et la baisse du poids des ouvriers entre 1982 et 1990, il suffit de modifier virtuellement 6,6% des choix résidentiels exprimés. Quelques milliers d'ouvriers supplémentaires parmi les entrants et autant en moins parmi les sortants, équivalant à 4% des ouvriers en déménagement, autour de 15'000 cadres et professions intellectuelles supérieures en moins parmi les accédants à Paris et pratiquement autant en plus parmi les sortants,

soit 11,7% de l'ensemble des cadres et professions intellectuelles supérieures en mobilité résidentielle, et il n'y a plus de tendance à l'embourgeoisement portée par les mouvements résidentiels.

L'embourgeoisement de Paris est ainsi une tendance à la fois tenace, comme en témoigne sa régularité et sa permanence sur un temps long de plusieurs décennies, et en même temps « faible » en un sens, puisqu'elle semble se profiler constamment dans le jeu de la non-compensation à la marge d'un très grand nombre de mouvements résidentiels polychromes socialement. Des années 1980 aux années 2000, il gagne du terrain sans relâche et pourtant, à chaque instant, on a le sentiment que son existence tient à relativement peu de choses, au sens où peu de changements dans le cours observé des événements auraient suffi à générer une autre réalité sociale, sans tendance à l'embourgeoisement celle-ci. Les différences entre la réalité telle qu'elle s'est produite et les « possibles latéraux » non-réalisés mais qui, s'ils s'étaient réalisés, auraient produit une réalité sans embourgeoisement, sont relativement mineures. Elles tiennent à quelques milliers de personnes en plus ou en moins à opérer telle ou telle trajectoire résidentielle sur le temps d'une décennie au sein d'ensembles qui frôlent le million d'individus.

Réversibilité des tendances composites, marginales et à faible distance de la contingence

« Avec des "si", on mettrait Paris en bouteille » dit le proverbe. L'intérêt d'une démarche fondée sur des simulations à base d'hypothèses

discutables peut sembler très incertain et on peut se demander si tout ceci n'est pas de l'ordre de la spéculation. Il faut pourtant remarquer que le procédé qui consiste à réfléchir la réalité sociale dans un jeu de miroir avec des réalités imaginées, qui n'ont pas existé, mais qui éclairent la réalité concrète en pensée et rendent intelligibles des propriétés inconcevables autrement, n'est en rien étranger à la science. Weber soutenait qu'une telle pratique intellectuelle est au fond commun dans l'analyse socio-historique (Aron, 1976). Le recours au raisonnement contrefactuel est, selon lui, permanent chez les historiens, consciemment ou inconsciemment. Depuis, la méthode contrefactuelle s'est faite une place en histoire – le *What if History* des anglosaxons, ou *'l'Histoire avec des si'* –, en économie – avec la cliométrie, par exemple – ou en sciences politiques des relations internationales, portée par des scientifiques influentes et reconnues – comme Robert Fogel, prix Nobel d'économie –, qui s'en sont servies notamment pour une critique des interprétations trop déterministes des phénomènes socio-historiques (Deluermoz et Singaravélou, 2012).

Les analyses proposées ici n'ont pas vocation à être interprétées dans une perspective réaliste orientée vers le passé. L'enjeu n'est pas tant de montrer que ce qui s'est produit aurait pu ne pas se produire – même si, par ailleurs, une telle philosophie de l'Histoire peut de toute évidence se défendre. Ce qui arrive arrive souvent pour une raison, de même que ce qui n'arrive pas, mais l'adhésion à ces idées n'oblige pas à admettre que jamais rien n'aurait pu se passer autrement. La valeur de la démarche déployée est essentiellement heuristique : elle sert comme un instrument qui sert à découvrir des propriétés peu connues de certaines tendances socio-urbaines propres à l'époque

contemporaine. S'il fallait à tout prix placer cette démarche dans le cadre du réalisme, il serait plus pertinent de se tourner vers le futur. La nature composite, marginale et en ce sens 'faible' des tendances socio-urbaines étudiées peut inspirer des réflexions concernant leur devenir – réflexions certes théoriques et prospectives, et donc spéculatives, mais néanmoins fondées sur des propriétés factuelles des tendances en question. On peut imaginer que les tendances liées à des effets d'agrégation composites, marginaux et proches de la zone de contingence puissent avoir pour propriété une plus grande réversibilité. Plus une tendance est portée par une forme de comportement hégémonique, ultra-majoritaire, plus elle paraît difficile à dévier de son cours à court terme³⁵. La généralisation d'une forme de comportement suggère l'existence de raisons puissantes qui amènent la quasi-totalité des individus à s'y conformer (des avantages immanquables, un manque d'alternatives, des contraintes insurmontables, un diktat inviolable). Trop de personnes doivent s'orienter vers d'autres manières de faire pour que la tendance puisse être contrée. En comparaison, la tendance qui éclot dans un contexte hétérogène, avec de multiples formes de comportement presque aussi répandues les unes que les autres, peut paraître plus réversible. Les comportements minoritaires ont un grand nombre d'adhérents ce qui suggère qu'ils constituent des alternatives concurrentielles : bon gré, mal gré, beaucoup de personnes se comportent ainsi. Ce sont des formes de comportement déjà établies, qui sont déjà dans le paysage. Peu

³⁵ Les contre-exemples existent. Les pratiques ou les choix qui sont sous l'influence de la mode en sont un exemple. Des produits de consommation deviennent tendance, des *must*, connaissent leur heure de gloire avant de tomber dans l'oubli ; on se les arrache, puis on s'en détourne peu de temps après.

d'adhérents supplémentaires acquis à la cause des comportements minoritaires suffiraient pour infléchir la tendance – puisque ces comportements talonnent déjà le comportement majoritaire. Pour augmenter les effectifs, le camp minoritaire peut recruter des ‘transfuges’ – individus qui passent d’un camp à l’autre – mais il peut plus encore puiser dans le vivier des nouvelles générations, des jeunes qui entrent dans la vie d’adulte autonome. Cette série de raisons donne quelques crédits à l’idée que certaines tendances socio-urbaines, en tant qu’effets d’agrégation composites, marginaux et proches de la zone de contingence, sont peut-être, pour ces raisons-là, plus réversibles qu’on le croit.

Qu'est-ce que cela change ?

Les bobos n'existent pas : c'est le titre à la fois délibérément provocateur et légèrement narquois d'un livre publié récemment par un collectif de chercheurs en sciences sociales (Authier *et al.*, 2018). Pour les auteurs, le concept de '*bourgeois-bohème*' est tellement vague, flou, attrape-tout qu'il en perd toute substance. C'est vrai que si on voulait réunir sur une grande place toutes les personnes étiquetées '*bobo*' par d'autres personnes, outre le fait que ce serait une cohue sans nom, on se retrouverait avec une marée humaine sacrément hétérogène. De nos jours, « on est tous le bobo d'un autre », comme le remarquait judicieusement un journaliste³⁶. C'est ce qui amène mes collègues, entre autres raisons, à rejeter ce concept qu'ils jugent creux et futile. Il y a une certaine consonance entre le constat à l'origine de la proposition '*Les bobos n'existent pas*' et mes propres observations à propos de la grande hétérogénéité qui règne au sein de groupes d'individus qui ont des choses en commun quant à leurs positions et identités sociales dans les grandes lignes. Ma position consiste toutefois à penser que le concept de '*bourgeois-bohème*' désigne, malgré ses imprécisions, une réalité sociale³⁷. Le '*bourgeois-bohème*'

³⁶ « Et si les bobos n'existaient pas ? », Louis Chahuneau, Le Point, publié le 5 avril 2018 sur lepoint.fr.

³⁷ Les auteurs de '*Les bobos n'existent pas*' ne déniaient pas non plus l'existence de personnes qu'on désigne aujourd'hui par ce terme, comme ils l'expriment dès les premières pages de leur ouvrage. Ce dernier est plutôt une réaction aux dérives constatées dans l'usage du terme, ses

existe, selon moi, au sens d'une personne dotée d'une quantité de capital économique et culturel qui la situe dans les classes supérieures plutôt cultivées, avec une sensibilité politique 'de gauche', et qui habite et pratique avec bonheur les quartiers plutôt mélangés/populaires des centres ou des péri-centres urbains. Le problème auquel on se heurte lorsqu'on fait référence aux '*bourgeois-bohêmes*' dans des termes généralisant, uniformisant, homogénéisant, c'est que les personnes qui répondent au signalement précédent restent très hétérogènes, malgré ces dénominateurs positionnels et identitaires communs. Pour reprendre quelques éléments matière souvent à ironie, certains '*bourgeois-bohêmes*' sont très versés dans la consommation, d'autres non, certains possèdent des SUV ou des 4x4, mais certainement pas tous, certains font étalage d'une grande préoccupation vis-à-vis des enjeux environnementaux, d'autres moins, certains mettent leurs pratiques en adéquation avec leur engagement écologiste en paroles, d'autres ont plus de mal, certains sont amateurs de '*brunches veggie*' le dimanche matin, d'autres pas du tout, certains apprécient un minimum de contact avec les habitants aux positions sociales et bagages culturels différents des leurs, d'autres cultivent un entre-soi à temps plein, certains votent pour le parti socialiste, d'autres pour le centre, d'autres pour la gauche de la gauche, d'autres encore pour les Verts, etc. Il n'en est pas ainsi parce que la catégorie est mal définie ou mal délimitée. Mettre '*bourgeois-bohême*' à la poubelle et retenir '*gentrifieur*', concept mieux défini, construit avec plus de rigueur scientifique, selon mes collègues, n'y change rien : les *gentrifieurs* ne

récupérations parfois malveillantes, son instrumentalisation dans les débats politiques, sa tendance à masquer les hiérarchies sociales, les oppositions de classe, les inégalités sociales.

sont pas moins hétérogènes. Ce qui n'existe pas, ce n'est pas le '*bourgeois-bohême*' lui-même, mais une figure de '*bourgeois-bohême*' telle que la grande majorité des '*bourgeois-bohémes*' soient à son image, sa reproduction parfaite, avec une ressemblance tout terrain. Une figure de '*bourgeois-bohême*' telle qu'on puisse dire : « voilà, les '*bourgeois-bohême*' sont des gens qui pensent ainsi, qui vivent ainsi, qui se conduisent ainsi, etc. ». Mon impression est que la situation est semblable avec la totalité des catégories ou concepts dont les sciences sociales de la ville se servent pour désigner des ensembles de personnes. Sans qu'ils soient mal conçus ou mal construits, ni qu'ils soient dépassés et qu'ils aient perdu leur capacité à signifier, ces catégories ou concepts regroupent des individus qui, tout en ayant des points communs qui les rapprochent et les distinguent objectivement d'autres, sont hétérogènes en interne quant à leurs comportements, conduites, pratiques dans certains domaines de la vie sociale. C'est sans doute un peu banal mais il me semble que l'on ne mesure pas encore assez bien le degré de cette hétérogénéité diffuse. Ce n'est pas tant qu'au sein de ces groupes, une petite minorité de cas rares vient gâter une homogénéité par ailleurs proche de la perfection. Chez beaucoup de groupes et dans nombre de situations de la vie sociale, l'hétérogénéité est profonde, aucune forme de comportement ne s'impose comme très majoritaire, et les comportements minoritaires sont très répandus. Cette réalité sociale est tellement pénétrante qu'il compromet assez sérieusement les possibilités de représenter la vie sociale en ville suivant les procédés discursifs habituels qui partent du principe que les proches sociaux tendent à se comporter semblablement et à développer des pratiques convergentes. Je crois

qu'on passe à côté d'une réalité sociale substantielle en perpétuant, d'une manière un peu routinière, notre façon de regarder le monde des villes avec les lunettes d'un déterminisme social un peu élémentaire.

Pour qu'un ensemble de personnes confrontées à une même situation sélectionnent uniformément une même alternative, il faut soit que les systèmes de dispositions et de préférences soient très homogènes – on peut choisir *A* ou *B* mais on est tous disposés à préférer *A* –, soit que les contextes de décision imposent à chacun la même issue – il y a un intérêt évident (ou une obligation évidente) à choisir *A* plutôt que *B* dans la situation de chacun. Partant de là, il y a deux manières d'interpréter l'hétérogénéité diffuse des comportements et des pratiques. La première : dans les sociétés contemporaines, les conditions dans lesquelles les individus sont socialisés, dans leur jeunesse puis à l'âge adulte, ne garantissent pas l'incorporation d'un système de dispositions et de préférences uniforme par des individus qui partagent une position et identité sociales *grosso modo* semblables. La seconde : dans ces mêmes sociétés, les contextes de décision se configurent souvent de telle façon qu'il n'y a pas un intérêt ou une obligation évident, dans le cas de chacun, à retenir les mêmes alternatives ou à arbitrer en faveur des mêmes solutions. Deux interprétations non-exclusives l'une de l'autre et qui peuvent s'appliquer à la réalité conjointement. Elles m'inspirent des commentaires connexes quant à la probabilité des changements de comportement et l'adoption de conduites plus en phase avec les fins que se donne la collectivité. On a parfois tendance à penser que les dispositions acquises et les inerties liées aux organisations de la vie quotidienne rodées et rigidifiées empêchent les individus de modifier

leurs comportements et pratiques dans le sens d'une plus grande amicalité sociale ou environnementale. Si, par exemple, tant de personnes ne cessent de prendre leur voiture pour le moindre déplacement, la faute en reviendrait à leur disposition pro-automobile inhibant d'autres façons de faire, ou alors, à la forme de leur vie quotidienne qui est telle qu'on ne peut se passer de voiture pour des raisons pratiques. Nul doute que des cas conformes à ce modèle existent en grand nombre. Pour autant, il ne faudrait peut-être pas tant exagérer les freins dispositionnels ou contextuels. Au regard de la quantité d'hétérogénéité diffuse repérée dans les différentes sphères de la vie sociale en ville, on peut raisonnablement conjecturer que les dispositions incorporées sont d'une grande pluralité, variables d'un individu à l'autre, même lorsqu'ils sont proches socialement, de sorte qu'il existe, dans tous les lieux du social, de grandes disponibilités dispositionnelles envers toute une variété de comportements, de pratiques, de modes de vie. Pour le dire dans les termes de l'exemple plus haut, si tant de nos contemporains ont un penchant pour l'automobilisme, nombreux sont aussi ceux qui cultivent à son égard une bienveillance quelque peu indifférente qui n'incommodent nullement l'usage d'autres modes de transport, sans compter ceux qui éprouvent une certaine aversion anti-automobile et qui se portent d'autant mieux que cet objet est absent de leur quotidien. Chez les personnes à l'image du modèle de l'*Homme Pluriel*, c'est chaque corps qui se présente comme une offre de dispositions multiples. Ce profil d'individus, sans doute une des marques de fabrique de nos sociétés, pour avoir intériorisé une pluralité de dispositions, tend à se présenter souvent comme une personne plutôt ouverte, adaptable, qui ajuste

l'activation des dispositions au contexte, et qui peut s'accommoder d'une pluralité de manières de répondre à telle ou telle situation. La pluralité des dispositions intériorisées à travers une socialisation plurielle génère, en produit dérivé, une sorte de disposition au pragmatisme réflexif et attentif aux opportunités. Plus que d'autres, ces personnes se montrent réceptives à la nouveauté, à l'expérimentation, au changement, à partir du moment où elles y voient un intérêt, un moyen d'améliorer, de simplifier ou d'empêcher de se détériorer leur quotidien. Il existe aussi, chez nos contemporains, un pragmatisme qu'on pourrait dire 'situationnel'. Lorsque la situation octroie un avantage certain à l'une des possibilités du champ des possibles, nombre de nos contemporains sont souvent capables de retenir cette option, par pragmatisme, quand bien même cette orientation est contrariante au regard de certains de leurs penchants. C'est ainsi, par exemple, que certains automobilistes convaincus implantés dans des cadres hostiles à l'usage de l'automobile parviennent à mettre leur disposition pro-automobile en sourdine et à s'adapter, organisant une mobilité quotidienne à faible dose d'automobilité. Une *realpolitik* du quotidien : si c'est mieux ainsi, on fera ainsi, et tant pis pour les dispositions acquises. Capables de 'distance aux dispositions' – comme on dit 'distance au rôle' –, les 'pragmatiques situationnels' conviennent des solutions à adopter dans l'organisation de leur vie quotidienne suivant une sorte de 'réalisme du contexte'. C'est pourquoi ils sont disposés, plus que d'autres, à adopter les comportements ou à développer les pratiques que la collectivité cherche à cultiver, pour peu qu'ils se retrouvent dans des situations encourageant ces comportements ou pratiques. Les cas relevés dans certains registres

de la vie sociale que j'ai explorés, où certains comportements ou pratiques dans le genre de ceux que la collectivité souhaiterait voir se multiplier, comme par exemple des déménagements pro-mixité ou le recours aux transports collectifs ou aux modes actifs, sont adoptés par de grandes minorités, peuvent être interprétés dans une perspective contextualiste, comme des indices suggérant que les 'pragmatiques situationnels' sont nombreux, tout comme les situations dans lesquelles le pragmatisme recommande de retenir les solutions en phase avec les espérances de la collectivité. Pour rendre ce genre de comportements ou pratiques plus répandus, les pouvoirs publics se trouvent donc en devoir non pas d'inventer la poudre ou de chercher la quadrature du cercle mais de rendre plus abondants encore des contextes d'action qui le sont déjà. Entre les disponibilités dispositionnelles et le pragmatisme situationnel, il y a des 'clients' pour tout, c'est-à-dire pour toute une variété de modes de vie, de comportements, de pratiques. Cette propriété constitue un avantage comparatif pour faire prospérer des manières de vivre dont on attend qu'elles rendent nos sociétés plus cohésives et plus sobres, notamment lorsque cela passe aussi par l'introduction et la diffusion à grande échelle de technologies innovantes, comme par exemple aujourd'hui l'électromobilité ou le *Mobility-as-a-service*. Comme on sait, la percée de certaines innovations au sein de la société dépend de leur capacité à enclencher des effets 'boule de neige' – plus il y a de gens qui les adoptent, plus les chances pour que d'autres suivent augmentent. Il faut alors que les 'early-adopters' atteignent une masse critique pour que le rythme de la diffusion puisse changer de braquet, attaquer les pentes raides de la courbe en S et que l'innovation

devienne innovation pour les masses. L'hétérogénéité diffuse fait de nos sociétés un environnement singulier où tout produit ou service innovant qui part à la conquête du marché, à condition d'avoir des arguments à faire valoir, dispose de bonnes chances de pouvoir recruter des pionniers en quantité.

Je me suis aventuré à avancer l'hypothèse d'une plus grande réversibilité des tendances composites et marginales qui émergent sur un fond d'hétérogénéité diffuse. Une tendance comme l'affaiblissement du degré de cohabitation entre groupes sociaux dans les quartiers ou communes des grandes métropoles, plutôt composite et marginale comme on l'a vu, peut-elle être inversée à plus ou moins court terme ? Cela paraît tellement douteux que la question même sonne un peu étrange, une fois formulée. Il faut bien reconnaître que cela fait plusieurs décennies que la cohabitation entre groupes sociaux perd du terrain, de manière ininterrompue. Des années 1970 aux années 2010, à chaque mesure, les chiffres disent : 'moins de cohabitation, plus de séparation'. Difficile dans ces conditions de croire que les années 2020 ou 2030 puissent réserver une autre issue. Il n'est toutefois pas anodin que le rapport de force entre le camp pro-ségrégatif et le camp pro-mixité, s'il tourne constamment à l'avantage du même camp, reste néanmoins serré, période après période. Les mobilités pro-mixité sont minoritaires mais néanmoins très abondantes et l'écart qui les sépare des mobilités pro-ségrégatives n'est pas abyssal. Pour prendre l'une des nombreuses illustrations numériques possibles, de 2003 à 2008, chez les cadres et professions intellectuelles supérieures de la métropole parisienne, 44'000 mobilités pro-mixité supplémentaires auraient suffi à égaliser numériquement les deux camps, dans un

contexte où on a compté jusqu'à 225'000 déménagements pro-mixité sur la période. Sous le régime des tendances composites et marginales, l'écart à combler pour que les contre-tendances minoritaires puissent rattraper leur retard est beaucoup plus modeste, comparativement au régime des tendances monolithiques et écrasantes. L'inversion du rapport de force exige un nombre beaucoup plus réduit de choix à canaliser vers des voies jugées plus vertueuses et de champs des possibles à élargir. L'expérience montre que ce n'est pas parce que l'écart à combler est petit qu'on arrive à le combler. Mais que l'opération soit malgré tout davantage à portée de main dans le cas de tendances composites et marginales, il y a des raisons de le penser. Le présent des villes offre des exemples d'infléchissement de tendances majeures et d'émergence de nouvelles tendances d'une manière relativement soudaine, et sans que grand-monde, il me semble, ne les ait vues venir : l'automobile perd sa superbe et des parts sur le marché de la mobilité quotidienne dans les grandes agglomérations, la marche à pied se refait une santé, le vélo revient à la mode en se réinventant, les quartiers centraux retrouvent grâce aux yeux des classes moyennes et supérieures, des quartiers pauvres et délabrés qu'on ne savait plus comment diversifier changent de visage et de sociologie avec la gentrification (pas forcément pour le meilleur), les smartphones envahissent le quotidien et se rendent indispensables, les ventes de véhicule électrique décollent au moment où on n'y croyait plus, le covoiturage via les plateformes numériques révolutionne les pratiques de mobilité longue distance, AirBnB révolutionne les pratiques touristiques, etc. On s'est tant habitué à imaginer les tendances que la collectivité cherche à éliminer comme surpuissantes

et inébranlables que c'est comme si parfois on en venait à mettre en doute la possibilité même du changement social, alors que dans les sociétés modernes à l'époque actuelle, les modes de vie peuvent changer, et changer vite, pour des raisons liées aux propriétés de ces sociétés, et l'hétérogénéité diffuse n'est peut-être pas entièrement étrangère à cette situation. Mais il y a sans doute un revers de la médaille, comme on le voit avec l'ascension fulgurante d'Uber ou de AirBnB : la collectivité doit faire en permanence avec le risque de l'adoption massive de pratiques nouvelles qui posent problème – comme la réduction de l'offre de logements pour les résidents, à l'image du cas parisien ou barcelonais, là où les locations de courtes durées à destination des touristes détournent trop de logements de leur vocation de base – ou qui sont le fond de commerce d'entreprises qui cherchent à imposer des formes d'organisation du travail suspectes – thème de 'l'ubérisation' de la société.

Lorsqu'on les imagine comme des cas atypiques, exceptionnels, 'anormaux', accidentels, les individus dont les comportements et les pratiques les placent dans les cases inattendues des tableaux statistiques passent pour des êtres un peu à part, des variétés étranges dans la grande famille de l'*Homo sociologicus*. L'étude de leur cas peut paraître d'intérêt sociologique, à la façon de l'étude de variétés de plantes rares en botanique, afin de comprendre ce qui, chez ces spécimens, les différencie de la grande majorité située dans les cases attendues. Mais que leur expérience puisse être utile à la cause de la collectivité qui souhaiterait rendre leur cas plus fréquent est une idée peu répandue. La rareté de ces cas atypiques est souvent interprétée comme le signe que l'accès à ces positions est donné à peu de gens

et que seuls des éléments de curriculum très spécifiques, et donc rares, acquis vraisemblablement dans des circonstances exceptionnelles, amènent les individus à rejoindre ces voies-là. Il serait par conséquent vain de vouloir dupliquer ces cas en grand nombre, puisque cela reviendrait à espérer pouvoir généraliser des propriétés sociales exceptionnelles, réservées à une toute petite minorité, à de larges fractions de la population – soit un projet aussi insensé que de vouloir que tout le monde puisse devenir musicien ou poète. Dans bien des cas, les personnes aux comportements ou pratiques peu conformes aux attentes forment, conformément aux idées qu'on s'en fait, des minorités très restreintes. Mais dans d'autres cas, que j'ai tenté de renseigner, elles forment des contingents beaucoup plus vastes – comme, par exemple, les classes moyennes ou supérieures qui font des déménagements pro-mixité, ou les salariés qui, lorsqu'ils changent de logement ou d'emploi, réduisent leur distance domicile-travail. Les minorités de cette envergure, qui peuvent aller jusqu'à réunir plus de 40% des troupes, ne se définissent pas, presque par définition, par le partage d'éléments de curriculum sociologique singuliers et très rares. Elles ne se définissent pas non plus, dans les cas que j'ai explorés, par des particularités au niveau des traits positionnels et identitaires dont on se sert usuellement en sciences sociales pour profiler sociologiquement les individus. Les '*cadres et professions intellectuelles supérieures*' qui font des déménagements pro-mixité, par exemple, ne manquent pas de diversité en termes d'âge, de profil familial, de niveau d'études, de statut d'activité, etc. Au regard de leur attributs positionnels et identitaires élémentaires, ce sont pratiquement des '*cadres et professions intellectuelles supérieures*' comme les

autres, aux sur- et sous-représentations relatives de certains traits près. Dans les cas de cette sorte, où les minorités aux comportements ou pratiques 'non-conformes' sont grandes et arborent des positions et identités sociales dans les grandes lignes peu discriminantes, l'expérience de ces personnes prend tout son intérêt pour la collectivité qui souhaiterait élargir encore davantage les rangs de ces troupes. Le fait qu'elles soient déjà si nombreuses réduit la probabilité que leur curriculum sociologique contienne des éléments rares dont l'absence interdirait l'accès aux positions dont il est question, ce qui renforce d'autant la possibilité de conduire des contingents supplémentaires sur leur pas. Se pose alors, intrigante et riche en enjeux, la question de ce qui a pu amener tant de personnes à adopter ces comportements et pratiques 'non-conformes', alors qu'à plein d'égards, ce sont des personnes comme les autres. En les prenant pour des cas rares, atypiques, exceptionnels, ce qui pousse à croire qu'il n'y a pas grand-chose d'utile à tirer de leur expérience, on se prive d'une source de connaissances majeure. On peut parier qu'il y a beaucoup à apprendre de l'expérience de ces personnes, de leurs biographies, leurs logiques d'action, leurs croyances, dispositions et préférences, etc. Plutôt que de faire comme si ces cas n'existaient pas ou comme s'il n'y avait rien à en tirer, on aurait sans doute tout intérêt à se pencher sur leur cas plus sérieusement qu'on ne fait.

Pour finir, quelques commentaires à propos de 'l'explication sociologique' des tendances composites et marginales. Les tendances de cette nature ne constituent-elles pas des cas limites pour l'explication sociologique ? Que l'on adopte la vision du social propre à la sociologie déterministe ou que l'on se place dans la perspective de

la sociologie de l'action/de l'individu, on se retrouve dans des situations qui semblent aporétiques. Sous le régime du paradigme déterministe, l'explication d'une tendance macrosociologique passe par la détection des causes sociales qui ferment le champ des possibles de manière à contraindre les agents à produire, en toute conscience ou non, des comportements qui concourent à engendrer la tendance en question. Appliqué à un phénomène comme l'aggravation de la ségrégation, par exemple, un schéma explicatif dans la lignée de cette tradition articulerait des propositions relatives aux causes qui déterminent l'unique 'voie résidentielle' à suivre pour les personnes occupant une même position dans l'espace social et les 'contraignent' à déplacer leur domicile vers des lieux où leurs proches sociaux sont plus nombreux dans le voisinage. Mais qu'advient-il quand les comportements d'une quantité importante des agents échappent à la détermination des causes sociales repérées – puisqu'ils font le jeu non pas de la ségrégation mais de la mixité sociale ? Dans de telles circonstances, si on est cohérent avec l'esprit du paradigme déterministe, il faut croire en l'existence d'autres causes, pas beaucoup moins puissantes, qui, elles, orientent les agents vers des voies résidentielles amicales avec la mixité sociale. L'explication sociologique ne peut alors plus se contenter de signaler les causes sociales qui fabriquent des comportements pro-ségrégatifs. Il lui faut aller plus loin et spécifier les raisons pour lesquelles les causes sociales pro-ségrégatives sont un peu plus puissantes que les causes sociales pro-mixité. Et c'est une autre paire de manches. Une métaphore sportive peut aider à rendre ce raisonnement en image. Lorsqu'une équipe sportive bat largement un adversaire beaucoup moins fort, un expert qui veut 'expliquer' ce

résultat peut se contenter d'un commentaire de type : « l'équipe vainqueur a gagné parce qu'elle était largement supérieure ». En revanche, la même analyse laisse sur sa faim si on la propose pour 'expliquer' l'issue d'une rencontre entre deux équipes fortes et qui a tourné à l'avantage de l'une d'entre elles. Dans ces conditions, la proposition « l'équipe vainqueur a gagné parce qu'elle était supérieure » sonne presque comme une tautologie – au sens où elle sous-entend que l'équipe qui gagne est toujours supérieure ou que l'équipe supérieure gagne toujours. Il faudrait alors fouiller plus en profondeur pour trouver 'l'explication' : la forme physique, les choix tactiques, l'adresse, l'arbitrage, les faits de jeu, la préparation, la récupération, le mental, etc. Les tendances monolithiques et unilatérales sont comme des rencontres déséquilibrées où une des équipes est largement plus forte ; les tendances composites et marginales, avec une 'petite' majorité et une 'grande' minorité, sont comme des rencontres entre deux équipes de niveaux proches. Le même raisonnement transposé sur le terrain du paradigme actionniste débouche sur une issue semblable. La sociologie de l'action conçoit les tendances macrosociologiques comme des réalités sociales qui prennent forme à travers l'agrégation des actions accomplies par les acteurs individuels. Dans l'interprétation de la sociologie weberienne que propose Boudon (1984), par exemple, tout phénomène social s'interprète comme une fonction d'actions individuelles. Ces micro-actions elles-mêmes sont une fonction de la structure de la situation dans laquelle sont placés les acteurs. Le 'moment microsociologique' de l'analyse correspond au dévoilement d'une logique d'action soutenue par des motivations cohérentes, sensées, compréhensibles,

et dont la nature adaptative par rapport à la situation paraît claire. Quant à la situation, elle est une fonction d'un ensemble de données macrosociales inhérentes au système et qui s'imposent aux individus comme des réalités exogènes. En résumé, « un phénomène M est une fonction des actions m , lesquelles dépendent de la situation S de l'acteur, cette situation étant elle-même affectée par des données macrosociales M' » (Boudon, 1984, p.40). Expliquer M , selon Boudon, c'est préciser les termes de cette équation. En pratique, cette tâche revient à découvrir ou à imaginer les 'bonnes raisons' qui ont amené les acteurs à agir comme ils l'ont fait dans la situation où ils se trouvaient, compte tenu des réalités macrosociologiques encadrant la situation. Une fois ces 'bonnes raisons' trouvées, on tient 'l'explication' : le phénomène s'explique alors comme l'effet d'agrégation d'une multitude d'actions individuelles dont les ressorts motivationnels ont été saisis. Si on reprend l'exemple de la tendance à l'aggravation de la ségrégation, la sociologie de l'action commencerait par dévoiler les 'bonnes raisons' qui motivent les choix résidentiels pro-ségrégatifs, et expliquerait le gain de terrain de la ségrégation comme le résultat de l'agrégation d'une multitude d'actions microsociologiques (des déménagements) pro-ségrégatives guidées par les 'bonnes raisons' identifiées. Ce schéma peut suffire dans le cas des tendances puissantes et monolithiques portées par des actions homogènes et hautement convergentes. Mais dans les cas des tendances composites et marginales ? Peut-on prétendre avoir expliqué le phénomène si on constate empiriquement qu'une grande partie des acteurs agissent d'une manière non-conforme au schème d'action auquel on fait appel, avec ses 'bonnes raisons' – en faisant, par exemple, des choix

résidentiels pro-mixité ? Il serait alors légitime de s'interroger sur les 'bonnes raisons' qui amènent tant d'acteurs à ignorer les 'bonnes raisons' repérées par le sociologue actionniste. Et on s'attendrait à ce qu'on expose les raisons pour lesquelles la confrontation entre les deux camps de 'bonnes raisons', forts tous les deux, tourne légèrement à l'avantage de celui-ci et non de celui-là. Une théorie explicative peut faire abstraction des agissements qui ne cadrent pas avec ses propositions si ces cas demeurent marginaux. On peut alors partir du principe que les individus aux comportements non-conformes incarnent des cas particuliers, atypiques, des personnalités hors norme, des manifestations de l'irréductible présence dans la nature humaine de 'l'anormalité' – et on peut se permettre de les traiter comme du 'bruit', des exceptions qui n'affectent pas la règle. Mais ce traitement n'est plus justifiable si les cas qu'on tenait pour particuliers ou atypiques se révèlent non-marginaux, forment des minorités d'envergure, représentent trois, quatre, voire presque cinq cas sur dix. 'L'explication sociologique' doit alors procéder en prenant acte de l'existence de causes sociales ou de 'bonnes raisons' concurrentes suffisamment puissantes pour orienter les comportements d'un grand nombre d'individus dans une autre direction. Pour être entière, elle doit découvrir les raisons pour lesquelles entre les causes sociales en concurrence, ou entre les 'bonnes raisons' en concurrence, l'un des camps domine légèrement l'autre. Les tendances composites et marginales à base d'hétérogénéité diffuse sont ainsi plus exigeantes et gourmandes en 'explication' que les tendances monolithiques et unilatérales portées par une forme de comportement ultra-majoritaire et écrasante. Une application numérique : entre 2003 et 2008, dans la

métropole parisienne, 314'000 cadres et membres des professions intellectuelles supérieures ont réalisé une mobilité résidentielle pro-ségrégative et 225'000 ont accompli une mobilité pro-mixité, soit une distribution en 58%-42% (cf. p.77). Le déséquilibre est mineur relativement aux masses en jeu – la transformation en pro-mixité de l'équivalent d'un douzième des déménagements seulement suffirait à égaliser numériquement les deux groupes. Quelles sont les raisons pour lesquelles ce déséquilibre penche de ce côté-là ? Il me semble que cette question est loin d'être aussi triviale qu'elle en a l'air.

Les grandes enquêtes mobilisées

Enquête annuelle du Recensement, édition 2008

Le recensement de la population est l'une des principales sources d'information à disposition des chercheurs sous forme de grandes bases de données. Jusqu'à la fin des années 2000, l'INSEE procédait à un recensement exhaustif dans le cadre duquel tous les ménages du territoire français étaient enquêtés, en moyenne une fois par décennie. Depuis les années 2000, le dispositif a mué en une combinaison de recensement exhaustif dans les petites communes et d'enquête par échantillon dans les grandes. Le recensement a aussi désormais pour particularité de reposer sur une collecte d'information annuelle. Chaque année, un cinquième des communes de moins 10'000 habitants sont recensés exhaustivement, de sorte que sur une période de cinq années, l'ensemble des communes est ratisé. Dans les communes de plus de 10'000 habitants sont constitués cinq groupes d'adresses, pesant chacun pour un cinquième de la commune, et chaque année, on procède à l'enquête auprès d'un échantillon de 40% des adresses d'un des cinq groupes. Au terme de la période quinquennale, sont ainsi récoltées des informations auprès de 40% des logements de chaque commune de plus de 10'000 habitants. Les données du recensement sont désormais mises à disposition sous forme de produits « millésimés » année centrale de la période de cinq années. Par exemple, les informations récoltées sur les cinq années allant de 2004 à 2008 sont réunis dans le millésimé 2006, le premier constitué avec la nouvelle méthode de recueil d'information. Depuis, un nouveau millésimé est mis à disposition chaque année à partir des cinq enquêtes annuelles les plus récentes. Parmi les multiples produits du recensement se trouvent les 'Fichiers Détail'. Ce sont des bases de données qui compilent des observations sur d'immenses échantillons

de plusieurs millions d'observations – l'unité statistique d'observation étant le ménage ou l'individu. Les informations portent sur les caractéristiques des personnes, des ménages ou de leur logement.

Enquête nationale transports et déplacements, édition 2008

L'ENTD est une enquête conduite à l'échelle de la France métropolitaine, régulièrement depuis le milieu des années 1970, avec une fréquence d'une fois par décennie, et qui vise à recueillir des données à des fins de production de connaissances sur les pratiques de mobilité et l'usage des transports individuels et collectifs. Elle est conduite conjointement par le Ministère chargé des transports et l'INSEE. Pour l'édition de 2008, la dernière en date, la base de sondage est constituée de l'échantillon-maître issu du recensement de la population de 1999 et de la base de sondage des logements neufs achevés depuis 1999. La collecte de données s'est faite en six vagues, étalée sur une année. L'échantillon final réunit 20'000 ménages. Les pratiques de déplacement d'un jour de semaine sont renseignées pour un individu Kish tiré au sort au sein de chaque ménage, suivant une probabilité inégale de manière que soit interrogée de préférence la personne du ménage ayant fait le plus de voyages longue distance – les éligibles sont les personnes de plus de six ans. On a ainsi des informations pour les déplacements de près de 18'000 individus.

Enquête Globale sur les Transports, édition 2010

L'Enquête Globale sur les Transports est une enquête semblable, dans sa facture et ses objectifs, à l'ENTD. Elle est propre à la région parisienne, conduite régulièrement depuis le milieu des années 1970, et vise à collecter des données à des fins de production de connaissances sur les pratiques de mobilité et l'usage des transports individuels et collectifs. La dernière édition en date, qui date de 2010, pilotée par la DRIEA et Ile-de-France-Mobilités, a réuni des informations auprès d'un échantillon de 18'000 ménages, réunissant 43'000 personnes. Elle a permis de récolter des informations pour

143'000 déplacements réalisés la veille de l'entretien par les membres de plus de six ans des ménages sondés. L'édition de 2001-2002 a été réalisée auprès d'un échantillon de 10'000 ménages, réunissant 23'000 individus, et 81'000 déplacements ont été renseignés.

Enquête Nationale sur le Logement, édition 2006

L'ENL est la grande enquête nationale avec pour objectif l'exploration des conditions de logement des ménages en France. Elle est conduite avec régularité depuis les années 1950. On y trouve des informations sur l'état des logements occupés par les ménages, les statuts d'occupation, les dépenses associées au logement, la mobilité résidentielle, ce que pensent les occupants de leur logement, etc. La cible de l'enquête est l'ensemble des résidences principales en France. Pour l'édition de 2006, que j'ai exploitée, l'échantillon du sondage est tiré de l'échantillon maître issu du recensement de 1999, de la base des logements neufs achevés depuis le recensement et de la base des Zones Urbaines Sensibles. L'enquête de terrain a été conduite entre mars et décembre, en six vagues. L'échantillon final réunit 42'000 ménages.

Références

- Allemand, S., Ascher, F., Lévy, J., 2004, *Les sens du mouvement*, Belin, Paris
- Amar, G., 2004, *Mobilités urbaines. Eloge de la diversité et devoir d'invention*, L'Aube, Paris
- Aron, R., 1976, *Les étapes de la pensée sociologique*, Gallimard, Paris
- Ascher, F., 1995, *Métapolisation ou l'avenir des villes*, Odile Jacob, Paris
- Ascher, F., 2000, « Les mobilités et les temporalités, condensateurs des mutations urbaines », in Bonnet M., Desjeux D. (Dir.), *Les territoires de la mobilité*, PUF, Paris
- Ascher, F., 2005, *La société hypermoderne : ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs*, éditions de l'Aube, Paris
- Authier, J.-Y., Bensoussan, B., Grafmeyer, Y., 2001, *Du domicile à la ville. Vivre en quartier ancien*, Anthropos, 214 p.
- Authier, J.-Y. (dir.), Bidet, J., Collet, A., Gilbert, P., Steinmetz, H., 2010, *État des lieux sur les trajectoires résidentielles*, PUCA, Paris
- Authier, J.-Y., Bidou-Zachariasen, C., 2008, « La question de la gentrification urbaine », *Espaces et Sociétés*, 132-133, p.13-21
- Authier, J.-Y., Bonvalet, C., Lévy, J.-P. (dir.), 2010, *Elire domicile. La construction sociale des choix résidentiels*, Presses universitaires de Lyon, Lyon
- Authier, J.-Y., Collet, A., Giraud, C., Rivière, J., Tissot, S., 2018, *Les bobos n'existent pas*, Presses universitaires de Lyon, Lyon

- Briant, P., 2010, « L'accèsion à la propriété dans les années 2000 », *INSEE Première*, 1291, mai.
- Bachiri, N, Vandersmissen, M.-H., Després, C., 2008, « Localisation résidentielle et déplacements des adolescents de Québec, Canada », *Recherche Transports Sécurité*, 101, p.299-313
- Bacqué, M.-H., 2006, « En attendant la gentrification : discours et politiques à la Goutte d'Or », *Sociétés contemporaines*, 3, p.63-83
- Bacqué, M.-H., Vermeersch, S., 2013, « Les classes moyennes dans l'espace urbain Choix résidentiels et pratiques urbaines », *Sociologie et sociétés*, 45(2), p.63-86
- Barker, J., 2010, "Manic Mums' and 'Distant Dads'? Gendered geographies of care and the journey to school", *Health and Place*, 17(2), p.413-421
- Bauman, Z., 2007, *Le présent liquide*, Seuil, Paris
- Bauman, Z., 2013, *La vie liquide*, Fayard, Paris
- Beck, U., 1986, *La société du risque*, Flammarion, Paris
- Becker, H, 1985(1963), *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, éditions Métailié, Paris
- Becker, H, Geer, B., Hughes, E., Strauss, A., 2004(1961), *Boys in White*, Transaction publishers, New Brunswick
- Bellamy, V., Léveillé, L., 2007, « Consommation des ménages. Quels lieux d'achat pour quels produits ? », *INSEE Première*, 1165.
- Berger, M., 2004, *Les périurbains de Paris*, CNRS Editions, Paris
- Berger, P., Luckmann, T., 1966 (trad. fr. 1986), *La construction sociale de la réalité*, Armand Colin, Paris
- Bertillon, A., 1876, « La théorie des moyennes en statistique », *Journal de la Société statistique de Paris*, p.265-308

- Bidou, C., 1984, *Les aventuriers du quotidien, essai sur les nouvelles classes moyennes*, Presses Universitaires de France, Paris
- Bidou-Zachariasen, C. (dir.), 2003, *Retours en ville : des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation » des centres*, Descartes & Cie, Paris
- Bonneval, L., 2014, « Les tiers dans le choix du logement : comment les agents immobiliers contribuent à l'élaboration des projets résidentiels », *Espaces et sociétés*, 1(156-157), p.145-159
- Bonvalet, C., 2005, « Logement et vie familiale. Un parcours résidentiel en mutations », *Informations sociales*, 3(123), p. 56-65
- Bonvalet, C., Brun, J., 2002, « Etat des lieux des recherches sur la mobilité résidentielle en France », in Lévy J.-P., Dureau F. (éd.), *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en question*, L'Harmattan, Paris, p.15-64
- Bonvalet C., Fribourg A.M., 1990, *Stratégies résidentielles*, INED-PUCA, Paris
- Bonvalet, C., Gotman, A., 1993, *Le logement, une affaire de famille*, L'Harmattan, Paris
- Bosvieux, J., 2005, « Accession à la propriété : des acquéreurs plus nombreux mais prudents », *Economie et statistique*, 381-382, p.41-61
- Boudon, R., 1984, *La place du désordre*, Presses Universitaires de France, Paris
- Boudon, R., 1990, *La logique du social*, Hachette, Paris
- Bourdieu, P., 1980, *Le sens pratique*, Editions de minuit, Paris
- Bourdieu, P., 2000, *Les structures sociales de l'économie*, Seuil, Paris
- Bourdieu, P., 2003, *Méditations pascaliennes*, Seuil, Paris

- Bourdieu, P., De Saint Martin, M., 1990, « Le sens de la propriété. La genèse sociale des systèmes de préférences », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 81-82, p. 52-64
- Bourdieu, P., Passeron, J.-C., 1970, *La reproduction. Eléments d'une théorie du système d'enseignement*, Editions de minuit, Paris
- Bourdin, A. 2005, *La métropole des individus*, Editions de l'Aube, Paris
- Brisbois, X., 2010, *Le processus de décision dans le choix modal : importance des déterminants individuels, symboliques et cognitifs*, Thèse de doctorat en psychologie, Université Pierre Mendès-France, Grenoble
- Cailly, L., 2007, « Capital spatial, stratégies résidentielles et processus d'individualisation », *Annales de géographie*, 2(654), p.169-187
- Calvino, I., 2013 (1972), *Les villes invisibles*, Gallimard, Paris
- Castoriadis, C., 1996, *La montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe - 4*, Seuil, Paris
- Carpentier, S., Gerber, P. (ed.), 2011, *Mobilités et modes de vie. Vers une recomposition de l'habiter*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes
- Chalvon-Demersay, S., 1984, *Le triangle du XIV^{ème}. Des nouveaux habitants dans un vieux quartier de Paris*, Editions de la MSH, Paris
- Chardonnel, S., Duivillard, S., L., Sgard, A., Charleux, L., Debizet, G., 2011, « Devenir propriétaire loin des métropoles : entre contraintes de mobilité et choix de vie », in Carpentier, S., Gerber, P. (ed.), *Mobilités et modes de vie. Vers une recomposition de l'habiter*, Presses Universitaires de Rennes, p.133-158
- Chatriot, A., Chessel, M.-E., 2006, « L'histoire de la distribution : un chantier inachevé », *Histoire, économie & société*, 1, p.67-82
- Chenu, A., 2002, « Les horaires et l'organisation du temps de travail », *Economie et Statistique*, 352-353, p.151-167

- Clerval, A., 2008, « Les « gentrificateurs » du Bas Montreuil : vie résidentielle et vie professionnelle », *Espaces et sociétés*, 1, p. 91-106
- Clerval, A., 2013, *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, La Découverte, Paris
- Clot, Y., 2002, « Clinique de l'activité et répétition », *Cliniques méditerranéennes*, 2, pp. 31-53
- Coenen-Huther, J., 2006, « Compréhension sociologique et démarches typologiques », *Revue Européenne des Sciences Sociales*, 135, p.195-205
- Coenen-Huther, J., 2007, « Classifications, typologies et rapport aux valeurs », *Revue Européenne des Sciences Sociales*, 138, p.27-40
- Collet, A., 2008, « Les « gentrificateurs » du Bas Montreuil : vie résidentielle et vie professionnelle », *Espaces et sociétés*, 1, p.125-141
- Corbillé, S., 2009, « Tourisme, diversité enchantée et rapports symboliques dans les quartiers gentrifiés du Nord-Est de Paris », *Genèses*, 3, p.30-51
- Corbillé, S., 2013, *Paris Bourgeoise Paris Bohême. La ruée vers l'est*, Presses Universitaires de France, Paris
- Cournot, A.A, 1851, *Essai sur les fondements de nos connaissances et sur les caractères de la critique philosophique*, Hachette et cie., Paris
- Crozet, Y., Joly, I., 2004, « Budget Temps de Transport : les sociétés tertiaires confrontées à la gestion paradoxale du bien le plus rare », *Cahiers Scientifiques du Transport*, 45, pp.27-48
- Crozet Y., Joly I., 2006a, *La "Loi de Zahavi" : quelle pertinence pour comprendre la construction et la dilatation des espaces-temps de la ville ?*, Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA), Coll. Recherches du PUCA, n° 163, Paris

- Crozet Y., Joly I., 2006b, « Budget temps de transport et vitesse : de nouveaux enjeux pour les politiques de mobilité urbaine », in M. Bonnet, P. Aubertel (Dir.), *La ville aux limites de la mobilité*, PUF
- Crozet Y., Orfeuil J.-P., Massot M.-H., 2001, *Mobilité urbaine : cinq scénarios pour un débat*, DRAST, CPVS, Paris
- Crozier, M., Friedberg, E., 1977, *L'acteur et le système*, Seuil, Paris
- Darmon, M., 2007, *La socialisation*, Armand Colin, Paris
- Daumas, J.-C., 2006, « Consommation de masse et grande distribution. Une révolution permanente », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 3(91), p.57-76
- Debroux, J., 2010, « Accéder à la maison individuelle en zone périurbaine : passé résidentiel, position dans le cycle de vie et sphères d'identification », *Métropoles*, 10
- Debroux, J., 2011, « Stratégies résidentielles et position sociale : l'exemple des localisations périurbaines », *Espaces et sociétés*, 1(144-145), p.121-139
- De Certeau, M., 1990, *L'invention du quotidien. 1. arts de faire*, Gallimard, Paris
- De Coninck, F. 2015, « L'invention des routines », *Espace Populations Sociétés*, 1-2
- De Coninck, F., Guillot, C., 2007, « L'individualisation du rapport au temps. Marqueur d'une évolution sociale », *Interrogations*, 5
- De Saint Pol, T., 2007, « Le dîner des Français : un synchronisme alimentaire qui se maintient », *Economie et Statistique*, 400, p.45-69
- De Singly, F., 1990, « Réussir à lire : la lecture chez les collégiens », *Cahiers de l'économie du livre*, 3, p.71-83
- Demazière, D., Dubar, C., 1997, *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple des récits d'insertion*, Nathan, Paris

- Desrosières, A., 2000, *La politique des grands nombres*, La Découverte, Paris
- Desse, R.-P., 1999, « La mobilité des consommateurs et les nouveaux espaces commerciaux », *Espace Populations Sociétés*, 2, p.281-289
- Dietrich-Ragon, P., 2014, « Résister à l'exil. Enquête auprès des mal-logés parisiens », *Espaces et sociétés*, 1, p. 19-35
- Dubet, F., 1994, *Sociologie de l'expérience*, Seuil, Paris
- Dubois-Taine, G., Chalas, Y., 1997, *La ville émergente*, Editions de l'Aube, Paris
- Dupuy, G., 1995, *Les territoires de l'automobile*, Economica, Paris
- Dupuy, G., 1999, *La dépendance automobile. Symptômes, analyses, diagnostic, traitements*, Economica, Paris
- Durkheim, E., 2004(1893), *De la division du travail social*, Presses Universitaires de France, Paris
- Ehrenberg, A., 2000, *La fatigue d'être soi*, Odile Jacob, Paris
- Elias, N., 1991(1939), *La société des individus*, Fayard, Paris
- Establet, R., Felouzis, G., 1992, *Livre et télévision : concurrence ou interaction*, Presses Universitaires de France, Paris
- Ferréol G., Noreck, J.-P., 2003, *Introduction à la sociologie*, Armand Colin, Paris
- Fitoussi, J.-P., Laurent, E., Maurice, J., 2004, *Ségrégation urbaine et intégration sociale*, La Documentation Française, Paris
- Flamm, M., 2004, Comprendre le choix modal. Les déterminants des pratiques modales et des représentations individuelles des moyens de transports, Thèse de doctorat, EPFL, Lausanne
- Fol, S., 2009, *La mobilité des pauvres*, Belin, Paris

- Fol S., Miot Y., Vignal C. (dir.), 2014, *Mobilités résidentielles, territoires et politiques publiques*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq
- Giddens, A., 1991, *Modernity and self-identity. Self and identity in the late modern age*, Stanford University Press, Stanford
- Giddens, A., 2004(1990), *Les conséquences de la modernité*, L'Harmattan, Paris
- Giddens, A., 2012(1987), *La constitution de la société. Eléments de la théorie de la structuration*, Presses Universitaires de France, Paris
- Gilbert, P., 2016a, « Classes, genres et styles de vie dans l'espace domestique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 5(215), p.4-15
- Gilbert, P., 2016b, « Troubles à l'ordre privé. Les classes populaires face à la cuisine ouverte », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 5(215), p.102-121
- Goyon, M., Ortar, N., 2009, « Désir de maison à l'aune du parcours résidentiel. Quelle promotion sociale dans le périurbain ? », *Journal of Urban Research*, 5
- Granovetter, M., 1994, « Les institutions économiques comme constructions sociales : un cadre d'analyse », in Orléan, A. (dir.), *L'analyse économique des conventions*, Presses Universitaires de France, Paris, p.79-94
- Granovetter, M., Mac Guire, P., 1998, « The making of an industry : electricity in the United States », in Calion, M. (éd.), *The Laws of the Markets*, Blackwell, Oxford, p.147-173
- Grossetti, M., 2004, *Sociologie de l'imprévisible*, Presses Universitaires de France, Paris
- Haumont, N. (dir.), 1996, *La ville, agrégation et ségrégation sociales*, L'Harmattan, Paris

- Jouffe, Y., 2010, « La paradoxale mobilité des précaires travailleurs : vers de nouvelles inégalités ? », in Massot, M.-H. (dir.), *Mobilités et modes de vie métropolitains*, l'Oeil d'or, Paris
- Kaufmann V., 2000, *Mobilité quotidienne et dynamiques urbaines. La question du report modal*, Presses Polytechniques Universitaires Romandes, Lausanne
- Kaufmann, V., 2007, « A la recherche du potentiel de mobilité maximum », in P. Lannoy, T. Ramadier, *La mobilité généralisée. Formes et valeurs de la mobilité quotidienne*, Academia-Bruylant, Louvain-la-Neuve, pp.79-88
- Kaufmann, V., 2008, *Les paradoxes de la mobilité*, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, Lausanne
- Kaufmann, V., 2014, *Retour sur la ville*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne
- Kaufmann, V., Jemelin, C., Guidez, J.-M., 2001, *Automobile et modes de vie urbains : quel degré de liberté*, La Documentation Française, Paris
- Korsu E., 2010, «La proximité domicile-travail dans les choix résidentiels et professionnels de l'individu hypermoderne», in Massot M.-H. (dir.), *Mobilités et modes de vie métropolitains*, éditions l'Oeil d'Or, Paris, p.75-92
- Korsu E., 2012, « Tolerance to Commuting in Urban Household Location Choice. Evidence from the Paris metropolitan area », *Environment and Planning A*, 44(8), p.1951-1968
- Kuhn, T., 2008 (1970), *La structure des révolutions scientifiques*, Gallimard, Paris
- Laferté, G., 2016, « Ferme, pavillon ou maison de campagne. Les formes résidentielles de l'embourgeoisement agricole », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 5(215), p.16-37
- Lahire, B., 2001, *L'homme pluriel*, Armand Colin, Paris

- Lahire, B., 2004, *La culture des individus*, La Découverte, Paris
- Lambert, A., 2016, « Echapper à l'enfermement domestique. Travail des femmes et luttes de classement en lotissement pavillonnaire », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 5(215), p.56-71
- Lannoy, P., Ramadier, T., 2007, *La mobilité généralisée. Formes et valeurs de la mobilité quotidienne*, Academia-Bruylant, Louvain-la-Neuve
- Lapeyronnie D., 2008, *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Robert Laffont, Paris
- Launay, L., 2010, « De Paris à Londres : le défi de la mixité sociale par les « acteurs clés », *Espaces et sociétés*, 1, p.111-126
- Launay, L., 2014, « Les classes populaires racisées face à la domination dans les beaux quartiers de Paris », *Espaces et sociétés*, 1, p. 37-52
- Le Breton, E., 2005, *Bouger pour s'en sortir : mobilité quotidienne et intégration sociale*, Armand Colin, Paris
- Lees, L., Slater, T., Wyly, E., 2008, *Gentrification*, Routledge, New York
- Lestrade, S., 2013, « Le commerce de proximité de la grande distribution en France. De nouveaux modèles de magasins pour de nouvelles relations avec la ville ? », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 108, p.24-35
- Lévy, J.-P., 2003, « Peuplement et trajectoires dans l'espace résidentiel : le cas de la Seine-Saint-Denis », *Population*, 3(58), p.365-400
- Lewis, P., Torres, J., 2010, « Les parents et les déplacements entre la maison et l'école primaire : quelle place pour l'enfant dans la ville ? », *Enfances, Familles, Générations*, 12, p.44-65
- Lipovetsky, G., 2006, *Le bonheur paradoxal*, Gallimard, Paris

- Lübbe, H., 1998, « Gegenwartsschrumpfung », in Backhaus, K., Bonus, H. (dir.), *Die Beschleunigungsfalle oder der Triumph der Schildkröte*, Schäffer/Pöschel, Stuttgart, p.129-164
- Luhmann, N., 1990, « Die Zukunft kann nicht beginnen. Temporalstrukturen der modernen gesellschaft », in Sloterdijk, P., *Vor der Jahrtausendwende : berichte zur lage der Zukunft (vol.1)*, Suhrkamp, Francfort, p.119-150
- Lussault, M., 2009, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Grasset, Paris
- Lutinié, B., 2002, « Les petites entreprises du commerce depuis 30 ans. Beaucoup moins d'épiceries, un peu plus de fleuristes », *INSEE Première*, 831.
- Mallet, S., 2013, « Aménager les rythmes: politiques temporelles et urbanisme », *EspaceTemps.net*
- Martucelli, D., 1999, *Sociologies de la modernité*, Gallimard, Paris
- Martucelli, D., 2002, *Grammaires de l'individu*, Gallimard, Paris
- Marzloff, B., 2005, *Mobilités: trajectoires fluides*, éditions de l'Aube, Paris
- Massot M-H., Armoogum J., Hivert L., 2002, *Pari 21. Etude de faisabilité d'un système de transport radicalement différent pour la zone dense francilienne*, Rapport INRETS, Paris
- Massot M-H., Orfeuill J-P., 2005, « La mobilité au quotidien, entre choix individuel et production sociale », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. 118, p.81-100
- Massot M-H., Roy, E., 2004, *Lieu de vie-Lieu de travail. 25 ans d'évolution de la distance au travail*, Rapport de recherche pour l'ADEME, INRETS, Paris

- Maurin, E., 1989, « Types de pratiques, types de journées et déterminants sociaux de la vie quotidienne », *Economie et statistique*, 223, p.25-46
- Maurin, E., 2014, « La mobilité sociale des nouvelles classes moyennes », *Idées économiques et sociales*, 1, p. 25-35
- May, N. (dir.), 1998, *La ville éclatée*, éditions de l'Aube, Paris
- Metton, A., 1998, « Espoirs et amertumes du commerce des centres-villes », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 78, p.46-54
- Mokhtarian, P., Chen, C., 2004, "TTB or not TTB, that is the question : a review and analysis of the empirical literature on travel time (and money) budgets", *Transportation research Part A*, 38, p.643-675
- Monchatre, S., Pottier, F., 2003, *Les mobilités professionnelles : de l'instabilité de l'emploi à la gestion des trajectoires*, La Documentation Française, Paris
- Monod, J., 1970, *Le hasard et la nécessité. Essai sur la philosophie naturelle de la biologie moderne*, Seuil, Paris
- Morin, E., 1981, *Pour sortir du 20^{ème} siècle*, Nathan, Paris
- Morin, E., 1994, *Sociologie*, Fayard, Paris
- Motte-Baumvol, B., Belton-Chevallier, L., Shearmur, R., 2011, « Différences de genre et formes de dépendances des conjoints biactifs dans l'accompagnement des enfants », *Géographie Economie Société*, 13(2), p.189-206
- Oberti, M., Préteceille, E., 2011, « Les cadres supérieurs et les professions intermédiaires dans l'espace urbain: des dynamiques résidentielles divergentes, entre séparatisme et mixité sous contrôle », in Bouffartigue, P., *Cadres, classes moyennes : vers l'éclatement ?*, Armand Colin, p.202-212

- Orfeuil, J.-P., 2000, *L'évolution de la mobilité quotidienne : Comprendre les dynamiques, éclairer les controverses*, Synthèse n° 37. INRETS, Arcueil
- Orfeuil, J.-P., 2004, *Transports, pauvreté, exclusion. Pouvoir bouger pour s'en sortir*, éditions de l'Aube, Paris
- Orfeuil, J.-P., 2008a, *Une approche laïque de la mobilité*, Descartes&Cie, Paris
- Orfeuil, J.-P., 2008b, *Mobilités urbaines. L'âge des possibles*, Scrineo, Paris
- Orfeuil, J.-P., 2015, *Accès et mobilité. Les nouvelles inégalités*, InFolio, Paris
- Ortar, N., 1998, *Maisons, raisons, passions*, Thèse de doctorat, Université Paris 10 Nanterre, Paris
- Ortar, N., 2008, « Entre ville et campagne, le difficile équilibre des périurbaines lointaines », *Métropoles*, 3
- Papon, F., De Solère, R., 2010, « Les modes actifs : marche et vélo de retour en ville », in Commissariat Général au Développement Durable, *La mobilité des Français*, Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, Paris, p.65-82
- Park, R.E., 1928, « Human migration and the marginal man », *American Journal of Sociology*, 33(6), p.881-893
- Park, R.E., 1984(1925), « La ville. Propositions de recherche sur le comportement humain en milieu urbain », in Grafmeyer, Y., Joseph, I., *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Editions Aubier, Paris, p.83-130
- Perrin-Heredia, A., 2013, Le « choix » en économie. Le cas des consommateurs pauvres, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 4(199), p.46-67

- Prédali, F., 2002, « Choix résidentiels, choix modaux et mobilités quotidiennes : le cas des franciliennes âgées de 25 à 50 ans », in Lévy J.-P., Dureau F. (éd.), *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en question*, L'Harmattan, Paris, p.245-263
- Préel, B., 1994, *La ville à venir*, Descartes et cie, Paris
- Raad, L., 2012, « Pratiques et représentations des couches moyennes en banlieue rouge : stratégies résidentielles et ancrage territorial », *Espaces et sociétés*, 1, p. 91-110
- Rocci, A., 2007, *De l'automobilité à la multimodalité ? Analyse sociologique des freins et leviers au changement de comportements vers une réduction de l'usage de la voiture : le cas de la région parisienne et perspective internationale*, Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris 5, Paris
- Rosa, H., 2013, *Accélération. Une critique sociale du temps*, La Découverte, Paris
- Rougé, L., 2005, « Les « captifs » du périurbain. Voyage chez les ménages modestes installés en lointaine périphérie », in Capron, G., Guetat, H., Cortes, G. (dir.), *Liens et lieux de la mobilité*, Belin, Paris, p.129-144
- Rougé, L., 2007, « Inégale mobilité et urbanité par défaut des périurbains modestes toulousains », *EspacesTemps.net*
- Schnapper, D., 2003, « L'analyse typologique », in Moscovici S., Buschini, F., *Les méthodes des sciences humaines*, Presses Universitaires de France, Paris, p. 297-314
- Schwanen, T., 2007, "Gender Differences in Chauffeur-ing Children among Dual-Earner Families", *The Professional Geographer*, 59(4), p.447-462
- Schwanen, T., Ettema, D., 2007, "If you pick up the children, I'll do the groceries: spatial differences in between-partner interactions in out-

- of-home household activities", *Environment and Planning A*, 39(11), p.2754-2773
- Schwartz, O., 2009, « Vivons-nous encore dans une société de classes ? », in *La vie des idées (laviedesidees.fr)*, 22 septembre, ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Vivons-nous-encore-dans-une.html>
- Schwartz, O., 2014, « Peut-on parler des classes populaires ? », in *La vie des idées (laviedesidees.fr)*, 13 septembre, ISSN: 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html>
- Segaud, M., Brun, J, Driant, J.-C. (dir.), 2003, *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Armand Colin, Paris
- Segaud, M. Brun, J., Bonvalet, C., 1998, *Logement et habitat. L'état des savoirs*, La Découverte, Paris
- Simmel, G., 1981(1917), *Sociologie et épistémologie*, Presses Universitaires de France, Paris
- Simmel, G., 1987(1900), *Philosophie de l'argent*, Presses Universitaires de France, Paris
- Simon, P., 1997, « Les usages sociaux de la rue dans un quartier cosmopolite », *Espaces et sociétés*, 2, n°90, p.43-68
- Smith, N., 1996, *The new urban frontier: gentrification and the revanchist city*, Routledge, New York
- Thomas, M.-P., Pattaroni, L., 2012, « Choix résidentiels et différenciation des modes de vie des familles de classes moyennes en Suisse », *Espaces et sociétés*, 1(148-149), p.111-127
- Thomas, M.-P., Pattaroni, L., Kaufmann, V., 2011, « Modes de vie, mobilité et organisation quotidienne des familles : quelles relations avec les choix résidentiels ? », in Carpentier, S., Gerber, P. (ed.), *Mobilités et modes de vie. Vers une recomposition de l'habiter*, Presses Universitaires de Rennes, p.27-47

- Thomas, W.I., 1923, *The unadjusted girl. With cases and standpoint for behavior analysis*, Little, Brown and Company, Boston
- Tissot, S., 2010, « Quand la mixité sociale mobilise des *gentrifieurs*. Enquête sur le mot d'ordre militant à Boston », *Espaces et sociétés*, 1, p.127-142
- Tonnies, F., 1887(2010), *Communauté et société. Catégories de la sociologie pure*, Presses Universitaires de France, Paris
- Touraine, A., 2003, « Les méthodes de la sociologie », in Moscovici S., Buschini, F., *Les méthodes des sciences humaines*, Presses Universitaires de France, Paris, p. 113-138
- Urry, J. 2005, *Sociologie des mobilités*, Armand Collin, Paris
- Vallet, L.-A., 2014, « Mobilité observée et fluidité sociale en France de 1977 à 2003 », *Idées économiques et sociales*, 1, p. 6-17
- Vandersmissen, M.-H., 2011, « Déplacements d'accompagnement d'enfants en milieu urbain au Québec. Une expérience pénible ? », *Articulo - Journal of Urban Research*.
- Van Zanten, A., 2009, « Le choix des autres. Jugement, stratégies et ségrégations scolaires », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 5(180), p.24-34
- Vermeersch, S., 2011, « Bien vivre au-delà du « périph » : les compromis des classes moyennes », *Sociétés contemporaines*, 3, p.131-154
- Viard, J., 2006, *Éloge de la mobilité. Essai sur le capital temps libre et la valeur travail*, éditions de l'Aube, Paris
- Vincent, S., 2008, *Les "altermobilités": analyse d'usages de déplacements alternatifs à la voiture individuelle. Des pratiques en émergence ?*, Thèse de doctorat en Sciences de l'Homme et de la Société, Université Paris 5, Paris
- Weber, M., 2003(1922), *Economie et Société*, Agora, Paris

- Weber, M., 2008(1905), *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Flammarion, Paris
- Wiel, M., 1999, *La transition urbaine ou le passage de la ville-pédestre à la ville-motorisée*, Pierre Mardaga, Sprimont
- Wiel, M., 2002, *Ville et Automobile*, Descartes, Paris
- Wiel, M., 2004, *Ville et mobilité, un couple infernal*, l'Aube, Paris
- Wirth, L., 1984(1938), « Le phénomène urbain comme mode de vie », in Grafmeyer, Y., Joseph, I., *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Editions Aubier, Paris, p.251-277

Les villes sont peuplées de gens qui ne sont pas (toujours) ceux qu'on croit

Dans les sociétés 'modernes', les gens qui vivent dans les villes sont exposés à une certaine pluralité normative quant aux 'bonnes manières de vivre'. Il existe des arguments pour rendre désirable et justifiable toute une variété de choix de vie et il existe des contre-arguments dissuasifs, réduisant l'attrait des mêmes choix, ou les rendant plus difficile à assumer, ou leur faisant subir la concurrence d'autres choix pas moins tentant. Cette pluralité vient parfois se nicher dans l'intériorité des individus, à travers des processus de socialisation plurielle, opérant dans des cadres d'influence qui ne sont jamais entièrement fermés, et complexifiant les systèmes de préférences avec des penchants multiples. Elle se manifeste parfois 'de l'extérieur', à travers une complexification des conditions dans lesquelles on doit arbitrer entre les possibilités. Un des produits dérivés de cet état est une pluralisation des modes de vie parmi des personnes proches au regard de leurs positions et identités sociales dans les grandes lignes. Acheter son logement ou le louer, habiter un quartier plutôt 'bourgeois' ou plutôt 'populaire', au centre ou en banlieue, faire ses courses chez un 'petit commerçant' ou dans une grande surface, accompagner ses enfants à l'école soi-même ou s'organiser autrement, se déplacer en automobile ou avec les modes alternatifs : ces questions de l'existence au quotidien, et d'autres encore, trouvent des réponses polarisées chez de nombreux groupes de personnes aux multiples traits communs. Ce livre est là pour tenter d'exposer ce fait et de réfléchir à certaines de ses conséquences.

Emre Korsu est chercheur au Laboratoire Ville Mobilité Transport, Université Gustave Eiffel.